

LES MONITOIRES

A FIN DE RÉVÉLATIONS

DANS LA PROCÉDURE SÉCULIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

Pierre DUPONT

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GENESTAL

Suffragants { MM. GIFFARD
HUGUENEY } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

LES MONITOIRES

A FIN DE RÉVÉLATIONS

DANS LA PROCÉDURE SÉCULIÈRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Novembre 1930, à 14 heures

PAR

Pierre DUPONT

Lauréat de la Faculté de Droit de Paris

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GENESTAL

Suffragants { MM. GIFFARD
HUGUENY } Professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU & C^{ie}

ÉDITEURS

14, rue Soufflot et rue Toullier, 13

— 1930 —



AVANT-PROPOS

L'action de la justice a, de tout temps, été entravée par l'hésitation des témoins à révéler ce qu'ils savent d'un fait, lorsqu'ils craignent de se compromettre ou de s'attirer des inimitiés.

Cette difficulté n'avait pas échappé au législateur de l'époque révolutionnaire. D'après le décret des 16-29 septembre 1791, concernant la justice criminelle, tout témoin d'un crime était tenu d'en donner avis à l'officier de police du lieu. Le code du 3 brumaire, an IV, reprenait cette disposition dans son article 87. Et le code d'instruction criminelle dispose, dans l'art. 30 : « Toute personne qui aura été témoin d'un attentat contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu sera pareillement tenue d'en donner avis au procureur du Roi, soit du lieu du crime ou du délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé. »

Tout individu, encore qu'il n'ait aucun intérêt direct ou personnel à la répression du crime ou du délit, est donc tenu d'en donner avis. Mais cet article, comme ceux qui l'ont précédé dans le décret de 1791 et dans le code de brumaire, est dépourvu de sanction : c'est aujourd'hui,

un simple devoir civique pour toute personne de dénoncer les crimes et les délits dont elle a été témoin.

Dans l'ancien droit, cette difficulté avait été résolue grâce à une institution originale, aujourd'hui disparue, et qui fut d'un secours extrêmement précieux pour la justice criminelle de l'ancien régime, nous voulons parler des *monitoires*. Alors qu'aujourd'hui, la loi considère comme un devoir civique pour toute personne de révéler les crimes et les délits dont elle a été témoin, les anciens en firent un devoir religieux et sanctionnèrent par les peines ecclésiastiques les plus rigoureuses tout manquement à ce devoir. De cette idée est né l'usage des monitoires.

Jousse définit ainsi les monitoires: « Les monitoires sont des lettres qu'on obtient des Juges d'Eglise et qu'on fait publier aux Prônes des Messes paroissiales et afficher à la porte des églises et places publiques pour avoir, par le moyen des censures ecclésiastiques, la révélation de faits importants dont on ne peut d'ailleurs avoir la preuve par des témoins connus » (1). Les monitoires ou *lettres monitoires* étaient des lettres obtenues de l'official, lues aux prônes par les curés et affichées aux portes des églises, qui enjoignaient à tous les fidèles, sous peine d'excommunication, de révéler ce qu'ils savaient d'un fait délictueux spécifié dans le monitoire.

*
* *

Toute procédure criminelle commençait par l'information. Celle-ci était ouverte soit sur une plainte de la partie

(1) Traité de la justice criminelle de France, t. II, p. 119.

civile, qui obtenait permission de faire informer, soit sur plainte du procureur du roi ou du seigneur qui, averti par une dénonciation ou autrement, requérait le juge.

C'est au cours de cette information qu'il était souvent fait usage des monitoires. Lorsque l'auteur d'un crime était inconnu, ou bien lorsque les preuves manquaient contre le coupable et qu'aucun témoin connu ne pouvait être assigné, la partie poursuivante, victime ou ministère public, demandait au juge chargé de l'information la permission de recourir au monitoire pour provoquer des témoignages susceptibles d'éclairer la justice. Cette permission du juge séculier était indispensable et l'autorité ecclésiastique ne pouvait, au ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, faire publier aucun monitoire, si le plaignant ne l'avait obtenue d'abord du juge séculier. Cette autorisation accordée, le plaignant s'adressait à l'autorité ecclésiastique, en l'espèce l'official, et sollicitait des *lettres monitoires* qui devaient être publiées aux prônes pendant trois dimanches consécutifs. Dans ces lettres, le juge ecclésiastique exposait les faits pour lesquels l'information était ouverte et mandait aux curés des paroisses intéressées d'avoir à publier le monitoire, en ordonnant aux fidèles, qui auraient quelque connaissance des faits indiqués, de *venir à révélation* dans un délai déterminé, faute de quoi ils seraient déclarés excommuniés. Les révélations, s'il s'en produisait, étaient reçues par les curés, notées par écrit et envoyées, closes et cachetées, au juge qui procédait à l'information. Celui-ci citait à nouveau les témoins dont les déclarations lui paraissaient intéressantes, et recevait leurs témoignages en la forme ordinaire.

Le monitoire était une institution de la procédure ecclésiastique dont le pouvoir séculier s'empara, à la fin du xvi^e siècle, et qu'il a réglementée dans l'ordonnance criminelle de 1670.

Nous nous sommes proposé d'étudier le monitoire dans la procédure séculière, c'est-à-dire pendant les deux derniers siècles de l'ancien régime. Bien que cela ne rentrât pas dans le cadre propre de cette étude, nous avons cependant tenu à parler des origines de l'institution, pour réfuter une opinion commune qui place ces origines dans quelques décrétales du pape Alexandre III, de l'année 1170.

L'usage des monitoires peu fréquents au début, devient courant à partir du xvi^e siècle. Les anciens traités de législation criminelle parlent des monitoires à propos de l'information. Deux *Traité*s sur les monitoires, dus, l'un à Eveillon, l'autre à Rouault, ont paru à un siècle d'intervalle (1). Mais Eveillon étudie surtout l'excommunication et ne parle des monitoires qu'incidemment et comme d'une catégorie particulière d'excommunication. Quant à Rouault, son traité contient de longs développements théoriques sur l'excommunication, qui s'écartent de la question même des monitoires ; en outre, l'auteur confond à chaque instant le monitoire et la monition, ce qui rend obscurs de nombreux passages de son traité. Enfin Eveil-

(1) La première édition du *Traité des excommunications et monitoires* du chanoine Eveillon a paru en 1654 ; deux autres éditions ont été publiées en 1642 et 1711. Le *Traité des monitoires*, de l'abbé Rouault a paru en 1740.

lon était chanoine de l'église d'Angers, Rouault, curé de Saint-Pair, et tous deux, désireux de maintenir l'autorité ecclésiastique dans les droits dont elle avait été dépouillée par la jurisprudence des Parlements, exposent, comme si elles étaient encore en vigueur, des règles anciennes depuis longtemps disparues.

Les rares auteurs modernes qui ont écrit sur les monitoires, se bornent à publier, dans de courtes monographies, quelques monitoires découverts au hasard de leurs recherches et se contentent de dire « qu'il y aurait là une étude intéressante à faire ». Aucun n'a consacré à la question des monitoires une étude d'ensemble.

Grâce aux nombreux documents — plus de deux mille pièces — qui ont été mis à notre disposition par MM. les Archivistes départementaux, nous avons pu reconstituer dans ses traits essentiels cette institution originale, aujourd'hui disparue.

INTRODUCTION

Les Origines du Monitoire

Le monitoire était une institution de la procédure ecclésiastique dont le pouvoir civil s'empara au xvi^e siècle et qu'il a réglementée dans l'ordonnance de 1670.

Mais la procédure monitoire n'a pas été établie à l'origine par un texte ; elle est née de la pratique.

Le monitoire — ordre du juge ecclésiastique enjoignant aux fidèles sous peine d'excommunication de révéler ce qu'ils savent d'un crime — a pour antécédent historique la *monition canonique*. La monition était un avertissement public adressé par l'autorité ecclésiastique au fidèle, lui ordonnant, sous peine d'excommunication de faire ou de s'abstenir de faire telle ou telle chose (1).

La monition pouvait avoir un objet quelconque. A partir du dernier tiers du xii^e siècle, apparaissent les moni-

(1) C'était une règle — du droit canonique classique que toute excommunication — l'excommunication *latæ sententiæ* exceptée — devait être précédée de trois avertissements successifs, appelés *monitions*, adressées au pécheur (Hinschius. Das Kirchenrecht, IV, p. 761., 773 et V, p. 118).

tions à fin de révélation. L'usage se répandit de contraindre, par la menace de peines ecclésiastiques, les témoins qui, cités en justice, refusaient de témoigner. Cet usage est confirmé par quelques décrétales du pape Alexandre III de l'année 1170, et de ses successeurs, rapportées dans les *Décrétales de Grégoire IX*, au titre de *testibus cogendis* (1).

Puis, lorsqu'un crime avait été commis sans que l'on connût des témoins susceptibles d'éclairer la justice, on prit peu à peu l'habitude d'adresser des ordres de révéler, sous peine d'excommunication, à l'ensemble des fidèles, pensant que cette menace de censures ecclésiastiques provoquerait les témoignages de ceux que retenaient la crainte ou la haine. Toutes les caractéristiques du monitoire se trouvaient alors réunies: ordre adressé à des témoins inconnus de révéler, sous peine d'excommunication, ce qu'ils savent d'un crime dont on recherche l'auteur. La monition générale à fin de révélation est un monitoire,

*
* *

D'après une opinion commune, l'usage des monitoires remonterait précisément aux décrétales d'Alexandre III et de ses successeurs rapportées au titre de *testibus cogendis*. L'abbé Rouault, auteur d'un *Traité des monitoires*, expose la doctrine classique : « Alexandre III, qui vivait vers le milieu du douzième siècle semble avoir été le premier qui se soit servi des Excommunications à fin de

(1) *Décret. Gregor. IX*, II, XXI (Friedberg II, p. 341).

révéler que nous appelons Monitoires dans la cause de l'évêque de Preneste d'une part et de l'abbé de Sublac de l'autre... » (1). L'espèce est rapportée au titre *de testibus cogendis*, *cap. II*. Rouault cite ensuite une décrétale du pape Clément III, rapportée au *cap. V*. Enfin une décrétale du pape Honoré III, rapportée au *cap XI*.

C'est à tort, selon nous, que l'on a vu dans les textes du titre *de testibus cogendis* l'origine des monitoires. Bien qu'il y soit question d'*excommunications a fin de révélations*, ces décrétales ne visent pas les monitoires, mais bien les monitions à fin de révélation.

Ce qui caractérise, en effet le monitoire, c'est qu'il s'adresse à des témoins indéterminés et inconnus, auxquels il enjoint, sous peine d'excommunication, de venir à révélation. Or, dans les espèces rapportées au titre *de testibus cogendis*, il s'agit, au contraire, de témoins déterminés et connus dès le début des poursuites, souvent même cités en justice, mais qui refusent de témoigner ; le pape déclare qu'on pourra les y contraindre par une menace d'excommunication.

Dans la première décrétale (2), citée par Rouault, Alexandre III s'adresse aux témoins eux-mêmes dont le témoignage est nécessaire pour trancher le différend entre l'évêque de Preneste et l'abbé de Sublac ; et leur ordonne de déclarer ce qu'ils savent sous peine de suspense, puis d'excommunication et de déposition (3).

(1) Rouault, *Traité des monitoires*, p. 6.

(2) *Décret Gregor.* IX, II, XXI, 2 (Friedberg II, p. 341).

(3) La décrétale est adressée « *presbyteris Pontix* ».

Rouault nous apprend ensuite qu'Innocent III fit usage de monitoires pour avoir preuve d'injures faites par des laïques à un clerc (4).

En réalité, il n'est pas question de monitoire dans cette décrétale mais bien, comme dans l'hypothèse précédente, d'une menace d'excommunication contre des témoins déterminés qui refusent de déposer. Cette interprétation ressort moins nettement cependant que dans la première décrétale. Une injure atroce a été faite par des laïques à un clerc, en présence de nombreux témoins, *multis adstantibus et videntibus* ; les coupables présumés refusent d'avouer leur culpabilité. Le texte ajoute « *et quum læsus eorum testimonio qui præsentibus existerant et viderant, hoc probare desideret, illi licet veritatem cognoverint nolunt veritati testimonium perhibere* » ; la victime veut faire la preuve par témoins, mais ceux qui étaient présents refusent d'apporter leur témoignage. Clément III répond que, si la preuve ne peut en être faite autrement, on pourra les contraindre par les censures ecclésiastiques.

S'agit-il ici d'une menace d'excommunication générale ? On rencontrera, dans les siècles suivants, des hypothèses analogues où l'autorité ecclésiastique fera usage des monitoires : un individu, frappé ou injurié dans une foule, n'a pu reconnaître son agresseur, ou bien s'il a pu le reconnaître, celui-ci nie ; il existe de nombreux témoins ; seulement ceux-ci hésitent à venir déposer ; la victime obtiendra un monitoire par lequel il sera enjoint aux té-

(4) *Decret. Gregor. IX. Loc. cit.*, (Friedberg II, p. 342). — Cette décrétale que Rouault attribue à Innocent III est de Clément III.

moins de venir révéler ce qu'ils savent de l'agression. Ce n'est pas là, à notre sens, l'hypothèse que vise le texte. Les témoins du fait sont connus; peut-être même ont-ils été cités; mais ils refusent d'apporter leur témoignage, *illi nolunt veritati testimonium perhibere*. Et dans sa réponse, Clément III semble bien viser des témoins déterminés : « ceux qui refusent d'apporter leur témoignage », et non pas, comme il aurait fait s'il avait été question d'un monitoire, « ceux qui s'abstiennent de venir révéler ce qu'ils savent ».

Le dernier texte où Rouault voit un monitoire est une décrétale d'Honoré III (1). Ici encore il n'est pas question de monitoire; il s'agit d'une conjuration faite par les habitants de Ravenne auxquels s'étaient joints des clercs. Pour avoir preuve de cette conjuration, le pape, répondant à la question qui lui était posée, déclara que l'on pourrait contraindre les témoins « qu'il vous aura semblé bon de faire comparaître », *illos quos videritis compellendos*. Il s'agit de témoins cités en justice, donc connus et déterminés.

Les autres textes du titre *de testibus cogendis*, où certains auteurs (2) ont voulu voir également des monitoires, permettent, comme dans les hypothèses précédentes, de contraindre par une menace d'excommunication un témoin à déposer. La première décrétale du titre vise, comme les autres, des témoins déterminés et connus et vrai-

(1) Decret. Gregor. IX, II. XXI, 11 (Friedberg II, p. 344).

(2) V. par ex. le *Dictionnaire de droit canonique*, par Mgr André et l'abbé Condé, revu par Wagner (Paris 1894, 4 vol. in-4).

semblablement cités en justice, mais qui refusent de déposer. Le pape Alexandre III déclare que s'il apparaît au magistrat que ces témoins se dérobent par haine, par fauteur ou par crainte, il pourra les contraindre à témoigner par les censures ecclésiastiques.

Enfin, dans aucun des autres textes du titre *de testibus cogendis*, on ne peut voir l'origine des monitoires. Le chapitre III vise un cas analogue à celui du chapitre V : un délit a été commis en présence de nombreux témoins ; Alexandre III est interrogé sur le point de savoir si on peut obliger les témoins à déposer sous peine d'excommunication, *an hi qui facto interfuerunt, cogendi sint ad ferendum testimonium veritati* ; le pape répond que ces témoins doivent être avertis par monition, et non contraints, à moins que le juge n'estime qu'ils se dérobent par crainte de la partie adverse. Dans le chapitre IV, il s'agit d'un témoin déterminé auquel le coupable avait fait jurer de ne rien révéler contre lui. — Le chapitre VI vise un témoin qui se dérobe et que l'on obligera à témoigner. — Dans les chapitres VIII, IX et X, il est question de témoins cités en justice.

On ne peut donc voir, dans ces décrétales, l'origine des monitoires, mais seulement des cas de monitions à fin de révélations. On peut, au contraire, conclure de ces textes que l'usage du monitoire était inconnu à la fin du XII^e siècle, au moins dans les diocèses où se posèrent les questions qui firent l'objet des décrétales du titre *de testibus cogendis*. En effet s'il avait été permis de lancer une excommunication générale contre des témoins inconnus, pour les obliger à révéler, il n'aurait pas été besoin de demander au

pape si l'on pouvait menacer d'excommunication des témoins qui, cités en justice, refusaient de témoigner.

L'usage du monitoire, à supposer qu'il existât dans certains diocèses, n'était donc pas une pratique courante à la fin du XII^e siècle.

*
**

Une constitution synodale de Eudes, évêque de Paris (mort en 1175) ordonne aux prêtres de prononcer, trois fois par an, une excommunication générale contre tous ceux qui, sans qu'on le sache, retiennent induement les biens de l'Eglise de Paris et contre tous ceux qui ne révéleraient pas ce qu'ils sauraient de cette usurpation (1).

C'est là, vraisemblablement, la première trace de notre institution. L'ordre adressé aux fidèles de révéler, sous peine d'excommunication, ceux qui détiennent induement les biens de l'Eglise n'est autre chose qu'un monitoire.

Le formulaire de Guillaume de Paris contient une formule de monitoire qui est la reproduction d'un acte que Guillaume déclare avoir écrit lui-même autrefois, sur l'ordre d'un ancien official de Paris, nommé Garnier : « *Item semel me recolo, ad mandatum venerabilis viri Garnerii quondam officialis Parisiensis, talem monitionem scripsisse* » (2). Cette indication, grâce à laquelle on a pu fixer

(1) Mausi XXII, p. 684, c. 58.

(2) *Notices et extraits des manuscrits de la Bibliothèque Nationale*, t. XXXII, 2^e partie, p. 230. — *Officialis etc. Ex parte abbatis Fossatensis, intelleximus quod nonnulli sue salutis immemores, quamplura*

approximativement la date du formulaire de Guillaume de Paris (1), semble bien établir que le monitoire était une pratique courante à Paris, au ^{xiii}^e siècle.

Comme les bans de mariage, établis à Paris par Eudes de Sully, en 1198, et généralisés, en 1215, par le Concile de Latran, les monitoires semblent avoir été, à l'origine, une institution propre à l'Eglise de Paris et qui ne fut généralisée dans la législation pontificale que plus tard, dans la seconde moitié du ^{xiii}^e siècle (2).

Sans doute, on trouve, dès le début du ^{xii}^e siècle, des décrétales qui prouvent que les monitoires ne sont pas inconnus de la législation pontificale. Une décrétale du pape Innocent III, de 1205, admet que l'on pourra ordonner aux fidèles de révéler, sous peine d'excommuni-

bona fratris, quondam prioris de tali loco, qui prioratus est membrum ecclesie Fossatensis, ad ipsum abbatem et prioratum pertinentia, ecclesie detinere ac occupare presumunt, in animarum suarum periculum et ipsorum abbatis et prioratus dampnum, prejudicium et gravamen. Unde, vobis mandamus quatinus, tribus diebus dominicis vel festivis, in ecclesiis vestris, moneatis publice hujusmodi detentores, celatores et occupatores, et omnes qui aliquid inde sciunt, et eos vocetis excommunicandos nisi infra VIII dies post monitionem trinam sive vocationem, ad emendationem venerint, et ipsi abbati satisfecerint competenter aut quod inde sciunt dicto abbati duxerint revelandum. Alioquin, ipsos quos, VIII diebus elapsis post trinam monitionem in hiis scriptis excommunicamus, excommunicatos a nobis, in ecclesiis vestris, publice nuncietis. Datum.

(1) V. la notice de M. Tanon: *Notices et extraits*, eod loc., p. 220.

(2) L'institution des bans de mariage présente une grande analogie avec celles des monitoires. Le prêtre publiant les bans de mariage, s'adresse aux fidèles et déclare que tous ceux qui connaissent un empêchement au mariage sont tenus de le révéler sous peine des

cation, ce qu'ils savent d'un prêt usuraire (1). Mais ce sont là des décisions isolées, prises par les papes à l'occasion d'espèces particulières qui leur étaient soumises ; et le fait même qu'on était obligé de consulter le pape montre bien que l'usage du monitoire était exceptionnel. On ne peut donc, pour cette époque, parler d'une *procédure monitoire*.

La pratique des monitoires ne deviendra courante que dans la seconde moitié du xiii^e siècle, lorsque le monitoire sera appliqué à la poursuite de l'hérésie.

*
**

La procédure monitoire trouve son origine lointaine dans la procédure synodale (2) que décrit Reginon, abbé de Prüm (3). L'évêque parcourait son diocèse, une fois l'an, et tenait des assises où il jugeait, entouré de son cler-

mêmes sanctions que les époux qui contracteraient le mariage prohibé (c'est-à-dire l'excommunication). Mais alors que le monitoire a pour but de contraindre les fidèles à déclarer ce qu'ils savent d'un crime commis, dont on recherche l'auteur, les bans de mariage étaient destinés à provoquer des révélations sur un crime à commettre, le mariage prohibé.

(1) Decret. Gregor. IX, II. XXIV, 20.

(2) Telle est l'opinion de Esmein « Dans cette pratique, dit cet auteur en parlant des monitoires, il y a comme un écho de ces dénonciations que les fidèles faisaient jadis, sous la foi du serment, dans les *judicia synodalia* ; peut-être faut-il même chercher dans ces derniers les origines des monitoires » (*Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 141, n° 3).

(3) *Reginonis abbatís Prumiensis libri duo de synodalibus causis et disciplinis ecclesiasticis*.

gé, les délits commis depuis sa dernière visite. Dès son arrivée dans la paroisse, l'évêque adressait aux fidèles une allocution et choisissait sept habitants auxquels il faisait prêter serment sur les reliques des saints de révéler tous les délits dont ils avaient connaissance et qui tombaient sous sa censure. C'étaient les témoins synodaux. « Dans cette procédure, fortement empreinte de l'esprit germanique, l'Eglise avait eu l'idée féconde de forcer les chrétiens à dénoncer les coupables qui se cachaient parmi eux » (1). C'est cette même idée que nous retrouvons à la base de la procédure monitoire, deux siècles plus tard.

Sans doute, on ne peut voir dans la procédure synodale l'origine directe de la procédure monitoire ; des différences essentielles les séparent. Dans la procédure synodale, l'évêque s'adresse à des témoins déterminés, qu'il a désignés lui-même, et leur fait prêter serment de révéler les délits ; dans la procédure monitoire, il s'adresse à l'ensemble des fidèles et oblige, sous peine d'excommunication, ceux qui auraient été témoins d'un délit à révéler ce qu'ils savent. En outre, les témoins synodaux devaient révéler tous les délits qu'ils avaient vu commettre dans la région depuis le dernier synode ; les témoins auxquels s'adressait le monitoire étaient seulement tenus de révéler ce qu'il savaient de tel délit particulier sur lequel une information était ouverte (2).

(1) Esmein, *Op. cit.*, p. 72.

(2) Quelquefois cependant, il est vrai, le monitoire avait pour but la recherche de tous les crimes commis dans une région déterminée depuis un certain nombre d'années : nous voulons parler des monitoires lancés à l'occasion des Grands Jours ; la procédure monitoire

Les juridictions synodales tombèrent de bonne heure en désuétude, en France ; mais la procédure qu'elles avaient instituée subsista dans la répression de l'hérésie. C'est aussi, appliqué à la poursuite des hérétiques, que le monitoire se généralisera, dans la seconde moitié du xiii^e siècle, et deviendra une pratique courante.

L'Eglise a toujours considéré comme un de ses devoirs essentiels la répression de l'hérésie ; mais jusqu'au xiii^e siècle, il n'y eut point d'institution spéciale et permanente pour la recherche et la punition des hérétiques. A l'origine, lorsque l'hérésie se manifestait surtout par la survivance de coutumes païennes ou par de simples pratiques superstitieuses, c'est la répression de ces pratiques et de ces coutumes que les capitulaires assignent pour but à la tournée épiscopale. Plus tard, lorsque l'hérésie cathare devint menaçante c'est elle qui fut principalement poursuivie par la dénonciation synodale (1). La justice synodale était, en effet, de toutes les institutions organisées pour la répression des délits, la plus apte à atteindre l'hérésie.

Le pape Lucius III, dans un décrétale de l'année 1189 (2) enjoint expressément à chaque archevêque ou évêque, de visiter, une ou deux fois par an, toutes les paroisses de son diocèse dans lesquelles il aura lieu de croire qu'il se trouve des hérétiques. Là, il choisira un certain nombre

ressemblait alors singulièrement, par son objet du moins, à l'ancienne procédure synodale.

(1) Tanon. *Histoire des tribunaux de l'inquisition en France*, p. 278.

(2) *Decret. Greg.* IX, VI, VII, 11 (Friedberg, II, p. 781).

d'habitants et leur fera promettre sous serment de lui révéler les foyers d'hérésie ; si même il le juge opportun, il pourra exiger ce serment de toute la paroisse.

La même procédure est prescrite dans une décrétale du pape Honorius III (1). Le Concile de Latran, en 1215, et de nombreux conciles provinciaux de la première moitié du xiii^e siècle reproduisent ces dispositions (2).

La persécution systématique des hérétiques fut établie par le pape Innocent IV, dans la fameuse bulle *ad extirpenda*, publiée le 15 mars 1252, qui consacrait le système de l'enquête synodale. L'inquisiteur visitant une partie du territoire soumis à sa juridiction, était accompagné d'un délégué du souverain ; en arrivant dans une ville ou dans un village, ce délégué devait convoquer trois hommes de bonne réputation ou même tous les habitants du voisinage et les contraindre sous serment à dénoncer les hérétiques.

De là à la pratique des monitoires (ordre à l'ensemble des fidèles de dénoncer les hérétiques sous peine d'excommunication), il n'y avait qu'un pas. Ce pas n'était pas encore franchi semble-t-il en 1252. Le monitoire était, en effet, un moyen d'investigation merveilleusement adapté à la recherche de l'hérésie ; et si l'usage du moni-

(1) *Eod. loc.*, cap. XIII, § 7 (Friedberg, II, p. 788).

(2) Conc. de Latran. cap. III, de hereticis (Mansi, XXII, p. 987). Montpellier, 1215. C. 46 (Mansi XXII, p. 950). Toulouse, 1229, c. 1 (Mansi XXIII, p. 194). Tarragone, 1234. c. 8 et 9 (Mansi XXIII p. 331). Arles, 1234. c. 5 (Mansi XXIII, p. 337). Tours, 1239, c. 1 (Mansi XXIII p. 497). Béziers, 1246, c. 1 (Mansi XXIII, p. 692). Albi, 1254, c. 1 (Mansi XXIII, p. 832).

toire avait-été courant à cette époque, Innocent IV n'eut pas manqué d'en prescrire l'application à la découverte des hérétiques, pour laquelle tous les moyens étaient mis en œuvre.

*
**

On admit bientôt que toute personne serait tenue, sous peine d'excommunication, de dénoncer les hérétiques dont elle aurait connaissance. Le premier texte qui énonce cette obligation, sanctionnée par l'excommunication, est, semble-t-il, une constitution du pape Alexandre IV, de l'année 1260, rapportée par Eymeric dans la seconde partie du *Directorium inquisitorum* (1).

La procédure suivie dans la poursuite de l'hérésie se

(1) *Directorium inquisitorum*. Ed. 1587, p. 136. col. 1. Constitution Aoverit « Item si quis hæreticos sciverit, vel aliquos occulta conventicula celebrantes seu a communi conversatione fidelium vita et moribus dissidentes eos studeat indicare confessore suo, vel alii per quem credat ad praelati sui et inquisitorum hæreticæ privatis notitiam pervenire aliòquin excommunicationibus sententia percussatur — L'obligation de dénoncer les hérétiques est bien antérieure à cette constitution qui reprend les termes mêmes du Concile de Latran, 1215 (cap. III, de hæreticis); mais jamais la peine de l'excommunication n'avait été indiquée comme sanction de cette obligation, quoiqu'en prétende Lea, dans son *Histoire de l'inquisition au moyen-âge* (Trad. S. Reinach, t. 1, p. 370). Cet auteur déclare que Grégoire IX publia une décrétale « fondement de toute la législation inquisitoriale subse- quente » aux termes de laquelle « quiconque avait connaissance d'un fait d'hérésie devait sous peine d'excommunication, le dénoncer aux autorités ecclésiastiques » (C. 15. Extrav. V. VII). Il n'est nullement question dans cette décrétale d'excommunier ceux qui ne révéleraient pas les hérétiques.

modifia légèrement et l'on vit bientôt apparaître le monitoire avec tous les caractères qu'il a gardés jusqu'à la fin de l'ancien régime.

L'inquisiteur, arrivant dans une paroisse où il était chargé de réprimer l'hérésie, invitait d'abord, dans un sermon public, ceux qui se sentaient coupables d'hérésie à se présenter devant lui, spontanément, dans un délai déterminé ; le temps ainsi destiné aux confessions volontaires prenait le nom de *temps de grâce*. A l'édit de grâce était joint un *édit de foi* qui ordonnait, sous peine d'excommunication, à quiconque connaîtrait soit un hérétique, soit une personne suspecte d'hérésie, de venir les dénoncer. Eymeric, dans la troisième partie du *Directorium*, indique les termes de ce sermon, qui est un véritable monitoire (1).

(1) Eymeric, *op. cit.*, part. III, n. 52-53-56. L'inquisiteur, après avoir annoncé qu'il était chargé par le pape de réprimer l'hérésie dans la paroisse, ajoutait : « *Et sub pœna excommunicationis precipimus, mandamus et mandato requirimus et monemus primo secundo tertio a: peremptorie, universos et singulos tam clericos quam laicos, tam regulares quam sæculares cujuscunque conditionis gradus status ordinis religionis ac dignitatis existant qui sunt infra terminos hujus talis civitatis ac loci et circuquaque illam per unam leucam ad quos hec nostra præsens monitio pervenerit et mandatu quatenus infra sex dies proxime computatos quorum primos duos pro primo et reliquos duos primis duobus immediatos pro secundo et ultimos duos pro tertio termino et peremptorie ac trina monitione canonica assignamus: nobis revelent si sciverint viderint vel audiverint aliquam personam esse hereticam, diffamatam de heresi, seu suspectam aut loquentem cõtra articulos fidei vel Ecclesiæ sacramenta aut alias vita et moribus a communi conversatione fidelium dissidentem seu dæmonis invocando sacrificantem. Si autem (qd Deus avertat) aliquis suæ salutis*

Le monitoire fut donc mis en pratique, partout où l'hérésie fut poursuivie.

En 1316, le pape Jean XXII fit publier et afficher aux portes des églises de Lucana un monitoire pour découvrir les individus qui avaient volé des trésors déposés dans la sacristie d'un monastère. Aux termes de ce monitoire, les auteurs du vol et les témoins étaient tenus, sous peine d'excommunication, les premiers de restituer dans un délai de quatre mois les objets volés; les seconds de révéler ce qu'ils savaient du vol (1).

Au début, les monitoires ne furent employés que dans des cas particulièrement graves et lorsque les moyens de preuve ordinaires étaient inefficaces. Puis on prit l'habitude d'y recourir plus fréquemment et, au xvi^e siècle, l'usage du monitoire est devenu journalier.

Inmemor extiterit, prefatis nostris mandatis et monitionis non parendo, ea quæ jussimus non compellendo, sciat se excommunicationis vinculo innodatum : quam excommunicationis sententiam Nos frater N Inquisitor prefatus contra tales nobis rebelles.

(1) *Extrav. communes*, V. 5 (Friedberg II, 1294).

PREMIÈRE PARTIE

LE DÉVELOPPEMENT DU MONITOIRE DANS LA PROCÉDURE SÉCULIÈRE

CHAPITRE I

SECULARISATION DU MONITOIRE

Jusqu'au xvi^e siècle, le monitoire relève exclusivement de la procédure ecclésiastique. Seule l'autorité ecclésiastique peut ordonner aux curés la publication de monitoires et elle prend cette initiative quand bon lui semble, sans aucun contrôle de l'autorité séculière.

Dès le début du xvi^e siècle, les arrêts des Parlements et les dispositions des ordonnances royales révèlent la constante préoccupation de restreindre les droits de l'autorité ecclésiastique en matière d'excommunications et de soumettre la pratique des monitoires à la discrétion de la justice séculière.

L'ordonnance d'Orléans, de janvier 1560, est le premier texte qui concerne les monitoires. Elle a pour objet de restreindre les droits des supérieurs ecclésiastiques. Son article 18 déclare : « Ne pourront aussi les prélats, gens

d'église, officioux, décerner monitions et user de censures ecclésiastiques sinon pour crime et scandale public » (1). Ce texte vise les *monitions et censures ecclésiastiques* et déclare, en d'autres termes, que l'on ne pourra lancer d'excommunication que contre les coupables de crime et scandales publics. Pouvait-on, sans dépasser les limites de son objet, l'appliquer aussi aux monitoires ? Sans doute le terme *monitoire* n'y figure pas ; mais en cette matière la terminologie n'est d'aucun secours et nombreux sont les textes où les mots *monition* et *monitoire* sont pris l'un pour l'autre. Dans l'esprit des juristes du xvi^e siècle, cette ordonnance visait bien les monitoires ou, comme on disait alors, les *monitions à fin de révélations*. Les commentateurs de cette ordonnance relèvent à cet endroit la confusion commise entre les termes *monition* et *monitoire*. C'est également ce texte que l'on invoquera devant les Parlements pour restreindre l'usage des monitoires.

Ayrault rapporte, dans ses *Plaidoyers* (2), un « Arrêt confirmatif du dix-huitième article des ordonnances faites à Orléans... » qui est, semble-t-il, l'une des premières applications de ce texte. Il s'agissait d'un litige entre deux voisins au sujet de quelques arbres situés sur la limite commune de leurs héritages ; un monitoire avait été accordé, contre la concession duquel l'une des parties inter-

(1) Cette disposition de l'ordonnance de 1560 s'explique par les abus de l'excommunication en matière civile et notamment des excommunications pour dettes (V. infra).

(2) *Plaidoyers*. Ed. 1625, p. 47.

jeta appel comme d'abus. Ayrault explique son embarras pour conclure en cette affaire, « la matière n'étant pas encore bien pratiquée ». La plupart de ses confrères estimaient que l'ordonnance d'Orléans avait été faite pour restreindre l'usage de l'excommunication au cas où le délit était « public, scandaleux, grief et fort énorme, non point sur un simple délit privé et qui apportat peu de nuisance au public ». Mais ils ne pensaient pas que cette ordonnance eût pour objet de limiter l'usage des monitions à fin de révélations ; car ç'eût été se priver en partie d'un moyen essentiel de découvrir la vérité. Ayrault plaida que l'ordonnance s'appliquait aux monitoires ; qu'en l'espèce le monitoire avait été abusivement décerné, l'excommunication ne devant être fulminée que pour crime grave et scandale public ; que si un plaideur perdait son procès faute d'avoir pu recourir au monitoire, c'était un moindre mal que de faire mépriser l'excommunication par un usage abusif. La Cour, par un arrêt du 3 juillet 1565, se rendit à son opinion et déclara le monitoire abusif.

L'ordonnance de 1560 avait donc porté une grave atteinte aux pouvoirs des supérieurs ecclésiastiques en restreignant leur droit d'excommunier et aussi, d'après la jurisprudence des Parlements, celui d'octroyer des monitoires ; leur action pouvait, en effet, être très arbitrairement limitée par l'application des termes vagues de son article 18.

Le clergé s'en plaignit ; en réponse à ses doléances intervint la déclaration du 15 avril 1571 qui précise la portée de l'ordonnance de 1560, et dont l'article 18 dispose

« ...et pour faire cesser toute difficulté en l'article XVIII^e de nos ordonnances faites à Orléans, en l'an 1560, avons ordonné que les prélats, pasteurs et curés pourront user des monitions et censures ecclésiastiques ès cas qu'il leur est permis par les saints décrets et conciles ».

L'autorité ecclésiastique semblait avoir satisfaction et le différend paraissait apaisé. Il n'en était rien. Le pouvoir séculier allait affirmer ses prétentions dans l'article 35 des Libertés de l'Eglise gallicane, en 1595 (1), et une lutte, longue d'un siècle, devait s'engager entre l'autorité ecclésiastique, désireuse de conserver son droit exclusif de se servir des monitoires, et le pouvoir séculier, cherchant à s'emparer de cette institution et à mettre ainsi au service de la justice laïque toute l'influence morale que conférait à l'Eglise son droit d'excommunier (2).

*
* *

A partir des dernières années du xvi^e siècle, commence une lutte de prérogatives entre l'Eglise et le pouvoir séculier.

Pour parvenir à leurs fins, les parlements anéantiront les prérogatives des évêques en augmentant celles des offi-

(1) L'art. 35 des Libertés de l'Eglise gallicane déclare abusifs les monitoires « qui sont contre les ordonnances du roy et les arrests de ses cours ».

(2) Le Concile de Trente (25^e sess, *de reform.* ch. 3) avait déclaré en 1563, que les monitoires ne pouvaient être décernés que par les évêques et qu'il dépendait exclusivement de leur prudence de les accorder ou de les refuser sans que l'autorité séculière pût les y contraindre.

ciaux. L'official n'était qu'un délégué de l'évêque et n'avait, en principe, de pouvoirs que ceux qu'il tenait de lui ; on attaquait directement l'autorité de l'évêque en donnant des ordres aux officiaux ou en empêchant l'exécution de leurs décisions. Les Parlements chercheront donc à attribuer à l'official un pouvoir propre indépendant de celui qu'il avait reçu de l'évêque, pour le lui enlever ensuite plus aisément.

Cette politique n'échappa pas au clergé qui chercha, dès lors, à enlever aux officiaux le droit de concéder des monitoires pour l'accorder exclusivement aux évêques. Le Concile de Bordeaux de 1624 (1) faisait déjà défense aux officiaux d'ordonner la publication de monitoires dans des causes non soumises à leur juridiction, l'octroi des monitoires étant réservé aux évêques et à leurs grands vicaires.

Ces résistances furent vaines et l'on admit bientôt que seuls les officiaux à l'exclusion des évêques pourraient ordonner la publication des monitoires.

Ce point acquis, les officiers royaux interviendront de deux manières : d'une part ils interdiront la publication de monitoires, dans les causes séculières, sans leur autorisation ; d'autre part, ils ordonneront à l'official de faire publier des monitoires dans des cas où celui-ci négligerait de le faire.

De nombreux arrêts déclarent abusifs des monitoires décernés par les officiaux, sans permission préalable du juge laïque dans des causes pendantes en cour séculière.

(1) Concile de Bordeaux, 1624, ch. 14 c. 3 (Mansi, XXXIV, p. 1583).

Un arrêt du Parlement de Dijon, du 14 juillet 1611, déclare abusif un monitoire octroyé par l'official d'Autun, sans permission du juge laïque et fait défense à tous les officiaux du ressort de décerner, à l'avenir, des monitoires, sans ordonnance du juge séculier saisi du procès. Un autre arrêt, du même Parlement, du 31 mai 1622, enjoint aux officiaux du ressort de mentionner, dans les monitoires qu'ils expédieraient, l'ordonnance du juge laïque permettant d'obtenir monitoire (1). Mosnier écrit, en 1618, à propos du monitoire : « Pour lequel monitoire obtenir, convient présenter requeste à la Cour où le procez est pendant avec les chefs sur lesquels on veut avoir monitoire et faut avoir permission autrement ne se doit et peut légitimement obtenir » (2).

Il était donc interdit à l'autorité ecclésiastique, dès le début du xvii^e siècle, de décerner des monitoires dans des causes pendantes en cour séculière, sans l'assentiment du pouvoir séculier. A plus forte raison, lui était-il interdit de décerner monitoire sans que la cause fût pendante devant le juge laïque. Un arrêt du Parlement de Rouen, en 1609, déclare abusif un monitoire obtenu, sans même qu'il y eût plainte en justice, par un mari pour avoir révélation « des mauvais déportements de sa femme qui s'était retirée d'avec lui » (3).

(1) Fevret. *Traité de l'abus*. L. VII, ch. II, n. 10. — Raviot (*Observations sur les arrêts notables du Parlement de Dijon*, q. 215, n. 10, t. 2, p. 122) rapporte un arrêt du 7 janvier 1619, ordonnant d'indiquer dans le monitoire la date de l'ordonnance du juge séculier.

(2) Mosnier. *Les véritables alliances du droit français*, V^o Monitoire.

(3) Forget, *Des personnes et des choses ecclésiastiques*, L. 1, ch. 12, § 5 (*Mémoires du clergé*, t. VII, p. 1024).

L'autorité séculière ne se contentait pas d'interdire la publication de monitoires sans son autorisation ; les juges laïques, pour s'éclairer dans les procès pendant devant leurs juridictions, faisaient souvent appel aux monitoires et ordonnaient aux officiaux, sous peine de saisie de leur temporel, de les faire publier par les curés et vicaires.

Ce nouvel état de choses inquiéta vivement le clergé soucieux de défendre ses prérogatives. Ses préoccupations se traduisirent dans les conciles provinciaux tenus depuis le concile de Trente ; dans les instructions des évêques à leur clergé ; enfin dans les nombreuses assemblées du clergé qui s'élevèrent contre l'ingérence des autorités séculières dans la pratique des monitoires.

Presque tous les conciles de la fin du xvi^e siècle, et du début du xvii^e siècle, affirment à nouveau les principes posés par le Concile de Trente et reconnaissent aux évêques, à leurs grands vicaires et officiaux, le droit exclusif de décerner des monitoires (1).

En 1609, le Concile de Narbonne fait défense aux curés de publier d'autres monitoires que ceux qui auraient été ordonnés par les évêques et leurs grands vi-

(1) Concile de Rouen, 1581, *de jurisd. eccl.* (Mansi XXXIV, p. 660) ; Reims, 1583, *de jurisd.* (Mansi XXXIV, p. 711) ; Bordeaux, 1583, t. 31 *de jurisd.* (Mansi XXXIV, p. 785) ; Tours, 1583, l. 19 *de jurisd. et visitatione* (Mansi XXXIV, p. 849) ; Bourges, 1584, t. 30 *de jurisd.* (Mansi XXXIV, p. 911) ; Aix, 1585, *de excommunicatione* (Mansi XXXIV, p. 997), etc...

caires (1). Le Concile de Bordeaux, de 1624, enlève aux officiaux le droit de décerner des monitoires et réserve cette prérogative à l'évêque (2).

Les instructions des évêques à leur clergé concernant les monitoires révèlent les mêmes préoccupations. Les instructions de l'évêque d'Angers, que rapporte Eveillon, interdisent aux curés de publier aucun *significavit*, ni aucun monitoire, sans mandement spécial de l'évêque (3).

Le clergé, aux Etats de 1614, dans l'article 16 de ses doléances, se plaint que les officiers royaux interviennent en matière spirituelle et supplie le roi de faire défense à ses officiers: « ...4° De contraindre les ordinaires ou leurs officiaux de décerner lettres monitoires sous peine de saisie de leur temporel ou enjoindre aux curés sous les mêmes peines de publier aux prônes de leur messe.. les dites lettres monitoires.. » (4). Le règlement spirituel, établi par l'assemblée et adressé au roi, résume, dans son article 21, les revendications du clergé: « Les Evêques ou leurs officiaux n'octroyeront monitoires ni excommunications, sinon en matières graves et de conséquences et lorsqu'en leur conscience, ils jugeront le devoir faire et le Roi sera supplié très humblement de défendre à ses juges et officiers, même des cours souveraines de contraindre les dits évêques par saisie de leur temporel ou

(1) Concile de Narbonne, 1609, ch. 44, de *monitoriis et excom.* (Mansi XXXIV, 1528).

(2) Concile de Bordeaux, 1624, *loc. cit.*

(3) Eveillon, *Traité des excommunications et monitoires*, p. 231.

(4) Mémoires du clergé VII, p. 996.

autrement ou leurs officiaux de délivrer telles monitions, qui doivent entièrement dépendre de l'autorité de l'église comme à elle seule elles appartiennent » (1).

Sans doute ces revendications n'eurent-elle pas l'effet qu'en attendait le clergé, puisqu'en 1635, l'Assemblée Générale du clergé renouvelle ses doléances : les évêques se plaignent qu'on les met aux ordres des magistrats séculiers dans une matière spirituelle qui relève exclusivement de leur autorité « Vos juges, déclare l'article 6 de leurs remontrances, contraignent les ecclésiastiques par saisie de leur temporel à lever les excommunications et interdits de l'Eglise, à décerner des censures et monitoires... ». Dans la réponse du roi, on relève cette décision : « ne seront les ecclésiastiques obligés à décerner censures et monitoires sinon pour causes graves et suivant l'ordonnance d'Orléans » (2).

Cette réponse ne consacre-t-elle pas l'évolution que nous avons signalée : les ecclésiastiques pouvaient désormais être « obligés à décerner censures et monitoires ».

(1) Mémoires du Clergé, VII, p. 997.

(2) Mémoires du clergé VII, p. 998.

CHAPITRE II

L'ORDONNANCE DE 1670

A partir de 1670, l'official est soumis aux ordres de la justice séculière : d'une part, il ne peut ordonner la publication d'aucun monitoire — sauf dans les causes soumises à sa compétence — sans permission du juge séculier ; et, d'autre part, le juge laïque peut, quand bon lui semble, ordonner à l'official de faire publier des monitoires. L'Eglise est donc, après une lutte de près d'un siècle, dépouillée des prérogatives qu'elle avait toujours eues dans la pratique des monitoires .

Les monitoires ont été réglementés par le titre VII de l'ordonnance criminelle de 1670. Voici le texte de cette ordonnance (1) :

ARTICLE PREMIER. — Tous juges même ecclésiastiques et ceux des Seigneurs pourront permettre d'obtenir Monitoire; encore qu'il n'y ait aucun commencement de preuve, ni refus de déposer par les témoins.

Art. II. — Enjoignons aux Officiaux, à peine de sai-

(1) Isambert. *Recueil des anciennes lois françaises*. T. 18, p. 384.

sie de leur temporel, d'accorder les Monitoires que le juge aura permis d'obtenir.

Art. III. — Les Monitoires ne contiendront autres faits que ceux compris au jugement qui aura permis de les obtenir à peine de nullité tant des Monitoires que de ce qui aura été fait en conséquence.

Art. IV. — Les personnes ne pourront être nommées ni désignées par les Monitoires à peine de cent livres d'amende contre la partie et de plus grande s'il y échet.

Art. V. — Les curés et leurs vicaires seront tenus à peine de saisie de leur temporel, à la première réquisition, faire la publication du Monitoire, qui pourra néanmoins en cas de refus, être faite par un autre prêtre, nommé d'office par le juge.

Art. VI. — Si après la saisie du temporel des Officiaux, curés ou vicaires à eux signifiée, ils refusent d'accorder et de publier le Monitoire, nos juges pourront ordonner la distribution de leurs revenus aux hôpitaux ou aux pauvres du lieu.

Art. VII. — Les Officiaux ne pourront prendre ni recevoir pour chacun Monitoire, plus de trente sols, leur greffier dix y compris les droits du sceau; et les curés ou vicaires dix sols à peine de restitution du quadruple, sans néanmoins qu'ès lieux où l'usage est de donner moins, les droits puissent être augmentés.

Art. VIII. — Les opposans à la publication du Monitoire seront tenus élire domicile dans le lieu de la juridiction du juge qui en aura permis l'obtention, à peine de nul-

lité de leur opposition; ils pourront, sans commission ni mandement, y être assignés pour comparoir à certains jour et heure, dans les trois jours pour le plus tard, si ce n'est qu'il y eut appel comme d'abus.

Art. IX. — L'opposition sera plaidée au jour de l'assignation et le jugement qui interviendra exécuté, notwithstanding oppositions ou appellations, même comme d'abus : défendons à nos cours, et à tous autres juges de donner des défenses ou surséances, de les exécuter, si ce n'est après avoir vu les informations et le monitoire et sur les conclusions de nos procureurs : déclarons nulles toutes celles qui pourront être obtenues : voulons, sans qu'il soit besoin d'en demander mainlevée que les arrêts, jugements et sentences soient exécutés et les parties qui auront présenté requête à fin de défenses ou surséances, et les procureurs qui y auront occupé, condamnés chacun en cent livres d'amende qui ne pourra être remise ni modérée, applicable moitié à nous, moitié à la partie.

Art. X. — Les révélations qui auront été reçues par les curés ou vicaires seront envoyées par eux, cachetées au greffe de la juridiction où le procès sera pendant, et pourvu par le juge aux frais du voyage s'il y échoit.

Art. XI. — En matière criminelle nos procureurs et ceux des Seigneurs et les promoteurs des officialités auront communication des révélations des témoins, et les parties civiles, de leur nom et domicile seulement.

Cette ordonnance et les règles qu'elle consacrait relativement aux monitoires émurent vivement le clergé. L'Assemblée du clergé de 1675, protesta, dans l'article 4 de ses doléances; contre la jurisprudence des Parlements, qui déclaraient abusifs des monitoires décernés par les évêques ou leurs grands vicaires et réservaient cette prérogative aux officiaux. Dans l'article 4, l'Assemblée s'élevait contre les droits accordés aux juges séculiers et se plaignait de ce que ceux-ci, forts de l'article 2 de l'ordonnance, contraignaient fréquemment les officiaux, sous peine de saisie de leur temporel, à publier des monitoires, abus d'autant plus regrettable que l'article 1^{er} permettait d'y recourir sans commencement de preuve, sur simple plainte de l'intéressé ; que ces mêmes juges, se prévalant de l'article 5, commettaient tels prêtres qui leur plaisaient et souvent des prêtres « de mauvaise vie, scandaleux et liés de censures ecclésiastiques ». L'Assemblée estimait qu'il n'appartenait qu'aux seuls évêques d'apprécier les causes où devaient être décernés des monitoires et non pas « à un petit juge de village qui n'a aucune lettre, qui est pris du nombre des artisans et paysans ». L'Assemblée demandait au roi de déclarer « n'avoir pas par lesdites ordonnances dérogé à l'article XVIII de l'ordonnance d'Orléans et suivant icelle que les évêques à qui de droit il appartient de donner des monitoires et en juger les causes, leurs grands vicaires et officiaux n'en pourront donner que pour causes graves, crimes atroces et scandaleux et où les juges séculiers auroient permis d'en obtenir pour autre cas, il sera loisible aux évêques, vicaires généraux et officiaux, selon leur conscience de les

refuser ; et où les curés et vicaires seroient refusant ou récusables de publier des monitoires, les parties plaignantes se pourvoiront par devant les évêques, leurs grands vicaires et officiaux pour commettre quelqu'autre ecclésiastique avec défenses à tous juges laïques, sous prétexte de la dite ordonnance de 1670 de donner telles commissions » (1).

Quelle suite fut réservée à ces doléances ? Il semble qu'elles n'eurent d'autre réponse que l'édit de 1695, dont l'article 26 déclare : « Les Archevêques et Evêques et leurs Officiaux ne pourront décerner des Monitoires que pour des crimes graves et scandales publics, et nos Juges n'en ordonneront la publication que dans les mêmes cas et lorsque l'on ne pourroit avoir autrement la preuve ».

Cet édit, contrairement à l'ordonnance de 1670, semble accorder aux archevêques et évêques le droit de décerner des monitoires ; mais l'ordonnance de 1670 n'était en rien modifiée et l'édit de 1695 n'avait pas pour but d'accorder aux archevêques et évêques un droit qui était définitivement réservé aux officiaux ; il rappelait seulement que les monitoires ne devaient être décernés que pour des causes graves. C'était l'opinion des commentateurs de l'édit : « C'est, écrit Jousse, aux officiaux et autres juges de la juridiction ecclésiastique contentieuse à accorder les monitoires ainsi qu'il résulte de l'article 2 du titre 7 de l'ordonnance de 1670, et non aux Evêques qui n'exercent point par eux-mêmes cette juridiction

(1) Mémoires du clergé, VII, p. 1009.

ni à leurs Grands Vicaires ; sinon il y aurait abus dans cette obtention » (1).

L'édit de 1695 est la dernière ordonnance relative aux monitoires.

(1) Jousse, *Nouveau commentaire sur l'Edit du mois d'avril 1695*,
p 222.

CHAPITRE III

LE XVIII^e SIECLE

Au XVIII^e siècle, les règles de la procédure monitoire sont définitivement établies. L'ordonnance de 1670 en avait suffisamment réglementé l'emploi et la jurisprudence des Parlements avait mis fin aux difficultés qui pouvaient se rencontrer dans son application.

Mais l'ordonnance fut-elle partout appliquée ? Dans bien des provinces, les coutumes locales subsistèrent par la force de la tradition, même lorsqu'elles étaient contraires aux règles posées par l'ordonnance. Dans quelques diocèses, en effet, il semble que les évêques eussent, encore au XVIII^e siècle, le désir de conserver leurs anciennes prérogatives. Un arrêt du Parlement de Bretagne, du 27 mai 1759, dut faire défense à l'évêque de Vannes et à tous les autres évêques de la province, ainsi qu'à leurs vicaires généraux, d'expédier des monitoires (1). Mais ce sont là des cas isolés.

A la suite de difficultés survenues au sujet de la pu-

(1) Archives du Morbihan, B. 2729.

Publication de monitoires dans les duchés de Lorraine et de Bar, qui venaient d'être réunis à la couronne, un édit fut rendu à Marly, en juin 1776. L'édit étend à ces duchés les règles admises dans le royaume et reproduit presque toutes les dispositions de l'ordonnance de 1670, sauf cependant l'article 1 qui est décomposé en deux dispositions : art. 1 « Tous juges, dans nos duchés de Lorraine et de Bar, même les juges ecclésiastiques et ceux de seigneurs, pourront accorder la permission d'obtenir et de faire publier des Monitoires dans les affaires dont ils connaîtront, sans qu'il soit besoin pour eux de recourir à l'autorité des tribunaux supérieurs et sauf l'appel seulement s'il y échet » ; art. 2 : « Il pourra être permis d'obtenir Monitoire encore qu'il n'y ait aucun commencement de preuve par écrit ni refus de déposer par les témoins ». Ces deux articles remplacent le premier de l'ordonnance de 1670. Les autres sont identiques. Cependant, dans l'article 6, le mot *biens* est substitué à celui de *revenus* ; mais il ne semble pas que ce changement eût aucune conséquence pratique. Enfin l'article 8, relatif aux oppositions, ajoute : « ...ou opposition à fin de nullité lorsqu'elle tiendra lieu de l'appel comme d'abus lesquels ne pourront être portés qu'en notre cour de Parlement ».

*
* *

Ce qui caractérise la procédure monitoire du XVIII^e siècle, c'est l'abus qui en a été fait et le discrédit général dont elle a été l'objet.

Rien n'était plus courant, au xviii^e siècle, que la publication des monitoires ; rares étaient les procédures où l'on n'avait pas recours à ce moyen d'investigation. Bornier critique l'usage trop fréquent des monitoires : « Il n'y a rien de si vulgaire aujourd'hui, dit-il, pour avoir preuve et révélation du crime poursuivi ou à poursuivre devant le juge lay ou ecclésiastique que d'avoir recours aux monitions et censures » ; et il remarque que les anciens « plus jaloux de leur religion et de leurs cérémonies » ne faisaient pas du monitoire un emploi si courant (1).

Constamment, des monitoires étaient publiés pour des délits insignifiants, ou dont on aurait pu obtenir autrement la preuve. On n'hésitait pas à recourir aux censures ecclésiastiques pour découvrir l'auteur d'un vol de « quatre miuds de bled ou environ » (2). On fulminait des excommunications sous prétexte que des particuliers « passaient et repassaient » dans un chemin privé (2).

Mais ce qui semble avoir surtout ému l'opinion publique, c'est l'usage scandaleux qui fut fait du monitoire dans plusieurs causes célèbres, par exemple dans les affaires Calas et Sirven. Le monitoire apparut souvent comme un instrument de procédure uniquement destiné à provoquer la condamnation de celui qu'on accusait.

Les monitoires publiés dans les affaires Calas et Sirven furent, il faut l'avouer, particulièrement scandaleux. On

(1) Bornier, *Conférences des ordonnances de Louis XIV*, t. II, p. 82.

(2) V. *infra*.

supposait un crime que l'on imputait aux accusés ; on en spécifiait des détails imaginaires et on ordonnait aux fidèles de révéler ce qu'ils en savaient *par oui dire ou autrement*. Des dépositions, suscitées par la haine ou la jalousie, conduisirent Calas au supplice et entraînèrent la condamnation de la famille Sirven.

« Il n'y avait pas de preuves contre mes parents, dit Donat Calas, dans son mémoire et ne pouvait y en avoir, on eut recours à un monitoire... On supposait le crime et on demandait la révélation des preuves » (1). Calas, qui

(1) Voici d'après Elie de Beaumont (*Choix de Plaidoyer (sic) et mémoires d'Elie de Beaumont*), les différents chefs du monitoire publié dans l'affaire Calas :

1° Contre tous ceux qui sauront par oui dire ou autrement que le sieur Marc Antoine Calas aîné avait renoncé à la religion prétendue réformée, dans laquelle il avait reçu l'éducation ; qu'il assistait aux cérémonies de l'Eglise catholique et romaine ; qu'il se présentait au sacrement de la pénitence et qu'il devait faire abjuration publique après le 13 du présent mois d'octobre, et contre tous ceux auxquels Marc-Antoine Calas avait découvert sa résolution.

2° Contre tous ceux qui sauront par oui dire ou autrement qu'à cause de ce changement de croyance le sieur Marc-Antoine Calas était menacé, maltraité et regardé de mauvais œil dans sa maison, que la personne qui le menaçait, lui a dit, que s'il faisait abjuration publique, il n'aurait d'autre bourreau que lui.

3° Contre tous ceux qui savent par oui dire ou autrement qu'une femme qui passe pour attachée à l'hérésie invitait son mari à de pareilles menaces et menaçait elle-même Marc-Antoine Calas.

4° Contre tous ceux qui savent par oui dire ou autrement que le 13 du mois courant, au matin, il se tint une délibération dans une maison de la paroisse de Daurade, où la mort de Marc-Antoine fut résolue et conseillée ou qui auront le même matin vu entrer ou sortir de la dite maison un certain nombre des dites personnes,

était protestant, était accusé par la rumeur publique d'avoir tué son fils que l'on avait trouvé mort au domicile paternel, le 13 octobre 1761. A défaut de preuve, un monitoire fut publié dans le seul but était manifestement de provoquer des témoignages contre Calas. Ce monitoire était abusif à bien des points de vue. Les monitoires, d'après l'ordonnance de 1670 ne devaient nommer ni désigner aucun accusé pour ne faire peser les soupçons sur personne, mais seulement imputer à un quidam le crime dont on cherchait le coupable. Or, le monitoire décerné

5° Contre tous ceux qui savent par oui dire ou autrement, que le même jour 13 du mois d'octobre, depuis l'entrée de la nuit, jusques vers les dix heures, cette exécration délibération fut exécutée en faisant mettre Calas à genoux, qui par surprise ou par force fut étranglé ou pendu avec une corde à deux nœuds coulants ou baguettes, l'un pour étrangler, l'autre pour être arrêté au billot servant à serrer les balles, aux moyens desquels Marc-Antoine Calas fut étranglé et mis à mort par suspension ou par torsion.

6° Contre tous ceux qui ont entendu une voix criant à l'assassin, et de suite : ah ! mon Dieu, que vous ai-je fait ? faites-moi grâce ; la même voix étant devenue plaignante et disant : ah, mon Dieu ; ah, mon Dieu !

7° Contre tous ceux auxquels Marc-Antoine Calas avait communiqué les inquiétudes qu'il essayait dans sa maison, ce qui le rendait triste et mélancolique.

8° Contre tous ceux qui savent qu'il arriva de Bordeaux, la veille du 13, un jeune homme de cette ville, qui, n'ayant pas trouvé de chevaux pour aller joindre ses parents, qui étaient à leur campagne, ayant été arrêté dans une maison, fut présent, consent ou participant à l'action.

9° Contre tous ceux qui savent par oui dire ou autrement, qui sont les auteurs, complices, fauteurs, adhérents de ce crime, qui est des plus détestables.

Enfin contre tous sachants et non révélants, les faits ci-dessous, circonstances et dépendances.

contre Calas désignait explicitement l'accusé (1). En outre, parmi les questions posées, aucune n'avait pour but de susciter des révélations sur un suicide; d'après la rédaction du monitoire, tous ceux qui connaissaient quelques indices permettant de faire admettre le suicide étaient dispensés de venir révéler. Tous les chefs du monitoire étaient à charge, pas un à décharge. Enfin, le monitoire fut décerné par le vicaire général de l'archevêque de Toulouse et non comme il eut dû l'être par l'official; le Parlement rejeta l'appel comme d'abus formé par Calas contre la concession irrégulière du monitoire et en ordonna la publication; il reconnut d'ailleurs l'irrégularité puisque, ordonnant quelque temps après une nouvelle publication du monitoire, il décida que l'on y attacherait des lettres de l'official pour régulariser la procédure.

Les chroniques du XVIII^e siècle rapportent de nombreux exemples de monitoires scandaleux (2).

(1) Selon le 2^e chef du monitoire, Calas était « menacé, maltraité et regardé de mauvais œil dans sa maison ». Ce mot, deux fois répété, ne peut désigner que les accusés, père, mère, frère et l'unique servante. On ajoute, immédiatement après, que « la personne qui le menaçait lui a dit, qu'il n'aurait d'autre bourreau que lui ». Cette personne était donc un homme de la maison. Mais lequel ? Le père ou le frère ? Cela même va être indiqué au 3^e chef : « Une femme qui passe pour attachée à l'hérésie invitait son mari à de pareilles menaces et menaçait elle-même Marc-Antoine Calas. ». Il n'y avait pas dans la maison d'autres époux que les Calas. Ils étaient donc formellement désignés.

(2) P. de Saint-Olive rapporte un passage des « Mémoires du Comte de Forbin » où le même abus se manifeste. Forbin, qui est sous le coup d'un monitoire, n'est pas admis à faire déposer ses amis « sous

L'opinion publique devint hostile à cette procédure que l'on présentait comme un produit de l'Inquisition. Pastoret écrit, dans ses *Lois pénales*, « Ils sont un présent fatal de l'Inquisition et leur existence est désavouée par la religion même qu'ils implorent. L'Eglise abhorre les délateurs et un monitoire les excite et les autorise. L'Eglise abhorre le sang et presque toujours un monitoire le fait répandre. Presque toujours il trompe les consciences en les effrayant ; et il peut servir les passions de la haine et de la vengeance avec un succès d'autant plus dangereux que le méchant se couvre d'un voile plus respecté » (1).

Voltaire, dans une lettre de mars 1767, à un avocat de Besançon, au sujet d'un libraire inquiété pour la vente de certains ouvrages, s'élève contre la pratique des monitoires : « Elle n'est faite que pour les grands crimes ; elle est inconnue chez tous les peuples qui concilient la sévérité des lois avec la liberté du citoyen ; elle ne sert qu'à répandre le trouble dans les consciences et l'alarme dans les familles. C'est une inquisition réelle qui invite tous les citoyens à faire le métier infâme de délateur, c'est une arme sacrée qu'on met entre les mains de l'envie et de la calomnie pour frapper l'innocent en sûreté de conscience... Un monitoire en un mot est une espèce de proscrip-

prétexte que le monitoire qui n'a été fulminé que contre le chevalier, ne doit pas tourner à son avantage. » (*Les allures et les mœurs de MM. de Maniquet et Audoyer, gentilshommes dauphinois*, dans le *Bulletin de la Société de statistique de l'Isère*, 4^e série, t. XV (1920), p. 357).

(1) Pastoret. *Lois pénales*. T. II, p. 120.

tion. Voyez quel horrible effet ont produit les monitoires contre les Calas et les Sirven » (1).

« Il faut avouer, Monsieur, dit-il ailleurs, que s'il y a quelques cas où un monitoire est nécessaire, il y en a beaucoup d'autres où il est très dangereux. Il invite les gens de la lie du peuple à porter des accusations contre les personnes élevées au-dessus d'eux dont ils sont toujours jaloux. C'est alors un ordre intimé par l'Eglise de faire le métier infâme de délateur. Vous êtes menacés de l'enfer si vous ne mettez pas votre prochain en péril de sa vie » (2).

*
**

Tous ces abus se traduisent par des protestations unanimes, dans les Cahiers des Etats Généraux de 1789. C'est, en général, du Clergé que viennent les plaintes relatives aux monitoires : mais cela ne doit pas nous surprendre, car le Tiers demande que la justice ecclésiastique n'ait plus aucune place dans la procédure criminelle. Voici les principales revendications émises par les cahiers des Etats Généraux (3) :

Il faut, d'une façon générale, « réprimer les abus qui se sont glissés dans la demande et obtention des monitoires, qui ont avili les censures ecclésiastiques et en ont énervé

(1) Voltaire, *Œuvres Ed. Beugnot*, t. 45, p. 188.

(2) Voltaire, *op. cit.*, t. 25, p. 509.

(3) Albert Desjardins, *Les cahiers des Etats Généraux et la législation criminelle*, p. 292 et s.

la force »(1). Le clergé du Boulonnois dit : « Les rois prédécesseurs de S. M. en autorisant les juges et les magistrats à permettre aux parties de se retirer par devant les supérieurs ecclésiastiques pour les obtenir, n'ont point eu intention qu'ils accordassent ces permissions pour les délits légers et de peu de conséquences ; aux termes de l'ordonnance d'Orléans, une semblable permission ne peut être accordée que pour des crimes graves et scandales publics ; cependant il arrive tous les jours que les juges inférieurs et subalternes autorisent la voie extraordinaire des monitoires pour chose de nulle importance, et, ce qui est pis encore, ils prétendent que le ministère du juge d'église devient alors forcé et nécessaire comme si le glaive de l'excommunication ne reposait dans les mains des premiers pasteurs que pour frapper arbitrairement, en exécution de la sentence d'un juge de village » (3).

Les monitoires étaient employés pour des faits souvent sans importance, d'où le mépris des peines canoniques ; d'autre part, le juge laïque pouvait ordonner la publication des monitoires aux autorités ecclésiastiques sans qu'elles eussent aucun droit de contrôle ; tels sont les deux griefs que l'on retrouve dans tous les cahiers du clergé.

On ne demande pas cependant que les monitoires soient supprimés, excepté le clergé de Blois ; encore ajoute-t-il immédiatement : « ou du moins qu'on ne les conserve que pour les grands crimes et que, dans tous les cas, il

(1) Auch, *Clergé*.

(2) Boulonnois, *Clergé, Monitoires*.

soit à la prudence des officiaux de les refuser ou de les accorder ». De même, le clergé de Saint-Malo demande « que l'on supprime les monitoires sinon dans les cas graves où l'Eglise sera autorisée à connaître et à juger les motifs ». Telle est la double restriction que demande le clergé, reconnaissant que « la Société est infiniment intéressée à conserver toute la force de ce dernier ressort d'une obligation religieuse » (1), que « le mutuel appui des deux puissances est juste » (2).

Il faudra donc restreindre l'usage des monitoires, les uns disent aux crimes « qui mériteraient peine corporelle ou infamante » (3), les autres, aux crimes graves ou les plus graves (4). On spécifie presque toujours ; le clergé d'Auch indique les crimes contre l'Etat et la personne sacrée du Roi ; les énumérations comprennent presque toujours les meurtres, souvent les vols, au moins les vols considérables, les sacrilèges, les incendies. C'est au roi que le clergé de Calais demande de spécifier « certains crimes rares et énormes » pour lesquels seront maintenus les monitoires ; et celui de Dax ne souhaite que le retour aux ordonnances, particulièrement à l'édit de 1695.

D'un autre côté, des cahiers dont le nombre est assez grand, quoiqu'il soit loin de l'unanimité veulent, comme celui du clergé de Blois, la liberté pour les officiaux : « En laissant toujours à l'officiel la liberté de refuser sans

(1) Bigorre, *Clergé just. eccl.* 20.

(2) Clermont-Ferrand, *Clergé*, art. 13.

(3) Autun, *Tiers*, art. 37.

(4) Verdun, *Clergé* ; Artois, *Clergé*.

qu'il puisse être pris à partie » (1) — « Que les officiaux ne soient pas tenus sous peine de la saisie de leur temporel d'en accorder qu'autant qu'il leur constera aussi de l'insuffisance des moyens ordinaires » (2).

C'est spécialement contre les juges subalternes que certains cahiers prennent des précautions : « Qu'aucuns juges inférieurs aux baillages ou sénéchaussées ne puissent faire cette réquisition, mais qu'ils soient tenus d'en référer aux lieutenants généraux ou criminels dudit baillage, lesquels appelleront six personnes, savoir trois magistrats du siège et trois ecclésiastiques, soit curés de ville, soit constitués en dignité » (3). Le clergé de Verdun ne donne à l'official le droit de refuser le monitoire, sans être pris à partie, qu'à l'encontre des tribunaux inférieurs non des tribunaux souverains.

Une condition importante est exprimée par le clergé de Dax : « Que les juges ne puissent permettre la demande d'aucun monitoire que dans le cas où il leur sera évident que les voies ordinaires de droit ont été inutilement employées ».

*
* *

Le début de la Révolution ne mit pas fin à l'usage des monitoires. Le décret des 8-9 octobre 1789, art. 28, déclare : « L'ordonnance de 1670 et les édits et règlements

(1) Boulonnois, *Clergé*, l. cit ; cf. Agenois, *Clergé*, l. cit. ; Paris *intra-muros*, *Clergé*, l. cit. ; Ponthieu, *Clergé*, art. 37 ; Pays de Soule, *Clergé* ; Dol, *Clergé*.

(2) Dax, *Clergé*.

(3) Bigorre, *Clergé*, l. cit.

concernant la matière criminelle continueront d'être observés en tout ce qui n'est pas contraire au présent Décret jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné ». Or, ce décret ne contient aucune disposition relative aux monitoires. D'ailleurs, la Constituante loin d'avoir pris l'initiative de la rupture entre l'Eglise et l'Etat consacre dans le décret des 23-26 février 1790, art. 2, la coopération administrative des deux puissances, en décidant que l'on enverrait à toutes les municipalités du royaume « tous les décrets, à mesure qu'ils seront acceptés et sanctionnés, avec ordre aux officiers municipaux de faire publier et afficher les décrets sans frais et aux curés ou vicaires desservant les paroisses d'en faire la lecture au prône » (1).

L'usage des monitoires a vraisemblablement disparu en même temps que la juridiction ecclésiastique qui a été supprimée par l'art 13 de la loi des 7-12 septembre 1790. « Aussi, ajoute Merlin, n'est-il plus question des Monitoires depuis cette époque » (2). Merlin était dans l'erreur, erreur à la vérité bien inexplicable de sa part, lorsqu'il faisait imprimer cette note dans la 4^e édition de son Répertoire, en 1813. Les monitoires furent rétablis par une décision gouvernementale du 10 septembre 1806.

(1) V. Mathiez, « *La lecture des décrets au prône* », dans les *Annales révolutionnaires*, 1908, p. 227.

(2) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, V^o Monitoire.

DEUXIÈME PARTIE

LA PROCÉDURE MONITOIRE

TITRE PREMIER

La Structure du Monitoire

Le monitoire se présentait sous la forme d'un placard plus ou moins grand, portant en tête l'indication MONITOIRE. Il comprenait toujours trois parties : 1° une formule d'adresse du supérieur ecclésiastique aux curés et vicaires chargés de la publication ; 2° l'exposé des faits ; 3° le mandement.

Le monitoire était un ordre adressé par l'official aux curés, sous forme de lettre. Il débutait par une formule d'adresse aux curés et vicaires du diocèse. Cette formule, écrite en latin ou en français, indiquait le nom et les titres de l'official qui décernait le monitoire. Voici, à titre d'exemple, cette formule dans les monitoires décernés par l'official d'Orléans (1758) « *Antoine Paris, prestre, licencié en théologie de la Faculté de Paris, archidiacre, chanoine de l'église d'Orléans, vicaire général et official du diocèse d'Orléans, à tous prestres et curés des*

églises paroissiales de nostre jurisdiction. Salut » (1). Souvent, la formule était plus simple et indiquait seulement la qualité du supérieur ecclésiastique qui ordonnait la publication ; cette formule était alors presque toujours écrite en latin ; celle du diocèse d'Orléans (1740) était ainsi conçue : « *Officialis Aurelianensis omnibus presbiteris ecclesiarumque rectoribus nobis subditis. Salutem in Domino.* » (1).

Après la formule initiale, venait l'exposé des faits. Cette partie du monitoire comprenait elle-même, outre l'exposé proprement dit, l'indication des noms et qualités du plaignant et de l'ordonnance du juge séculier qui avait permis d'obtenir le monitoire. Cette partie se présentait ordinairement sous la forme suivante, en usage dans le diocèse d'Orléans : « *De la partie de... (nom du plaignant) Nous a été exposé que... (exposé des faits) Des quels faits plainte a été rendue à... (nom du juge laïque qui a reçu la plainte) lequel par son ordonnance du... a permis d'informer et même d'obtenir nos Lettres Monitoires et Censures Ecclésiastiques que nous lui avons accordées à sa réquisition.* »

Enfin, après l'exposé des faits, figurait le mandement adressé par le juge ecclésiastique aux curés et vicaires chargés de la publication et par lequel ceux-ci devaient ordonner aux fidèles de venir à révélation. La formule du mandement variait suivant les diocèses. Voici celle du diocèse d'Orléans : « *A ces causes nous vous mandons et à chacun de vous d'admonester canoniquement dans*

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans, Série G, 498-501.

les prônes de vos Eglises lorsque vous y célébrerez les Divins Offices tous et chacun de ceux et celles qui du fait cy dessus circonstances et dépendances ont vu, scu, apperçu ou entendu dire aucune chose, connoissent les auteurs et complices de... (le délit). Que dans les six jours prochains après la publication des présentes ils en viennent à due et entière révélation autrement faite d'y satisfaire après les trois monitoires canoniques Nous les excommunications et vous commandons de les dénoncer publiquement excommuniés de notre autorité par ces présentes nos lettres monitoires qui seront annoncées et publiées pendant trois dimanches ou festes consécutives même annuelles qui se rencontreroient dans le temps de la publication. »

Le monitoire se terminait par l'indication de la date suivie de la signature de l'official qui le décernait et du greffier.

Dans d'autres diocèses, le diocèse de Paris, par exemple, la rédaction était différente ; l'exposé des faits était intercalé, dans le mandement. Les *Styles* de procédure rapportent comme type classique de monitoire, celui qui était en usage dans l'officialité de Paris : « *Officialis Parisiensis omnibus parochis nobis subditis eorumve vicariis salutem in domino.* Vu le jugement rendu par le sieur Lieutenant Criminel en la Sénéchaussée de..., le..., sur la Requête de... plaignant à Dieu et notre Mère Sainte Eglise. Nous vous mandons d'admonester par trois Dimanches consécutifs es Prônes de vos Eglises tous ceux et celles qui ont connoissance que le jour de... certains Quidams ou Quidamnes ont... (*exposé des faits*) qui scavent et connoissent

les auteurs et complices, fauteurs et adhérens desdits Quidams ou Quidannes et où ils se sont réfugiés ; et généralement tous ceux et celles qui des faits ci-dessus circonstances et dépendances en ont vu, sçu, connu, entendu, oui dire ou aperçu aucune chose ou y ont été présens, consenti, donné conseil ou aide en quelque sorte et manière que ce soit d'en venir à révélation, et lesdits Quidams ou Quidannes à satisfaction par eux ou par autrui dans les trois jours après la publication des Présentes ; sinon Nous userons contr'eux des Censures Ecclésiastiques ; et selon la forme de Droit, Nous nous servirons de la peine d'Excommunication. » (1)

Outre ces trois parties qui se rencontraient dans tous les cas, les monitoires contenaient parfois des mentions accidentelles qui se justifiaient par l'espèce particulière dont il s'agissait. Ces mentions étaient très variées. (1)

(1) *Style universel*, par Gauret (p. 49).

(1) Nous aurons l'occasion de rencontrer au cours de cette étude plusieurs de ces mentions accidentelles. L'une d'elles, que l'on rencontre assez souvent, avertit les témoins que s'ils viennent à révélation, ils ne seront pas inquiétés ou soupçonnés de complicité. Cette mention figure notamment dans un monitoire important lancé, à la requête du procureur du roi, en 1664, contre les fournisseurs des armées qui, depuis plusieurs années, procuraient du pain qui n'était ni de la qualité, ni du poids requis ; le monitoire déclare que ceux qui viendraient à révélation « ne seront inquiétés ni recherchés pour le crime de complicité ou autrement en quelque sorte et manière que ce soit » (Recueil Cangé, Bibl. Nat., Cote F, Res. 188, f° 159).

Les monitoires, autrefois écrits en latin, étaient, au XVIII^e siècle, presque toujours rédigés en français, sauf la formule initiale qui était souvent en latin. (1)

On rencontre cependant, encore à cette époque, des monitoires dans la rédaction desquels le latin garde une place importante. L'exposé des faits, est seul écrit en français ; les autres parties du monitoire, la formule initiale et le mandement final, sont en latin.

Voici, par exemple, un monitoire du diocèse de Mans (2) :

« Officialis cenomanensis universis et singulis presbiteris salutem in domino. »

« Nous avons reçu la Complainte de... suivant la permission à lui donner de Querimonier par Ordonnance du... de... (nom et titres du juge qui a permis d'obtenir le monitoire). »

« Contre ceux et celles qui savent et refusent de déposer vérité de la connoissance qu'ils ont qu'un certain quidam... (exposé des faits). »

« Dont et de tous lesquels j'ails cy dessus circonstances et dépendances plusieurs ont bonne connoissance pour les avoir vu, scu oui-dire ou aperçu et néanmoins en cèlent la vérité au grand préjudice du plaignant et du Public, »

(1) Les monitoires qui étaient distribués aux curés chargés de les publier étaient tantôt imprimés, tantôt manuscrits et copiés en autant d'exemplaires qu'il était nécessaire. On rencontre souvent, sur ces copies, une clause aux termes de laquelle « la présente copie vaut l'original ». Gibert (*Usagès de l'Eglise gallicane*, p. 346) nous apprend que, dans le diocèse de Paris, les monitoires étaient obligatoirement imprimés depuis une sentence de l'Official en 1682.

(2) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans, art. 835.

damnation de leurs Ames et de celle dudit Quidam ses Affidés Malfaiteurs Complices et Adhérents.

« Supplicationi cujus conquerentis annuentes vobis mandamus quatenus per tres dies Dominicos in Pronis vestrarum Missarum Parochialium moneatis, doctos Malefactores et eos qui de proemissis aliquid sciverint, ut infra quindecim dies a presentium notitia dicto conquerenti satisfaciant, aut saltem probabilem confessionem tradant parochæ sive ejus vicario alioquin eosdem excommunicamus et si per octo dies immediate sequentes dictam excommunicationis sententiam contumaces sustinuerint eosdem excommunicatos publice declaretis cum solemnitatibus assuetis, presentibus post annum minime duraturis.

« Datum Cenomani, anno domini... »

Voici encore un monitoire de l'Officialité d'Orléans ou le latin et le français alternent : (1)

« Officialis aurelianensis omnibus presbiteris ecclesiarum que rectoribus nobis subditis salutem in Domino. De la partie du sieur Procureur du Roy en la maréchaussée générale d'Orléans à la résidence de Blois nous a esté exposé que... ; que comme l'exposant dans la place qu'il tient ne doit rien négliger pour faire punir suivant toute la sévérité des loix les particuliers qui ozent ainsi... (exposé des faits) il a présenté sa requeste au sr lieutenant de la maréchaussée à la résidence de Blois qui par son ordonnance du... luy a permis pour avoir révélation desdits vols et faits cy dessus expliqués circonstances et

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans, G. 448.

dépendances de recourir à nos lettres monitoires que nous luy avons accordées sur sa réquisition hinc est quod vobis vestrum cuilibet mandamus quatenus in pronis ecclesiarum dum ibidem divina vobis scra celebrare contigerit moneatis canonice omnes et singulos qui des vols qu faits cy dessus circonstances et dépendances ont veu sceu entendu dire aucune chose connoissent ou entendu nommer ceux qui ont fait lesdits vols et leurs complices que dans les six jours prochains après la publication des présentes ils en viennent à du pleine et entière révélation alioquin trina monitione canonica prævia eos excommunicamus a nobis auctoritate nostra tribus diebus dominicos seu festivis aut annualibus occurrentibus his inscriptis palam et publice denunciatis. Datum Aureliæ... »

*
* *

L'usage des monitoires devint si fréquent à la fin du xvii^e et au début du xviii^e siècle, que l'on prit l'habitude de faire imprimer des formules de monitoires où il ne restait plus qu'à inscrire à la main l'exposé de la cause.

Ces formules de monitoires se présentent d'ailleurs sous des formes variées, suivant les diocèses. En général, la partie imprimée est le mandement de l'official. Voici, à titre d'exemple, un monitoire décerné par l'official de Nantua, en 1702 (1).

« SAUVEUR MANIS Prestre Docteur en Théologie Chanoine et Trésorier de l'Eglise Colégiale de S. Paul de Lyon, Official et Vicaire Général substitué au spirituel et temporel d'Illustrissime et Révérendissime Messire CLAUDE

(1) Ces mots imprimés ont été rayés à la main.

DE SAINT GEORGE Archevêque et Comte de Lyon, Primat de France, Conseiller du Roy en tous ses Conseils.

« A tous prestres, Curez et Vicaires de ce Diocèse Salut en nostre Seigneur. De la part... (*suivent écrits à la main, le nom du plaignant, l'exposé des faits et l'indication de l'ordonnance du juge qui a permis l'obtention du monitoire*)

C'EST POURQUOY, Nous ce que dessus considéré, Vous mandons de publier ces présentes par trois divers jours de Dimanche consécutifs, en vos Prônes et Messes de paroisse, avertissant de nostre part, au nom de Dieu Tout puissant lesdits coupables desdits faits (fraudes injustes détentions) (1) et mauvaises actions de faire deue (restitution et) (1) satisfaction *aud* sieur Complainant sur ce que dessus ; Et ceux et celles qui par veu sceu ouy dire ou autrement en ont quelque connoissance, d'en faire toutes déclarations requises et nécessaires dans six jours après lesdites publications ; à peine aux uns et aux autres d'estre retranchez de la Communion des Fidèles, Prières et Sacrements de l'Eglise et d'estre publiquement dénoncez pour Excommuniez ; sans entendre que telles déclarations puissent autrement servir que pour l'intérêt civil seulement. DONNE à l'Archevêché sous le scel dudit Seigneur Archevêque ce *dizième* jours du mois de *Juillet* mil sept cents *deux*.

MANIS off. et vic. gnal Subst.

Par Monsieur le Révérend Official et
Vicaire général substitué (2).

(1) Ces mots imprimés ont été rayés à la main.

(2) Arch. de l'Ain. Greffe de Nantua. Justice des Terres de Nantua. Cote provisoire B, 903.

Voici encore un monitoire délivré par l'official du Mans :

OFFICIALIS CENOMANENSIS
OMNIBUS RECTORIBUS seu eorum Vicariis
Nobis subditis, salutem in Domino

VU l'Ordonnance du Sieur... (*le nom du juge qui a permis d'obtenir le monitoire*), rendue sur la plainte du sieur... (*le nom du plaignant*)

VOUS MANDONS de bien et diligemment admonester, par trois Dimanches consécutifs, au Prone de vos Messes Paroissiales comme par ces Présentes Nous admonestons, à la Requête dudit.... (*les noms et qualité du plaignant, écrits à la main*) Complaingnant à Dieu et à Notre Mère Sainte Eglise de venir à révélation dans les six jours au plus tard après la troisième Publication des Présentes, ceux et celles

« Qui savent et ont connaissance que... (*exposé des faits puis injonction de révéler sous peine d'excommunication*).

« Datum Cenomani... » (1).

(1) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835,

TITRE II

Conditions d'Emploi de la Procédure Monitoire

CHAPITRE I

L'OBJET DU MONITOIRE

Le monitoire ne pouvait, en principe, être accordé que si le fait dont on voulait obtenir la preuve était grave ; si l'on ne pouvait en avoir autrement une preuve suffisante : enfin s'il s'agissait d'un fait précis et déterminé.

§ I. — LE MONITOIRE DEVAIT AVOIR POUR OBJET UN FAIT GRAVE

Le monitoire ne pouvait, en principe, être décerné que dans les causes particulièrement graves. Il fallait, d'après Gibert (1), qu'il s'agît d'un fait susceptible d'entraîner l'excommunication du coupable : le péché de celui qui n'obéit pas au monitoire, en ne révélant pas ce qu'il sait du fait poursuivi, est moindre que le péché du coupable ;

(1) Gibert, *Usages de l'Eglise gallicane*, p. 369.

or, on va excommunier ce témoin contumace ; il faut donc que le péché du coupable mérite, lui aussi, la sanction de l'excommunication.

En réalité, si l'on exigeait un fait grave pour justifier l'octroi du monitoire c'est que l'on ne voulait pas, par un usage abusif, affaiblir le prestige de l'excommunication.

Ce principe avait été posé par le Concile de Trente ; tous les conciles provinciaux de la fin du xvi^e et du début du xvii^e siècle, en même temps qu'ils cherchaient à maintenir les prérogatives des évêques, répétaient que le monitoire ne pouvait être décerné que dans des occasions extraordinaires. L'ordonnance de 1560 avait déjà consacré ce principe quelques années avant le concile de Trente (dont la 25^e session eut lieu en 1565). L'ordonnance de 1670 ne contenait aucune disposition recommandant de n'user des monitoires que dans les cas graves.

Mais, peu d'années après l'ordonnance de 1670 qui avait réglementé la matière, l'édit d'Avril 1695 vint limiter expressément l'usage des monitoires aux causes graves. Son art. 26 déclare qu'il ne pourra être décerné de monitoires « que pour des crimes graves et scandales publics et nos Juges n'en ordonneront la publication que dans les mêmes cas... »

Il était donc admis, théoriquement du moins, que le monitoire ne pouvait être décerné que dans les cas graves. Mais comment discerner les cas où la gravité du fait était suffisante pour justifier l'octroi d'un monitoire ? Ni l'ordonnance de 1560, ni l'édit de 1695, qui limitaient l'usage du monitoire aux cas de « crime et scandale public » ne l'avaient précisé. L'appréciation devenait parti-

culièrement délicate dans les causes civiles où l'usage des monitoires était également admis (1) : une personne se prétendait créancière de telle somme et, faute d'autres preuves, demandait la permission de recourir au monitoire ; à quel chiffre minimum devait-on fixer l'octroi du monitoire ?

A Rome, le vicaire général du pape ne décernait pas de monitoire pour un dommage moindre de 50 écus et bien des auteurs pensaient que l'on pouvait adopter ce chiffre. Mais en France aucun chiffre uniforme n'avait été fixé. Les conciles tenus depuis le Concile de Trente donnaient des solutions variées : le Concile d'Avignon, de 1594, défendait d'accorder des monitoires pour les affaires qui n'excédaient pas 20 écus (1) ; d'autres conciles les permettaient pour une moindre somme : le Concile de Narbonne, de 1609, fixait le chiffre de 15 livres (2).

Aucune règle n'avait été établie à ce sujet par les ordonnances. Il fallait donc s'en remettre à l'appréciation des Parlements qui intervenaient très fréquemment pour limiter l'emploi des monitoires aux causes graves et déclaraient abusifs des monitoires concédés pour des causes trop légères. Fevret (2) rapporte un arrêt du Parlement de Paris, du 24 Juillet 1601, déclarant abusif un monitoire accordé pour avoir révélation d'une somme de 33 livres

(1) V. *infra*.

(1) Concile d'Avignon, 1594, can. 54 (Mansi XXXIV, p. 1.362).

(2) Concile de Narbonne, 1609, *loc. cit.*

(3) Fevret, *Op. cit.* VII-II-26 — Une bulle du pape Pie V, de 1570 réglementant l'usage des monitoires défend d'y recourir si la cause n'est pas extraordinaire, mais ne fixe aucun chiffre.

qu'un particulier disait avoir prêté à un étudiant de Bourges, et faisant défense à tous juges d'accorder des monitoires pour des sommes aussi peu importantes.

D'ailleurs, eut-il été convenable de fixer un chiffre ? Les juristes du xvii^e siècle ne le pensaient pas ; il fallait d'après eux prendre en considération la fortune et la condition de l'intéressé, « car, dit Eveillon (1), une somme qui serait modique à un homme riche, puissant et aisé sera grande et d'importance à un homme de médiocre condition et plus encore à un pauvre et à une personne grandement incommodée dans ses affaires » ; il convenait donc, pour un même dommage d'accorder le monitoire si l'intéressé était pauvre, de le refuser s'il était riche, parce que l'importance du préjudice personnel était différente. De même, lorsqu'il s'agissait d'une injure, il fallait tenir compte de la qualité de la personne injuriée, « l'injure, dit Gibert (2) qui, étant faite à un paysan ne serait pas matière à monitoire l'est lorsqu'elle est faite à une personne constituée en dignité. »

*
* *

Comment ces règles étaient-elles observées dans la pratique ? L'examen des fonds de diverses officialités nous a permis de constater que les monitoires étaient souvent décernés pour des faits sans importance, quelquefois même insignifiants. Un monitoire est décerné

(1) *Op. cit.*, p. 34.

(2) *Op. cit.*, p. 359.

par l'official d'Orléans, le 16 Juin 1741, contre certains particuliers qui ont pénétré dans le grenier de la veuve Françoise Dupuy et « luy ont vollé quatre muids de bled ou environ » ; et le monitoire ajoute « et comme un pareil vol n'est pas à tolérer et que l'exposante a intérêt a s'en faire raison, elle en a donné sa plainte au Bailly... qui par son ordonnance du treize du présent mois luy a permis d'en informer et à cet effet d'obtenir nos lettres monitoires. » Il suffisait donc que le plaignant eût intérêt à se faire rendre raison pour que le monitoire fût accordé. (1)

§ II. — LE MONITOIRE

ÉTAIT UN MOYEN DE PREUVE SUBSIDIAIRE

Le monitoire ne devait en principe être accordé qu'à titre subsidiaire et si aucun autre moyen ne pouvait fournir une preuve suffisante des faits poursuivis.

Cette condition se justifiait comme la précédente : il ne fallait recourir à l'excommunication qu'à la dernière extrémité. « La première condition requise en ces Monitoires, écrit Eveillon (2), est qu'ils ne soient donnez si non *in subsidium* par manière de secours et à défaut de tous autres moyens de preuves. Car quand on peut avoir connoissance de la vérité... par autre voye et par les procédures ordinaires de justice, il n'est pas permis d'employer l'Excommunication qui est un remède extra-

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G, 498.

(2) *Op. cit.*, p. 214.

ordinaire et réservé à l'extrémité : autrement ce seroit abuser des choses saintes et profaner l'autorité souveraine de l'Eglise, s'en servant contre son intention pour des choses de néant et sans aucune nécessité. »

L'ordonnance de 1670 permettait de recourir au monitoire « encore qu'il n'y ait aucun commencement de preuve ni refus de déposer par les témoins » (titre VII, art. 1). Et le plus souvent le juge qui procédait à l'information commençait par faire publier monitoire alors qu'il aurait pu obtenir les preuves nécessaires par les voies ordinaires.

Le recours au monitoire était même si fréquent, dans certaines provinces, en Bretagne par exemple, qu'une procédure criminelle poursuivie sans la publication d'un monitoire aurait été considérée comme irrégulière. Le 17 Juin 1687, le chancelier Ponchartain écrit au Parlement de Rennes : « J'ai appris qu'il s'est introduit plusieurs abus dans votre compagnie et dans les sièges de votre ressort auxquels il me paraît nécessaire de remédier s'ils sont établis... 1°. On prétend que tant les juges royaux que ceux des seigneurs qui sont dans le ressort du Parlement font publier des monitoires dans tous les procès criminels qui sont portés devant eux quelque preuve qu'il y ait du crime, soit par les informations, soit par les interrogatoires des accusez, et cela dans la seule crainte que le Parlement ne casse leurs procédures s'ils y avaient manqué, ce qu'on assure estre arrivé fort souvent. Cet usage est très abusif et même très dangereux... la voie des monitoires n'ayant été introduite parmi nous dans les procès extraordinaires qu'au défaut

de toutes autres voies, lorsque la vérité ne peut être connue d'ailleurs ; les accusez pourroient se servir de ce moyen pour faire entendre des témoins à leur décharge et sur tels faits qu'ils jugeront à propos... » (1)

Le clergé, assemblé en 1675, s'éleva contre cette pratique. On lit dans le procès-verbal de l'Assemblée: « Le monitoire doit être seulement donné *in subsidium* par manière de secours et à défaut de tous autres moyens de preuve parce que l'excommunication est un remède extraordinaire qui doit être réservé à l'extrémité. C'est la décision du Concile de Trente et ceux qui ont écrit de cette matière avant même ce concile ont toujours dit que l'excommunication ne doit point avoir de lieu quand il y a une autre voie possible pour avoir des preuves. Il est donc juste qu'on cherche toutes les voies d'avoir preuves et que l'on commence au moins de procéder pour avoir des preuves avant de demander ce secours extraordinaire à l'Eglise » (2).

Ces doléances n'eurent d'autre réponse, semble-t-il, que l'édit de 1695 qui restreignit l'usage du monitoire aux crimes graves et scandales publics « ... et lorsqu'on ne pourrait en avoir autrement la preuve. »

Les Parlements veillaient à l'application de ce principe. Un arrêt du Parlement de Bretagne du 16 Août 1707 défend aux juges du ressort de décerner aucun monitoire

(1) Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, t. V, p. 450.

(2) *Mémoires du Clergé*, VII, p. 1.010.

dans les affaires criminelles lorsqu'ils auraient une preuve claire et concluante du crime imputé à l'accusé.

(1)

*
* *

Cette règle ne fut cependant pas observée dans la pratique. On rencontre couramment des monitoires décernés pour des faits dont on aurait pu avoir la preuve autrement.

Voici au hasard quelques exemples tirés des fonds de l'officialité d'Orléans (2).

Les seigneurs de Reuilly avaient autrefois fait construire une avenue pour arriver au château et conduire à la paroisse. Mais, « plusieurs personnes de l'un et de l'autre sexe s'étant immiscez de passer et repasser même avec leurs voitures ou chevaux de somme ce qui rendait le chemin impraticable... », on avait fermé ladite avenue par une barrière. Les gens continuaient à passer et repasser et « comme de pareils excès et voyes de fait ne peuvent demeurer impunis », le sieur Jacques Bodin, seigneur de Reuilly, obtint du bailly de Chateauneuf permission d'informer et de faire publier monitoire. Un monitoire fut, en effet, décerné par l'official d'Orléans, le 11 Avril 1754.

Un monitoire est décerné par le même official, le 21 Septembre 1742, à la requête d'un habitant d'Orléans

(1) Guyot, *Répertoire*, V^o *Monitoire*.

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans, Série G, 498-501.

qui possédait un héritage d'un demi arpent planté en vignes et sur lequel « plusieurs particuliers se transportent journellement depuis huit à dix jours, y cueillent les raisins et les emportent en leurs maisons, en sorte que le plaignant est privé de la jouissance du dit demi arpent de vigne, ce qui luy fait un tort considérable... »

Dans ces cas, et dans bien d'autres semblables, on aurait évidemment pu découvrir les coupables sans recourir aux censures ecclésiastiques.

Cette pratique irrégulière fut d'ailleurs confirmée par l'édit de Marly, de 1776, qui permet dans son article 2 d'obtenir monitoire encore qu'il n'y ait aucun commencement de preuve par écrit ni refus de déposer par les témoins. » Tel était donc l'usage en France, à la fin du XVIII^e siècle, puisque ce texte déclare qu'en posant ces règles, il a voulu seulement étendre aux duchés de Lorraine et de Bar celles qui étaient admises dans le royaume.

§ III. — LE MONITOIRE DEVAIT AVOIR POUR OBJET UN FAIT DÉTERMINÉ ET PRÉCIS

Le monitoire devait avoir pour objet un fait précis. Il s'agissait par exemple de rechercher l'auteur encore inconnu de tel homicide, de tel vol ; ou bien, lorsque le coupable était connu de la victime, on voulait provoquer des témoignages contre lui (ce sont là, en effet, deux buts différents du monitoire) ; mais dans l'un et l'autre cas, l'objet du monitoire était bien limité à un crime

particulier. Un monitoire ne pouvait, en principe du moins, avoir pour objet la recherche de tous les délits, tous les vols par exemple, commis dans telle région depuis un certain temps ; ou bien de tous les délits commis par tel individu.

Les monitoires publiés à la requête des particuliers remplissaient presque toujours ces conditions (1). On rencontre parfois cependant des monitoires décernés à la requête du ministère public qui sont loin d'avoir pour objet un fait précis mais visent un ensemble de crimes ou de délits.

Un monitoire délivré par l'évêque d'Avranches, en 1737, à la requête du procureur du roi, réunit à ce sujet, plusieurs irrégularités il visait d'abord tous les vols commis dans une paroisse depuis vingt ans, puis un vol commis par un *certain quidam*, auquel il reprochait en

(1) Voici pourtant un monitoire décerné par l'official d'Orléans à la requête de deux habitants de la paroisse de Husson : « ... Nous a été exposé que depuis plus de deux ans il se commet tant de jour que de nuits plusieurs vols et méfaits, qu'on vole les fruits de vigne tant qu'ils sont pendant par les racines, les légumes dans les jardins, les blés et les seigles et autres grains dans les champs, les fruits aux arbres, qu'on débouche les hayes des jardins et des autres héritages clos d'hayes et fossés dont on emporte les bouchures et les chaumes, qu'on prend les bois de serage et chauffage dans les cours, les outils propres à travailler la terre, les foin dans les prés avant et après être fauchés, qu'on coupe, qu'on casse les greffes des arbres et les écussons, qu'on enlève les bondes des étangs et des magasins à poissons et qu'on vole lesd. poissons, qu'on casse même les grilles et grillons, qu'on prend les volailles... » (Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G, 498.

terminant « quantités de faussetés (1). Ce monitoire souleva d'ailleurs des difficultés. A la procédure est jointe une lettre protestant contre l'objet trop général du moni-

(1) Ce monitoire était décerné : « Contre ceux et celles qui ont connoissance, qu'il auroit été commis depuis vingt ans des vols dans la Paroisse de Milly, où dans les Paroisses circonvoisines tant de nuit que de jour, sur les grands chemins et autres avec port d'armes à feu, bâtons et autres armes, et dans les maisons des particuliers avec effractions. Contre ceux et celles qui ont connoissance des voleurs et de leurs complices, et que leurs femmes, enfans, ou autres parens, auroient participés et adhérens ausdits vols.

« Contre ceux et celles qui auroient connoissance des noms desdits voleurs, de leurs complices, receleurs, participes et adhérens et de ceux ou celles qui auroient été volés, soit qu'ils les connoissent par eux-mêmes, ou qu'ils les aient entendu nommer, et qui n'oseroient le déposer en justice, par crainte, menaces, sollicitations, ou autrement.

« Contre ceux et celles qui ont connoissance qu'un certain quidam de ladite Paroisse de Milly, auroit le Lundy de l'Octave du Saint Sacrement, huit Juin dernier, volé à Anne Julien...

« Contre ceux et celles qui ont connoissance que ledit Quidam auroit commis d'autres vols ; tant dans ladite Paroisse de Milly qu'ailleurs.

« Contre ceux et celles qui ont connoissance que ledit Quidam auroit fait quantité de faussetés, et auroit exercé quantité de concussions, exigeant des particuliers des sommes d'Argent qui ne lui étoient point dues, ou ayant exigé au delà de ce qui lui auroit appartenu pour ses salaires et vacations, et qu'il auroit retenu en ses mains tout ou partie de l'argent de ceux pour lesquels il auroit agi.

« Contre ceux et celles qui ont connoissance que ledit Quidam malfaiteur ou autres en son nom, auroit sollicité ou fait solliciter, soit par prières, promesses ou autrement les témoins de tout ou parties de ces faits, pour les empêcher de déposer, suivant la connoissance qu'ils en peuvent avoir.

« Pour avoir connoissance de ceux ou celles qui sont en mauvaise

toire qui tendait, disait l'intéressé à introduire la procédure des Grands Jours (1).

A l'occasion des Grands Jours, des monitoires étaient publiés pour contraindre les témoins des crimes poursuivis à venir les révéler. Ces monitoires avaient nécessairement un objet très général et visaient tous les crimes qui relevaient de la compétence des Grands Jours. Le monitoire publié à l'occasion des Grands Jours tenus à Clermont, en 1685, en fournit un exemple intéressant (2).

réputation dans cette Paroisse et autres circonvoisines, et qui seroient accusés ou soupçonnés de vols, brigandages, meurtres, assassinats prémédités.

« Et généralement contre tous ceux et celles qui ont connoissance des faits ci-dessus en tout ou partie, ciconstances et dépendances, pour avoir vû, sçu, connu, entendu, ouï dire, vanter ou autrement, et ne voudroient le révéler à Justice, soit par menaces, promesse de restitution ou prières, s'ils n'y étoient contraits par censures Ecclésiastiques, au grand préjudice de tout le public qui y est intéressé. »

(Arch. de la Manche A 582).

(1) Voici la lettre qui est jointe à la procédure : « J'ay l'honneur de vous envoyer ci-joint un exemplaire du monitoire dont j'ay eu l'honneur de vous entretenir, il est vray que la plus grande partie concerne un fait particulier qui peut donner lieu à la publication d'un monitoire mais le commencement et la fin que j'ay marqué n'ont aucun objet certain et tendent à introduire des grands jours qui ne peuvent avoir lieu que de l'express commandement du Roy. Je vous réitère, Monsieur, que cette procédure insolite va remplir de prisonniers les prisons du prince ce qui sera très préjudiciable à ses fermiers, ils attendent de votre Justice et de votre prudence le secours dont ils ont besoin en cette occasion qui établira en même temps la tranquillité dans cette province que le zèle trop indiscret du lieutenant de la prévosté s'efforcent de troubler. »

(1) V. *infra*.

Enfin, certains monitoires publiés dans des circonstances particulières pouvaient également avoir un objet très général. Ainsi les monitoires publiés en vertu de la déclaration du 16 Mars 1716, à l'occasion des désordres financiers qui signalèrent cette époque, visaient de nombreux crimes et délits commis dans la France entière.

(1) V. infra p.

CHAPITRE II

LE BUT DU MONITOIRE

Nous avons dit que le monitoire était publié pour obliger les témoins inconnus d'un crime à révéler ce qu'ils en savaient. Mais le monitoire pouvait avoir un autre but : obliger les coupables à réparer le préjudice qu'ils avaient causé, par exemple obliger le voleur à rendre l'objet volé.

Souvent le monitoire avait à la fois les deux buts. La victime d'un délit demandait un monitoire pour en découvrir l'auteur et, en même temps, pour obliger celui-ci à réparer le dommage qu'elle avait subi.

Les monitoires de l'officialité de Paris, notamment, s'adressant aux témoins et aux coupables, ordonnaient à «... tous ceux et celles qui ont connoissance que... (*les témoins*) d'en venir à révélation et lesdits quidams ou quidames (*les coupables*) à satisfaction par eux ou par autrui dans les trois jours... » Dans la plupart des diocèses, la règle était la même. (1)

(1) Cette formule était même tellement courante qu'on la retrouve littéralement dans des monitoires décernés pour découvrir les auteurs d'assassinats, alors qu'il ne peut évidemment, dans cette hypothèse,

A côté de ces monitoires à double but (révélation et réparation), on rencontre, souvent aussi, des monitoires tendant uniquement à la découverte du coupable. Ils ordonnaient alors seulement aux témoins de venir à révélation. Il en était ainsi dans le cas où toute réparation était impossible, par exemple lorsqu'il s'agissait d'un homicide.

Très rarement sans doute le monitoire visait uniquement la réparation du préjudice causé. Nous n'en avons pas rencontré un seul qui eût cet unique but. Nous touchons d'ailleurs ici à la question très délicate des monitoires dits « avec clause satisfactoire » dont parle l'article 35 des Libertés de l'Eglise gallicane (1).

Les monitoires avaient donc presque toujours pour but de provoquer les témoignages ; souvent aussi, si cela était possible, d'obliger les coupables à réparer le tort causé.

« Comme les Monitoires pour porter à révéler, dit Gibert, sont très communs et que les Monitoires décernés uniquement pour obliger à satisfaire sont très rares, on entend communément par Monitoires ceux qui se publient pour porter à révéler... » (1). C'est aussi de ceux-là que nous nous occuperons plus particulièrement.

être question de faire « due restitution et satisfaction ». V. par exemple le monitoire décerné, à la requête du procureur du roi, par l'official de Lyon, le 13 juillet 1617, à l'occasion du meurtre d'un habitant de Bourg - Argental (V. *infra*). Le monitoire, dans le mandement final ordonne aux coupables « de faire deues restitution et satisfactions audit sieur Complainant ».

(1) V. *infra*.

(2) Gibert, *op. cit.*, p. 342.

§ I. — LE MONITOIRE A FIN DE RÉVÉLATION
SES DIFFÉRENTS BUTS

Le monitoire à fin de révélation pouvait avoir deux buts bien distincts :

1° Découvrir l'auteur inconnu d'un délit.

2° Provoquer des témoignages pour corroborer les affirmations d'un plaignant, qui accusait telle personne.

Cette distinction n'a pas été relevée par les juristes. Seul Ferrière signale le second but du monitoire ; après avoir défini le monitoire, il ajoute, « lorsque la partie civile ou le procureur du roi ou des seigneurs ne peuvent justifier par témoins le contenu en la plainte, ils peuvent demander au juge par devant lequel la plainte a été faite et qui doit connaître du crime la permission de faire publier un monitoire à l'effet de contraindre par les censures ecclésiastiques ceux qui ont connaissance du fait dont il s'agit à venir à révélation » (1).

Les monitoires délivrés pour découvrir l'auteur inconnu d'un crime étaient les plus fréquents. Le monitoire était alors rédigé avec un soin particulier et les détails les plus infimes y étaient indiqués, si l'on pensait qu'ils fussent susceptibles d'amener la découverte des coupables (2).

(1) Ferrière. *Dictionnaire de droit et de pratique*. V^o Monitoire.

(2) Tel ce monitoire délivré par l'official d'Auch dans l'espèce suivante : un inconnu avait volé des pièces contenues dans un sac et les avait remplacées par des petits cailloux ; un monitoire fut décerné « 1^o contre tous ceux qui savent pour avoir vu, ouï dire ou autre-

Un monitoire pouvait être décerné lorsque, l'auteur du délit étant connu, il s'agissait seulement de provoquer des témoignages contre lui pour confirmer les accusations dont il était l'objet dans la plainte.

La pratique en fournit d'innombrables exemples. Ainsi tous les monitoires décernés pour avoir preuve de coups et blessures : la victime connaissait l'auteur de l'agression et avait porté plainte contre lui ; mais celui-ci niait : il fallait provoquer des témoignages contre lui ; on y parvenait au moyen d'un monitoire.

Lorsque le coupable était connu de la victime, deux règles importantes devaient être observées dans la rédaction du monitoire : 1° Il était interdit de désigner l'accusé dans le monitoire par une indication quelconque susceptible de le faire reconnaître. 2° Le monitoire ne devait contenir aucunes « paroles injurieuses. »

La première règle est consacrée par l'article 4 de l'ordonnance de 1670, titre vii : « Les personnes ne pourront être nommées ni désignées par les Monitoires à peine de cent livres d'amende contre la partie et de plus grande s'il y échet ».

Cette règle était observée bien avant l'ordonnance de 1670 et, dès une époque très ancienne, les parlements déclaraient abusifs des monitoires où l'accusé était désigné trop explicitement. Ayrault écrit, dans ses Plai-

ment quels sont les personnages qui depuis le premier septembre de la présente année jusqu'au seize du même mois auroient ramassé des petits cailloux et les auroient mis dans leurs poches en cachette ou autrement... ». Et chacun était tenu de venir révéler ce qu'il savait des moindres détails (Arch. du Gers. Officialité d'Auch. G 53).

doyers : « C'est une maxime constante en nostre Palais confirmer par infinis jugemens que l'appel comme d'abus est bien recevable de l'octroy et exécution d'un Monitoire quand celui contre lequel elle a esté obtenue y est nommé ou tellement dépeinct que ce soit le montrer du doigt » (1). Un arrêt de la Cour des Aides, du 18 Décembre 1573, déclara abusif un monitoire octroyé par l'official de Reims, où avaient été indiqués les noms et qualités des parties (2).

Ceux qui étaient soupçonnés ne devaient pas être nommés, de crainte, dit Jousse (3) « de donner atteinte à l'honneur et à la réputation d'une personne qui, par l'événement, serait innocente. » Sans cette règle, en effet, le monitoire eût été souvent un libelle diffamatoire.

Pour désigner les coupables présumés, on employait des expressions vagues comme « un quidam, une quidame ».

L'ordonnance déclare que « les personnes » ne pourront être désignées dans les monitoires. Ce texte ne doit pas être pris à la lettre, et par « les personnes », il entend seulement les accusés. L'interdiction de désigner les personnes est limitée par son but même. Il s'agit d'éviter qu'une personne soit diffamée, il n'y a donc pas d'abus si aucune diffamation ne résulte de la désignation de la personne ; il en est ainsi notamment si la désignation est faite *ad finem notitæ*, pour préciser l'objet du moni-

(1) *Op. cit.*, p. 41.

(2) *Mémoires du Clergé*, VII, p. 1.059.

(3) Jousse, *Traité de la justice criminelle de France*, t. II, p. 126.

toire. Le Parlement de Dijon, dans un arrêt de 1618, rapporté par Fevret (1), déclare valable un monitoire publié à la requête d'un sieur de Rochefort pour avoir révélation de titres et documents justifiant la 'qualité' d'hommes liges de deux personnes qu'il désignait. Ces personnes avaient interjeté appel comme d'abus alléguant qu'elles étaient désignées dans le monitoire. Leur appel fut écarté parce que la désignation avait été faite seulement pour indiquer aux témoins de quels documents il s'agissait.

Ce que l'ordonnance interdisait, c'était de faire peser les soupçons sur telle personne, qui n'était encore qu'accusée, en la désignant dans le monitoire. Il était interdit non seulement de la nommer, mais aussi de la désigner par tel détail caractéristique : on ne devait pas, par exemple, indiquer sa qualité ou sa profession, décrire ses vêtements, donner le signalement de sa taille, ou une indication quelconque susceptible de la faire reconnaître.

Les Parlements appliquaient strictement cette règle. Un arrêt du Parlement de Paris, du 16 Juin 1625, rapporté dans les Mémoires du Clergé (2), rejeta comme abusif un monitoire où l'on parlait d'un quidam « qui avait eu depuis longtemps la métairie d'un tel lieu à ferme », parce que il en résultait une désignation trop précise de l'accusé.

Voici enfin un cas assez particulier rapporté par Raviot (3) : un nommé Goujon, créancier de Clerc, dont

(1) *Op. cit.*, VII, II, 17.

(2) VII, p. 1.061.

(3) *Op. cit.*, t. 192, t. 2, p. 43.

les affaires étaient mauvaises, se plaignit que des personnes retenaient frauduleusement des effets mobiliers déposés par Clerc entre leurs mains. Un monitoire lui fut accordé. Clerc interjeta appel se prétendant impliqué dans l'accusation bien que l'on ne poursuivît que les tiers dépositaires, puisque cela revenait à dire qu'il avait diverti des effets lui appartenant, au préjudice de ses créanciers. L'intimé répondait que l'on ne pouvait instruire les témoins sans nommer Clerc, dont on voulait recouvrer les effets mobiliers injustement détenus. La Cour, par arrêt du 27 Février 1679, déclara n'y avoir pas d'abus. Raviot se prononce en sens contraire ; il estime que si celui qui est nommé, bien qu'il ne soit l'objet d'aucune poursuite, se trouve néanmoins diffamé, il y a abus ; qu'en l'espèce, en accusant les tiers dépositaires des effets de l'appelant, on faisait peser sur celui-ci de graves soupçons de complicité ; il conclut en disant qu'il vaut mieux « fermer la porte à une preuve que de l'ouvrir à la diffamation. »

La règle en vertu de laquelle les personnes ne pouvaient être désignées dans le monitoire souffrait cependant quelques exceptions. Comme l'a justement signalé l'avocat général Talon au cours des travaux préparatoires de l'ordonnance de 1670, il est quelquefois nécessaire de désigner assez explicitement l'accusé, si l'on veut obtenir des révélations. Il en est ainsi notamment en matière d'adultère : un mari demandait un monitoire pour avoir preuve de l'adultère de sa femme, il fallait bien spécifier de qui il s'agissait : après avoir indiqué le nom du plaignant, le monitoire s'adressait à « tous ceux

et celles qui savent qu'une certaine personne, femme du plaignant... ». C'était bien une désignation de la personne, mais cela était indispensable.

Dans d'autres cas, cette désignation était également nécessaire. Voici une hypothèse indiquée par Jousse (1) : « Un curé de campagne est accusé d'inceste spirituel avec une femme ou fille de sa paroisse ; l'official décerne un monitoire contre un prêtre curé ; cette désignation n'est point un abus puisqu'on ne peut s'expliquer autrement pour faire entendre ce dont on veut parler... ». Le cas s'est présenté dans l'affaire du curé de Brugnion qui s'était pourvu contre un monitoire où il était désigné sous la dénomination « d'un curé d'une paroisse de campagne dans le diocèse d'Auxerre ». Un arrêt du 18 Février 1734 déclara qu'il n'y avait pas abus, cette désignation étant nécessaire.

Hors ces cas particuliers, la règle posée par l'article 4 était strictement appliquée (2). Sa violation entraînait une amende d'au moins cent livres contre la partie. Mais comme le monitoire était rédigé par l'official, si quelque irrégularité était commise dans la rédaction, la responsabilité de celui-ci était également engagée. En 1573, l'official de Reims ayant décerné un monitoire portant le nom et la qualité des parties, le plaignant, condamné, fut admis à se retourner contre l'official.

Dans la pratique, on ne rencontre presque jamais de monitoire nommant les personnes. Lorsque la victime

(1) *Nouveau commentaire de l'édit du mois d'Avril 1695*, p. 229.

(2) v. les arrêts rapportés par Fevret (*Op. cit.*, VII, II, 17).

accusait formellement tel coupable dans sa plainte, l'official remplaçait, dans le monitoire, le nom de l'accusé par l'expression « un certain quidam » ou une expression analogue (1).

Seulement, bien que ne nommant personne ou n'indiquant aucun trait susceptible de faire reconnaître l'accusé, les monitoires étaient souvent rédigés de telle sorte que les soupçons pesaient inévitablement sur telle personne. Ainsi le monitoire décerné par l'official d'Orléans dans l'espèce suivante (2) : un nommé Ambroise Deligny était créancier des époux Defay pour une somme de 15.746 livres que ceux-ci s'étaient obligés solidairement à lui payer en dix années. N'ayant pu obtenir paiement du second terme, le créancier fit pratiquer une saisie-exécution chez ses débiteurs et fut fort surpris, lorsqu'il eut communication du procès-verbal de saisie, de constater que toute l'argenterie, le linge et autres effets de valeur avaient disparu. Deligny porta plainte, accusant formellement Defay et sa femme d'avoir frauduleusement soustrait le plus clair de leur patrimoine et permission lui fut donnée d'obtenir monitoire pour prouver ces détournements. Le monitoire, décerné par l'official d'Orléans,

(1) Quelquefois cependant se rencontrait une désignation trop précise. Dans un monitoire, décerné par l'Official de Paris, le 9 juillet 1763, à l'occasion d'une supposition de part, il est question d'un quidam « facile à reconnaître à sa taille, ses traits, son habillement et son langage étranger... » Mais ces exemples sont rares. Ce monitoire est rapporté dans une brochure anonyme intitulée « Monitoire important du 9 juillet 1763 » (Bibl. Nat. Cote E, 3.399).

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G, 498.

le 5 Mai 1750, rapporte les faits tels qu'ils étaient expliqués dans la plainte : il rappelle qu'une saisie a été faite dans la maison des époux Defay et que le plaignant avait été fort surpris de voir que « certains quidams avaient détourné de ladite maison toute l'argenterie, les draps... ». Sans doute, personne n'était accusé ; mais les soupçons n'allaient-ils pas peser sur les époux Defay ?

Non seulement le monitoire ne devait désigner personne mais il ne devait pas contenir de « paroles injurieuses » ni de faits hors de cause. C'est là une règle ancienne à laquelle les auteurs semblent attacher une grande importance.

Eveillon (1) nous apprend que les avocats, de son temps, pour satisfaire leurs clients, remplissaient souvent les monitoires d'injures et de « discours totalement diffamatoires et scandaleux... » et que les officiaux ne prenaient pas toujours soin d'expurger le monitoire avant d'en ordonner la publication. Il faut encore icy ajouter, dit-il, que parmi les faits de question sous prétexte de spécifier davantage, on ne mêle point de discours de choses qui ne soient pas honnêtes. Car c'est une chose indigne de la sainteté de l'Eglise... d'entendre prononcer par un Prêtre, en la chaire de vérité et en présence du Saint Sacrement, des injures de lavandières et des parotes inciviles, honteuses et deshonnêtes telles qu'on en voit trop souvent dans la publication des monitoires ».

(1) *Op. cit.*, p. 218.

Tels sont les deux buts possibles du monitoire à fin de révélation : découvrir l'auteur inconnu d'un crime, ou bien, si le coupable est connu, provoquer des témoignages sur sa culpabilité (1).

§ II. — LA QUESTION DES MONITOIRES A FIN DE SATISFACTION

On rencontrait couramment au XVIII^e siècle, nous l'avons vu, des monitoires ayant pour but, non seulement de provoquer des témoignages, mais aussi d'amener le coupable inconnu à réparer le tort qu'il avait causé.

Les monitoires à fin de réparation n'avaient pas toujours été admis. De nombreux arrêts du début du XVI^e siècle rejetaient comme abusif tout monitoire qui

(1) Le monitoire pouvait aussi poursuivre un but un peu différent : procurer à la justice des renseignements sur les autres crimes que pouvait avoir commis une personne que l'on venait d'arrêter.

Loredan (*La grande misère et les voleurs au XVIII^e siècle*, p. 211 et s.) raconte la vie d'une nommée Marie Tromel, dite Marion du Faoüet qui, à la tête d'une bande de brigands terrifiait depuis longtemps la région. Marion du Faoüet fut arrêtée et une information s'ouvrit à Quimper, le 29 juillet 1752. Pour obtenir plus de renseignements sur les crimes de Marion, le procureur du roi demanda un monitoire qui fut décerné par l'official de Vannes, le 21 Août et publié dans diverses paroisses.

Marion s'évada le 9 Septembre et rentra au Faoüet où elle recommença ses exploits. Le 4 Janvier 1753, l'information fut ouverte à nouveau ; des monitoires furent publiés à plusieurs reprises.

V. de même dans un monitoire décerné par l'official de Saint-Brieuc au sujet d'un homme détenu dans les prisons de Jugon et accusé d'avoir fait de la fausse monnaie (Arch. des Côtes-du-Nord. B. 110).

ordonnait aux fidèles autre chose que de venir à révélation (1).

L'article 35 des *Libertés de l'Eglise gallicane*, rédigées en 1595, par Pithou, déclare abusifs des monitoires avec « clause satisfactoire » lorsqu'ils étaient décernés contre des laïques et n'admet les monitions générales (c'est-à-dire les monitoires) qu'à fin de révélation : « Monitoires ou excommunications, avec clause satisfactoire, qu'on appelloit anciennement *super obligatione de nisi*, ou *significavit*, comprenant les Laïcs et dont l'absolution est réservée *superiori usque ad satisfactionem*... sont sensées abusives ; mais est permis se pourvoir par devant l'Ordinaire par monition générale *in forma malefactorum*, pro

(1) Dupuy dans son *Commentaire des Libertés de l'Eglise gallicane*, rapporte, sous l'art. 35, un arrêt du Parlement de Toulouse du 27 mars 1520 qui déclare abusives des monitions générales en tant qu'elles visent les immeubles ou qu'elles tendent à obtenir satisfaction et ne les admet qu'à fin de révélation (Durand de Maillane, *Les Libertez de l'Eglise gallicane*, t. I, p. 641). Le Maître (cité par Durand de Maillane, *loc. cit.*) rapporte également un arrêt du 7 septembre 1524 déclarant une monition générale abusive et ordonnant qu'elle aurait effet seulement à fin de révélation. Hevin (*Arrêts du Parlement de Bretagne*, 3^e ed., p. 250) rapporte, de même, un arrêt du Parlement de Bretagne d'Octobre 1535 : « La Cour... fait inhibitions et défenses aux sujets du Roi de ce dit pays et duché de non se pourvoir ne s'aider d'orénavant de monitions ne fulmination portant clause de satisfaction contre lesdits sujets à la justice temporelle et séculière ne aucunement comprendre choses et droits immobiliers entre quelques personnes que ce soient, réservant et permettant toutefois aux sujets de ladite juridiction temporelle prendre monitoires généraux *in forma malefactorum* pour raisons de choses mobilières et afin de révélation tant seulement ».

rebus occultis mobilibus et usque ad revelationem dumtaxat... »

Cette disposition, malgré sa rédaction qui peut prêter à confusion, vise trois objets bien distincts. Elle déclare abusifs, lorsqu'ils interviennent en cause séculière : 1° Les sentences d'excommunication avec clause satisfactoire; 2° Les monitoires portant la même clause; 3° Les *significavit* (1).

L'article 35 avait surtout pour but de mettre un terme à l'usage abusif des excommunications avec clause satisfactoire.

On avait, dès une époque ancienne, pris l'habitude d'insérer dans les contrats une clause de style — la clause « *de nisi* » aux termes de laquelle le débiteur se soumettait à l'excommunication, en cas de non paiement à l'échéance. Cette clause était ainsi conçue : *Et nisi debitor satisfecerit statim post denunciationem, sententiae excommunicationis se summittit eam incursum nisi solverit.* »

Grâce à cette clause, la juridiction ecclésiastique devenait compétente dans la plupart des causes séculières. En effet, l'autorité ecclésiastique devait entrer en connaissance de cause pour prononcer l'absolution du débiteur excommunié faute d'avoir payé, lorsque celui-ci, ayant fini par payer, se prétendait libéré de son obligation.

(1) Les *significavit*, étaient des monitoires décernés par les papes pour être publiés en France. Ils étaient considérés comme abusifs pour différentes raisons et notamment parce qu'ils contenaient la clause « *usque ad satisfactionem* » (V. *infra*).

Aussi, de très bonne heure, l'autorité séculière protesta-t-elle contre cette pratique. Pierre de Cugnieres, à l'Assemblée de Vincennes de 1329, s'était plaint de l'abus de ces excommunications, et la jurisprudence de ces Parlements, dès le lendemain de l'Assemblée, avait réagi contre ces abus (1). Les excommunications de débiteurs restèrent néanmoins courantes jusqu'au xvi^e siècle.

En réalité, le plus souvent les excommunications de débiteurs n'étaient encourues que si ceux-ci étaient de mauvaise foi. La plupart des arrêts qui admettent les excommunications de débiteurs, au xvi^e siècle, ont été rendus dans des causes où la mauvaise foi des défendeurs était évidente. Papon (2) cite un arrêt, du 6 Février 1534, permettant un monitoire (c'est-à-dire une excommunication) lancé contre un clerc qui, ne payant pas ses dettes, déclarait posséder des meubles, mais se refusait à indiquer le lieu où ils se trouvaient.

Les excommunications de débiteurs devinrent plus rares dans le courant du xvi^e siècle. Aussi, les créanciers, ne pouvant les obtenir du clergé de France, prirent l'habitude de les solliciter en cour de Rome, où l'usage était constant. Mais les parlements, statuant sur des appels comme d'abus, rejetaient toujours ces excommunications venues de Rome.

A côté des excommunications avec clause satisfactoire, l'article 35 déclare abusifs les monitoires portant la

(1) Olivier Martin. *L'assemblée de Vincennes de 1329 et ses conséquences*, p. 243.

(2) *Recueil d'arrestz notables*, XVIII, 7, VI.

même clause. Les monitoires à fin de satisfaction portaient une clause — dite clause *usque ad satisfactionem* — ainsi conçue: « *Moneantur omnes et singuli et excommunicentur donec veniant ad debitam satisfactionem* ».

Si l'on comprend aisément la prohibition des excommunications avec clause satisfactoire, il est plus difficile d'expliquer celle des monitoires enjoignant aux coupables de réparer le tort causé. Lorsque le débiteur était connu, et à moins que celui-ci ne dissimulât ses ressources, le recours aux censures ecclésiastiques était inutile, le créancier ayant à sa disposition les procédés d'exécution du droit commun; lorsqu'il s'agissait du monitoire, au contraire, les moyens de contrainte ordinaires ne pouvaient être employés puisque le coupable, c'est-à-dire le débiteur, était inconnu et il était tout naturel que l'on fit appel à l'influence morale d'une excommunication générale pour le déterminer à réparer.

Les monitoires avec clause satisfactoire étaient cependant considérés comme abusifs. Gibert, cherchant à expliquer cette disposition, commet une confusion entre les monitoires et les excommunications ordinaires: « Il est à croire, dit-il, parlant de l'art. 35 des *Libertés*, que l'article cité ne condamne les Monitions pour obliger à satisfaire que dans le cas où les personnes qui ont causé du dommage ou qui ont d'ailleurs du bien d'autrui sont connues » (1). Mais si les personnes sont connues, il ne s'agit pas de monitoire.

(1) *Op. cit.*, p. 351.

Quoiqu'il en soit, les monitoires avec clause satisfactoire cessèrent bientôt d'être considérés comme abusifs et l'usage se répandit, dans la première moitié du xvii^e siècle d'obliger les coupables à réparer, en même temps que les témoins à révéler. Fevret (1) rapporte pourtant un arrêt du Parlement de Dijon, du 5 janvier 1632, qui rejette encore comme abusif un monitoire contenant ordre de venir à satisfaction.

Dans la seconde moitié du xvii^e siècle, les monitoires à fin de satisfaction sont courants. Tout au plus, dans quelques diocèses, les monitoires portent-ils encore une restriction rappelant l'ancienne prohibition. Dans le diocèse du Mans par exemple, les monitoires ordonnent aux coupables et aux témoins « qu'ils aient à donner satisfaction aux plaignants *ou du moins* qu'ils fassent à leur curé ou à son vicaire une déclaration sincère de ce qu'ils savent » (2).

§ III. — DES MONITOIRES POUR RECOURIR LES CHOSES
PERDUES ET DES MONITOIRES POUR RÉPARER UNE INJURE
FAITE À DIEU OU À SES SAINTS

A côté des monitoires à fin de révélation, les auteurs mentionnent deux autres sortes de monitoires: les moni-

(1) Fevret, *op. cit.*, VII, II, 14. — Ce monitoire contenait d'ailleurs plusieurs autres irrégularités qui motivèrent, sans doute, l'arrêt de la Cour.

(2) V. « Monitoires de la fin du xvii^e siècle », par M. Grosse Dupéron dans le *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, 2^e série, I, 1888-89, p. 477.

toires pour recouvrer les choses perdues et les monitoires pour réparer une injure faite à Dieu ou à ses saints.

Le monitoire *pour recouvrer les choses perdues* est prévu par divers conciles (1). Les ordonnances n'en font pas mention. Gibert (2) y consacre un court développement, où il nous apprend que ce monitoire, à la différence des autres, s'accordait sans permission du juge laïque et qu'en même temps qu'il obligeait les détenteurs de la chose à la restituer, il indiquait à qui devait être faite cette restitution.

Ces monitoires constituaient, en réalité, une pratique extra-judiciaire. Celui qui avait perdu un objet demandait au curé de la paroisse d'informer les fidèles de la perte qu'il venait de faire et d'ordonner sous peine d'excommunication à ceux d'entre eux qui trouveraient l'objet perdu de le lui restituer.

Cette pratique n'impliquait nullement l'intervention de la justice et n'intéressait pas la procédure criminelle. C'est ce qui explique que ces monitoires s'accordaient sans permission préalable du juge séculier. Cela explique aussi que les fonds judiciaires que nous avons dépouillés ne renferment aucun exemple de monitoire publié pour retrouver des choses perdues.

Quant aux monitoires *pour réparer l'injure faite à Dieu ou à ses saints*, aucun concile n'en fait mention. Ils sont pourtant en usage, « Il y a environ quinze ans, dit Gi-

(1) Concile de Trente, *loc cit.*; Rouen, 1583, *loc. cit.*; etc.

(2) *Op. cit.*,* p. 353.

bert (1), qu'on en publiâ un à... contre des personnes inconnues qui, dans la nuit, avoient pendu au gibet une statue de la Sainte Vierge ».

Les monitoires visant des actes d'impiété commis dans les églises ne sont pas rares; la pratique en offre de nombreux exemples; mais ils ne se distinguent en rien des autres monitoires et il ne semble pas qu'il y ait lieu de ranger en une catégorie distincte les monitoires *pour réparer l'injure faite à Dieu ou à ses saints*.

§ IV. — LES SIGNIFICAVIT

Les *significavit* étaient des monitoires que les parties demandaient au pape et faisaient publier en France. Ces monitoires très fréquents autrefois, furent condamnés par la jurisprudence des Parlements, comme contraires aux Libertés de l'Eglise gallicane et disparurent presque totalement dès le xvi^e siècle.

Quelle était l'utilité des *significavit* à côté des monitoires ordinaires ? En général le *significavit* était demandé après le monitoire, lorsque ce dernier n'avait pas produit les effets attendus. Les parties, espéraient qu'un monitoire émanant de l'autorité souveraine « aurait la vertu de forcer ceux qui n'avaient pas voulu déférer aux commandements et injonctions des prélats ordinaires... » (1) Eveillon ajoute, « lirement en passant », que cette sorte de monitoire était inefficace, car celui qui devait venir à révélation avait déjà été excommunié après la publi-

(1) *Op. cit.*, p. 354.

(1) Eveillon. *Op. cit.*, p.232.

cation du monitoire ordinaire. « C'est, conclut-il, de l'argent perdu pour les parties. ».

Voici quelle était la procédure suivie dans la publication des *significavit*.

Après avoir vainement fait publier un monitoire ordinaire, le plaignant demandait au pape un *significavit*. Par ce *significavit*, le pape mandait à l'évêque, ou à son grand vicaire d'enjoindre *auctoritate apostolica* aux coupables et aux témoins des faits indiqués de venir à satisfaction ou à révélation dans un délai déterminé. Le *significavit* ne différait donc du monitoire ordinaire, ni par son but, ni par son objet.

Bien que le *significavit* fût délivré par le pape, les évêques gardaient un certain pouvoir d'appréciation et pouvaient s'ils le jugeaient opportun, ne pas faire publier le *significavit*. Les *significavit* portaient, en effet, une clause d'après laquelle l'évêque pouvait apprécier si les circonstances justifiaient la publication. « Cette clause, dit Eveillon (1), est pour obvier aux fraudes et surprises qu'on pourrait faire au Pape luy exposant les choses autrement qu'elles ne seroient ».

L'évêque recevant le *significavit* de Rome devait donc commencer par « meurement examiner l'affaire » ; S'il jugeait la publication utile, il envoyait un mandement aux curés des paroisses intéressées, leur ordonnant de procéder à la publication du *significavit*, « traduit en langue vulgaire », par trois dimanches consécutifs comme pour un monitoire ordinaire.

(1) *Op. cit.*, p. 230.

Le curé, au reçu du mandement, procédait à la publication. Il expliquait aux fidèles ce qu'était un *significavit*, que le plaignant, après avoir fait publier un *monitoire*, sans obtenir de révélations suffisantes, s'était adressé au pape qui avait délivré le *significavit* et chargé l'évêque de le faire publier, puis il lisait le *significavit* et le mandement de l'évêque qui en ordonnait la publication. La publication faite, il renvoyait à l'évêque le *significavit* au bas duquel il avait rédigé un certificat de publication.

Si le résultat attendu n'était pas obtenu, l'évêque adressait aux curés, pour être publié par eux, un second mandement contenant la sentence d'excommunication contre les coupables et non révélants qui, dans les neufs jours, n'auraient pas obéi aux injonctions de l'Eglise. Le curé publiait cette excommunication en rappelant aux fidèles que l'évêque parlait « au nom et de l'autorité de notre Saint Père le Pape comme souverain Pasteur et souverain Juge de toute l'Eglise : auquel n'obéir pas c'est désobéir à Notre Seigneur Jésus Christ et le mépriser ».

Telle était la procédure des *significavit* dont l'usage fut courant en France jusqu'à ce que l'ingérence des papes parût contraire aux Libertés de l'Eglise gallicane et, comme telle, déclarée abusive (1).

L'art. 35 des Libertés de l'Eglise gallicane déclare les *significavit* abusifs.

(1) Fevret (*op. cit.*, VII, II, 16) cite un arrêt du Parlement de Paris, du 22 septembre 1569, déclarant que l'on ne pouvait obtenir monitoire en Cour de Rome et le faire fulminer, *auctoritate apostolica*, même s'il ne s'agissait que d'un monitoire à fin de révélation.

Le Parlement de Paris, procédant, en 1604, à la vérification des *facultés* du cardinal de Lorraine, légat envoyé par Grégoire XIV déclare, au sujet de l'article 95, que ce légat ne pourrait concéder de monitoires en forme de *significavit*, dont l'usage n'était pas admis en France.

Pourquoi les *significavit* furent-ils considérés comme abusifs ? Outre qu'ils consacraient une entreprise du pape sur la juridiction des évêques de France, les *significavit* étaient considérés comme abusifs parce qu'ils contenaient des dispositions non admises dans les monitoires ordinaires. Ils obligeaient non seulement à révéler mais aussi à satisfaire; or les monitoires avec clause satisfactoire n'étaient pas admis en France au xvi^e siècle. Ils visaient les meubles et les immeubles; la procédure monitoire n'était pas admise en matière immobilière. Enfin, ils contenaient diverses clauses contraires aux principes reçus en France: clause d'après laquelle le monitoire ne devait avoir effet qu'à fins civiles, clause permettant de signifier le monitoire aux coupables présumés et aux personnes que l'on croyait susceptibles de venir à révélation.

Malgré la jurisprudence constante des parlements, l'usage des *significavit* n'avait pas entièrement disparu. Encore au début du xvii^e siècle, des *significavit* étaient décernés par les papes et publiés par les soins des évêques. Eveillon en parle comme d'une institution encore en vigueur et rapporte un modèle de *significavit* daté de 1652 (1).

(1) Eveillon, *op. cit.*, p. 233.

Voici une formule de *significavit* adressée par le pape aux évêques d'Angers et du Mans (1) :

Innocentius Episcopus, Servus Servorum Dei, Venerabilibus Fratribus Andegavensi et Cenomanensi Episcopis sive dilectis filiis eorum Officialibus, Salutem et Apostolicam benedictionem. Significavit nobis dilectus filius Julianus Vaugirault, clericus (seu laicus) Andegavensis (seu alterius civitatis vel Diocesis), Frater et hæres quondam Vincentii etiam Vaugirault, quod nonnulli iniquitatis filii, quos prorsus ignorat... (exposé des faits) ex quo prædicto Significanti gravia damna, valorem quinquaginta ducatorum excedentia, nequiter intulerunt, in animarum suarum periculum, ac dicti Significantis non modicum detrimentum: super quo Significans Apostolicæ Sedis remedium imploravit. Quocirca Fraternali vestræ Fratres Episcopi, sive discretioni vestræ filii Officiales per Apostolica scripta Mandamus, quatenus vos et quilibet vestrum ubilibet in vestris civitate ac Diocesi si eâ diligenter et magna maturitate per vos examinata pro rei, loci, temporis et personarum qualitatibus vobis pro vestra conscientia videbitur expediri eos hujusmodi bonorum detentores et illorum celatores aut alias scientiam habentes, ac damnorum illatores occultos, ex parte nostra publice in Ecclesiis coram populo per vos, vel alium seu alios, ut infra competentem terminum quem eis præfixeritis, ea prædicto Significanti a se debita detentores quidem et occupatores restituant, occultatores vero ac illa scientes revelent; et si non adimpleverint, infra

(1) Eveillon, loc. cit.

aliū competentem terminū quem etiā eis ad hoc duxeritis peremptorie præfigendū ex tunc in eos generalem Excommunicationis Sententiā proferatis eamque faciatis ubi, quando et quoties videritis expedire usque ad satisfactionem condignam et revelationem debitam, solenniter publicari. Volumus autem quod ex revelatione hujusmodi, si eam fieri contingat, non possit nisi pro civili interesse et civiliter tantum agi; et aliter revelatio neque in iudicio neque extra illud fidem faciat. Datum Tusculi anno Incarnationis Dominicæ millesimo sexcentesimo quinquagesimo secundo, nonis Junii, Pontificatus nostri anno octavo.

C. BAILLEY,

D. AUBIN,

J. CAMPINUS,

BODESON.

CHAPITRE III

DOMAINE D'APPLICATION DU MONITOIRE

Le monitoire ne pouvait être accordé que si le fait était grave et si l'on ne pouvait en obtenir une preuve suffisante par les voies ordinaires. Ces conditions remplies, le monitoire pouvait être décerné aussi bien en matière civile qu'en matière criminelle. Mais, alors que les monitoires criminels étaient fréquents, les monitoires civils étaient très rares.

C'était cependant une question discutée entre les auteurs, que celle de savoir si le monitoire était légitime en matière civile comme en matière criminelle.

Fevret (1) et de nombreux auteurs estimaient que l'édit de 1695, ayant restreint l'usage des monitoires aux *crimes et scandales publics*, on ne devait en user qu'en matière criminelle. Mais le mot *crime* n'est pas, dans ce texte, synonyme d'*infraction à la loi pénale*; il signifie *tout fait assez grave et contraire à l'honnêteté* ».

(1) *Op. cit.*, VII, II, 28.

Jousse, (1) estime au contraire que l'usage des monitoires dans les causes civiles est licite : l'article 11 de l'ordonnance de 1670, titre VI, établit une règle particulière pour les monitoires obtenus en matière criminelle; l'usage du monitoire en matière civile était donc également admis.

*
**

Les monitoires publiés à Rome — ainsi d'ailleurs que les *significavit* — n'étaient décernés qu'à « fins civiles », c'est-à-dire qu'il ne pouvait être fait usage des révélations obtenues, que dans un intérêt civil. Et dans les évêchés du nord de l'Italie, rapporte Ducasse (2), il était défendu sous peine d'excommunication de se servir des révélations « en cause de crime ».

Cette restriction avait été posée par la bulle de Pie V, de 1570, réglementant l'usage des monitoires. Elle n'existe pas dans les *significavit* anciens ; et Eveillon (3) pense qu'elle ne remonte peut-être pas au-delà de la bulle de Pie V.

Quoiqu'il en soit, cette bulle n'ayant pas été reçue en France, la règle ne s'y appliquait pas. On rencontre même parfois des monitoires qui affirment la règle contraire. Le mandement final de l'official, après avoir ordonné aux fidèles de révéler, ajoute, quelquefois : « sans enten-

(1) Nouveau commentaire sur l'édit du mois d'avril 1695, p. 224.

(2) La pratique de la juridiction ecclésiastique, p. 197.

(3) Op. cit., p. 222.

dre que telles déclarations puissent autrement servir que pour l'intérêt civil seulement » (1).

Pourtant, encore au milieu du xvii^e siècle, dans quelques diocèses, les monitoires n'étaient admis « qu'à fins civiles ». Les monitoires du diocèse de Toul, par exemple, portaient cette clause: « N'entendons pourtant qu'à l'occasion de la révélation qu'il se pourra faire de ce que dessus il se puisse agir contre personne, sinon civilement: autrement que foy ne soit ajoutée à telle révélation en jugement et dehors. » Eveillon (2) nous apprend que l'évêque d'Angers avait voulu introduire cet usage dans son diocèse « mais, conclut-il, cela n'a pas tenu ».

Comment se justifiait la pratique romaine? C'est que, disait-on, ce serait jeter le juge ecclésiastique en péril d'irrégularité si le coupable dénoncé par les révélations venait à être condamné à mort ou à la mutilation d'un membre. Mais, répondaient les partisans de la thèse adverse, à supposer que les révélations eussent entraîner la mort du coupable, le juge ecclésiastique qui avait ordonné la publication du monitoire ne tombe pas en péril d'irrégularité; car, pour tomber en péril d'irrégularité, il faut être la cause *prochaine* de la mort; or ici le juge ecclésiastique n'en est que la cause *éloignée* (3).

(1) Les monitoires du diocèse de Lyon, portaient, en général, cette clause. V. par exemple, le monitoire délivré par l'official de Lyon le 13 juillet 1654, cité *infra*.

(2) *Op. cit.*, p. 223.

(3) Eveillon, *Eod. loc.* Cette solution est confirmée par celle d'un cas analogue signalé par Ducasse (*op. cit.*, p. 198): un crime a été commis en un lieu dont l'évêque est le seigneur temporel; si le juge

D'ailleurs si l'on avait écarté les monitoires en matière criminelle on se serait privé d'un puissant moyen d'investigation, là même où son utilité était la plus grande, c'est ce que remarque Eveillon: « S'il n'étoit point permis de décerner Monitoire pour fait de crime il n'y auroit point moyen d'avoir preuve des plus grands crimes, ny de leze majesté, ny de rébellion ou soulèvement, ny de sédition ny de sacrilège ny de meurtre ou volerie ny d'autres... ce qui tourneroit au grand préjudice de la République » (1).

*
**

En France, la procédure monitoire était admise en matière civile, comme en matière criminelle.

Deux règles importantes intervenaient alors :

1° En matière criminelle, le monitoire ne pouvait être décerné que si une information était ouverte et si le recours au monitoire avait été expressément permis par le juge séculier.

2° En matière civile, le monitoire ne pouvait être obtenu que si la preuve testimoniale était admissible et avait été formellement autorisée.

Lorsque le monitoire devint une institution de la procédure séculière, on admit, peu à peu, qu'il ne pourrait

chargé par l'évêque de faire justice, condamner le coupable à mort, l'évêque ne tombe pas en péril d'irrégularité. Or, l'officiel qui décerne un monitoire ordonne seulement aux fidèles de venir à révélation sans avoir l'initiative d'aucune poursuite.

(1) Eveillon, *op. cit.*, p. 223.

intervenir dans les causes séculières qui si une information était ouverte et si, en outre, le recours au monitoire avait été expressément permis par le juge qui procédait à l'information.

Cependant, dans un cas, en matière de duel, le monitoire pouvait être publié, en cause séculière, sans ordonnance préalable du juge laïque, sur la simple requête du ministère public. L'édit d'Août 1679, sur les duels, déclare dans son article 23 « ... nous ordonnons que, sur la simple réquisition qui sera faite par nos procureurs généraux ou leurs substituts, il soit décerné des monitoires par les officiaux des évêques des lieux, lesquels seront publiés et fulminés selon les formes canoniques contre ceux qui refuseront de venir à révélation de ce qu'il sauront touchant les duels et rencontres arrivés. » Dans ce cas, la partie poursuivante, procureur du roi ou du seigneur, adressait directement à l'officiel une requête tendant à la publication d'un monitoire.

Mais, à part ce cas exceptionnel, le monitoire devait être autorisé par le juge séculier qui procédait à l'information. Aussi l'officiel devait-il, avant d'ordonner la publication du monitoire, se faire représenter l'ordonnance du juge qui avait permis de l'obtenir; et le monitoire devait contenir mention de cette ordonnance.

Cette règle était presque toujours observée dans la pratique. Les monitoires de l'officialité de Paris commençaient par ces mots: « Vu le jugement rendu par le sieur Lieutenant Criminel en la Sénéchaussée de..... le..... ». Dans d'autres diocèses, cette indication était insérée dans le corps du monitoire. Les monitoires de l'officialité

d'Orléans, après avoir exposé les faits, faisaient mention de l'ordonnance: « ...desquels faits le plaignant a rendu plainte au grand Bailly... lequel, par son ordonnance du....., a permis d'informer par devant lui sur les faits de cette plainte, circonstances et dépendances et à cet effet, d'obtenir nos lettres monitoires ».

Outre qu'il ne pouvait être décerné qu'après permission du juge séculier, le monitoire ne devait contenir d'autres faits que ceux pour lesquels l'information était ouverte. Cette règle, posée par l'article 3 de l'ordonnance de 1670, titre VII, est une conséquence de la précédente. On ne voulait pas qu'en publiant un monitoire permis par le juge séculier, l'official pût, sur simple requête des parties ou de sa propre initiative, y ajouter des faits n'intéressant pas l'information, et se dispenser ainsi de l'autorisation préalable du juge laïque (1). Aussi devait-il avoir soin de ne rien ajouter à l'objet de l'information.

Il était même interdit, dans la rédaction du monitoire, de préciser les faits en indiquant des détails qui ne figuraient pas dans la plainte. Jousse (2) rapporte un arrêt du Parlement de Paris, du 26 Février 1707, déclarant abusif un monitoire obtenu par des héritiers pour prouver un recelé d'hoirie, parce qu'on y avait détaillé des faits qui ne figuraient pas dans la plainte (3).

(1) Cette règle était d'ailleurs admise bien avant l'ordonnance de 1670, Fevret, *op. cit.*, VII, II, 11) cite, notamment, un arrêt du Parlement de Dijon du 23 juillet 1610 déclarant abusif un monitoire où l'on avait inséré des faits non portés dans la plainte.

(2) *Nouveau commentaire sur l'édit du mois d'Avril 1695*, p. 227.

(3) Ces préoccupations expliquent l'obligation pour l'official de

En matière civile, il ne suffisait pas pour faire publier le monitoire, d'une simple permission du juge séculier ; il fallait d'une part que la preuve testimoniale fût admissible ; et d'autre part que les parties eussent été entendues contradictoirement, ou par défaut, et le recours au monitoire, autorisé par le juge.

On ne pouvait obtenir de monitoire dans les causes où la preuve par témoin n'était pas admise : par exemple, s'il s'agissait d'un dépôt volontaire, d'un prêt de plus de cent livres.

Un arrêt du Parlement de Paris, du 12 Février 1726, rapporté par Brillon (1), déclare qu'en matière de recel d'hoirie, on ne peut obtenir monitoire sur simple requête, « parce que, dit Serpillon qui commente cet arrêt (2) la preuve testimoniale n'ayant pas été ordonnée, la voie du Monitoire est prématurée ». Il fallait que le juge entendit les parties et admît, contradictoirement ou par défaut, la preuve testimoniale.

L'emploi du monitoire était donc beaucoup plus difficile en matière civile qu'en matière criminelle. Serpillon nous apprend que, souvent, une partie engagée dans une instance civile, désirant obtenir un monitoire, suspendait cette instance pour prendre la voie criminelle où elle gardait, en son greffe, minute de tous les monitoires qu'il décernait. Cela permettait de s'assurer, par la suite, que le monitoire ne contenait pas d'autres faits que ceux pour lesquels l'information avait été ouverte ; il suffisait, en effet, pour contrôler cette concordance, de rapprocher les termes du jugement permettant d'obtenir monitoire et ceux du monitoire lui-même dont minute restait au greffe.

(1) *Dictionnaire des arrêts*. V^o *Procédure*, t. V, p. 536.

(2) Serpillon, *Code criminel*, p. 502.

obtiendrait plus facilement le monitoire; « On présente à cet effet requête en plainte, on demande permission d'informer et d'obtenir monitoire, sans faire mention du procès-civil... » (2).

Dans les causes relevant de la compétence ecclésiastique, des monitoires pouvaient être publiés sans permission préalable de l'autorité séculière.

Mais jamais, même dans les causes soumises à la compétence de la juridiction ecclésiastique, les curés ne pouvaient, de leur propre initiative, ou sur simple requête des parties, procéder à la publication d'un monitoire.

Il y avait seulement un cas où des monitoires pouvaient être publiés par les curés sans ordre de l'official : nous voulons parler des monitoires dits *de droit*, que les curés publiaient deux fois par an, pour enjoindre aux fidèles de dénoncer les hérétiques. Mais les monitoires de droit étaient plutôt un souvenir qu'une institution en vigueur au XVIII^e siècle. Gibert dit qu'ils sont fort rares et peut-être totalement inusités au XVIII^e siècle (2).

(1) Serpillon, *loc. cit.*

(2) Gibert, *op. cit.*, p. 347. — Le Concile de Narbonne, de 1551, can. 57, prescrit encore la publication de ces monitoires : « *Et ut detegi, citiusque extirpari possint hujusmodi sectæ et hæreses, modis omnibus promulgentur et publicentur monitiones generales in singulis parochiis saltem bis unoquoque anno, nempe tempore adventus Christi et quadragesimæ aut solemnibus festis diebus adversus Lutheri fautores aliosque hæreseos nomine suspectos. Quibus monitionibus generaliter etiam omnes moneantur ut eorum nomina deferent seu revelent, quos his sordibus infici noverint et præcipue si audiverint proferri aut affirmari aut quicquam ab alio doceri seu dogmatizari contra fidem catholicam et sacras ecclesiæ præceptiones.* » (Mansi XXXIII, p. 1.275).

TITRE III

La Procédure

CHAPITRE I

LA PROCÉDURE DÉGAGÉE D'INCIDENTS

Nous nous placerons pour étudier la marche de la procédure à l'époque où le monitoire est devenu une institution de la procédure séculière.

Toute procédure criminelle commençait par l'information. Celle-ci était ouverte, soit sur une plainte de la partie civile qui obtenait permission de faire informer, ou bien sur plainte du procureur du roi ou du seigneur qui, averti par une dénonciation ou autrement, requérait le juge. C'est au cours de cette information qu'il était souvent fait usage du monitoire.

Lorsque l'auteur d'un crime était inconnu, ou bien lorsque les preuves manquaient contre le coupable, la partie poursuivante, victime ou ministère public, demandait au juge qui procédait à l'information, la permission de recourir au monitoire.

§ I. — QUI AVAIT QUALITÉ POUR DEMANDER LE MONITOIRE ?

La victime du délit et le ministère public avaient seuls qualité pour demander l'octroi du monitoire; seuls, en effet, ils étaient admis à porter plainte. Si une information avait été ouverte à la requête d'une personne non intéressée et qu'un monitoire eût été concédé, il y avait lieu de se pourvoir contre l'octroi du monitoire par opposition ou appel comme d'abus (1).

Un monitoire pouvait être sollicité collectivement par plusieurs intéressés, lorsque le délit avait causé préjudice à plusieurs personnes. On rencontre souvent, dans la pratique, des monitoires obtenus collectivement par plusieurs propriétaires qui se plaignent que des « malefacteurs chassent, pêchent et colettent sur leurs terres » (2).

Quiconque pouvait ester en justice était admis à demander monitoire.

Le mineur était représenté par son tuteur; c'est ce dernier qui demandait le monitoire au nom du mineur. Très fréquents sont les monitoires décernés, à la requête des tuteurs, aux noms de mineurs appelés à une succession dont certains effets avaient été détournés (3).

De même, une femme mariée devait être autorisée par

(1) On admettait même, que si un monitoire avait été publié à la requête d'une personne non intéressée, nul n'était tenu de venir révéler (V. *infra*).

(2) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835, pièce 19.

(3) Arch. du Loiret, G. 498.

son mari. Mais si celui-ci refusait son autorisation, celle de justice pouvait la remplacer (1).

Hors les cas d'incapacité, un monitoire pouvait être demandé par le représentant de la victime. Un gérant d'affaires pouvait, sans procuration spéciale, solliciter un monitoire, pour avoir preuve de vols commis au préjudice de celui dont il gérait les affaires (2). On voit aussi des monitoires demandés par des curateurs à substitutions (3).

Les monitoires les plus fréquents étaient ceux que demandaient les héritiers, pour avoir preuve de détournements d'effets mobiliers dépendant d'une succession à laquelle ils étaient appelés. Les héritiers pouvaient obtenir monitoires pour prouver des détournements commis depuis l'ouverture de la succession; ils étaient alors personnellement intéressés.

Ils pouvaient également en obtenir pour avoir preuve de vols commis, chez le défunt, quelque temps avant sa mort; ils agissaient alors au nom du défunt dont la personnalité juridique survivait pour la circonstance (4).

On voit même des monitoires obtenus par des héritiers

(1) Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise, G. 200, pièce 9.

(2) Arch. de la Sarthe, *loc. cit.*, pièce 22.

(3) Arch. du Loiret, G. 499.

(4) V. *infra*. — On trouve même des monitoires décernés « de la part » de personnes décédées : François Aignant, bourgeois de la ville de Pithiviers séjournait chez son fils Etienne, depuis quelque temps lorsqu'il tomba malade et mourut. Pendant sa maladie, « certains quidams » s'emparèrent des clefs qu'il portait sur lui et allèrent lui voler divers effets mobiliers. Une information fut ouverte et

pour prouver des vols dont avait autrefois été victime leur auteur (1).

Enfin les créanciers d'une succession pouvaient demander monitoire pour prouver les détournements qui avaient été commis à leur préjudice au moment de la mort de leurs débiteurs ; et, comme les héritiers, ils étaient admis à se plaindre de vols commis avant le décès des débiteurs (2).

Si les monitoires pouvaient, en principe être sollicités par toutes personnes, il y avait cependant une catégorie d'intéressés qui ne pouvait obtenir monitoire directement. C'était les personnes qui, disent les auteurs, « font profession de la religion prétendue réformée » c'est-à-dire les protestants. C'est que, dit Muiard de Vouglans (3) « ne croyant point aux censures de l'Eglise, ils ne méritent pas d'en recueillir les fruits ».

Cette prohibition explique une clause restrictive que l'on trouve quelquefois dans les monitoires et d'après laquelle il n'est déféré à la plainte du demandeur « que s'il n'est pas hors la communion de l'Eglise » (1).

un monitoire décerné « de la partie de Claude Beulin, laboureur..., et Jeanne Aignant, sa femme, héritiers à cause d'elle pour un tiers et François Aignant au jour de son décès, bourgeois de la ville de Pithiviers et auparavant laboureur... » (Arch. du Loiret, G. 498).

(1) V. *infra*.

(2) V. *infra*.

(3) *Instruction criminelle suivant les loix et ordonnances du royaume*, t. I, p. 268.

(4) M. Grosse Dupéron (*op. cit.*, p. 477) rapporte deux monitoires où l'on trouve la clause « *modo non sit extra communionem Ecclesiae romanæ* ».

Seulement, comme l'ordre public exigeait que l'on poursuivit les crimes, même commis contre les protestants et que l'on demandât des monitoires pour en découvrir les auteurs, on avait admis que le procureur du roi pourrait les demander au nom de la victime. Cette règle est confirmée par de nombreux arrêts des Parlements et, notamment, par un arrêt du Parlement de Normandie du 28 Mai 1603 (1).

Le monitoire pouvait être demandé par le ministère public, procureur du roi ou du seigneur, suivant que l'information était poursuivie devant le juge royal ou seigneurial, ou bien par le promoteur de l'officialité s'il s'agissait d'une cause pendante devant l'official.

En général le ministère public demandait monitoire lorsqu'aucune plainte n'avait été portée (2).

Le ministère public pouvait aussi demander monitoire lorsqu'il y avait eu plainte de la victime, si celle-ci avait négligé de le faire. La procédure était alors la suivante :

(1) Forget, *op. cit.*, L. I, ch. 12, § 5, (Mémoires du Clergé), VII, p. 1.021.

(2) Le ministère public intervenait même dans des cas où un simple intérêt privé était en jeu : un monitoire est décerné par l'official de Pontoise, le 15 juin 1697, à la requête du procureur du roi, pour avoir révélation contre certains particuliers qui avaient affiché, dans les carrefours de la ville, aux portes des églises et sur plusieurs maisons, des placards « *contenant des injures atroces et scandaleuses contre la réputation et l'honneur de quelques personnes et notamment contre celle du sieur Bonnet l'un des curez de l'église de Saint-Maclood...* » (Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise, G. 200, pièce 39).

la victime portait sa plainte devant le juge et déclarait « qu'elle ne voulait se rendre partie civile et qu'elle s'en rapportait à la justice ». Le ministère public avait communication de la plainte et pouvait requérir une information et demander monitoire. La procédure continuait alors comme si le fait était venu directement à la connaissance du ministère public.

Enfin, le ministère public pouvait demander monitoire même en matière civile, notamment lorsqu'il s'agissait de mineurs. L'official d'Orléans décerna, à la requête du procureur du roi, le 14 décembre 1757, un monitoire pour découvrir des individus qui vendaient à des mineurs, pour des prix considérables, des marchandises que ceux-ci revendaient à bas prix, pour se procurer de l'argent.

§ II. — QUEL SUPÉRIEUR ECCLÉSIASTIQUE AVAIT QUALITÉ POUR ACCORDER LE MONITOIRE ?

L'autorité ecclésiastique chargée d'ordonner la publication du monitoire était, au ^{xviii}^e siècle, l'official. L'évêque, n'avait plus cette prérogative. L'ordonnance de 1670, ne parle en effet que des officiaux. Quant à l'édit de 1695, qui semble accorder ce droit aux archevêques et évêques, il n'avait pas pour but, de déroger aux règles définitivement établies en 1670.

*
* *

La question se posait de savoir si l'on pouvait demander monitoire en cour de Rome et le faire publier en France,

auctoritate apostolica. Sans doute, un monitoire délivré en cour de Rome, et publié en France sans permission du juge laïque, aurait été déclaré abusif. Mais en était-il de même d'un monitoire autorisé par le juge séculier et demandé au pape ? Fevret (1) cite des arrêts anciens déclarant ce procédé abusif ; et Jousse (2) affirme que l'on ne peut se pourvoir en cour de Rome pour y obtenir monitoire. « et si cela arrivait, ajoute-t-il, l'obtention en serait déclarée abusive parce que ce serait une entreprise sur la juridiction des évêques de France. »

*
* *

L'abbé de Sainte-Geneviève eut pendant longtemps un privilège lui permettant d'ordonner la publication de monitoires dans tous les diocèses du royaume. De nombreux arrêts confirment au xvi^e siècle ce privilège (3).

Puis le clergé s'étant plaint des prérogatives attribuées à l'abbé de Sainte-Geneviève, la jurisprudence des parlements changea au début du xvii^e siècle. L'archevêque de Bourges étant en procès avec un archidiacre de son église, ce dernier obtint un monitoire de l'abbé de Sainte-Geneviève. L'archevêque fit opposition à la publication du

(1) *Op. cit.*, VII, II, 16.

(2) *Nouveau commentaire sur l'édit du mois d'Avril 1695*, p. 222.

(3) Chopin (*De polit. eccl.* L II, tit. 5 n. 12) cite des arrêts de 1539, 1540, etc., qui confirment le privilège de l'abbé de Sainte-Geneviève. — Lomedé (*Tractatus privilegiorum*, ch. 4, n. 28), sur l'origine de cette prérogative, se borne à dire qu'elle remonte à une époque immémoriale.

monitoire et se pourvut contre sa concession par appel comme d'abus devant le parlement. Un arrêt du 17 mai 1618, déclara le monitoire abusif et, sans enlever à l'abbé le droit de concéder des monitoires, lui défendit d'en accorder sans permission de la cour.

En 1663, un monitoire avait été décerné par l'abbé de Sainte-Geneviève sur la permission de l'autorité séculière dans un procès contre une receveur des tailles en l'élection de Château-du-Loir, dans le diocèse du Mans. L'évêque du Mans se pourvut devant le Conseil, qui par arrêt du 29 Février 1664, fit défense à tous curés et vicaires de publier ce monitoire, prononçait mainlevée des saisies faites sur le temporel des curés qui avaient refusé de procéder à la publication, sauf au procureur général à solliciter le monitoire de l'évêque du Mans.

L'assemblée générale du clergé réunie en 1665 protesta contre le privilège de l'abbé de Sainte-Geneviève.

Un arrêt du Parlement de Paris, du 4 juillet 1668, mit fin à ces controverses en interdisant à l'abbé de Sainte-Geneviève « de décerner aucuns monitoires sinon dans les causes qui lui seront renvoyées par arrêt ou par sentence d'un juge séculier ou qui lui seront dévolues. »

§ 3. — MARCHE DE LA PROCEDURE.

La partie poursuivante présentait sa plainte au juge séculier compétent et demandait, dans le même acte, permission d'obtenir monitoire.

Tout juge, d'après l'ordonnance de 1670, avait qualité pour permettre de faire publier monitoire. « Il n'y a pas

de petits juges, dit Boutarie, aux ordonnances desquels, portant permission de publier des monitoires, les évêques et les officiaux ne soient tenus de déférer aveuglement et sans entrer en connaissance de cause... ! » (1).

Le Style universel contient un modèle de plainte :

« A Monsieur le Lieutenant Criminel. Supplie humblement A.. Disant que le....^e jour de.... revenant de la campagne, il a trouvé la porte de son cabinet rompue et que l'on avait volé tous ses papiers or et argent monnoyé, plusieurs pierreries d'un prix considérable et autres choses qui étaient dans le cabinet, lesquelles il ne peut précisément désigner. Ce considéré, Monsieur, il vous plaise permettre au suppliant d'obtenir et faire publier monitoire en forme de droit sur les faits contenus en la présente Requête pour avoir révélation d'iceux. Et vous ierez bien ». (2)

Le juge séculier pouvait permettre de recourir au monitoire.

Il accordait cette permission par une ordonnance inscrite sur la requête elle-même, à la suite ou au dos. Cette ordonnance était ainsi conçue : (3)

« Vu la présente Requête. Nous avons permis au suppliant d'obtenir et faire publier monitoire en forme de droit sur les faits y contenus. Fait ce... ».

Quelquefois, le juge séculier, au lieu d'apposer sim-

(1) Boutarie, *Explication de l'ordonnance de Louis XIV sur les matières criminelles*, t. II, p. 87.

(2) Style universel, p. 42.

(3) Style universel, p. 43.

plement son autorisation sur la requête, rendait un jugement spécial permettant d'obtenir monitoire. Ce procédé, bien que conforme à l'article 3 de l'ordonnance de 1670, titre VII, qui parle d'un jugement permettant d'obtenir monitoire, était peu courant. Le Style universel en rapporte un modèle :

« Sur la requête à Nous présentée par A.. contenant que ... jour de... revenant de la campagne il a trouvé la porte de son cabinet rompue et que l'on avait volé tous ses papiers, or et argent monnoyé, plusieurs pierreries d'un prix considérable et autres choses qui étaient dans ledit cabinet, lesquelles il ne peut précisément désigner ; requérant qu'il Nous plût lui permettre d'obtenir et faire publier monitoire en forme de droit sur les faits contenus en ladite requête pour avoir révélation d'iceux ; et tout considéré. Nous avons permis au suppliant d'obtenir et faire publier monitoire en forme de droit sur les faits ci-dessus, pour les révélations rapportées, être ordonné ce qu'il appartiendra. Fait ce... » (1)

Le plus souvent le jugement spécial intervenait lorsque le monitoire était demandé après le début de l'information qui se révélait infructueuse (2). Le monitoire pouvait en effet être demandé en tout état de cause.

(1) Style universel, p. 43.

(2) M. D'Albigny, dans sa brochure (*Les lettres monitoires et leur emploi dans les diocèses de Vienne et de Viviers*, p. 33) rapporte un jugement autorisant un monitoire pour découvrir les auteurs de l'assassinat d'un habitant de Bourg-Afental, alors que l'information n'avait donné aucun résultat :

« VEU PAR NOUS JOSEPH DEMAYOL conseiller du Roy président-lieute-

La permission de l'autorité séculière accordée, le plaignant demandait à l'autorité ecclésiastique d'ordonner la publication du monitoire. A cet effet, il adressait à l'officiel une requête accompagnée d'une expédition de sa plainte revêtue de la permission du juge ou bien, si la permission avait été accordée par jugement, d'une expédition du jugement.

Cette requête à l'officiel manque dans presque tous les dossiers de procédure. Elle ne figure pas parmi les formules rapportées dans les recueils de procédure.

Voici, à titre d'exemple, une requête présentée à l'officiel de Vienne et au bas de laquelle est apposée l'ordonnance accordant le monitoire (1) :

nant général civil et criminel au Bailliage de Fourest siège royal et ressorts du Bourg-Argental. La procédure extraordinaire par nous faite à la requeste du procureur du Roy au sujet du meurtre vol et assassin commis en la personne de feu Antoine d'Alier.

« AVONS ORDONNÉ qu'à la diligence du dict procureur du Roy l'information sera continuée et Lettres Monitoires obtenues et censures ecclésiastiques publiées dans les paroisses de la Valla Rochetaillée, Tarentaise et autres qu'il appartiendra à la manière accoutumée sur les faicts résultant des dictes charges et information; Pour avoir révélation des autheurs et complices des dicts meurtres vol et assassin.

« SCAVOIR contre ceux et celles qui scavent qui a tué volé et assassiné....

« Fait au dict Bourg Argental ce neufviesme juillet mil six cent soixante dix sept. »

DEMAYOL, lieutenant criminel

DUTREYVE, greffier.

(1) D'Albigny, *op. cit.*, p.39.

« A Monsieur l'official forain de Vienne séant à Sainte-Colombe ressort du Parlement de Paris.

« Supplie humblement Jean Faure...

« Et vous remontre que... (exposé des faits pour lesquels l'information est ouverte).

« Le suppliant n'ayant pu avoir satisfaction de tous ces excès s'est pourvu à Monsieur le Baly (1) de Forest séant au Bourg Argental pour obtenir la permission de se pourveoir à vous affin d'obtenir Lettres Monitoires.

« Lequel luy a permis par son décret du 16^e de ce mois et a cotté et paraphé les articles en la forme ordinaire.

« CE CONSIDERE MONSIEUR IL VOUS PLAIRA d'accorder au suppliant lettres de monitoires à la forme ordinaire et enjoindre aux curés desdites paroisses et circonvoisines de les publier à la manière accoutumée et ferez justice .»

ALLIZON

« Seront expédiées les lettres Monitoires aux formes de droit.

A Sainte-Colombe ce 16^e de janvier 1720.
1720.

BOIRON official.

« Pour le scel et greffe,

GOUNON

L'official était tenu, aux termes de l'article 2 de l'ordonnance de 1670, titre VII, d'accorder le monitoire. La sanction de son refus était la saisie de son temporel (2).

(1) Baly pour Bailli.

(2) V. *infra*.

L'official décernait le monitoire sous forme de lettres adressées aux curés des paroisses où devaient se faire les publications.

*
* *

Il fut pendant longtemps en usage de signifier les monitoires que l'on allait publier aux coupables eux-mêmes, si on les connaissait, et aux personnes que l'on croyait susceptibles de venir à révélation ; les monitoires anciens contenaient presque toujours une clause « permettant au conquérant de faire publier et signifier le monitoire à tous qu'il appartiendra. »

Sous prétexte de déterminer les coupables à réparer le délit et les témoins à révéler, par la menace directe et personnelle de censures ecclésiastiques, on pouvait faire peser les soupçons sur des personnes qui étaient peut-être étrangères aux faits poursuivis.

Dès le début du xvii^e siècle, des arrêts des Parlements déclarèrent cet usage abusif. Un arrêt du Parlement de Paris du 16 Janvier 1597 déclara abusive l'exécution d'un monitoire qui avait été signifié. Un particulier, ayant promis mariage à une fille, prétendait devant l'official qu'il avait fait cette promesse sous la condition de l'assentiment de son père, mais que son père ne voulait y consentir ; la fille prétendait que la promesse avait été faite sans condition et que le particulier avait dit « qu'il se feroit plutôt religieux que d'en épouser une autre ». L'official décerna un monitoire pour avoir preuve de ces faits. Avant la publication le monitoire fut signifié au père du

quidam et à plusieurs de ses parents. Celui-ci se pourvut par appel comme d'abus contre la concession du monitoire — disant qu'il avait été décerné dans une cause civile — et contre l'exécution — parce qu'il avait été signifié. La cour jugea n'y avoir pas d'abus dans la concession, mais déclara l'exécution « scandaleuse » et ordonna que le monitoire serait publié au prône en la forme accoutumée (1). De nombreux arrêts confirment cette jurisprudence (2).

Malgré la jurisprudence constante des Parlements, les officiaux persistaient à décerner des monitoires ou ils inséraient des clauses permettant aux demandeurs de faire signifier les monitoires.

Un arrêt du Conseil du 10 Août 1679 « défend très expressément les significatons des monitoires soit par des prêtres ou d'autres personnes que ce soit ». Depuis cette date l'usage de signifier les monitoires a disparu en France (3).

*

**

Le monitoire, obtenu de l'official, était copié ou imprimé en grand nombre d'exemplaires, transmis aux curés

(1) Arrêt rapporté par Bouchel, *Bibliothèque canonique* V^o Monitoire (*Mémoires du Clergé*, VII, p. 1.063).

(2) Fevret (*op. cit.*, VII, II, 15, cite des arrêts du Parlement de Dijon des 9 juin 1603, 11 mars 1610, 4 février 1615.

(3) Cet usage était encore en vigueur au XVIII^e siècle dans certains diocèses étrangers, en Savoie notamment. V. par exemple, le monitoire décerné le 30 janvier 1698 par le vicaire général de l'archevêque de Genève pour avoir révélation de malversations commises pendant l'occupation de la Savoie (V. *infra*).

par des huissiers qui allaient de paroisse en paroisse distribuant les monitoires.

Les curés et vicaires étaient tenus, sous des peines déterminées, de déférer aux injonctions de l'official et de lire les monitoires aux prônes des messes paroissiales pendant trois dimanches consécutifs.

Il devaient faire lecture du monitoire entier, sans en omettre aucune partie et à « haute et intelligible voix ». Ces règles n'étaient pas toujours observées dans la pratique. D'après Eveillon (1), on publiait souvent les monitoires à des messes basses ou aux vêpres et, souvent aussi, les curés faisaient la lecture à voix trop basse ou « avec précipitation et confusion » ou bien encore « durant qu'on chante au chœur » de telle sorte « qu'on ne sait ce qu'ils disent, ou si on entend quelques mots, à la dérobée, le reste s'en va sans qu'on y puisse rien comprendre. »

Après avoir publié le monitoire, le prêtre s'adressait lui-même aux fidèles et leur expliquait le sens de la lecture qu'il venait de faire ; il leur indiquait la nature et les effets de l'excommunication qu'ils encourraient faute de venir à révélation. Il n'y avait pas, pour ces avertissements, de formules consacrées. Les Rituels en proposent des modèles. Le Rituel en vigueur à Limoges, en 1701, donne cette formule : « J'avertis ceux qui sont coupables du crime énoncé au monitoire qu'ils aient à satisfaire à la partie lésée et ceux qui en savent quelque chose de le dire et le révéler dans le temps porté audit monitoire ;

(1) *Op. cit.*, p. 315.

autrement et faute de ce faire dans ledit temps, nous les déclarons excommuniiez. » (1).

Rouault, fait aux curés la recommandation suivante :
« Les curés ou vicaires doivent bien prendre garde dans les exhortations qu'ils pourraient faire au sujet de la publication d'un monitoire de nommer ni de faire connaître par certains indices leurs paroissiens qui pourraient y avoir part, sous peine de réparation, dommages et intérêts qui en arriveraient et d'être grièvement punis de leur indiscretion... Ils doivent donc se borner à lire simplement et intelligiblement ce qui est porté dans les leures monitoriales et à engager avec prudence et discrétion ceux qui auraient part aux faits y mentionnés d'éviter la peine d'excommunication s'ils refusaient de venir à révélation, sans cependant intimider par des discours trop véhéments des âmes scrupuleuses... » (2).

Après avoir procédé aux publications prescrites, le cure rédigeait un certificat de publication soit au bas, ou au dos du monitoire lui-même, soit par acte séparé.

Durand de Maillane (3) donne un modèle de certificat de publication :

(1) *Rituale seu Manuale Lemovicense*, 2^e partie, p. 180-181, rapporté par Lacrocq, *Une procédure de monitoire au xvm^e siècle*, p. 6.

(2) Rouault, *op. cit.*, p. 102.

(3) *Dictionnaire de droit canonique*. V^o Monitoire — Voici à titre d'exemple, un certificat adressé à l'official du Mans : « Nous curé soussigné certifions avoir publié le contenu cy-dessus par trois dimanches consécutifs à commencer le dimanche des Rameaux, délivré le présent certificat le six avril mil sept cent quatre vingt-cinq » — Signé « Leroux, curé d'Ardenay » (Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835, pièce 23).

Je soussigné, Prêtre, Curé de... certifie à tous qu'il appartiendra, avoir publié en la Paroisse de... par trois Dimanches consécutifs après le Prône, savoir le... du présent mois un Monitoire obtenu de M. l'Official de... le... par... demeurant à... sur lesquelles publications il n'a été fait aucunes révélations. En foi de quoi j'ai soussigné le présent Certificat. A... le... » (Ce certificat suppose, comme il arrivait souvent, qu'aucune révélation n'avait eu lieu.)

Autrefois les formalités étaient plus compliquées. Les curés qui publiaient des monitoires devaient dresser un procès-verbal de publication chaque dimanche et le faire signer par trois personnes qui attestaient que la publication avait eu lieu. Gibert (1) dit que cet usage ne se pratiquait plus de son temps.

*
* *

Après la publication du monitoire, les curés et vicaires devaient recevoir les déclarations des personnes qui venaient à révélation. Les révélations étaient consignées par écrit par les soins des curés, signées par eux et les témoins révélants, puis cachetées, scellées et envoyées au greffe de la juridiction où le procès était pendant. (Ordonnance de 1670, titre VII, art. 10).

Ces révélations ne constituaient pas par elles-mêmes des preuves pour le procès ; elles servaient seulement à indiquer au juge les témoins dont les dépositions pourraient

(1) *Op. cit.*, p. 380.

servir de preuve. Ces dépositions devaient être renouvelées devant le juge et reçues en la forme ordinaire. Le juge n'avait pas le droit de se servir des révélations pour établir l'accusation. Horry (1) rapporte un arrêt très net du Parlement de Paris, du 18 Février 1699 : « La Cour... enjoint audit prévost d'Andresy lorsqu'il procédera à l'avenir à l'audition des témoins en conséquence des monitoires publiés de rédiger mot à mot tous les faits desquels chacun des témoins pourra avoir connaissance, sans pouvoir se servir desdites révélations que comme mémoire seulement...

Pour faire renouveler les dépositions des témoins devant le juge, le plaignant devait adresser à celui-ci une requête ainsi conçue (2) :

« A Monsieur le Lieutenant Criminel. Suplie humblement A... disant que la publication faite à sa Requête des Lettres Monitoires obtenues en l'Officialité de... en exécution de votre jugement du... plusieurs personnes sont venues à révélation lesquelles ont été reçues par Messire C... Curé de... et par lui rédigées en un cahier qui a été envoyé en votre Greffe. Ce considéré, Monsieur, il vous plaise ordonner que les témoins ouïs en révélation seront répétez par devant vous par forme d'information. Et vous ferez bien »

Le juge répondait à cette requête par une ordonnance ainsi conçue :

« Veu la présente Requête et les révélations envoyées en

(1) *La pratique civile des officialités*, p. 96.

(2) *Style universel*, p. 59.

notre Greffe par Messire C... Curé de... Nous ordonnons que les témoins ouïs en révélation, seront répétez par forme d'information, et à cet effet assignez au premier jour deux heures de relevée en notre Hotel. Fait ce... » (1).

En vertu de cette ordonnance les témoins étaient assignés. S'ils ne comparaissaient pas, ils étaient considérés comme défaillants et s'exposaient aux poursuites ordinaires.

Les témoins venus à révélation pouvaient, lorsqu'ils étaient appelés à renouveler leurs témoignages devant le juge, ne pas persister dans leurs affirmations, ou bien modifier leurs déclarations. Les témoins qui venaient à révélation ne prêtaient pas serment.

Telle est la procédure monitoire dégagée des nombreux incidents qui pouvaient venir en interrompre le cours.

*
* *

Dans certains diocèses la procédure était un peu différente.

Le plaignant, suivant la procédure ordinaire, adressait sa plainte au juge et demandait permission d'obtenir monitoire. Le juge accordait cette permission par une ordonnance et rédigeait lui-même un acte appelé *chefs de monitoire*.

Si la plainte émanait du ministère public, les chefs de monitoire étaient rédigés par ses soins et soumis au juge en même temps que la plainte. Le juge accordait permis-

(1) Style universel. p. 59.

sion de faire publier monitoire par ordonnance sur la plainte.

Les chefs de monitoire étaient copiés ou imprimés en plusieurs exemplaires et transmis à l'official ; sur chacun d'eux, l'official apposait une ordonnance enjoignant aux curés de faire la publication.

En somme, la seule différence consistait en ce que la rédaction du monitoire était l'œuvre du juge ou du ministère public, l'official n'ayant plus qu'à ordonner la publication ; tandis qu'ordinairement, les monitoires étaient rédigés par l'official lui-même d'après la plainte revêtue, ou accompagnée, de l'ordonnance du juge permettant d'obtenir monitoire.

Les fonds de l'officialité d'Auch, notamment, renferment un grand nombre de ces chefs de monitoire. Voici, à titre d'exemple, des chefs de monitoire adressés en 1782 à l'official d'Auch (1) :

« Chefs de monitoire que met et baille devant tous, Monsieur l'official général du diocèse d'Auch ou Monsieur votre vice-gérant,

« Messire Louis Antonin de Serignac chevalier de l'ordre royal et militaire de St-Louis Seigneur baron haut moyen et bas justicier de Belmont et autres lieux habitant dans son château de Belmont

« Contre toute sorte de personnes qui savent pour l'avoir vu entendu ouy dire ou autrement

« 1° Quelles sont les personnes, leurs complices et adhérents qui... »

(1) Arch. du Gers. Officialité d'Auch, G. 53.

Et voici l'ordonnance de l'official écrite à la suite ou au dos des chefs de monitoires et par laquelle ordre était donné aux curés de procéder à la publication :

« Dominique Despreau Docteur en Théologie licencié en droit civil et canon Chanoine de l'Eglise métropolitaine d'Auch Official Général du Diocèse dud. Auch. A vous Monsieur le curé d'Ardens ou vos vicaires. Salut en notre Seigneur. Vu le monitoire ci-joint à nous présenté par M. Louis Antoine de Serignac Ch^{er} de St-Louis Seigneur baron haut moyen et bas justicier dud Belmont y habitant Nous ordonnons qu'à la requête de Mondt S^r de Serignac ledt sera bien et deument admonesté pendant trois Dimanches consécutifs au prône des messes de paroisse de lad^e Eglise d'Ardens contre tous ceux et celles de quelque qualité et condition que puissent être qui sachent pour l'avoir vu ouï dire ou autrement aucune chose de ce qui est contenu au présent chef de monitoire et généralement de ce que dessus circonstances et dépendances en ont vu scu connu entendu ouï dire ou aperçu aucunc chose soit pour y avoir été presens donné conseil aide ou consentement en peuvent déposer en quelque sorte et manière que ce soit suivant les chefs de monitoire à nous présentés par Mondt S^r de Serignac ils ayent quant aux uns à venir à révélation et aux personnages complices à satisfaction chacun à son égard par soi ou par autrui et ce dans les six jours au plus tard après la troisième publication des présentes autrement nous userons à l'encontre d'eux des censures ecclésiastiques et selon la forme de Droit nous nous servirons de la peine de l'Excommunication nous ordonnons en outre que les révélations si aucunes y en a seront remises

*devers le greffe où la plainte a été portée donné à Auch
le trentième aoust mil sept cent quatre vingt-deux.*

Despiau official (1),

(1) Les monitoires publiés dans les affaires Calas et Sirven furent décernés selon cette procédure. V. par exemple, la procédure de l'affaire Sirven, dans l'ouvrage d'Elie Galland « *L'affaire Sirven* », p. 492.

CHAPITRE II

LES INCIDENTS DE LA PROCÉDURE

Les incidents qui pouvaient compliquer la procédure monitoire étaient nombreux et fréquents. Ils pouvaient provenir de l'official, qui refusait de décerner le monitoire permis par le juge séculier, ou bien du curé qui refusait de faire la publication, ordonnée par l'official; l'official et le curé s'exposaient alors à la saisie de leur temporel. Lorsque le curé chargé de la publication était suspect au plaignant, celui-ci pouvait demander que l'on commit un autre prêtre. Si le plaignant refusait d'acquitter les frais de procédure, le curé pouvait poursuivre contre lui une procédure de taxe. Enfin, les monitoires étaient susceptibles des deux voies de recours ordinaires: l'opposition et l'appel comme d'abus.

§ I. — REFUS DE L'AUTORITÉ ECCLÉSIASTIQUE

L'official auquel on demandait d'ordonner la publication d'un monitoire, accordé par le juge séculier, était tenu d'obéir. Cette obligation pour le juge ecclésiastique de décerner le monitoire autorisé résultait des termes

mêmes de l'ordonnance de 1670, art. 2 du titre VII :
« Enjoignons aux officiaux à peine de saisie de leur temporel d'accorder les monitoires que le juge aura permis d'obtenir ». La sanction de son refus était la saisie de son temporel.

Au cours des travaux préparatoires de l'ordonnance, on avait décidé qu'en cas de refus de l'official, le juge séculier pourrait renvoyer les parties à l'official le plus prochain. Cette disposition fut supprimée ; on fit remarquer que l'official représentait l'évêque dont il exerçait la juridiction ; que le juge laïque, ne pouvant, de sa propre autorité, donner à un évêque des droits sur un diocèse voisin, ne pourrait, par conséquent, ordonner à un official de faire publier un monitoire en dehors de son ressort.

Si l'official refusait d'ordonner la publication autorisée par le juge laïque, le plaignant devait commencer par lui adresser une sommation par huissier.

Si, après cette sommation, l'official persistait dans son refus, il fallait s'adresser au juge qui avait autorisé le monitoire et lui demander la permission de faire saisir le temporel de l'official. A cet effet, le plaignant présentait au juge la requête suivante :

« A Monsieur... Supplie humblement... Disant qu'ayant inutilement requis le sieur official de... de lui accorder monitoire en exécution de votre ordonnance du... il s'est trouvé forcé de lui faire une sommation le... à laquelle il n'a pas non plus déféré. Ce considéré, Monsieur, il vous plaise ordonner que ledit sieur official sera contraint, par saisie de son temporel, d'accorder le Monitoire que vous avez permis au suppliant d'obtenir par votre ordonnance

du... déclarant le suppliant faire élection de domicile en la maison de M^e... qu'il constitue et qui occupera pour lui; et vous ferez justice. Présentée le... » (1).

A cette requête, le plaignant joignait le jugement lui permettant d'obtenir monitoire et la sommation faite à l'official et transmettait ces pièces au juge.

Celui-ci rendait une ordonnance permettant de faire saisir le temporel de l'official. Cette ordonnance était ainsi conçue :

« Vu la requête à nous présentée le... par..., notre ordonnance au bas, portant permission d'obtenir et faire publier Monitoire, la sommation faite à l'official de... le... d'accorder ledit Monitoire et la présente requête. Tout vu et considéré; nous ordonnons que ledit official sera contraint par la saisie de son temporel d'accorder ledit Monitoire, ce qui sera exécuté nonobstant opposition ou appelation quelconque, attendu qu'il s'agit de publication de Monitoire. Fait et donné à... ce... (1) ».

En vertu de cette ordonnance, le plaignant faisait saisir-arrêter les revenus de l'official entre les mains de ses débiteurs et fermiers.

*
* *

Les curés et vicaires étaient tenus de publier les monitoires décernés par l'official. Cette obligation résultait de l'art. 5 de l'ordonnance de 1670, titre VII : « Les curés et leurs vicaires seront tenus à peine de saisie de leur temporel, à la première réquisition, faire la publication du

(1) Guyot, *op. cit.*, V^o Monitoire.

Monitoire, qui pourra néanmoins en cas de refus être faite par un autre prêtre, nommé d'office par le juge ». La sanction de leur refus était la saisie de leur temporel. Mais alors que, en cas de refus de l'official, on ne pouvait s'adresser à l'official voisin, lorsqu'il s'agissait des curés, on pouvait désigner d'office un autre prêtre pour faire la publication. Le plaignant avait donc deux recours possibles : saisie du temporel ; désignation d'un autre prêtre.

S'il choisissait la saisie du temporel, une sommation devait être faite au curé; et si le curé persistait dans son refus, on intentait contre lui une poursuite analogue à celle qui était exercée contre l'official (1).

Outre la saisie de son temporel, le curé qui refusait de publier le monitoire, pouvait être condamné à des dommages-intérêts envers le plaignant si, par suite du retard apporté à l'instruction de l'affaire, celui-ci subissait un préjudice.

Mais, des deux voies de recours qui lui étaient offertes, le plaignant ne choisissait que rarement la saisie du temporel. Serpillon (2) remarque que le « plaignant prend ordinairement le parti de commettre un prêtre. » Il importait en effet d'agir sans retard et d'obtenir que la publication requise eût lieu le plus tôt possible.

A cet effet, après la sommation préalable adressée au curé, une requête était présentée au juge séculier qui avait accordé le monitoire :

(1) V. les divers actes de la procédure dans Guyot, *op. cit.* V^o *Monitoire*.

(2) *Op. cit.*, p. 511.

« A Monsieur le Lieutenant Criminel. Suplie humblement A.. Disant qu'ayant obtenu des Lettres Monitoires en forme de droit en l'Officialité de... en conséquence de votre Jugement du. . il a requis Messire C... Curé de... de publier ledit Monitoire, ce qu'il a refusé, ainsi qu'il paroît par acte du... Ce considéré, Monsieur, il vous plaise de nommer d'office un autre Prêtre pour faire la publication dudit monitoire. Et vous ferez bien » (1).

A cette requête, le plaignant joignait un extrait du jugement qui avait permis d'obtenir le monitoire, copie du monitoire obtenu de l'official et la sommation faite au curé.

Le juge rendait alors une ordonnance nommant d'office un prêtre pour publier le monitoire :

« Vu la présente requête, notre jugement du... portant permission d'obtenir Monitoire en forme de droit, Lettres Monitoires accordées par l'Official de... en exécution dudit Jugement, la sommation et réquisition faite à Messire C... Curé de... de publier ledit Monitoire, contenant son refus. Nous ordonnons que les publications desdites Lettres Monitoires seront faites en la Paroisse de... par Messire L... Prêtre que Nous avons nommé d'office. Fait ce... » (2)

*
* *

Après la saisie de leur temporel, une nouvelle sommation était adressée à l'official lui enjoignant de décerner le monitoire ou au curé, de procéder à la publication du

(1) Style universel, p. 52.

(2) Style universel, p. 52.

monitoire décerné par l'official. S'ils obéissaient à cette sommation, ils pouvaient obtenir mainlevée de la saisie en payant les frais. S'ils persistaient dans leur refus, le juge séculier pouvait, aux termes de l'art. 6 de l'ordonnance de 1670, titre viii : « ... ordonner la distribution de leurs revenus aux hopitaux où aux pauvres du lieu. »

En ce qui concerne la saisie du temporel des officiaux et curés, une difficulté avait été signalée lors des travaux préparatoires de l'ordonnance de 1670, par le président Lamoignon : la saisie du temporel des gens d'église ne pouvait être prononcée que par les juges royaux; or, le monitoire pouvait être accordé par un juge seigneurial, aussi bien que par un juge royal; qui aurait qualité pour prononcer la saisie du temporel dans une cause pendante devant le juge seigneurial ? Serpillon (1) nous apprend que l'on ne tint pas compte de ces observations en ce qui concerne la saisie : « parce que la justice aurait été trop retardée s'il avait été nécessaire de recourir au juge royal pour un monitoire décerné par un juge de seigneur souvent fort éloigné de la demeure du juge royal ». Mais pour ce qui est de la distribution des biens saisis on admettait qu'elle ne pouvait être ordonnée que par le juge royal. Cette solution est d'ailleurs indiquée par les termes mêmes de l'ordonnance qui parle de *nos juges*; ce qui signifie exclusivement les juges royaux.

L'article 6 porte que les juges *pourront* ordonner la distribution des revenus des officiaux et curés. C'était donc une simple faculté pour le juge royal ; et elle impli-

(1) *Op. cit.*, p. 506.

quait pour lui le droit d'entrer en connaissance de cause : il devait apprécier si le refus de l'official était justifié, c'est-à-dire si le juge qui avait permis d'obtenir le monitoire n'avait pas contrevenu aux principes admis.

La règle posée par l'article 6 s'appliquait-elle même au cas où le refus d'ordonner la publication, ou de publier le monitoire, était justifié par certaines circonstances ? Que si, par exemple, le monitoire était accordé pour des faits manifestement trop légers, l'official, les curés et vicaires, encouraient-ils pour leur refus la saisie de leur temporel ?

Des arrêts anciens des Parlements se prononcent en faveur de l'official. Gibert (1) rapporte en ce sens un arrêt du Parlement de Paris du 2 Janvier 1626. Ces arrêts se comprenaient à une époque où les pouvoirs respectifs des autorités séculière et religieuse, dans la concession des monitoires, n'étaient pas encore délimités. Mais les termes de l'ordonnance de 1670 sont formels et ne laissent place à aucune appréciation des officiaux ou des curés. L'article 2 déclare en effet : « Enjoignons aux officiaux... » et l'article 5 dispose : « Les curés et leurs vicaires seront tenus à peine de saisie de leur temporel à la première réquisition, faire la publication du Monitoire... »

Gibert pourtant estime que l'official pourrait, à bon droit, interjeter appel comme d'abus contre la saisie de son temporel, si la cause où le monitoire avait été décerné était manifestement trop légère, ou bien s'il apparaissait clairement qu'il y eut d'autres moyens de preuves. La

(1) *Op. cit.*, p. 382.

question ne semble pas s'être posée devant les Parlements depuis 1670.

Il arrivait quelquefois que les curés, au moment de la publication d'un monitoire, recevaient la confession des coupables qui se déclaraient prêts à indemniser la victime du tort qu'elle avait subi. Le curé pouvait-il, dans ces conditions, ne pas continuer la publication ordonnée ? Bardet rapporte l'espèce suivante : Pasquette Milet, pauvre veuve de la ville d'Etampes, avait un pré proche de ladite ville dans lequel il y avait quantité d'arbres. Certaines personnes entrèrent nuitamment dans ledit pré et y coupèrent et abattirent douze arbres par le pied, à cinq ou six pieds de terre. Ladite Milet rendit plainte au prévôt d'Etampes, qui lui permit d'informer et d'obtenir lettres monitoires en forme de droit, pour avoir preuve de ce fait. Baudry, prêtre de la paroisse de Saint-Martin d'Etampes, fut chargé de la publication des lettres. Après avoir longtemps différé et s'être laissé condamné par le prévôt d'Etampes, il déclara qu'il avait reçu la confession du coupable et que celui-ci offrait d'indemniser la victime du préjudice subi. Le prévôt d'Etampes accepta l'offre et déchargea le curé de la publication du monitoire. Pasquette Milet interjeta appel devant le bailly d'Etampes qui confirma la sentence du prévôt. Le présidial de Chartres, saisi à son tour, infirma les décisions du prévôt et du bailly, ordonna la publication du monitoire et condamna le curé aux dépens. Le curé interjeta appel comme d'abus

(1) *Recueil d'arrêts*, t. I, Liv. 3, ch. 116 (*Mémoires du Clergé*, VII, p. 1064).

prétendant que la victime, à qui l'on offrait une juste indemnité, ne poursuivait le procès que pour assouvir sa passion en obtenant la condamnation du coupable ; qu'en outre, le délit était léger et ne justifiait pas les censures ecclésiastiques auxquelles on voulait faire appel. L'avocat général Talon déclara que la cause était nouvelle et délicate. Dans sa plaidoirie, il fit valoir que la cause dépassait les limites de l'intérêt civil et intéressait l'ordre public ; que d'ailleurs, si l'on acceptait la thèse du curé, on assurait, à l'avenir, l'impunité des coupables qui se seraient confessés et auraient offert une indemnité. La Cour rejeta l'appel du curé, mais le déchargea des dépens. (Arrêt du Parlement de Paris du 29 Juillet 1630.)

§ 2. — COMMISSION D'UN PRÊTRE POUR FAIRE LES

PUBLICATIONS

Le rôle personnel du curé chargé de publier le monitoire et de recevoir les révélations était capital. Selon la façon dont la publication était faite, le monitoire pouvait être fécond ou n'être d'aucun secours. Quant aux révélations le rôle du curé était encore plus délicat ; les témoins, avant de révéler venaient souvent conseiller le curé pour savoir s'ils étaient tenus de révéler (1).

Il importait donc que le curé fit preuve d'une absolue impartialité. Or, le curé pouvait être suspect au plaignant pour une raison quelconque. Il arrivait même, le cas s'est présenté, que le coupable du délit poursuivi fût le curé

(1) V. Serpillon, *op. cit.*, p. 512.

lui-même. Dans ces conditions, il était nécessaire que le monitoire ne fut pas publié par le prêtre suspect. Le plaignant pouvait demander à l'official de nommer un autre prêtre chargé de faire la publication et de recevoir les révélations.

Le plaignant adressait à cet effet une requête à l'official où il indiquait ses motifs de suspicion (1).

Les commissions de prêtres pour publier un monitoire lorsque le curé de la paroisse était suspect, donnaient souvent lieu à des incidents : les curés suspectés refusant de laisser un prêtre voisin faire les publications dans leurs paroisses. Ces incidents sont rapportés par les procès-verbaux des notaires royaux qui étaient requis pour constater le refus des curés. Voici la relation d'incidents survenus dans la paroisse d'Ambleville à l'occasion de la commission d'un prêtre voisin (2) : Joseph de Marolles, chevalier seigneur d'Ambleville avait obtenu de l'official de Pontoise un monitoire au sujet de la destruction de

(1) Voici, à titre d'exemple, une requête présentée, en 1717, à l'official de Pontoise par deux plaignants « *Supplient humblement philippe Etienne, marchand, demeurant à Rouen et marie fouquet, sa femme... disant que pour avoir connoissance des effets de la succession qui ont été divertis et soustraits par plusieurs quidams vous leur auriez accordé vos lettres monitoires... cependant et attendu le procez qu'ils ont eu avec monsieur le curé de bonnecour ils se voyent obliger de vous demander la permission de faire publier led monitoire dans la paroisse de bonnecour par un autre que par luy et son vicaire pour éviter les nouvelles difficultez qui pourroient survenir à cette publication et à la réception des révélations.* » (Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise. G. 200-208).

(2) Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise. G. 202, pièce 79.

quelques arbres qu'il avait fait planter près du château, derrière le jardin du curé. Le curé d'Ambleville lui étant suspect « pour plusieurs procez et différens qu'ils ont eus ensemble » il demanda et obtint que l'official commit un autre prêtre pour faire les publications dans la paroisse d'Ambleville. Le curé d'Ambleville refusa de laisser le prêtre commis, le sieur d'Yvers, procéder à la publication. Hugues César Santerre, notaire royal au baillage de Magny, fut requis de se transporter, avec les témoins réglementaires, au presbytère du curé d'Ambleville. Là, en présence du notaire et des témoins, le prêtre commis présenta au curé la commission à lui donnée par le grand vicaire de Pontoise et le requit de le laisser accomplir sa mission « ... *ce que le curé auroit refusé et ayant ledit sieur d'Yvers entré avec nous et les témoins cy-après nommez chez led. sieur curé il n'auroit point ôté son bonnet ni fait aucunes civilitez et nous a brusquez et pris communication dud. monitoire et même écrit sur icelui de sa main et nous auroit dit qu'il ne se soucioit point de l'ordre de ses supérieurs et qu'il empêchoit formellement que led. sieur d'Yvers fit la publication dud. monitoire dans son église...* » Le curé refusa de signer ces déclarations et mit à la porte notaire et témoins ainsi que l'indique la fin du procès-verbal: « ...*fait aud. Ambleville au devant de la porte dud. sieur curé après nous avoir refusé de nous laisser écrire le présent acte chez luy...* »

§ 3. — PROCÉDURE DE TAXE

L'octroi du monitoire entraînait des frais à la charge des plaideurs.

Les officiaux percevaient des droits d'expédition et les curés des droits de publication. L'ordonnance de 1670, titre VII art. 7, fixait le montant de ces droits, en défendant aux officiaux, curés et vicaires, de réclamer des sommes supérieures: « Les officiaux ne pourront prendre ni recevoir pour chacun Monitoire, plus de trente sols, leur greffier dix y compris les droits du sceau; et les curés et vicaires dix sols à peine de restitution du quadruple, sans néanmoins qu'ès lieux où l'usage est de donner moins, les droits puissent être augmentés » (1).

A ces frais prévus par l'ordonnance s'ajoutaient souvent, des frais de voyage pour apporter les révélations au greffe de la justice séculière saisie du procès. Les monitoires étaient, en effet, le plus souvent publiés dans des paroisses éloignées du lieu où siégeait le juge séculier qui avait accordé la permission de les obtenir, il fallait faire porter les révélations au greffe par un courrier exprès; d'où, frais de voyage; l'article 10 de l'ordonnance de 1670, titre VII, prévoit ces frais en décidant qu'il serait « pourvu par le juge aux frais du voyage s'il y échoit. »

Tous ces frais étaient à la charge des plaideurs; à défaut de paiement amiable, il fallait recourir au juge séculier. Le curé qui avait fait porter les révélations adressait au juge une requête à fin de taxe; le juge rendait une ordonnance de taxe qu'il apposait, le plus souvent sur la

(1) Les monitoires décernés à la requête du procureur du roi ne donnaient lieu à la perception d'aucun droit. Cette règle n'était cependant pas uniformément admise. Elle était suivie dans le ressort du Parlement de Paris. V. Serpillon, *op. cit.*, p. 516.

requête elle-même ; puis le greffier expédiait un exécutoire ; cet exécutoire était signifié au débiteur, commandement de payer lui était fait et, en cas de refus de sa part, on procédait à l'exécution en la forme ordinaire (1).

Voici à titre d'exemple une requête adressée par le curé de Lalleyraz au juge de Nantua (2).

« A Monsieur le juge ordinaire civil et criminel des Terres de Nantua.

« Supplie humblement François Fabry prêtre et curé de la paroisse de Lalleyraz.

« Et dit que M^e Molinard procureur d'office en cette justice lui ayant adressé le 6 du présent mois un monitoire pour publier dans le prosne de sa paroisse il en a fait les publications les sept, quatorze et vingt et un du présent mois de juin et il a remis aujourd'huy en votre greffe le verbal qu'il a dressé des révélations qui luy ont été faites en conséquence dont le greffier luy a fait une décharge à la vue de laquelle il espère que vous luy accorderez les droits qui luy sont dûs et pour cet effet il recourt

« A ce qu'il vous plaise Monsieur luy accorder exécutoire contre ledit M^e Molinard de la somme de neuf livres composée de celle de trois livres pour lesd. publications, d'autre somme de trois livres pour le verbal des révélations et de celle de trois livres pour son transport en cette ville à fin de remettre le tout en votre greffe et enfin des frais du présent recours et vous ferez justice. »

(1) V. dans le Style universel, les différents actes de cette procédure.

(2) Arch. de l'Ain, Greffe de Nantua, Justice des terres de Nantua, Cote provisoire B, 904.

Le juge qui accordait l'exécutoire demandé pouvait réduire les sommes exigées.

Sur la requête du curé de Lalleyraz au juge de Nantua on lit en haut à gauche : « Vu... nous plus ancien gradué par l'absence du S^r juge ordinaire accordons au suppliant exécutoire de la somme de quatre livres treize sols (les mots « neuf livres » qui figuraient d'abord dans l'exécutoire, avaient été ensuite rayés et remplacés par « quatre livres treize sols ») pour les causes énoncées dans cette requête ensemble pour celle de douze sols à laquelle nous avons taxés les frais de la présente requête, le tout payable par le procureur d'office contre lequel nous en décernons exécutoire à Nantua ce 25^e juin 1761. »

§ 4. — LES VOIES DE RECOURS

On pouvait se pourvoir contre la publication des monitoires par opposition ou appel comme d'abus.

Tout intéressé pouvait former opposition à la publication d'un monitoire. Mais cette voie de recours était pratiquement une bien faible garantie contre le préjudice que pouvait causer une publication abusive. Comment, en effet, l'intéressé pouvait-il s'opposer à la publication d'un monitoire qu'il ignorait si ce n'est après en avoir eu connaissance par la première publication ? mais, à ce moment même, il était trop tard et sa seule ressource était d'empêcher les deux autres publications.

Les moyens d'opposition étaient nombreux. Il y avait lieu à opposition pour défaut de forme, lorsque, par

exemple, on avait nommé ou désigné des personnes dans le monitoire; ou bien si le monitoire contenait des faits qui n'étaient pas visés dans l'information. On pouvait faire opposition, à raison de la qualité de la personne, lorsqu'un monitoire était décerné à la requête d'une partie non intéressée. Enfin, il pouvait y avoir opposition à raison de l'objet de la poursuite : si par exemple le monitoire avait été décerné pour un délit trop léger. Mais ces oppositions étaient très-rares; l'opposition, dans ces conditions, n'aurait-elle pas fait peser les soupçons sur l'opposant, puisque personne n'était désigné?

La procédure de l'opposition est réglée sommairement dans les articles 8 et 9 de l'ordonnance de 1670, titre VII. L'opposant devait commencer par élire domicile dans le ressort de la juridiction du juge qui avait permis d'obtenir le monitoire et cela, à peine de nullité de l'opposition (article 8).

L'opposition était portée devant le juge qui avait accordé le monitoire.

Son effet était d'empêcher toute publication jusqu'au jugement qui devait intervenir sur l'opposition.

L'opposant devait, aux termes de l'article 8, être assigné dans les trois jours. La brièveté de ce délai avait pour but d'empêcher les oppositions téméraires, destinées à retarder la publication du monitoire.

L'opposition devait être jugée à l'audience, sans que le juge pût *appointer*. Le jugement de mainlevée de l'opposition était exécutoire malgré toute opposition ou appel comme d'abus (article 9).

On pouvait aussi se pourvoir contre l'octroi du monitoire par la voie de l'appel comme d'abus. L'appel comme d'abus se portait devant le Parlement et, à la différence de l'opposition, n'avait pas d'effet suspensif.

Quand un monitoire avait été déclaré abusif, l'information était annulée, les témoignages recueillis grâce aux révélations n'étaient pas pris en considération.

Dans certains Parlements, notamment au Parlement de Dijon, on voit apparaître, au xvii^e siècle, une jurisprudence différente : le monitoire était annulé, mais l'information qui avait eu lieu subsistait et les preuves recueillies, grâce à un monitoire abusif, pouvaient être utilisées. Raviot (1) rapporte un arrêt du Parlement de Dijon du 27 juin 1667 qui confirme cette jurisprudence, et en indique les raisons qu'il tenait du président Brulard lui-même, à qui cette nouvelle jurisprudence était due : un défendeur condamné aurait pu tarder à interjeter appel jusqu'à ce que les témoins fussent disparus et les preuves dispersées ; si donc on avait annulé toute la procédure, la nouvelle enquête eut risqué de ne pas aboutir.

Mais si les preuves acquises grâce au monitoire abusif subsistaient en principe, une distinction était faite dans la jurisprudence : subsistaient seules les preuves des faits criminels ; quant à la preuve des faits civils, elle tombait avec le monitoire car c'aurait été un moyen d'éluder les dispositions des ordonnances qui interdisaient la preuve par témoins lorsqu'il s'agissait de plus de cent livres (Arrêt du Parlement de Dijon du 24 février 1676).

(1) *Op. cit.*, p. 492.

Les appels comme d'abus jouèrent dans l'histoire de la procédure monitoire un rôle particulièrement important.

Ils furent d'abord le grand moyen de lutte par lequel les Parlements anéantirent peu à peu les prérogatives de l'autorité ecclésiastique, pour soumettre la pratique des monitoires à la discrétion de la justice séculière. C'est, notamment, en déclarant abusifs des monitoires décernés par des évêques, que les Parlements réussirent à faire considérer comme une prérogative exclusive des officiaux, le droit d'en ordonner la publication.

Lorsque les règles de la procédure monitoire furent définitivement établies, c'est en statuant sur les appels comme d'abus que les Parlements firent respecter les dispositions des ordonnances et les principes admis par la coutume.

C'est aussi par le moyen des appels comme d'abus que les Parlements repoussèrent les empiètements des juges ecclésiastiques qui, par des clauses habilement insérées dans les excommunications avec clause satisfactoire, cherchaient à s'arroger compétence dans les causes séculières.

Fevret, (1) traitant des clauses abusives dans les monitoires, dit que l'on insérait autrefois, dans les monitoires, diverses clauses — les clauses *citetis opposcentes, nisi causam*, etc. — et que ces clauses furent rejetées parce qu'elles tendaient à un transport de juridiction. En réalité, il ne s'agit pas de *monitoire* au sens où nous l'entendons mais d'*excommunication avec clause satisfactoire*.

(1) *Op. cit.*, VII, II, 12.

adressée par l'autorité ecclésiastique à une personne déterminée, notamment à un débiteur négligent (1). Fevret, ainsi d'ailleurs que la plupart des auteurs anciens, commet une confusion entre les monitoires proprement dits et les excommunications avec clause satisfactoire.

Parmi ces clauses insérées dans les sentences d'excommunication et entraînant une distraction de juridiction au profit des juges ecclésiastiques, les clauses *citatis opponen-* *lės* et *nisi causam* étaient les plus fréquentes.

Les officiaux se prétendaient compétents pour juger les oppositions aux excommunications avec clause satisfactoire et, pour s'assurer cette compétence, ils inséraient dans les excommunications qu'ils prononçaient la clause suivante : « *citatis opponentes in casu oppositionis coram iudice ecclesiastico* ». Par cette clause, l'opposition devait être portée devant le juge ecclésiastique et, sous prétexte de juger une opposition à une excommunication, tout le procès était remis au cause devant l'official. Les Parlements, dès une époque ancienne, déclarèrent cette clause abusive.

Quant à la clause *nisi causam*, elle intervenait dans le cas suivant : celui qui avait obtenu un jugement en cour séculière s'adressait à l'autorité ecclésiastique et demandait pour le faire exécuter, le secours des censures ecclésiastiques. L'Official délivrait une sentence d'excommunication où l'on insérait la clause *nisi causam*. Cette clause était ainsi conçue : « *nisi causam se habere prætendat cur ad id cogi et compelli non debeat*. Par cette

(1) V. *supra*, p. 90.

clause, le condamné était frappé de censure, à moins qu'il n'eût quelque raison à faire valoir et l'official s'attribuait ainsi, indirectement, compétence dans une cause jugée en cour séculière. Cette pratique fut déclarée abusive par les Parlements

TITRE IV

Les Suites du Monitoire

Le monitoire était un ordre adressé aux fidèles d'avoir à révéler, sous peine d'excommunication, ce qu'ils savaient d'un crime. A la suite du monitoire intervenaient des révélations et des excommunications.

CHAPITRE PREMIER

LES REVELATIONS

§ I. — L'OBLIGATION DE RÉVÉLER.

Tout témoin était tenu, sous peine d'excommunication, de « venir à révélation ». (1)

Outre les témoins proprement dits, le monitoire visait toute personne qui pouvait avoir une connaissance quelconque, si vague soit-elle, des faits poursuivis. Les formules des monitoires étaient très larges. Les monitoires du diocèse d'Orléans, par exemple, s'adressaient à « tous et chacun de ceux et celles qui du fait ci-dessus circonstances et dépendances ont vu, scu, aperçu ou entendu dire aucune chose, connoissent les auteurs et complices.... » Rien n'était négligé pour découvrir la vérité.

(1) À partir de quel âge était-on tenu de venir révéler ? Les auteurs ne répondent pas à cette question. Dans certains diocèses les monitoires prévoyaient la difficulté. Les monitoires de l'officialité de Lombez, par exemple, s'adressaient aux « *paroissiens de l'un et de l'autre sexe ayant connoissance, jugement et âge parfait...* » sans d'ailleurs préciser de quel âge il s'agissait (Arch. du Gers. Officialité de Lombez. G. 86, pièce 37).

Dans certains diocèses, les monitoires s'adressaient aussi aux complices et leur ordonnaient de venir à révélation. Les monitoires du diocèse de Paris, par exemple, visaient toutes personnes « qui des faits ci-dessus, circonstances et dépendances, en ont vu, scu, connu, entendu, oui dire, ou aperçu aucune chose, ou y ont été présens, consenti, donné conseil ou aide en quelque sorte et manière que ce soit, d'en venir à révélation... ». Cette formule était critiquée par les auteurs parce qu'elle obligeait les complices à venir se dénoncer. Mais il est peu probable qu'un monitoire ait jamais déterminé un criminel à se livrer à la justice.

Le monitoire publié dans une paroisse n'obligeait-il que les habitants de cette paroisse, ou bien un habitant d'une paroisse voisine, où la publication n'avait pas été faite, était-il également tenu de venir à révélation s'il avait connaissance du monitoire ? Eveillon estime que tout fidèle qui a connaissance du monitoire est tenu de révéler pourvu qu'il appartienne au diocèse du supérieur ecclésiastique qui a ordonné la publication car, « il faut considérer en fait de Monitoire que c'est l'Eglise qui par l'organe du Juge ou du Supérieur Ecclésiastique commande de restituer ou révéler, non pas seulement les Curés qui en font la publication, desquels l'autorité ne s'étend que sur leurs Parroissiens » (1). D'ailleurs, la formule du monitoire ne s'adresse pas seulement aux habitants de la paroisse où a lieu la publication du monitoire, elle vise tous ceux qui ont connaissance des faits indiqués. Cette solution est

(1) Eveillon, *op. cit.*, p. 239.

généralement admise, par les auteurs. Mais ils estiment également que les habitants d'un diocèse voisin ne seraient pas tenus de révéler, car l'excommunication lancée par un évêque n'a d'effet que dans son diocèse et le monitoire n'est qu'une menace d'excommunication.

*
* *

Tout témoin était tenu de révéler dès qu'il avait connaissance du monitoire, soit pour en avoir entendu la publication, soit pour l'avoir vu affiché aux portes des églises.

Le monitoire fixait presque toujours un délai dans lequel devaient être faites les révélations. Le délai, pour révéler variait suivant les diocèses. Dans le diocèse de Paris, les témoins devaient révéler dans les trois jours, après la dernière publication. Les monitoires de l'officialité de Pontoise donnaient six jours. Ceux de l'officialité du Mans quinze jours.

Passé ce délai, tout témoin qui n'avait pas révélé était excommunié. Mais l'obligation de révéler ne cessait pas à l'expiration du délai. Le témoin qui avait été excommunié, faute d'avoir révélé dans le temps voulu, ne pouvait être relevé de l'excommunication que s'il venait à révélation. De même, était toujours tenu de révéler, un témoin qui apprenait la publication du monitoire — ou qui, mis au courant de cette publication, acquérait quelque connaissance du fait poursuivi — après l'expiration des délais prescrits.

L'obligation de révéler durait tant que le but du moni-

toire n'était pas atteint, c'est-à-dire tant que le coupable n'était pas trouvé ou convaincu.

On trouve quelquefois, dans les monitoires, une clause d'après laquelle le monitoire gardait son efficacité pendant tel délai: un monitoire décerné par l'official du Mans, en 1686, menaçait les témoins contumaces d'excommunication et ajoutait : « ces lettres devant conserver leur validité et pouvant être mises à exécution pendant un an au moins ». Mais, en général, aucun délai n'était établi (1).

*
**

Le principe que tout témoin était tenu de venir à révélation comportait d'importantes exceptions par suite des nombreuses « dispenses » généralement admises.

Le curé, lorsqu'il publiait un monitoire, devait instruire les fidèles sur les dispenses de révéler et leur indiquer les cas dans lesquels ils n'étaient pas tenus de venir à révélation.

Parmi les personnes dispensées de venir révéler se plaçaient au premier rang, les coupables eux-mêmes (2). Les auteurs du crime poursuivi n'étaient pas tenus de

(1) V. *infra*.

(2) Les monitoires anciens contenaient une clause par laquelle la partie et son conseil étaient expressément dispensés de révéler: C'était la clause *dempta parte et consilio*. Les parlements déclaraient abusifs les monitoires où cette clause était omise. Fevret (*op. cit.*, VII, II, 15) cite plusieurs arrêts du Parlement de Dijon (2 avril 1543, 8 mars 1547, 15 décembre 1551). Dans un cas, pourtant, il était permis de décerner des monitoires, *nemine dempto*, c'est-à-dire sans que personne fût

venir se dénoncer car, disent les auteurs, nul ne peut-être tenu de concourir à sa perte : « La conservation de notre personne et de nos biens étant, dit Jousse (1), de droit naturel et étant aussi ancienne que l'homme, il n'y a aucune loi qui y puisse préjudicier... »

A côté des coupables eux-mêmes, on ajoutait les complices. Mais nous avons vu que, le plus souvent, les monitoires comprenaient les complices parmi les personnes tenues de venir révéler.

En second lieu, les personnes tenues au secret, à un titre quelconque, étaient dispensées de révéler.

Les avocats, médecins, chirurgiens, sage-femmes, tenus au secret professionnel, n'étaient pas obligés de venir à révélation lorsqu'ils avaient eu connaissance des faits poursuivis à l'occasion de leurs fonctions.

Étaient également exemptées de venir révéler, les personnes à qui le coupable avait confié un secret relatif aux faits poursuivis, à condition toutefois que les confidences n'eussent pas été faites dans l'intention précisément de

dispensé de révéler : c'était lorsqu'il s'agissait d'un détournement d'effets dépendant d'une succession.

Puis, la doctrine contraire prévalut à la fin du xvi^e et dans la première moitié du xvii^e siècle. On pensa que l'ordonnance de 1539, qui permettait d'entendre les parties sous serment, permettait implicitement d'astreindre le coupable à révéler. Fevret rapporte cette doctrine comme en vigueur de son temps.

Au xviii^e siècle, on ne rencontre plus dans les monitoires de clause relative à l'obligation pour le coupable de révéler et les auteurs admettent, sans y insister, qu'il n'y est pas tenu.

(1) *Traité de la justice criminelle de France*, t. II, p. 131.

hier au secret une personne dont on pouvait redouter le témoignage.

Les confesseurs étaient, au premier chef, dispensés de venir révéler ce qu'ils avaient appris par la confession.

Rouault (1) admet également des dispenses pour les personnes entre les mains desquelles étaient tombées les confessions écrites du coupable, ou bien celles qui, proches du confessionnal, au moment de la confession, auraient entendu ses aveux.

En troisième lieu, des dispenses de révéler existaient entre parents. Les parents du coupable n'étaient pas tenus de révéler ; et cette dispense s'étendait en ligne directe à l'infini, en une ligne collatérale jusqu'au 4^e degré. Les alliés, jusqu'au 4^e degré, étaient aussi dispensés de venir à révélation les uns contre les autres. La femme ne révélait par contre son mari, et réciproquement.

Les domestiques n'étaient pas tenus de révéler contre leurs maîtres, et réciproquement.

Lorsqu'il y avait opposition ou appel comme d'abus contre un monitoire, toute obligation de révéler était suspendue. L'obligation renaissait après la décision du juge rejetant le recours. Et cette obligation demeurerait suspendue, quand bien même le juge d'église aurait ordonné, de sa propre autorité, la fulmination des censures annoncées dans le monitoire (2).

On admettait aussi qu'un témoin était dispensé de révéler lorsqu'il avait été l'unique témoin du fait pour suivi.

(1) *Op. cit.*, p. 92.

(2) Rouault, *op. cit.*, p. 211.

Sa révélation, en effet, aurait été inutile; en vertu de l'adage « *Testis unus, testis nullus* ».

Dans les cas que nous venons d'indiquer, la dispense de révéler n'était pas, en général, mise en doute par les auteurs. Voici maintenant des cas sur lesquels on discutait.

On se demandait si l'on était tenu de venir révéler contre une personne « puissante et violente » lorsque l'on avait de justes raisons de craindre « d'être notablement maltraité dans sa personne ou dans ses biens à cause de cette révélation » (1). « Ce cas arrive souvent, dit Eveillon, (2) lorsqu'un monitoire est décerné contre les seigneurs, gentilshommes et autres personnes puissantes qui se font redouter et souvent menacent de tuer, rouer de coups de bâton... ceux qui rendront témoignage de leurs violences... ». Dans ces circonstances, les auteurs estimaient que le témoin était dispensé de venir à révélation. Eveillon justifiait ainsi cette doctrine. « La raison de cette doctrine, dit-il, est que chacun étant obligé non seulement par nature, mais aussi par principe de charité, de s'aimer et de conserver soi-même, nul n'est tenu de souffrir un mal notable... ».

Voici enfin quelques cas où l'obligation de révéler dépendait exclusivement de l'appréciation du témoin et qui fournissaient aux casuistes un vaste champ d'exercice.

D'après certains auteurs, un témoin qui estimait que le demandeur n'avait pas d'intérêt à la cause n'était pas

(1) Rouault, *op. cit.*, p. 208.

(2) *Op. cit.*, p. 262.

obligé de venir révéler. Eveillon (1) estime que « celui qui sait que l'impétrant n'a point de vray intérêt en l'affaire n'est point obligé de révéler quoy qu'il ait connoissance du contenu au Monitoire. » Il donne cet exemple : un particulier prétendant avoir certains droits sur un bénéfice obtient monitoire pour avoir révélation contre ceux qui en ont enlevé les fruits ; si une personne estime que le plaignant n'a aucun droit aux fruits du bénéfice, elle peut s'abstenir de révéler ce qu'elle sait sur l'enlèvement des fruits. Fevrét (2) pense au contraire que ce sont là propositions de casuistes et conclut, avec raison, que « tous, sans exception, comme débiteurs de la vérité sont obligés de révéler ce qu'ils savent soit que l'impétrant y ait intérêt ou non ».

De même, celui qui estime que le fait poursuivi ne mérite pas de sanction est dispensé de révéler. Eveillon (3) donne cet exemple : « Par exemple, Jean doit à Pierre la somme de dix livres où luy retient injustement quelques meubles de pareille valeur. Si Pierre ne peut se faire payer par Jean ou retirer son meuble par les voyes ordinaires de Justice, ou autrement il luy prend, ou trouve quelque chose à luy appartenant, qui retient en compensation de ce que l'autre luy doit ou retient du sien. S'il intervient un monitoire contre tous ceux qui retiennent du bien de Jean, Pierre n'est point obligé de rendre ce qu'il a à luy,

(1) *Op. cit.*, p. 215.

(2) *Op. cit.*, VII, II, 8.

(3) *Op. cit.*, p. 250.

ny pareillement ceux qui en ont connoissance de le déclarer ».

De même, encore, l'obligation de révéler cesse si le coupable a réparé le dommage causé. Mais il appartient au témoin lui-même d'apprécier si la satisfaction fournie était suffisante ou non.

Enfin, on sait que le monitoire obligeait non seulement tous ceux qui avaient une connaissance directe des faits, mais aussi ceux qui ne les connaissaient que pour en avoir entendu parler, par « oui-dire ». Eveillon (1) estimait que si ces oui-dire étaient trop incertains, on ne serait pas tenus de venir les révéler. Or il appartenait au témoin d'apprécier si les oui-dire méritaient d'être rapportés.

Toutes ces distinctions, qui occupent une grande place dans les ouvrages des auteurs, ne sont pas de vaines discussions doctrinales. L'obligation de révéler était une simple obligation de conscience pour le fidèle, puisque sa sanction ne pouvait atteindre personne directement, les témoins étant inconnus. Il importait donc de bien déterminer qui était moralement tenu de révéler et qui en était dispensé. Aussi Eveillon prescrivait-il aux fidèles de consulter un Docteur, lorsqu'un cas de conscience se présenterait : « En ces cas et autres semblables esquels il peut y avoir de la difficulté, on doit avoir soin de consulter les Docteurs et gens de capacité qui sont versez en telles matières avant que de prendre résolution de déclarer ou de ne déclarer pas. Et ce faisant si le terme du Monitoire vient à expirer avant qu'on ait fait sa déclaration, procé-

(1) *Op. cit.*, p. 241.

dant de bonne foy et faisant toute diligence qu'on fait pour prendre conseil on n'encourra point l'Excommunication... » (1).

Malgré toutes ces dispenses, il était cependant des cas où toute personne, quelle qu'elle soit, était tenue de venir à révélation : s'il s'agissait d'un crime de lèse-majesté ou si l'intérêt de l'Etat était en jeu. L'obligation de révéler dans ce cas s'étendait même au confesseur. Rouault (2) rapporte un arrêt du 23 octobre 1580 déclarant que le confesseur pouvait être tenu de révéler la confession d'un criminel, lorsqu'il s'agissait d'un crime de lèse-majesté au premier chef.

§ II. — RÉCEPTION DES RÉVÉLATIONS.

Les révélations étaient reçues par les curés qui avaient procédé aux publications.

Les révélations ne devaient pas avoir lieu à la confession. Les déclarations faites dans ces conditions auraient été inutiles et le but du monitoire manqué, puisque le curé était tenu au secret. Aussi trouve-t-on, dans certains monitoires, une clause spéciale enjoignant de venir à révélation « autrement qu'à confesse ». M. Huot, dans sa brochure, rapporte un monitoire décerné à l'occasion de l'assassinat d'un sergent, nommé Aduot, par des braconniers et enjoignant « à tous ceux et celles qui connaissent les auteurs... à ce que dans la huitaine après la troisième publication

(1) *Op. cit.*, p. 241.

(2) *Op. cit.*, p. 203.

du présent monitoire ils ayent à dire et déclarer ce qu'ils en savent et en ont appris autrement que par la confession
(1)

Une difficulté se posait à ce sujet : tous témoins étaient obligés de révéler sous peine d'excommunication ; or, l'obligation de révéler était satisfaite si les révélations avaient eu lieu, même à confesse, et l'excommunication n'était pas encourue ; mais, d'autre part, la révélation n'était d'aucune utilité, puisque personne ne devait la connaître. Cette difficulté ne semble pas avoir retenu l'attention des auteurs, ni fait l'objet d'arrêts des Parlements.

Une question qui n'avait pas reçu de solution uniforme avant l'ordonnance de 1670, est celle de savoir si les curés devaient recevoir des déclarations des témoins ou se borner à noter leurs noms et domicile pour les envoyer au juge saisi du procès.

La déposition auprès du curé avait cette utilité qu'elle permettait au juge de distinguer, à la lecture des révélations, quels témoins il était intéressant de citer ; si, au contraire, ils ne connaissaient que les noms des témoins, il était obligé de les entendre tous, même si les déclarations de certains n'étaient d'aucune utilité.

En général, il était admis que les curés devaient recevoir les déclarations elles-mêmes. Dans certaines provinces cependant, la règle était contraire. Fevret (2) cite notamment un arrêt du Parlement de Dijon, du 30 juil-

(1) Huot, *Des monitoires*, p. 14.

(2) *Op. cit.*, VII, II, 25.

let 1667, faisant défense à tous curés et vicaires du ressort de recevoir les révélations, mais seulement « les noms surnoms, qualités et demeurances desdits révélaus ».

La question semble réglée par l'ordonnance de 1670, titre VII, dont l'article 10 dispose : « Les révélations qui auront été reçues par les curés et vicaires seront envoyées par eux, cachetées, au greffe de la juridiction où le procès sera pendant... »

Cependant, même après l'ordonnance de 1670, un usage contraire subsistait dans bien des diocèses. Durand de Maillane l'affirme en 1771. « ...et tel est encore, dit-il, (suivant l'avis qu'on nous en a donné) l'usage en Bretagne. Arrêts du Parlement de Rennes du 9 juin 1696 et 9 avril 1725 » (1) Le même usage subsistait dans le ressort du Parlement de Dijon. (2)

On rencontre en effet très souvent, dans les dossiers de procédure, des listes de noms transmis par les curés aux juges séculiers. (3)

(1) Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*. V^o Monitoire.

(2) Serpillon, *op. cit.*, p. 522.

(3) Voici, à titre d'exemple, le certificat d'un curé rédigé à la suite d'un monitoire décerné par l'official de Genève, « à la partie de France », au sujet d'un assassinat commis dans la commune de Lalleyras Arch. de l'Ain. Greffe de Nantua : justice des terres de Nantua, B. 904).

« Je soubsigné Benoit Mernet ptre curé de Belleydoux certifie à tous qu'il appartiendrat qu'à la requête de S^r Ferdinand Rollet du lieu d'Echallon avoir publié dans l'église paroissiale dud. Belleydoux le monitoire par luy obtenu de Mons^r l'official en l'évêché de Genève

Le plus souvent les curés recevaient les déclarations elles-mêmes. Les dépositions de chaque témoin étaient rédigées par le curé et signées par le témoin ; si le témoin ne savait signer, mention en était faite à la suite de la déclaration.

Les révélations étaient quelquefois nombreuses. Le curé rédigeait de véritables « cahiers » (1). Le curé faisait au juge un rapport sur les témoignages qui lui avaient été faits. Il commençait par certifier qu'il avait fait les publications requises et rapportait, s'il y avait lieu, les incidents de publication. Puis il indiquait les révélations elles-mêmes : « Sur lesquelles publications ont été faites les révélations suivantes... ». Après avoir rapporté les

le vingt sixième février mil sept cent et trois et c'est au prône trois dimanches consécutifs ; aussy bien que l'agravoire de même par luy obtenu dud. s^r official le second décembre mil sept cent et huit aussy trois dimanches consécutifs sur lesquelles publications sont comparus par devant moy les cy après nommés.

« Jean françois humbert fils de claudé françois de Belleydoux...

.....
« Tous lesquels m'ont dit scavoir quelques choses concernant les faits portés aud. monitoire au agravoire pourquoy j'ay faict le pnt certificat pour servir et valoir aud. s^r Rollet ce que de raison à la réquisition duquel sur l'interpellation qu'il me fit faire le jour d'hier je remettray cel jour d'huy entre les mains du greffier en la justice dud.. Echallon le pnt certificat cachetté. Faict à Nantua ce vingt deux juin mil sept cent et neuf. »

(1) C'était le terme consacré. On trouve souvent, dans les procédures, des Cahiers de révélations faites en conséquence du monitoire publié dans l'église de... V. par ex. Arch. du Gers. Officialité de Lombez, G. 86, pièce 27.

révélations, le curé donnait les renseignements qu'il croyait devoir fournir (1).

Quelquefois, les révélations étaient peu nombreuses. Le curé les indiquait alors au bas ou au dos du monitoire qu'il renvoyait au greffe de la juridiction saisie du procès.

Très souvent, le monitoire ne produisait aucune révélation. Le curé en faisait mention dans son certificat de publication.

Le curé qui faisait la publication pouvait avoir lui-même des révélations à faire ; il les écrivait, comme celles des témoins ordinaires et les transmettait en même temps au juge (2).

Les curés étaient tenus de recevoir les révélations. Qui-

(1) V. à titre d'exemple, le cahier des révélations dans l'affaire de Villiers-en-Plaine (Arch. des Deux-Sèvres, G. 87). Infra p.

(2) Un monitoire avait été décerné, le 4 juillet 1696, par l'official du diocèse de Lyon pour avoir preuve contre « certains quidams mal intentionnez et sans crainte de dieu qui auroient pris et enlevé quantité d'or et d'argent monnoyé, denrées, meubles meublants, bled, froment... » et autre effets mobiliers dépendant d'une succession. Au dos du monitoire est écrit le certificat du curé qui « *certifie et atteste avoir fait publier pendant trois dimanches consécutives au mois d'aoust dernier... le monitoire escript de l'autre costé...* » Et le curé ajoute : « *Et pour satisfaire au dit monitoire et ne pas encourir les peines y portés je soubsigné certifie qu'à la pesque de l'année 1695 j'acheplay la quantité de dix sept quintaux de foin du Sr Lauvenson de Mornand provenus du domaine de la Roche au prix de trente-cinq sol le quintal vendus à Vourles lesquels j'ay payés au prix susdit audit Lauvenson foy de quoy j'ay signé — Vourles ce 24^e Xbre 1696* ». Signé « (Reydellet, curé de Brignaz es Vourles. » (Arch. du Rhône, Officialité de Lyon, liasse 38, pièce 5).

conque se présentait pour déposer devait être entendu. Le curé devait enregistrer les déclarations même s'il ne s'agissait que de vagues oui-dire et non de témoignages directs et précis sur les faits poursuivis.

Mais le curé devait-il également noter les révélations qui étaient hors de cause ? Il arrivait souvent, en effet, que les témoins profitassent de l'occasion du monitoire pour dénoncer d'autres faits à la charge du coupable présumé (1).

En même temps que les révélations, les curés recevaient quelquefois la confession des coupables qui leur remet-

(1) Dans l'affaire de Villiers-en-Plaine, où le coupable était le curé de la paroisse lui-même, le procès-verbal nous révèle les scrupules du prêtre voisin, chargé de la publication, lorsque des témoins venaient charger le coupable. Il s'agissait, dans cette affaire, d'une soustraction d'effets mobiliers enlevés au château de Villiers après la mort du seigneur de Villiers. Les coupables étaient le curé de la paroisse et la dame de Villiers. Un autre prêtre, le curé de Beceleuf, avait été commis pour procéder à la publication du monitoire et recevoir les révélations. Parmi les nombreux témoins qui se présentèrent, une demoiselle Françoise France déclara qu'elle avait vu le curé saisir toutes les clefs de la maison et dérober divers objets ; puis elle ajouta à ses déclarations une charge étrangère à la poursuite, que le prêtre crut devoir enregistrer parce que les affirmations de la demoiselle étaient confirmées par d'autres témoins. On lit dans le cahier des révélations : « ... a ensuite ajouté lad. demoiselle ce qui suit j'ay vu pendant deux mois que j'ay esté dans un appartement séparé le s^r curé de Villiers tous les jours manger avec lad. dame de Villiers et y passer la moitié de la nuit plusieurs fois sans chandelle et mettre la servante à la porte. Plusieurs personnes s'étant présentées pour parler sur ce point on n'a pas voulu les entendre veu que ce n'étoit pas le sujet de la complainte exposée dans le monitoire; et a signé les jour et an que dessus. »

taient des sommes d'argent pour la victime. Le curé transmettait ces sommes sans dire de qui elles provenaient. Mais ce rôle d'intermédiaire était la source de nombreuses difficultés pour les curés qui en référaient aux juges séculiers.

M. Huot, (1) dans sa brochure, rapporte ce certificat d'un curé qui avait reçu de l'argent :

« J'ai l'honneur de vous envoyer le Monitoire que j'ai fulminé dans ma paroisse en conséquence des ordres que j'avais reçues. On ne m'a point fait d'autres révélations que celles que j'ay inscrites et qu'on a signées. J'ai différé de vous les envoyer à la prière du requérant qui espérait que le délai lui procurerait plus grande satisfaction. Comme il m'a fait quelques menaces et que j'ay craint quelque chicane de sa part, j'ay crus pour les éviter devoir faire la déclaration quoique mon ministère semble m'en dispenser, de quelque argent, qui m'avait été mise en mains pour le lui remettre; je le luy ai offert plus d'une fois il l'a constamment refusé prétendant me faire assigner pour dire de qui je l'avais reçus. Je ne pense pas qu'il puisse l'exiger. Au reste, Monsieur, je suis et seray toujours disposé à obéir à l'église et au Roy et à vous marquer le profond respect et la vénération avec lesquels j'ay l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

J. VARNESON C R
Curé de Menancourt

(1) *Op. cit.*, p. 16.

CHAPITRE II

LES EXCOMMUNICATIONS ENCOURUES A LA SUITE DES MONITOIRES

§ I. — NATURE DE L'EXCOMMUNICATION MONITORIALE

L'ordre de venir révéler était sanctionné par l'excommunication. Tout témoin qui laissait passer le délai prescrit sans venir à révélation était excommunié. Seulement, le témoin contumace était inconnu ; on ignorait, en effet, qui avait connaissance des faits spécifiés au monitoire et n'avait pas révélé. L'excommunication monitoriale s'adressait donc à des pécheurs inconnus et ne visait personne en particulier. C'était une excommunication générale (1).

L'excommunication n'était pas seulement une peine que l'Eglise prononçait contre le pécheur ; c'était un moyen pour l'autorité ecclésiastique de faire exécuter ses ordres ; la crainte de l'excommunication faisait plier les résistances.

(1) V. les effets de l'excommunication générale dans Hinschius, *op. cit.*, V, p. 135 et suiv.

C'était surtout à ce dernier titre qu'était employée l'excommunication dans la procédure monitoire. Sans doute, l'excommunication encourue faute d'être venu à révélation était la peine infligée au témoin contumace ; mais elle avait surtout pour but d'inspirer la crainte et de provoquer des révélations.

Et de fait, bien que n'atteignant personne en particulier, les excommunications monitoires étaient souvent très redoutées ; de curieuses légendes couraient dans certaines provinces.

M. Léon Vedel rapporte, dans la *Revue du Vivarais*, (1) une légende d'après laquelle, à la suite d'un monitoire lancé à l'occasion de l'assassinat d'un habitant de la ville de Largentière, les meurtriers périrent misérablement dans l'année et, pendant sept ans, de nombreux et épouvantables fléaux désolèrent la contrée.

Le Tremoille, dans son ouvrage sur la famille des La Tremoille (2), rapporte que le sieur de Mauléon désirant avoir des révélations sur certains faits, se proposait de demander un monitoire, lorsqu'on lui conseilla de le solliciter de St-Jean de Liversay, près de Niort « et que avant qu'il fust le bout de l'an l'on cognoisterait bien ceulx qui sauroient ledit enfantement et ne le révèleroient parce que ceulx qui se laissoient excommuniez de Saint-Jehan de Liversay ne passoient l'an ou qu'ils ne mourussent ou que les cheveux sourcilles ongles des piez ou mains ne leur cheussent ».

(1) « Un monitoire au siècle dernier » dans la *Revue du Vivarais*, 1894, p. 113.

(2) « Les La Trémoille pendant cinq siècles », t. II. p. 175.

Enfin, signalons la légende populaire des loups garous dans la paroisse de Gennes-sur-Seiche (Ile-et-Vilaine) rapportée par M. Fougères dans les *Annales de Bretagne* (1), et qui semble bien un souvenir de la publication des monitoires. « Lorsqu'on acquérait la certitude d'avoir été victime de quelque dommage, dont on ne connaissait pas l'auteur, on allait aussitôt s'en plaindre au curé de la paroisse. Celui-ci essayait d'abord des paroles de conciliation, de pardon ; mais si le plaignant voulait poursuivre l'affaire, il ne pouvait refuser de lui donner satisfaction et, en chaire, au prône de la messe paroissiale, il lisait le grimoire (2). La lecture de ce fameux grimoire achevée, il posait le livre *ardens* sur le bord de la chaire et prononçait à haute et intelligible voix une phrase dont on n'a retenu que le sens : « Si celui qui a commis le méfait pour lequel je lis le grimoire ne se fait pas connaître, il portera la peine de son péché. » Si personne ne s'était déclaré coupable avant le dimanche suivant, le curé montait en chaire de nouveau au prône de la messe paroissiale et recommençait la lecture du grimoire et de la sentence comminatoire qui en était le complément redouté. Si cette seconde semaine s'écoulait encore sans que l'auteur du délit se fût fait connaître, le curé montait en chaire une troisième fois, faisait une dernière lecture du gri-

(1) « Le parler et les traditions populaires de Gennes-sur-Seiche (Ile-et-Vilaine) » dans les *Annales de Bretagne*, EFPT-PC, p. 648.

(2) Le grimoire était un manuel secret, conçu en une espèce d'argot cabalistique et rempli de signes étranges au moyen duquel on prétendait évoquer les démons et les morts et produire quantité d'actions surnaturelles.

moire et menaçait une dernière fois. Après avoir posé le livre *ardens* sur le bord de la chaire, il attendait un instant. Si le coupable ne s'était pas déclaré, il sortait immédiatement de l'église s'il s'y trouvait, poussé irrésistiblement par une force invisible. C'était le commencement de la peine, le commencement de l'expiation. Le coupable devenait garou, le diable lui jetait une « heurle » sur le dos et il courait toutes les nuits en compagnie d'autres garous. »

§ II. — LA PROCÉDURE DE L'EXCOMMUNICATION MONITORIALE

Nous avons dit que les monitoires étaient des lettres de l'official, contenant une menace d'excommunication contre les témoins qui ne révéleraient pas. Le monitoire devait être publié trois fois avant que la menace d'excommunication fût mise à exécution.

Les monitions se faisaient pendant trois dimanches consécutifs, aux prônes des messes paroissiales, « et encore, dit Eveillon, à ces trois termes, on en ajoute souvent un quatrième pour dernier et péremptoire, avant que de prononcer ou de fulminer l'excommunication... procédures dignes de la charité et douceur de l'Eglise qui attend toutes extrémités avant que de venir aux peines de rigueur » (1).

On rencontrait parfois, dans la pratique, des monitoires contenant la clause « *elapsis octo diebus renuentes excommunicamus* » par laquelle l'autorité ecclésiastique enjoin-

(1) Eveillon, *op. cit.*, p. 207.

gnait aux témoins de venir à révélation dans un délai de huit jours. Des arrêts déclarèrent abusifs des monitoires publiés dans ces conditions. Frain (1) rapporte, en ce sens, un arrêt du Parlement de Bretagne, d'Août 1609.

Il ne suffisait pas de faire précéder l'excommunication de trois monitions, il fallait, en outre, que ces monitions fussent séparées par un intervalle compétent. Frain (2) rapporte aussi un arrêt du 8 Mars 1610 déclarant un monitoire abusif parce que les monitions avaient été faites à moins d'une semaine d'intervalle.

Le principe voulait donc que trois monitions fussent publiées pendant trois dimanches consécutifs avant l'excommunication. Cependant, s'il y avait urgence, on pouvait réduire et le nombre des monitions et l'intervalle qui devait les séparer. On pouvait même ne faire qu'une seule monition, mais alors on devait avertir, dans cette monition, qu'elle tenait lieu, à elle seule, des trois avertissements réguliers. Rouault, après avoir indiqué la procédure régulière, nous apprend comment devait se faire la monition unique : « Au contraire dans la forme d'une seule Monition qui équivaut aux trois précédentes on se sert de ces termes : nous avertissons pour la première fois jusqu'à tel jour ; pour la seconde fois jusqu'à tel jour ; pour la troisième fois, jusqu'à tel autre jour... » (3).

(1) *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Dernière édition revue par P. Hevin, 1684, t. I, p. 90.

(2) *Loc. cit.*

(3) Rouault, *op. cit.*, p. 24.

Au point de vue de l'excommunication qu'ils entraînaient, les monitoires se divisaient en deux catégories différentes, qu'il importe de bien distinguer pour comprendre les diverses procédures d'excommunications monitoriales que nous révèle la pratique, à première vue, assez confuse.

Dans certains diocèses, l'excommunication était prononcée dans le monitoire lui-même. Tout témoin qui laissait passer le délai prescrit sans révéler encourait, *ipso facto*, l'excommunication.

Dans d'autres diocèses, les plus nombreux, le monitoire ne contenait qu'une menace d'excommunication. Le témoin qui ne venait pas à révélation n'encourait par le seul fait de son abstention, aucune excommunication ; mais un nouvel acte, la *fulmination* de l'excommunication mettait à exécution la menace portée par le monitoire et frappait le témoin contumace.

Gibert (1) donne deux modèles de formule. Le monitoire portant la sentence d'excommunication était ainsi conçu : « Si ceux que nous avertissons ne viennent pas à révélation ou à satisfaction dans les six jours au plus tard après la troisième publication des présentes, nous les excommunions et voulons qu'ils soient déclarés excommuniés. » Quant aux monitoires de la seconde espèce, ils étaient ainsi rédigés : « Si ceux qui ont été ainsi avertis ne révèlent pas ou ne satisfont pas dans les six jours après la troisième publication des présentes lettres monitoriales, nous procéderons à l'encontre d'eux

(1) *Op. cit.*, p. 377.

par censures ecclésiastiques et, selon la forme du droit, nous nous servirons de la peine de l'excommunication. »

Autrefois, tous les monitoires portaient en eux-mêmes la sentence d'excommunication. « Cette forme de procéder, dit Eveillon parlant de l'excommunication séparée du monitoire, quoy qu'elle soit bonne et fondée dans l'ordre juridique, néanmoins elle est moderne et introduite en France depuis peu d'années par ceux qui ont voulu réformer l'ordre et la pratique ancienne » (1).

Dans la presque totalité des diocèses, au XVIII^e siècle, c'est cette dernière forme de procéder que l'on admet. Dans le diocèse de Paris, par exemple, l'official ordonnait aux témoins de venir à révélation et aux coupables, à satisfaction, dans les trois jours, « sinon Nous userons contre eux des Censures Ecclésiastiques et selon la forme de Droit Nous nous servirons de la peine d'excommunication. »

Dans quelques diocèses, le diocèse d'Orléans par exemple, on suivait la forme ancienne. L'official d'Orléans enjoignait aux témoins de venir révéler, dans les six jours, et ajoutait « autrement faute d'y satisfaire après les trois monitions canoniques Nous les excommunions et vous mandons de les dénoncer publiquement excommuniés de nostre autorité par ces présentes nos lettres monitoires... ».

Enfin, parfois, la formule finale était imprécise et ne se rattachait nettement à aucune des deux formes usuelles. Dans le diocèse de Quimper, par exemple, l'of-

(1) *Op. cit.*, p. 289.

ficiel ordonnait aux témoins de venir à révélation « dans les six jours après la dernière publication du présent à peine d'encourir la censure de l'Eglise à nous réservée. » M. Laforet, dans la « Revue de Marseille », rapporte un monitoire publié en 1687, à la requête des échevins de Marseille, au sujet de contestations sur la limite du territoire de Marseille et d'Alauch, et déclarant que «... qui de tout ce que dessus, ces circonstances et dépendances saura quelque chose, soit pour l'avoir veu, ouy-dire, ou autrement est admonesté de le révéler à peine d'excommunication. (1) »

Le monitoire portant la sentence d'excommunication était plus redouté que l'autre, car la sanction opérait *ipso facto* ; tandis que la publication du monitoire simplement comminatoire n'entraînait par elle-même aucune sanction ; on pouvait toujours espérer que l'on ne mettrait pas la menace à exécution. Et souvent, dans la pratique, on ne procédait pas à la fulmination. On lit dans une requête à l'official de Lombez, tendant à obtenir la fulmination d'une excommunication monitoriale : «...et comme par icellui il n'y a que très peu de révélands qui sous prétexte que led. monitoire ne se fulminera pas... ne veulent pas déclarer la vérité de ce qu'ils savent... » (2)

Dans les diocèses où l'on se servait des monitoires portant la sentence d'excommunication, le monitoire,

(1) « Le dernier monitoire à Marseille » dans la *Revue de Marseille*, 1862, p. 477.

(2) Arch. du Gers. Officialité de Lombez, G. 86, pièce 37.

en même temps qu'il déclarait les témoins contumaces excommuniés *ipso facto*, ordonnait au curé « de les dénoncer publiquement pour excommuniés ». Le dimanche suivant l'expiration du délai prescrit pour révéler, le curé procédait à la *dénonciation* de l'excommunication.

La *dénonciation* de l'excommunication, qu'il ne faut pas confondre avec la *fulmination*, avait simplement pour but d'avertir les fidèles que ceux d'entre eux qui n'avaient pas obéi aux ordres du monitoire avaient été excommuniés à l'expiration du délai prescrit pour révéler.

Il n'y avait pas de formule consacrée pour dénoncer l'excommunication. Eveillon nous apprend comment se faisait la dénonciation dans le diocèse d'Angers : « Le curé doit premièrement donner au peuple lecture de tout le monitoire et de la sentence d'excommunication y contenue... Puis il remontrera la gravité du crime et la conséquence des pertes et dommages encourus par la partie avec les scandales qui en sont ensuivis. Item l'importance et les effets redoutables de l'excommunication; puis la longue patience de l'Eglise et la charitable procédure dont elle a usé envers les délinquants ayant donné jusqu'à trois délais chacun d'une semaine entière avant que de venir au remède extrême de l'Excommunication... Déclarera enfin que l'Eglise a prononcé la sentence d'excommunication contre eux... laquelle excommunication ils ont encourue le sixième jour du dernier terme expirant. » Puis le curé déclarait que les coupables et les témoins contumaces qui étaient excommuniés, « étant tranchés tout à fait de la communion

des fidèles ils n'ont plus droit d'assister au service divin ni de recevoir les sacrements... » Et Eveillon conclut « qu'il n'y a point d'autre cérémonie à faire que cela pour exécuter la sentence d'un Monitoire général (1).

Dans les diocèses où le monitoire ne contenait qu'une menace d'excommunication, il fallait prononcer cette excommunication par un acte postérieur : c'était la *fulmination* de l'excommunication.

Bien que la fulmination fût exécutée par le curé, c'était l'official qui lançait l'excommunication ; le curé était seulement chargé de communiquer aux fidèles la sentence de l'official. Aussi, le curé, après avoir publié un monitoire, ne pouvait-il procéder à la fulmination sans avoir reçu des *lettres de fulmination* émanant de l'official.

L'official ne pouvait d'ailleurs, de sa propre autorité, ordonner la fulmination d'une excommunication. Pas plus qu'il ne lui était permis de décerner monitoire, sans permission préalable du juge séculier, il ne pouvait sans cette permission, faire fulminer une excommunication. Coudert de Closol (2), qui énonce cette règle, nous apprend qu'un usage contraire était autrefois suivi au Parlement de Paris et que l'official, qui avait ordonné la publication du monitoire, pouvait faire fulminer l'excommunication sans permission du juge laïque ; mais que, dans un arrêt du 11 juin 1698, l'avocat général dut

(1) Eveillon, *op. cit.*, p. 534.

(2) *Code ecclésiastique*, t. I, p. 408.

reconnaitre que cet usage était irrégulier et que l'on devait exiger la permission du juge séculier.

§ III. — AGGRAVÉS ET RÉAGGRAVÉS

I. — Procédure.

Lorsque la publication du monitoire n'avait été suivie d'aucune révélation, ou n'avait produit que des révélations insuffisantes, on recommençait la publication en menaçant les témoins qui persisteraient à demeurer contumaces d'une excommunication aggravée ; c'était l'*aggrave* ou *aggravatoire*.

Si l'*aggrave* ne produisait pas le résultat attendu, on procédait à une dernière publication du monitoire en aggravant encore les sanctions ; c'était le *réaggrave* ou *réaggravatoire*.

Enfin il était quelquefois d'usage d'ajouter à l'*aggrave* et au *réaggrave* un troisième degré d'aggravation qui portait des noms variés. Dans certains diocèses, le diocèse d'Avignon par exemple, c'était la *malédiction* ; dans d'autres diocèses, le diocèse de Vienne, par exemple, c'était le *morbida*.

Si après la publication d'un monitoire il était jugé utile de recourir à l'*aggrave*, il fallait obtenir la permission du juge laïque qui avait permis le monitoire. Fevret (1) cite un arrêt du Parlement de Dijon, du 3 janvier 1629

(1) *Op. cit.*, VII, II, 33.

déclarant abusive une aggravation prononcée sans permission du juge séculier et faisant défense à tous les officiaux du ressort d'ordonner aggraves et réaggraves sans permission de l'autorité séculière. Raviot (1) rapporte également des arrêts du même Parlement de 1665 et 1671.

Le juge devait avant de permettre l'aggrave avoir constaté lui-même que les révélations étaient insuffisantes.

L'aggrave, ou le réaggrave, se demandait en la même forme que le monitoire, par une requête au juge laïque. Le juge accordait son autorisation par une ordonnance qu'il apposait sur la requête elle-même. (2).

(1) *Op. cit.*, q. 161, t. 1, p. 494.

(2) Voici, à titre d'exemple, une requête à fin de publication d'un réaggrave et l'ordonnance du juge accordant la permission :

« A ces causes requiert le suppliant qu'attendu que l'exposé cy-dessus a vu ledit monitoire le dix neuf Mars dernier obtenu en l'officialité de Pontoise en vertu de votre ordonnance du quatorze dudit mois de Mars, ensemble le certificat du sieur curé de Gaussy portant que ledit monitoire a esté publié par trois divers jours de dimanches sans qu'il se soit présenté aucune personne pour révéler les faits y contenus il vous plaise permettre au suppliant d'obtenir un réaggrave pour parvenir à la dite révélation et vous ferez bien. »

Sur la requête à fin de réaggrave le juge apposait l'autorisation :

« Vu la requeste ensemble le monitoire en datte du dix neuf mars dernier obtenu en l'officialité de pontoise en vertu de notre ordonnance ensemble le certificat du sieur Legneur curé de Gaussy portant que ledit monitoire a esté publié par trois divers jours de dimanches sans qu'il se soit présenté aucunes personnes pour révéler les faits y contenus avoir permis au suppliant d'obtenir un réaggrave pour parvenir à la révélation des faits portés par led. monitoire fait ce 24 may 1719. »
(Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise. G. 201, p. 22).

De même qu'il était tenu de publier le monitoire permis par l'autorité séculière, l'official devait ordonner la publication des aggraves et réaggraves autorisés par le juge laïque.

Comme pour le monitoire le plaignant pouvait demander que l'on commît un autre prêtre pour publier les aggraves et réaggraves lorsque le curé de la paroisse lui était suspect (1).

II. — La pratique des aggraves et réaggraves.

Dans les diocèses où l'excommunication avait lieu *ipso facto*, la *dénonciation* de l'excommunication était souvent accompagnée d'une nouvelle publication du monitoire portant des peines aggravées dont seraient frappés, *ipso facto*, les témoins qui demeureraient contumaces pendant un nouveau délai ; c'était l'*aggrave*. Le délai expiré l'excommunication aggravée avait été encourue et le curé procédait à la *dénonciation* de l'*aggrave*. La *dénonciation* de l'*aggrave* pouvait être accompagnée d'un *réaggrave*.

(1) Un monitoire avait été publié dans plusieurs paroisses du diocèse de Pontoise et n'avait provoqué aucune révélation « *quoique plusieurs personnes desdites paroisses aient connoissance des faits portez au monitoire* ». Les curés de ces paroisses parurent suspects au plaignant qui demanda à l'official de commettre d'autres prêtres pour faire la publication du réaggrave qui venait de lui être accordé et recevoir les révélations (Arch. de Seine-et-Oise. Officialité de Pontoise. G. 200, pièce 11).

Dans certains diocèses, par exemple dans le diocèse d'Orléans, on omettait l'aggrave et on procédait directement au réaggrave. Dans les lettres de réaggrave, l'official d'Orléans rappelait qu'un monitoire avait été publié sur tels faits et ajoutait : « Nous vous mandons que tous et chacun de ceux et celles qui ont été comme il est dit ci-dessus excommuniés et que nous déclarons par ces présentes aggravés et excommuniés soient dénoncés aggravés et excommuniés de notre autorité par les présentes nos lettres de réaggrave qui seront annoncées et publiées pendant trois dimanches ou fêtes consécutives mêmes annuelles et qui se rencontreraient dans le temps de la publication. Donné à Orléans... » (1).

La dénonciation de l'aggrave était souvent accompagnée de cérémonies impressionnantes. Une erreur très répandue dans les diocèses où l'excommunication avait lieu *ipso facto*, consistait à croire que l'excommunication n'était encourue qu'au moment de la publication de l'aggrave. Cette erreur était très préjudiciable à l'administration de la justice, puisque les fidèles attendaient pour révéler que l'aggrave fût publié ; les preuves pouvaient disparaître ; et surtout lorsqu'on ne recourait pas à l'aggrave, comme il arrivait souvent, aucune révélation ne se produisait. Cette erreur s'expliquait précisément parce que la publication de l'aggrave était accompagnée de cérémonies qui faisaient croire aux fidèles que l'aggrave était l'excommunication elle-même. Et c'est pour lutter contre cette erreur, particulièrement répandue dans

(1) Arch. du Loiret, Officialité d'Orléans G. 498-501,

le diocèse d'Angers, qu'Eveillon a été amené à composer son *Traité des excommunications et monitoires* : « Il y a long-temps, dit-il dans son « Avis aux lecteurs », qu'il m'a semblé voir quelque défaut notable en la pratique des Excommunications et Monitoires qui se publient ordinairement dans les Paroisses... scavoir est de l'effet des Aggraves qui s'ajoutent ordinairement après les Monitoires et sentence d'Excommunication. »

Dans les diocèses où l'excommunication devait être fulminée par un acte postérieur, la pratique des aggraves et réaggraves était confuse. Cette confusion venait de ce que les différentes aggravations avaient perdu, au xviii^e siècle, leur signification ancienne.

En principe, les différents degrés d'aggravation faisaient l'objet de publications successives. On fulminait l'excommunication annoncée dans le monitoire et on déclarait que si, dans tel délai, les témoins excommuniés ne venaient pas à révélation, on procéderait contre eux à la publication de l'aggrave ; ce délai expiré, on fulminait l'aggrave et on annonçait à nouveau que si, dans un second délai, les témoins demeuraient contumaces, on fulminerait le réaggrave.

Mais rares étaient les diocèses où cette procédure était régulièrement observée. M. Lacrocq rapporte, dans sa brochure, les différentes pièces d'une procédure monitoire particulièrement régulière (1).

(1) *Une procédure de monitoire au xviii^e siècle. Limoges, 1918.*

Souvent dans la pratique on réunissait dans un seul et même acte la fulmination de l'excommunication, l'aggrave et le réaggrave. On fulminait l'excommunication et on ajoutait que si dans tel délai les témoins ne venaient pas à révélation, ils seraient aggravés *ipso facto*; que s'ils demeuraient contumaces encore pendant tel autre délai ils seraient de même réaggravés. On usait ainsi d'une excommunication aggravée, opérant *ipso facto*, alors que l'excommunication première était une excommunication comminatoire; d'où un nouvel élément de confusion.

Gibert rapporte comme habituelle la formule suivante: « Nous les excommunions en laquelle sentence d'excommunication s'ils croupissent l'espace de six jours par ces présentes nous les aggravons et au cas que par six autres jours immédiatement suivants ils demeurent d'un cœur endurci et obstiné (ce qu'à Dieu ne plaise) en ces dites sentences d'excommunication et aggrave, par ces présentes nous les réaggravons et vous mandons de notre part et autorité de les dénoncer publiquement ès prônes de vos Eglises. » (1).

Et dans la plupart des diocèses, c'est cette forme irrégulière que l'on suivait. M. Huot (2) rapporte un monitoire décerné à Verdun en 1750, pour avoir révélation de l'assassinat d'un garde forestier et, qui porte en tête « Sentence d'excommunication, aggravement, réaggravement et fulmination ». Après avoir exposé les faits, l'acte ajoute « ... pour ce est-il que nous les excommu-

(1) Gibert, *op. cit.*, p. 377.

(2) *Op. cit.*, p. 12.

nions, en laquelle sentence d'Excommunication s'ils croupissent pendant l'espace de six jours, Nous les Aggravons et au cas que pendant les six autres jours immédiatement suivants, ils demeurent d'un cœur endurci et obstiné (ce qu'à Dieu ne plaise) Nous les Réaggravons ; Et vous mandons de les dénoncer de notre part et autorité par trois Dimanches consécutifs après la réception des présentes aux Prônes de vos Messes Paroissiales, tous les susdits coupables qui ne sont venus à Révélation ni à Satisfaction pour excommuniés aggravés et réaggravés ; et comme tels retranchés du Corps de notre Mère la Ste Eglise, livrés à Satan et chargés de Malédiction Divine, si dans trois jours après la troisième Publication de notre présente sentence de Fulmination ils ne font pas les Révélations et Satisfactions nécessaires sans qu'il soit besoin d'autre publication... »

L'usage des aggravés et des réaggravés dans la procédure monitoire était emprunté aux règles de l'excommunication ordinaire lancée contre des pécheurs connus ; seulement, comme l'excommunication monitoire s'adressait à des inconnus, la pratique des aggravés et réaggravés avait dégénéré ; et on en était venu à confondre l'excommunication avec ses différents degrés d'aggravation.

Autrefois, l'excommunication, l'aggrave et le réaggrave ne s'adressaient qu'à des pécheurs connus ; et correspondaient à des objets précis : le pécheur excommunié était mis hors de la communion de l'Eglise ; il était privé de la participation aux sacrements. L'excommunié, frappé d'aggrave, était privé, dit Eveillon « de tous les com-

merces et droits de la société civile et humaine », défense lui était faite « d'aller au four et au moulin et autres choses semblables desquelles l'usage est commun à tout le monde. » Enfin, par le réaggrave « l'Eglise réaggrave la sentence faisant défense à toutes personnes de participer aucunement au boire ni au manger avec les dits excommuniés sous peine d'encourir la même sentence d'anathème (1).

Au XVIII^e siècle, il n'en était plus ainsi. D'une part l'excommunication monitoriale, qui s'adressait à des pécheurs inconnus, était incompatible avec la pratique des aggraves et réaggraves : comment interdire aux fidèles de communiquer avec un excommunié qu'ils ne connaissent pas. Eveillon insiste sur ce point (2) : « Les Aggraves et Réaggraves ne se doivent décerner et ne peuvent avoir effect, sinon aux cas que les délinquans aient esté excommuniés nommément et en particulier et dénoncez en public ». Il critique la pratique des aggraves et réaggraves répandue au XVII^e siècle « qui est, dit-il, une bien grande absurdité ».

D'autre part, alors qu'autrefois l'aggrave et le réaggrave correspondaient à une aggravation réelle des peines, aggraves et réaggraves ne sont plus, au XVIII^e siècle, que des publications semblables, d'une même censure ; l'aggrave n'ajoute rien à l'excommunication, ni le réaggrave à l'aggrave.

Toutes ces difficultés proviennent de ce qu'on ne con-

(1) *Op. cit.*, p. 344.

(2) *Op. cit.*, p. 353.

naissait pas les témoins qui n'étaient pas venus à révélation. Que si on connaissait des témoins qui n'avaient pas révélé, pouvait-on les nommer dans les diverses publications des excommunications, aggravées et réaggravées ? Nous n'avons trouvé qu'un seul document permettant de répondre affirmativement à cette question : c'est une lettre de l'official d'Orléans intitulée : « Fulmination de Monitoire, aggrave et réaggrave ». Il s'agissait, dans cette affaire, de détournements de succession et l'on avait procédé à l'aggrave et au réaggrave sans que personne se décidât à venir à révélation ; or, le plaignant était persuadé que telles personnes étaient susceptibles de fournir des renseignements puisqu'elles avaient eu « l'indiscrétion contre le respect dû à l'Eglise et à ses décrets de s'annoncer ne devoir jamais révéler les connoissances particulières qu'elles ont desdits faits... » ; l'official procéda à une fulmination où il excommunait « tous ceux et celles qui par l'esprit de rébellion contre les décrets de l'église n'auroient pas satisfait à nos dites lettres monitoires, aggrave et réaggrave et notamment ledit Jean tessier et sa femme et courtois texier en toille qui ont mesme osés publier qu'ils persévéroient constamment dans leur silence quoy que avec connoissance de la plus part des dits faits... » (1).

§ IV. — LES FORMES DE LA FULMINATION

La fulmination de l'excommunication monitoriale, bien qu'elle s'adressât à des pécheurs inconnus, était faite

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans, G. 501.

suivant les rites de l'excommunication ordinaire. Le curé commençait par lire la sentence d'excommunication, puis il expliquait aux fidèles en quoi consistaient ces excommunications et quels en étaient les effets ; enfin, pendant que les cloches sonnaient, il procédait à la fulmination jetant à terre des chandelles allumées et les foulant aux pieds.

Quelquefois on recourait à des cérémonies impressionnantes « pour donner aux consciences, dit Eveillon (1), une plus grande terreur de l'excommunication ». Les formalités de la fulmination calquées sur celles de l'excommunication ordinaire étaient d'ailleurs très diverses et variaient suivant les diocèses.

Eveillon (2) rapporte une cérémonie, en usage dans le diocèse de Périgueux. La partie qui faisait publier un monitoire faisait apporter un cercueil au curé ; le cercueil était placé à la porte de l'église ; et, à la fin de la messe paroissiale où l'on fulminait le monitoire, le curé se rendait à la porte de l'église, précédé de la croix et accompagné de deux ecclésiastiques qui tenaient six pierres ; on faisait brûler le cercueil et pendant que les cloches sonnaient, on jetait les pierres en chantant le psaume 108.

Dans certains diocèses, après la fulmination de l'excommunication on jetait la croix et le rituel à terre et le clergé, en habit de cérémonie, allait à la maison des témoins que l'on soupçonnait d'être excommuniés faute

(1) *Op. cit.*, p. 348.

(2) *Eod. loc.*

d'être venus à révélation et jetait des pierres contre leurs portes.

Ces cérémonies extraordinaires disparurent. Les Parlements condamnèrent ces cérémonies « où l'on profanait les saintes écritures et la croix, dit Rouault (1), en les jetant contre terre et où l'on donnait par là occasion aux hérétiques de se divertir de nos cérémonies ».

L'article 35 des Libertés de l'Eglise gallicane, déclare abusifs les monitoires contenant des clauses *imprécatives* contre les formes prescrites par les conciles, c'est-à-dire contre les formes de la fulmination.

On suivait en général les formes en vigueur dans chaque diocèse ; et souvent les rituels diocésains se contentaient d'appliquer les règles indiquées au rituel romain. Le Cardinal Le Camus, évêque de Grenoble en avait fait la règle dans son diocèse : « Nous défendons dit-il, dans une ordonnance synodale, d'employer dans la fulmination de l'excommunication, aucune cérémonie superstitieuse et extraordinaire mais seulement celles qui sont prescrites dans le Pontifical Romain qui consiste à avoir un nombre de prêtres, à éteindre des cierges et à faire sonner les cloches d'un son lugubre » (2).

Cependant, au dire de Rouault (3), encore au milieu du *xviii^e* siècle, on pratique toujours des cérémonies anciennes. Le curé chargé de fulminer un monitoire

(1) *Op. cit.*, p. 158.

(2) Durand de Maillane. *Les libertez de l'Eglise gallicane*, t. I, p. 645.

(3) *Op. cit.*, p. 159.

monte en chaire en surplis et en étole et expose aux fidèles « plusieurs absurdités touchant les effets de l'excommunication, ce qui entretient le peuple dans la superstition comme de croire que le caractère du baptême est effacé dans ceux qui sont excommuniés, que s'ils croupissent pendant un certain temps dans leur excommunication, ils sont changés en un certain monstre que l'on appelle loup-garou, qu'ils disent errer la nuit dans les campagnes à l'exemple de Nabuchodonosor qui pour ses impiétés fut changé en bête. »

Toutes ces cérémonies impressionnaient les consciences. P. de Saint Olive (1) rapporte le récit curieux d'incidents, tiré des mémoires manuscrits du capitaine Leclair (à la bibliothèque de Grenoble R 30 f^{os} 256-262) et qui montre combien était redoutée, dans certaines provinces, la fulmination d'un monitoire. Le 19 Juin 1679, la fulmination d'un monitoire à Grenoble, à l'occasion d'un assassinat, provoqua une violente émotion populaire. Une superstition locale voulait que la fulmination d'un monitoire provoquât inmanquablement la chute de la grêle ; aussi était-elle particulièrement redoutée au moment des récoltes. « Quelques femmes de la lie du peuple et la plupart mendiante s'assemblèrent en l'église Notre Dame et dans le cimetière à dessein d'empêcher cette fulmination disant qu'elles ne se font jamais dans le temps que la récolte est prête à lever, qu'il n'en arrive toujours quelque malheur de grêle qui ruine tout ». Trois jours plus tard même agitation, les commères pro-

(1) *Op. cit.*, p. 358.

testent « que si cela (la fulmination) se faisoit on auroit asseurement la grêle comme l'année dernière ». Dans la nuit du vendredi 16 Juin elles s'emparent de l'église ; au matin les femmes de la vallée de Grésivaudan qui venaient au marché se joignent à elles. Le tocsin sonne : des petits garçons vont recruter les femmes du voisinage. Des irrévérences sont commises devant le Saint Sacrement. Le Parlement s'émeut. Il délègue M. le conseiller Copin et M. l'avocat général du May pour apaiser ces excitées ; ils sont houspillés. L'exempt Brotel et ses archers tentent de les faire rentrer dans le devoir par la force : ils sont mis en fuite. Le conflit s'aggravait : on allait lancer les dragons et la garnison quand le capitaine Leclair a un trait de génie : il décide de faire combattre des femmes par leurs maris. Il assemble la milice grenobloise ; il cerne le quartier ; il s'empare des meneuses sans verser une goutte de sang. Cinq d'entre elles furent condamnées à faire amende honorable devant la Porte du Palais et devant l'église Saint Laurent, à être attachées à une barre, fouettées dans le quartier et promenées dans la ville. Deux hommes subirent la même peine et furent condamnés au bannissement perpétuel ; une femme fut marquée de la fleur de lis. »

TROISIÈME PARTIE

LES MONITOIRES SOUS LE PREMIER EMPIRE

§ I. — PROJETS DE RETABLISSEMENT DES MONITOIRES SOUS LE CONSULAT

L'usage des monitoires a été rétabli, sous le Premier Empire, par une décision gouvernementale du 10 septembre 1806. Jusqu'à cette date, les monitoires, implicitement supprimés en même temps que la juridiction ecclésiastique, par le décret des 7-12 Septembre 1790, avaient cessé d'être en vigueur.

La question du rétablissement des monitoires avait cependant été agitée, à plusieurs reprises, sous le Consulat et au début de l'Empire. Le Premier Consul avait, à la fin de l'an x, demandé à Portalis, ministre des cultes, un rapport sur les monitoires.

Voici ce rapport, inédit, adressé par Portalis à Bonaparte (1) :

(1) Arch. Nat. A. F. IV, 1.044.

« Citoyen Premier Consul,

« Vous me demandez mon opinion sur l'usage constamment observé avant la Révolution de fulminer des Monitoires pour atteindre les coupables qui cherchaient à se dérober aux perquisitions de la justice.

« Cet usage est ancien, on le fait remonter au ^{xii}^e siècle ; il consiste à menacer des censures ecclésiastiques ceux qui ne révéleraient pas les crimes graves, les grands crimes.

« On appelle monitoires les actes par lesquels il est enjoint sous peine d'excommunication, à toutes personnes de déclarer ce qu'elles savent sur un fait que l'on instruit civilement ou criminellement par devant les tribunaux.

« Les monitoires ont été autorisés par les Papes et par les Conciles ; ils l'étaient formellement en France par les ordonnances des Rois et par la jurisprudence des Parlements.

« Voici quelles sont les maximes françaises sur cet objet important (1)...

« En France il n'y a plus d'officiaux puisque le clergé y a été dépouillé de toute juridiction contentieuse. Cette juridiction n'était pas propre à l'Eglise. L'Eglise la tenait uniquement de la concession des Rois ; on a con-

(1) Portalis rappelle les trois *maximes* qui dominaient la procédure monitoire dans l'ancien droit : le monitoire ne pouvait être décerné que pour des causes graves : il ne pouvait être demandé que par la partie intéressée ou par le ministère public ; enfin, la publication d'un monitoire ne pouvait être faite sur l'initiative des évêques ; il fallait l'ordre du juge séculier saisi du procès,

séqueusement pu la lui ôter comme on l'a lui avait donnée. Mais nos lois actuelles connaissent les Evêques et les Vicaires Généraux. On pourrait donc s'adresser à l'Evêque ou à l'un de ses vicaires généraux pour la publication des monitoires. Car lors même qu'il y avait des officialités on pouvait sans s'adresser aux officiaux, aller directement à l'Evêque ou à un de ses vicaires généraux ; car la publication d'un monitoire quoique communément ordonnée par les officiaux, a toujours été regardée comme attachée non à la juridiction contentieuse mais à la juridiction volontaire des Evêques.

« La défense faite aux officiaux de refuser la publication d'un monitoire quand cette publication a été permise par le juge, est et a toujours été applicable aux Evêques et à leurs vicaires généraux (1)...

« Je pense que les monitoires ont toujours été un grand moyen pour la découverte des coupables et contre l'impunité des crimes. Ce moyen n'est point abrogé, il dormait tant qu'on ne reconnaissait aucun culte. Il renaît avec le rétablissement des idées religieuses. »

Salut et respect.

PORTALIS

Ce rapport n'est pas daté. Une note inscrite ensuite, en tête du rapport, indique « Fin de l'an x ». Bien que

(1) Portalis rappelle encore quelques règles relatives à la procédure monitoire : il n'est pas permis d'obtenir monitoire en Cour de Rome ; le monitoire ne peut contenir des faits autres que ceux mentionnés dans la plainte ; minute du monitoire doit rester au secrétariat de l'évêché ; enfin, personne ne doit être désigné dans les monitoires.

sans date, on peut, semble-t-il, affirmer qu'il est antérieur à vendémiaire an xi ; à cette date, en effet, Portalis écrivit à l'évêque de Saint-Brieuc une lettre relative aux monitoires qui est la transcription presque intégrale du rapport au Premier Consul (1).

§ 2, — LA DECISION GOUVERNEMENTALE
DU 10 SEPTEMBRE 1806

En septembre 1806, des incendies suspects s'étant produits dans le diocèse de Versailles, sans qu'on ait pu en découvrir les auteurs, l'évêque pensa que les coupables n'auraient pas échappé à la répression si, comme il était d'usage autrefois, on avait publié un monitoire. Portalis, dans une lettre du 10 Septembre 1806, fit part de ces événements à l'Empereur. Voici cette lettre (2).

Paris le 10 Septembre 1806,

Sire,

« M. l'Evêque de Versailles expose que les grands crimes se multiplient dans son diocèse ; que les incendies n'ont jamais été plus fréquents ; que tout récemment, il s'en est manifesté deux, l'un à Versailles, l'autre à Villiers-le-Bel ; qu'on soupçonne des motifs de vengeance ou de pillage ; que l'on a pris des informations qui n'ont donné aucun résultat utile ; et qu'en général, dans la

(1) Un double de cette lettre existe aux Arch. Nat. sous la cote F 19-5448.

(2) Arch. Nat. AF IV, 946.

plupart des crimes, les auteurs demeurent cachés, malgré les recherches du magistrat et la multiplicité des procédures.

« Ce prélat pense que les coupables échapperaient moins à la justice, si l'on usait, comme autrefois, des monitoires.

« M. l'Evêque de Versailles n'est pas le seul à qui l'idée des Monitoires se soit présentée pour faciliter la découverte de certains crimes. Plusieurs préfets m'ont écrit à différentes époques, dans le même sens. Un Agent des Finances dont la caisse avait été volée et qui fut dans l'impossibilité de découvrir les voleurs voulut recourir à la voie monitoriale. Je fus forcé de lui répondre qu'en l'état de notre législation, on doutait si cette voie pouvait être employée.

« Ce qui est certain, c'est que dans l'ancienne jurisprudence criminelle, les monitoires avaient souvent produit de grands effets. Mais je ne me dissimule pas les préventions que les criminalistes modernes ont cherché à inspirer contre une manière de procéder qu'ils présentent comme pouvant compromettre l'innocence.

Cependant, ne serait-il pas sage, quand on travaillera au code criminel de faire discuter la question des Monitoires qui ont été en usage pendant tant de siècles et qui n'ont été abrogés que lorsque les esprits, disposés à ne voir que des innocents dans tous les accusés, ont peut être trop perdu de vue combien la découverte des crimes importe au bonheur de la Société.

« Je demande à Votre Majesté d'être autorisé à communiquer mon rapport à Monsieur le Grand Juge.

« Je suis avec un profond respect, Sire, de Votre Majesté Impériale et Royale, le très humble, très dévoué et très fidèle serviteur et sujet.

PORTALIS (1).

Cette lettre, inédite, permet d'établir, contrairement aux affirmations de certains auteurs, que l'usage des monitoires n'avait pas été rétabli avant 1806.

A quelle date fut rétabli l'usage des monitoires sous le Premier Empire ? Les premiers commentateurs du Code d'instruction criminelle parlent d'une *décision gouvernementale* du 10 Septembre 1806, mais ils n'en indiquent pas les dispositions, et ne citent aucune référence. Bourguignon (2), lorsqu'il traite des monitoires, sous l'arti-

(1) En marge de cette lettre figure la *décision* suivante : « Cet usage peut être autorisé spécialement par le Grand Juge. Le Ministre écrira dans ce sens une circulaire aux Evêques. Si l'on jugeait qu'un monitoire fût utile pour découvrir les auteurs de l'assassinat de l'Evêque de Vannes, l'autorisation pourrait être accordée. »

(Feuille de travail du 10 Septembre 1806, signée le 12)

Cette note a été inscrite sur la lettre après le décret rétablissant les monitoires ; elle est en effet la copie presque intégrale de la décision prise par l'Empereur sur la proposition de Portalis, tendant au rétablissement des monitoires. Presque intégrale, disons-nous, car une erreur a été commise par le secrétaire qui l'a transcrite. L'Empereur répondant à la proposition de Portalis pensa que l'on pourrait employer un monitoire pour découvrir les auteurs de l'*attentat* commis contre l'évêque de Vannes — l'évêque de Vannes avait été enlevé par des brigands le 23 Août) ; et le secrétaire, en copiant cette décision en marge du rapport de Portalis, écrit l'*assassinat* de l'évêque de Vannes.

(2) *Jurisprudence des codes criminels* t. 1, p. 196,

de 90 du Code d'instruction criminelle déclare, en 1825 : « L'usage des monitoires fut rétabli par une décision gouvernementale du 10 Septembre 1806 qu'il nous est impossible de rapporter, car elle n'a pas été insérée au Bulletin des lois ni dans aucun autre recueil ». Un auteur du xix^e siècle, Albéric Allard (1), qui s'élève contre l'usage des monitoires, explique cette omission : « Un décret impérial du 10 Septembre 1806 tenta, à cette époque de réaction, de rétablir l'usage des monitoires ; mais on n'osa pas l'insérer au Bulletin des lois et il n'y fut donné aucune suite ».

Cette décision, nous l'avons retrouvée aux Archives Nationales, dans le fonds de la Secrétairerie d'Etat (2).

Une feuille de travail du ministre des cultes, datée du 10 Septembre 1806, contient un certain nombre de projets de décrets et notamment un projet intitulé : « De Versailles ; sur l'usage des Monitoires ». En regard, sur la partie de la feuille où l'on inscrivait la décision prise par l'Empereur, on lit cette note : « Cet usage peut être autorisé par le Grand Juge. Le ministre écrira dans ce sens une circulaire aux évêques. Si l'on jugeait qu'un monitoire fut utile pour découvrir les auteurs de l'attentat exercé contre l'évêque de Vannes, l'autorisation pourrait être accordée. »

Un autre document indique à quelle occasion cette décision fut prise. C'est un procès-verbal de la séance du 10 Septembre 1806, au cours de laquelle fut prise la déci-

(1) *Histoire de la justice criminelle au xvi^e siècle*, p. 188 n. 1.

(2) AF. IV 946.

sion relatant les propositions faites, ce jour, par le ministre des cultes. « Le même ministre rend compte à sa majesté des observations qui lui ont été adressées par M. l'Evêque de Versailles sur la nécessité de rétablir l'usage des monitoires pour la découverte des auteurs des grands crimes. » Le procès-verbal continue : « Sa majesté décide que cet usage peut être autorisé par le Grand Juge. Le ministre des cultes adressera aux évêques une circulaire dans ce sens. » Ces observations de l'évêque de Versailles, dont parle le procès-verbal, sont celles que Portalis rapporte dans sa lettre à l'Empereur, le 10 Septembre 1806 en marge de laquelle a été insérée ensuite la décision gouvernementale (1).

§ 3. — UN MONITOIRE SOUS LE PREMIER EMPIRE

Le 23 Août 1806, l'évêque de Vannes, Mgr de Pance-mont fût enlevé par des chouans sous la direction de La Haye Saint-Hilaire, alors qu'il se rendait de Vannes à Monterblanc pour donner la confirmation (2). Cette arres-

(1) M. Audouard, dans sa brochure, (*Les Monitoires*, p. 18) était donc dans l'erreur lorsque, parlant de la décision qui avait rétabli les monitoires, il disait : « Ce décret avait été pris parce que divers monitoires — encore que le principe en fût abrogé — avaient été publiés. A l'occasion de violences graves exercées sur l'évêque de Vannes, M. de Pance-mont, un monitoire avait été notamment lancé. » Ce monitoire publié à l'occasion de l'enlèvement de l'évêque de Vannes, ne fut lancé, contrairement à ce qu'affirme M. Audouard, que le 8 Octobre 1806, c'est-à-dire un mois après le rétablissement des monitoires.

(2) L'enlèvement de l'Evêque de Vannes est raconté avec quelque fantaisie, et d'ailleurs sans aucune allusion au monitoire qui fut publié à cette occasion, par E. Daudet (*La police et les chouans sous le Consulat et l'Empire*, p. 105).

tation avait pour but d'obtenir la mise en liberté de deux compagnons de la Haye Saint-Hilaire, les nommés Bertin et Pourchasse arrêtés à Sulniac et détenus à Vannes.

L'Evêque servait d'otage ainsi que l'abbé Jarry, son grand vicaire. Tous deux devaient être fusillés si, dans les huit heures, Bertin et Pourchasse n'étaient pas remis en liberté.

Dans l'après-midi, le préfet fit libérer les deux prisonniers qui rejoignirent la bande de La Haye Saint-Hilaire et Mgr de Pancemont, libéré à son tour, put regagner Vannes dans la soirée, après avoir payé une rançon de 24.000 francs en or et remis son anneau pastoral ainsi que sa croix de la légion d'honneur.

Aussitôt la police fut mise sur pied à Paris et en Bretagne pour rechercher La Haye Saint-Hilaire et ses complices. Ses efforts furent vains. Sur les ordres de l'empereur, un camp volant de 1.500 hommes fut organisé à Pontivy, vers la fin de septembre, parcourant jour et nuit les départements du Morbihan et des Côtes du Nord. les chouans restaient introuvables.

C'est à ce moment que Mgr de Pancemont eut l'idée de recourir à la procédure monitoire qui venait d'être remise en vigueur.

Dans une lettre du 8 Octobre 1806, Portalis informait l'Empereur que l'évêque de Vannes, d'accord avec le préfet, avait demandé au Grand Juge la permission de publier un monitoire, permission qui, assurait Portalis, allait leur être accordée : « Je suis bien sûr, concluait-il que dans un département religieux comme le Morbihan

la publication d'un monitoire aura tout l'effet que l'on peut espérer d'une pareille mesure (1). »

Le monitoire fût en effet accordé par le Grand Juge. Voici le texte de l'ordonnance .

« Nous Grand juge, Ministre de la Justice, grand officier et grand cordon de la Légion d'Honneur,

« Vu la décision de sa M. l'Empereur et Roi du 10 septembre dernier portant que l'usage des monitoires peut être autorisé spécialement et par nous,

« Vu aussi le mémoire contenant les faits suivants...

« Considérant que les dits faits sont des plus graves et qu'il importe essentiellement pour l'ordre et la vengeance publics que rien ne soit négligé pour en découvrir les auteurs fauteurs et complices.

« Nous avons permis la publication d'un monitoire dans toutes les paroisses du Diocèse de Vannes, sur les faits ci-dessus circonstances et dépendances,

« Ordonnons que les révélations qui pourront être faites en vertu du dit monitoire nous soient envoyées directement, sans aucun retard, closes et cachetées .

« Fait en notre hôtel à Paris, le 11 octobre 1806

Signé : REGNIER

Le monitoire fut décerné le 22 Octobre par le vicaire général du diocèse de Vannes. L'ordonnance du vicaire général dans laquelle est insérée l'autorisation du Grand Juge est ainsi conçue :

« Nous Jean Mathurin Le Gal, vicaire général du dio-

(1) Arch. Nat. A F IV. 1045

cèse de Vannes, au Clergé et aux fidèles du Diocèse Salut et Bénédiction.»

« N.T.C.F., ce n'est qu'à regret que l'Eglise toujours animée de l'esprit de charité menace et frappe ses enfants des censures et surtout de l'excommunication qui est la plus rigoureuse de toutes les peines dont elle puisse punir l'obstination des coupables.

« Celui qui est excommunié est retranché de la Société des fidèles, exclu de leur sainte assemblée, privé de leur suffrage public et du droit à la participation des sacrements. Comme un membre retranché du corps ne participe ni à la vie ni aux autres avantages du corps dont il a été séparé, ainsi l'excommunié retranché du corps de l'église n'a plus de part aux biens dont elle est dispensatrice.

Il n'y a plus pour lui de sacrements, plus de sacrifices, plus de suffrage public, plus de droit à l'héritage céleste et n'ayant plus l'Eglise pour mère il cesse d'avoir Dieu pour père.

« Et comme une brebis égarée chassée de la bergerie est abandonnée au loup qui la dévorera, l'excommunié banni de la maison de Dieu qui est l'Eglise se trouve livré à Satan qui, comme un lion rugissant cherche à le dévorer, qui de vous N. T. C. F. ne redouterait pas les effets d'une funeste séparation ?

« Quelque terrible que soit le glaive de l'Excommunication il y a des circonstances impérieuses qui obligent à s'en servir ; il y a des pécheurs si audacieux et si obstinés, il est des crimes si énormes qu'il est nécessaire de recourir aux derniers remèdes.

« Tels ont paru à son Excellence le Grand Juge les faits contenus dans le mémoire pour lequel il a donné autorisation dont la teneur suit :

« Nous, Grand Juge...

« Vu l'autorisation accordée par S. E. le Grand Juge nous ordonnons à ceux ou celles qui sont coupables ou complices des délits exprimés ci-dessus, qui par conseils ou autrement y ont participé de venir à satisfaction avant un mois à dater du jour de la première publication des présents.

« Nous ordonnons à ceux ou celles qui ont connaissance des délits sus mentionnés de leurs circonstances ou dépendances, de leurs auteurs ou complices de venir à révélation dans le même terme. Autrement et faute de satisfaire ou de révéler nous les retranchons de la communion de l'Eglise.

« Nous autorisons MM. les curés et Desservants ou à leur défaut MM. les Vicaires à recevoir les révélations qu'ils enverront closes et cachetées au greffe de l'Evêché auquel pourront s'adresser directement ceux qui auraient à révéler.

« Sera notre présente ordonnance lue et publiée par les curés, les desservants ou les vicaires au prône de la messe paroissiale les trois dimanches qui suivront sa réception et le certificat de ladite publication nous sera envoyé.

« Donné à Vannes sous notre seing et le contre seing de notre secrétaire le 22 Octobre 1806.

Signé : *Le Gal, Vicaire Général*

Contre-signé *T. M. Robic.*

Au début, la population se montra très sobre de confidences. Fouché en accusait le mauvais esprit des prêtres bretons qu'il soupçonnait de pactiser secrètement avec les brigands. Puis des révélations se produisirent, le 17 Novembre, Portalis transmit à l'Empereur deux copies de révélations produites par le monitoire afin, disait-il, que l'Empereur pût « juger lui-même de l'effet de ce monitoire » (1). Ces révélations furent transmises au Ministre de la Police le 25 Novembre.

Des renseignements nombreux parvenaient maintenant à la Police « Dans le diocèse de Vannes, écrivait Portalis à l'Empereur le 27 Novembre, les brigands n'auront bientôt plus d'asile, on découvre leur demeure et les personnes qui leur donnaient retraite. Le monitoire a produit tout ce que l'on pouvait en attendre. Je fais passer au Ministre de la Police les renseignements que j'ai reçus. (2) » Bertin, l'un des deux chouans que l'on avait dû relâcher pour obtenir la liberté de l'Evêque de Vannes fut de nouveau arrêté. Portalis apprenait cette nouvelle à l'Empereur : « Votre Majesté, ajoutait-il, verra que cette arrestation a été le produit du monitoire par les éclaircissements que les révélations ont donnés sur les asiles choisis par les brigands ».

Bertin conduit à Vannes et interrogé refusa d'abord de répondre aux questions qui lui étaient posées ; puis Mgr de Pancemont lui-même s'étant rendu auprès de lui et lui ayant fait espérer sa grâce, Bertin consentit à parler ; il

(1) Arch. Nat. AF IV 1045 d. 6 pièces 87, 88.

(2) Arch. Nat. AF 1045 d. 6 pièce 91.

confirma tout ce qu'on savait déjà de l'enlèvement de l'évêque.

Le 13 Décembre, Portalis écrivait à l'Empereur :
« Pierre Bertin arrêté le 9 Décembre a confirmé par ses aveux tous les faits révélés à la suite du monitoire. L'arrestation de ce brigand lui-même a été le fruit de cette mesure. Nos philosophes qui dédaignent pareil moyen connaissent peu l'homme. Ils ne savent pas qu'on n'a aucune prise sur les hommes quand on ne parle qu'à leur raison et que quand on veut les électriser on a besoin de parler à leur imagination, à leurs espérances et à leurs craintes... Il est bon que l'on ait fait l'expérience de l'utilité des monitoires. Sans doute il ne faut pas prodiguer l'usage de ce moyen. On doit les réserver pour les occasions graves, mais alors il produira toujours l'effet que l'on peut en attendre » (1).

Tel fut le premier monitoire lancé depuis la Révolution. Plusieurs fois sous le Premier Empire, des monitoires furent sollicités ; le ministre de la justice refusa d'accorder son autorisation, sous prétexte que le recours à cette procédure extraordinaire n'était pas assez justifié.

Le 20 Mai 1812, l'évêque de Carcassonne sollicitait du ministre des cultes, Bigot de Préameneu, la permission de faire publier des monitoires dans son diocèse à l'effet de découvrir les auteurs de plusieurs incendies qui avaient eu lieu dans les campagnes. Le duc de Massa, ministre de la justice répondit au ministre des cultes, dans une

(1) Arch. Nat. A F IV 1045 d. 6 pièce 99.

lettre datée du 23 Septembre, (1) qu'il ne croyait pas devoir autoriser la publication des monitoires car, d'après les renseignements que lui avait fourni le procureur général à la Cour impériale de Montpellier, ces incendies n'avaient pas l'importance que leur donnait l'évêque et devaient plutôt être attribués à l'incurie qu'à la malveillance.

Le chancelier Dambray, en 1814, refusa également la permission de publier un monitoire et motiva son refus en disant que la religion était trop peu respectée et qu'il fallait éviter l'occasion de diminuer encore son influence en prenant une pareille mesure lorsqu'elle n'était pas indispensable. (2)

§ IV. — RÉGLEMENTATION DES MONITOIRES

SOUS LE PREMIER EMPIRE

Comment était réglementée la procédure monitoire sous le Premier Empire ? Nous ne possédons, pour répondre à cette question, que la décision laconique du 10 Septembre 1806 : « Cet usage peut être autorisé par le Grand juge ».

Qui pouvait demander la publication d'un monitoire ? Quelle autorité avait qualité pour l'accorder et en ordonner la publication ? Dans quelles causes pouvait-on y recourir ? Quelles étaient les règles essentielles de cette

(1) Arch. Nat. F 19-5448.

(2) Le Graverend *Traité de la législation criminelle en France*, Ed. 1830, t. 1, p. 291, note 5.

procédure ? Autant de questions qui n'ont pas été résolues par le texte.

Écoutons plutôt le Graverend (1) qui écrivait en 1830 :

« Les cours et tribunaux sont sans pouvoir aujourd'hui pour ordonner ou autoriser la publication des monitoires et ce soin appartient exclusivement... au ministre de la justice.

« D'après l'esprit de notre législation, la répression des grands crimes dont il est important de prévenir l'impunité et dont on peut craindre de voir les traces et les preuves échapper aux recherches de la justice, peut seul déterminer l'emploi de cette mesure extraordinaire : et je ne pense pas qu'on puisse jamais y recourir en matière civile parce que l'intérêt de la société n'est pas alors assez fortement compromis. L'attribution qui a été faite d'ailleurs au chef de la magistrature du droit exclusif de statuer sur cet objet annonce assez combien le gouvernement attache d'importance à ce que l'emploi des monitoires soit dirigé avec sagesse, avec circonspection et de manière qu'il ne s'introduise aucun abus dans cette partie. Sous un gouvernement fortement organisé, les magistrats chargés de la justice répressive doivent en général trouver dans la loi, ainsi que dans leur dévouement et dans leur zèle, des moyens suffisants pour découvrir et atteindre le crime sans appeler à leur secours l'influence de la religion ; et rien ne prouve mieux cette vérité que l'expérience de plus de six années pendant lesquelles deux fois seulement l'emploi des monitoires a

(1) *Op. cit.* t. 1, p. 291.

été reconnu utile et les dix nouvelles années pendant lesquelles on n'en a point fait usage.

« Les parties civiles et les plaignants peuvent bien aujourd'hui comme autrefois demander la publication de monitoires ; mais l'autorité supérieure ne pouvant être éclairée que par les magistrats locaux, c'est plus particulièrement au ministère public, c'est-à-dire au procureur général de Sa Majesté, dans le ressort de chaque cour royale, à solliciter cette mesure auprès du ministre de la justice, lorsqu'il le croit nécessaire. La partie civile, s'il y en a une, peut sans doute aussi former une demande à cet égard ; mais comme le ministère public est toujours partie principale dans la poursuite des crimes et que c'est surtout à lui et aux juges instructeurs à apprécier et à diriger les moyens propres à découvrir la vérité, cette demande isolée de la partie civile ne pourrait pas être prise en considération par le ministre de la justice. Si ce ministre, après avoir examiné et pesé les motifs allégués, en reconnaît la validité, il rend une ordonnance à l'effet d'autoriser la publication et de déterminer les arrondissements dans lesquels elle devra avoir lieu. Cette ordonnance est communiquée à l'évêque diocésain qui doit la mettre à exécution.

« Il est bien évident que dans l'état actuel des choses, il ne peut être formé d'opposition à la publication des monitoires et qu'une fois que le ministre a prescrit ou autorisé cette mesure, ses ordres doivent être exécutés.

« Quant à la forme des monitoires et au mode de leur publication, on doit suivre les mêmes règles qu'on suivait autrefois, puisqu'il n'en a point été établi de nou-

velles. Il faut surtout observer que, dans le monitoire, on ne doit nommer ni désigner personne, mais seulement indiquer sous le nom de quidam, pour ne pas compromettre légèrement et arbitrairement des hommes qui peuvent être soupçonnés, mais qui peuvent aussi n'être pas coupables.

« Les révélations peuvent continuer d'être reçues indifféremment, comme elles l'étaient autrefois, par les magistrats ou par des curés. Ce dernier mode a dû être conservé pour atteindre le véritable but des monitoires qui aurait été manqué si, au lieu de pouvoir se présenter sans peine, sans frais et sans déplacement au curé de son domicile, chacun de ceux qui auraient des révélations à faire était obligé de se transporter loin de sa demeure pour comparaître devant un magistrat qui n'eut pas toujours été prêt à écouter le révélateur. Mais ces révélations, qui doivent être cachetées, ainsi que le prescrivait l'ordonnance, au lieu d'être envoyées comme autrefois au greffe du tribunal devant lequel s'instruit la procédure, doivent être adressées au ministre de la justice ainsi que le portent les ordonnances qu'il rend à ce sujet ; et ce ministre apprécie l'usage qu'on peut en faire et donne des ordres en conséquence... »

« Depuis la restauration, ajoute Le Graverend, cette forme de procéder n'ayant jamais été employée dans quelque circonstance que ce soit, je pense qu'on peut en conclure avec certitude qu'elle doit être regardée comme abolie... »

*
* *

La procédure monitoire nous a paru intéressante par son originalité. Elle réalisait une féconde collaboration des autorités ecclésiastiques et séculières dans l'administration de la justice criminelle, l'Eglise mettant au service de la justice laïque, pour l'éclairer dans ses investigations, toute l'influence morale que lui conféraient son pouvoir sur les consciences et son droit d'excommunier. Les mœurs de l'ancien temps, rudes et barbares, ne reconnaissaient que le droit de la force et pour peu qu'un criminel fût audacieux il échappait à la répression. Les moyens matériels que les progrès de la science ont donnés à la société moderne pour sa défense, manquaient alors. L'Eglise y suppléait en mettant son influence sociale et religieuse au service du Droit.

APPENDICE

Pièces Justificatives

§ I. MONITOIRES DÉCERNÉS A LA REQUÊTE DU MINISTÈRE PUBLIC DANS UN INTÉRÊT PUBLIC ET GÉNÉRAL

Parmi ces monitoires, se placent au premier rang ceux qui étaient décernés à l'occasion des Grands Jours.

Les Grands Jours étaient des assises extraordinaires et temporaires que des délégués des Parlements venaient tenir dans certaines villes du ressort, désignées par le roi pour y rétablir le cours de la justice avec une compétence très étendue et un ressort déterminé par l'édit qui les assemblait .

Pour la recherche des crimes et la découverte des coupables, il était tout naturel que l'on fît appel aux monitoires qui étaient, en la circonstance, un moyen d'investigation particulièrement précieux. Les lettres patentes établissant les Grands Jours, ou un arrêt de ceux-ci, permettaient au procureur général d'obtenir ces monitoires

de l'autorité ecclésiastique. Ces monitoires étaient lus en chaire par les curés, suivant le procédé habituel ainsi que l'édit de convocation.

Les monitoires décernés à l'occasion des Grands Jours différaient des monitoires ordinaires en ce qu'ils ne visaient pas, comme ces derniers, un fait particulier et déterminé, mais bien tous les crimes commis dans la région depuis une époque souvent fort éloignée : usurpation de biens ecclésiastiques, simonie, exactions variées, usure, malversations, concussions, etc.

Voici, à titre d'exemple, le texte du monitoire publié à l'occasion des Grands Jours de Clermont-Ferrand, en 1665 (1) :

« Stephanus Charles Presbyter; sacrae facultatis parisiensis doctor theologus ecclesiae collegialis et principalis B Mariae Portus canonicus et decanus necnon officialis Claromontensis diocesis ; universis et singulis parochis, vicarus diocesis, salutem in domino.

« Nous vous mandons bien dilligemment admonêter par notre autorité, sous peine d'excommunication, par trois dimanches consécutifs, aux prônes de vos églises, comme à présent par la teneur des présentes, et à la requête de M. le Procureur général du roi, suivant la déclaration du roi pour l'établissement des Grands-Jours à Clermont, du 3 Septembre dernier, vérifiée en la cour

(1) Mémoires de Fléchier. *Les Grands Jours tenus à Clermont en 1665-66*, p. 333. D'Albigny. (*Op. cit.*, p. 22) rapporte le monitoire publié dans le diocèse de Vienne à l'occasion des Grands Jours de Clermont,

du Parlement le 6 ensuivant du même mois ; Nous admonètons tous ceux ou celles qui connaissent les personnes qui ont commis assassinats, vols, pillages, rapt, forçement de femmes ou de filles, incendies, violences, voies de fait, et autres crimes et délits, dont la connaissance est attribuée aux dits Grands Jours.

« S'ils savent et connaissent des lieux où ils se sont retirés ; qui se sont absentés depuis les condamnations intervenus ou contumaces instruites contre les coupables et prévenus des dits crimes ;

« Savent les personnes qui leur donnent retraite, et leur administrent les choses nécessaires ;

« En quels lieux ils ont fait transporter leurs effets, es-mains de quelles personnes ils ont déposé leurs papiers, deniers comptans et effets ;

« Quels contrats, obligations, promesses et cessions ils ont passées ; de quels noms ils se sont servis ; quels notaires ont reçu tant les dits contrats que les reconnaissances et les contre-lettres qui leur ont été délivrées ; et généralement quelles personnes ont contribué pour divertir, cacher et recéler lesdits coupables et leurs effets ;

« Qui ont connaissance de ceux qui ont occupé et occupent les dîmes et autres biens appartenant aux ecclésiastiques, les ont empêchés et empêchent d'en jouir pleinement et paisiblement ; détournent les personnes de les prendre à ferme, et les prennent eux-mêmes ou les font prendre sous main ;

« Ceux qui ont usé de simonie et trafiqué des bénéfices, et les tiennent sous le nom d'autrui ;

« Qui ont connaissance des exécutions faites pour recou-

vement de deniers royaux ou autres, en vertu de copies collationnées d'arrêts, dont il n'y avait point d'originaux, ou qui n'étaient point conformes ; et des abus, malversations et exactions commises en vertu des dites copies ;

« De ceux qui ont fabriqué les dites copies, de ceux qui les ont exécutées, et au profit de qui les deniers qui en sont provenus ont été convertis ;

« Ceux qui ont empêché, en quelque façon que ce soit, l'assiette et le département libre des tailles ;

« Qui ont connaissance de ceux qui ont commis des usures et pris des intérêts illicites pour argent ; ou autre chose qu'ils ont prêtée ou avancée, et ont tiré plus grand profit qu'à raison de l'ordonnance ;

« Ont connoissance des officiers qui ont commis des concussions, et se sont laissé corrompre par argent, présents ou autrement ; et qui, par les mêmes voies, ont forcé les accusateurs ou parties civiles de s'accorder avec les accusés ; et moyennant ce, ont promis aux accusés de rendre les informations et procédures ;

« Des juges qui ont déternu longtemps les accusés dans les prisons sans leur faire leur procès ;

« De ceux qui ont empêché l'exécution des arrêts, sentences et jugements ; qui ont excédé ou intimidé les sergents et autres ministres de justice ;

« Qui savent et connoissent ceux qui se sont fait passer des reconnoissances par force et menaces, des cens, rentes, corvées ou autres droits non dus, et qui ont contraint les particuliers d'en passer des actes ou contrats ;

« Ceux qui ont converti les redevances qui sont en espèces, et les corvées en argent et deniers, et ont évalué

ou fait évaluer les grains à plus haut prix que celui des marchés, pancartes et mercuriales ;

« Ceux qui, pour faciliter les dites conversions et exactions ne font publier le payement des dites redevances par les curés ;

« Ceux qui se font payer, pour l'abonnement des dites corvées, le plus grand prix que celui qui est porté par les coutumes générales et locales, tant pour les journées d'hommes que pour celles des bœufs ou autres ;

« Ceux qui, de leur autorité privée imposent le prix aux grains ou autres marchandises, par dessus celui des pancartes et mercuriales ordinaires, et contraignent les redevables de payer suivant la dite augmentation faite de leur puissance particulière ;

« Qui ont connaissance de ceux qui se servent de faux poids, de fausses et doubles mesures pour donner ou recevoir, vendre et débiter toutes sortes de grains, et même de celles où il y a des cercles mobiles de bois, qu'ils peuvent hausser ou abaisser, pour augmenter ou diminuer la mesure du blé ou avoine qu'ils doivent recevoir ou délivrer ;

« De ceux qui, par les voies de force, impression et autorité, ont contraint les particuliers à faire et passer des actes et contrats à leur profit ou d'autres personnes interposées, même des contrats de mariage, des testaments, et généralement de tous autres ;

« Des seigneurs hauts justiciers qui n'ont point de prisons sûres, ni aucun géolier créé et juré résidant es dites prisons ;

« De ceux qui ont des prisons plus basses que le rez-

de-chaussée, et détiennent dans des lieux souterrains les prisonniers ;

« De ceux qui, de leur autorité privée, enferment des personnes en chartes privées, dans leurs maisons ou châteaux, sans décret ni mandement de justice ;

« Qui connaissent ceux qui ont levé des deniers ou autres droits sur le peuple, ou en ont reçu gratuitement quelque chose pour les avoir sauvés des gens de guerre, ou pour quelque autre occasion que ce soit, même sous prétexte de présens ou gratifications ;

« De ceux qui ont entrepris sur l'autorité du roi et de la justice ;

« Qui ont fait toutes sortes d'exactions de leur autorité, par force, intimidation, menaces et autres voies de fait ;

« De ceux qui levent et exigent, sans lettres ni titre légitime, des droits extraordinaires sur les rivières, ou sur les bords et avenues desdites rivières, pour la décharge et le placement du bois et de toute autre marchandise ;

« De ceux qui contraignent les particuliers de se servir de leurs chevaux, bœufs et charrois pour la conduite desdites marchandises, au préjudice de la liberté publique, et se font payer pour les charrois à discrétion.

« Qui connoissent ceux qui, étant créanciers de rentes, en grains ou autres espèces, n'en demandent point à leurs débiteurs les arrérages pendant les années que les dits grains ou autres espèces sont à vil prix ; mais différent de les exiger dans le temps qu'ils sont plus chers, et usent de toute sorte de contrainte et violence contre les

redevables, se contentant de faire des diligences, afin d'interrompre la prescription

« Ceux qui excèdent et maltraitent leurs sujets, quand ils ne payent pas les droits qui leur sont demandés, soit qu'ils soient dûs ou non ;

« Qui maltraitent les officiers subalternes, qui reçoivent les plaintes faites pour raison desdits exactions et excès ;

« Qui contraignent lesdits officiers de remettre entre leurs mains les informations, les décrets, et autres poursuites faites pour les dits mauvais traitements ou exactions ;

« Qui ont connoissance de ceux qui ont usurpé le domaine, les fiefs, justices et autres droits du roi, et qui les possèdent sans lettres, ni titre légitime, et qui en ont changé ou diminué les revenus ;

« De ceux qui ont fabriqué ou exposé la fausse monnaie, qui ont fait sortir et transporter hors le royaume, or, argent monnoyé ou non monnoyé ; qui ont usé de commutation d'espèces et billonnement, et ceux qui ont prêté leur ministère ou leurs maisons pour cet effet ;

« Qui ont connoissance de ceux qui, de leur autorité, font les rôles des tailles, et la nomination des collecteurs en leur présence, ou par leurs agents, et sous prétexte de faire charger ou décharger les taillables, exigent d'eux tout ce que bon leur semble ;

« De ceux qui levant des péages sans titre ou qui, ayant droit de les lever, exigent au delà de ce qui leur est dû ;

« Des seigneurs qui contraignent les habitants de leurs

terres ou de leurs justices, et leurs tenanciers, de moudre à leurs moulins, quoiqu'ils ne soient pas bannaux, et autorisent leurs fermiers pour cet effet ;

« Et qui confisquent le pain de ceux qui n'ont pas fait moudre leur bled à leur moulin, ou leur font payer telle amende qu'il leur plaît ;

« Desdits seigneurs qui, ayant quantité de vins et de grains à débiter, forcent les dits habitants ou leurs tenanciers d'acheter lesdits vins et grains, quoique gâtés, à un prix excessif, et les empêchent d'en prendre d'autres qui sont à meilleur marché ;

« Et de ceux qui empêchent les susdits habitants et les communes, qui ont droit d'usage dans les forêts et de pacage, de se servir de cette faculté qui leur appartient ;

« Et généralement toutes les personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, même religieux ou religieuses, qui, des faits susdits, circonstances et dépendances, en tout ou partie, savent aucune chose pour y avoir été présens, en avoir donné avis, prêté secours, faveur et aide, ou qui autrement en peuvent parler ou déposer en quelque sorte ou manière que ce puisse être, ils aient à venir à révélation. Et quand aux coupables, leurs complices ou adhérents, ils aient à venir à satisfaction par eux ou par autrui, dans trois jours après la publication des présentes ; autrement nous userons contre eux des censures ecclésiastiques, et, selon la forme de droit, nous nous servirons de la peine d'excommunication.

« *Datum Claromonti, sub sigillo illustrissimi ac reve-*

rendissimi D D.Episcopi, anno Domini millesimo sexagesimo quinto, die xxix septembris.

Stephanus Charles offic.

Par mon dit Seigneur official

Cailhot.

FULMINATION

« A tous prêtres, curés, vicaires et chapelains de ce diocèse sur ce requis, Salut. Comme ainsi soit que vous ayez publié les monitoires par nous octroyées, à la requête de M. le procureur du Roi en la cour des Grands Jours, séante à Clermont, et que par icelles vous ayez admonesté tous les fidèles de vos paroisses de déclarer et révéler par devant vous ce qu'ils savent, ont vu, oui dire, sur le contenu desdites monitoires, à peine d'excommunication, mon dit sieur le procureur général a néanmoins appris que plusieurs personnes n'ont tenu compte d'obéir à vos admonitions faites par notre autorité, et nous a requis de prononcer sentence d'excommunication, aggravation et réaggravation, contre les dites personnes. Pour ce est-il que nous vous mandons de publier ces présentes et pour la quatrième fois, nos dites monitoires ; après laquelle publication, si lesdites personnes, dans six jours, ne viennent à due et entière révélation, nous les avons excommuniées et excommunions par ces présentes, et vous

enjoignons de les dénoncer ès-prones de vos messes paroissiales pour excommuniées; en laquelle sentence d'excommunication, si elles croupissent l'espace de six autres jours, par les mêmes présentes, nous les aggravons; et au cas que par six autres jours immédiatement suivant, elles demeurent d'un cœur endurci et obstiné (ce que à Dieu ne plaise) en cette sentence excommunication et aggravation, nous les réaggravons, et vous mandons que vous les dénonciez ès-prones de vos grandes messes paroissiales, pour excommuniées, aggravées et réaggravées, privées de la communion, des saintes prières et suffrages de l'Eglise, comme membres séparés d'icelle; de ce faire vous donnons pouvoir.

Donné, etc.

*
* *

L'année 1716 a marqué pour les finances du royaume une époque de gêne et d'épuisement. La France se voyait réduite à la banqueroute par une mauvaise administration de ses ressources, par les dilapidations, les exactions commises par les fermiers, les contrôleurs des finances et leurs commis à tous les degrés. Une Cour de justice fut instituée, par les ordres du régent, en mars 1716, et tout fut mis en œuvre pour la poursuite des crimes et des délits commis dans l'administration des finances du royaume. Des monitoires furent publiés, au début d'Avril, dans tous les diocèses de France.

Voici, à titre d'exemple, celui qui fut publié dans le diocèse de Lyon le 6 avril 1716 (1).

« PIERRE TERRASSON Prêtre Docteur ez Droits, Bachelier de Sorbonne Custode de Sainte Croix, Official de Lyon et Vicaire général au Spirituel et Temporel d'Illustrissime et Révérendissime Seigneur Monseigneur FRANÇOIS-PAUL DE NEUFVILLE DE VILLEROY Archevêque et Comte de Lyon, Primat de France, Conseiller du Roy en tous ses conseils.

« A tous prestres, Curés et Vicaires de ce Diocèse Salut en notre Seigneur

« NOUS vous mandons de bien et diligemment admonester par notre Autorité, sous peine d'Excommunication, par trois Dimanches consécutifs aux Prônes de vos Eglises, comme à présent par la teneur des Présentes à la Supplication et Requête de Monsieur le Procureur Général du Roy en la Chambre de Justice, établie par l'Edit du mois de Mars 1716 pour la recherche et punition des malversations commises au fait des Finances du Roy et suivant la Déclaration de Sa Majesté du dix septième de Mars, vérifiée en ladite Chambre le vingtième dudit mois, Nous admonestons tous ceux et celles qui ont vu, scu, connu, apperçu, ouy dire et entendu, savent et connoissent qu'il ait été fait quelques divertissemens,

(1) Arch. du Rhône. Officialité de Lyon. Liasse 38 pièce 11.

Les monitoires qui furent publiés dans les autres diocèses sont identiques, sauf quelques détails de rédaction, d'ailleurs insignifiants. Tous ont été copiés sur le même modèle, qui fut vraisemblablement le monitoire publié à Paris. Le monitoire publié dans le diocèse de Vienne est rapporté par d'Albigny. *Op. cit.*, p. 18.

concussions, exactions et abus, tant dans les Recouvrements, Régie Perception et maniement, que dans l'emploi et distribution des Deniers publics et Finances de Sa Majesté, soit par suppositions de Noms, Compositions, Dons, Prests, Achats, Voyages, Voitures de Deniers, pertes supposées, frais de contrainte imdûe, Adjudications à vil prix et par monopoles, doubles Quittances ou taux Emplois, Certifications, Compositions faites sur les Comptans, Acquits patents, Mandemens, Assignations ou Prescriptions, Gains illicites et Commerces usuraires fait au détriment et à l'occasion des Finances de Sa Majeste par la négociation des Papiers qui ont eu cours ; et généralement pour raisons de tous crimes, délits et abus commis à l'occasion des levées ordinaires et extraordinaires de toute sorte de dettes et nature de Deniers, Traités, sous Traités, Entreprises et Marchés, pour fourniture de Vivres aux Troupes et Hopitaux, Etapes, Fourages, Artillerie, Munitions de Guerre et de Bouche aux Villes et Armées de Terres et de Mer, circonstances et dépendances par quelque espèce d'induction, persuasion, sollicitation et autre voie que ce soit ; et généralement toutes les personnes de quelque qualité et condition qu'elles soient, qui des faits susdits, circonstances et dépendances en tout ou partie sçavent aucune chose pour y avoir été présens, en avoir donné avis, prêté confort, faveur, aide et consentement ou qui autrement en peuvent parler et déposer en quelque sorte et manière que ce puisse être, ils ayent à venir à révélation ; Et quant aux coupables, leurs complices et adhérents ils ayent à venir à satisfaction, par eux ou par autrui, dans trois jours après la

troisième publication des Présentes autrement Nous userons à l'encontre d'eux des Censures Ecclésiastiques et selon la forme de Droit Nous nous servirons de la peine d'Excommunication : Et d'autant qu'il conviendra faire publier ces Présentes en plusieurs et divers endroits et d'icelles faire Copies et Extraits, Nous voulons qu'auxdites Copies bien et duement collationnées pareille foy soit ajoutée comme au présent Original. DONNÉ à Lyon sous le Scel Archiépiscolal ce sixième du mois d'Avril mil sept cent seize.

TERRASSON Official Vicaire général

Par Monsieur le Révérend Official

et Vicaire Général susdit

Guichard Secrétaire.

*
* *

La Savoie, occupée depuis 1690 par Louis XIV, venait d'être évacuée (Septembre 1696). Aussitôt le Sénat, par un arrêt du 6 Octobre 1696, destitua tous les magistrats nommés par Louis XIV. Une chambre de justice fut créée pour « examiner la conduite des officiers locaux, syndics, chatelains et autres personnes qui pendant l'occupation des Etats de Savoie ont eu le maniement des affaires des villes et communes et ont malversé dans leur administration ». Pour la découverte des crimes qu'ils étaient chargés de poursuivre, on eut recours à la publication de monitoires. Un monitoire fut publié, le 30 Janvier 1698, par le vicaire général de l'évêque de Genève. L'archevêque de Tarentaise, l'évêque de Maurienne et celui de

Grenoble, pour le doyenné de Savoie, en publièrent de semblables dans leur diocèse.

Voici le texte de ce monitoire qui diffère sensiblement de ceux que l'on publiait en France à la même époque (1).

« Joseph Falcaz, docteur de Sorbonne, chanoine de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Genève, vicaire général de monseigneur l'illustrissime et révérendissime Michel Gabriel de Rossilon de Bernex, par la grâce de Dieu et du Saint Siège apostolique, évêque et prince de Genève, à tous révérends sieurs prêtres, curés, recteurs et vicaires des églises paroissiales de ce diocèse qui les présentes verront, premier sur ce requis, salut. De la part du seigneur procureur général de S.A.R. nous a été exposé comme il a reçu des ordres exprès de Sa dite Altesse Royale qui l'obligent de rechercher la preuve des enrôlements forcés et autres excès commis dans les Etats de Savoie, pendant le temps de la guerre dernière, par certaines personnes, ce qu'ils ne peuvent bonnement prouver et vérifier, sans la publication et fulmination d'un monitoire, qu'ils nous aurait requis de lui accorder et lequel nous lui avons accordé et accordons sur le contenu des articles ci-après, à nous envoyés par le dit seigneur procureur général à fins civiles, tant seulement et non autrement. C'est pourquoi nous vous mandons, et en vertu de Sainte obédience et sous peine d'excommunication commandons que vous étant nos présentes lettres monitoriales exhibées et présentées de la part du dit

(1) Burnier. Histoire du Sénat de Savoie. Mémoires de l'Académie de Savoie, 2^e série, t. VII, 1864, p. 470.

seigneur procureur général de S.A.R. vous ayez à les lire et publier dans les prônes de vos églises paroissiales et admonester tous un chacun vos paroissiens et autres fidèles que s'ils savent quelque chose du contenu aux articles ci-après, ils aient le tout à révéler et déclarer dans huit jours prochains après la publication des présentes, entre les mains du Seigneur commissaire qui sera député par la Chambre de Justice, sous peine des censures ecclésiastiques, autrement passé lesdits huit jours, et quinze autres jours après, lesquels, pour toutes monitions canoniques et péremptoires, nous leur assignons et assignerez de notre part, savoir cinq jours la première, cinq jours pour la seconde et les autres cinq jours la dernière, au cas qu'ils ne viendront à dues et entières révélations et déclarations de ce qu'ils sauront, auront vu ou ouï dire comme ci-après, dorés comme pour lors, et audit cas nous avons déclaré et déclarons lesdits coupables, sachant et non révélant, et qui ne sont excusés par le droit de révéler, avoir encouru les sentences d'interdit et d'excommunication, et pour tels les déclarerez et prononcerez aux prônes de vos églises, et en cas d'opposition renverrez les opposants à comparoir par devant la dite chambre de justice à jour certain, duquel certifierez pour déclarer leurs causes d'opposition. Si mandons en outre en cometant par ces présentes en aide de justice à tous clercs tonsurés, huissiers, sergents, officiers et curseurs de ce diocèse sur ce requis, de signifier et notifier les présentes à tous ceux ou celles qui de la part du dit seigneur procureur général seront requis, aux fins qu'ils aient à venir à due et entière révélation de ce qu'ils sau-

ront, auront vu ouï dire du contenu aux dits articles, sous les peines susdites et à fins civiles, comme sus est dit, en foi de quoi avons signé les présentes, icelles fait sceller du sceau de l'évêché et contresigner par le greffier d'icelui.

Données à Annecy, le 30 Janvier 1698.

Signé J. Falcaz, vic. gén. et plus bas : Morens.

*
* *

Les procès de sorcellerie avaient autrefois une importance toute particulière et, lorsqu'une information était ouverte pour une affaire de sorcellerie, tout était mis en œuvre pour la découverte des coupables. Presque toujours, des monitoires étaient décernés à la requête du ministère public.

Voici un monitoire délivré par l'official du Mans dans une affaire de sorcellerie (1).

Officialis Cenomanensis

*Omnibus Rectoribus, seu eorum Vicariis nobis subditis
Salutem in Domino*

« VU L'ORDONNANCE du Sieur Lieutenant criminel de la Sénéchaussée et Siège Présidial du Mans, du dix huit de ce mois rendu sur la Plainte du Sieur Procureur du Roi esdits Sièges

« Vous mandons de bien et diligemment admonester, par trois Dimanches consécutifs, ès Prône de vos Messes Paroissiales comme par les Présentes Nous admonestons,

(1) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835 pièce 25.

à la Requête du dit Procureur du Roi complaignant à Dieu et Notre Mère Sainte l'Eglise de venir à révélation dans les six jours au plus tard après la Publication des Présentes.

« Tous ceux et celles qui scavent et ont connaissance que nombres de Particuliers de l'un et de l'autre sexe, abusant de la simplicité et de la crédulité de nombres de Personnes des deux sexes qui s'adressent à eux, soit pour se faire guérir, soit pour recouvrer des Effets, Meubles ou Argents perdus ou qui le leur aurait été volés, ou pour faire guérir leurs Bestiaux, sous prétexte qu'ils sont ensorcellés.

« Qui scavent que ces particuliers se disent Devins et se font passer pour tels, ou sous autres dénominations.

« Qui scavent que ces prétendus Devins ont recours à des pratiques et des incantations superstitieuses qui toutes ont pour objet de tromper et abuser le Public ; qu'il en résulte les plus grands inconvénients et les plus grands abus.

« Qui scavent les noms de ces prétendus Devins, leur demeure et les différents maux qu'ils ont occasionnés.

« Qui sont leurs Fauteurs, Complices et adherans et, généralement qui desdits faits ci-dessus, circonstances et dépendances ont vu, scu, connu ouï-dire ou apperçu quelque chose ou autrement en peuvent déposer en quelque sorte et quelque manière que ce soit : Si non, Nous userons contr'eux des Censures Ecclésiastiques ; et selon la forme de Droit, Nous nous servirons de la peine d'Excommunication.

« *DATUM Cenomani...*

M. Closmadeuc rapporte, dans le *Bulletin de la société polymathique du Morbihan*, (1) une curieuse affaire de sorcellerie jugée en 1736 devant la sénéchaussée d'Hennebont.

Dans le courant de l'année 1736 des rumeurs étranges circulaient dans la ville de Lorient. On parlait à voix basse d'une association mystérieuse d'individus qui s'assemblaient secrètement la nuit et se livraient à des pratiques de sorcellerie dans le but de découvrir des trésors. Le recteur de Lorient messire Cohalan, sieur abbé de Rille, avait appris qu'un prêtre était associé à ces chercheurs de trésors et qu'il n'avait pas craint, à diverses reprises, d'assister aux conciliabules et de prêter l'office de son ministère.

Une instruction fut ouverte. Le 21 juillet 1736 l'official du diocèse de Vannes lança le monitoire suivant :

« Bonaventure du BOYS, docteur en théologie, Chanoine de l'Eglise Cathédrale de Vannes et Vicaire général de Mgr l'Evêque de Vannes.

« Aux Recteurs, Vicaires et Curés des paroisses de ce diocèse, Salut en N. S.

« Veu l'ordonnance rendue par escuyer Charles Bréart, Sr de Boisanger, Sénéchal de la cour et Sénéchaussée royale d'Hennebont le vingtième du présent mois de juillet 1736, sur la requête d'Antoine Brochereul, Sr Du Questel, avocat en la cour, substitut de M. le procureur du roy au dit siège, plaignant à Dieu et à nostre mère la

(1) *Les sorciers de Lorient procès criminel devant la sénéchaussée d'Hennebont*. (Bulletin de la société polymathique du Morbihan, 1885 p. 11)

Sainte Eglise, nous vous mandons d'admonester par trois dimanches consécutifs, es presnes de vos grands messes, tous ceux et celles qui ont connoissance qu'un certain quidam s'est tenu souvent caché en la ville de Lorient et notamment dans le mois de may 1736, où il a insinué à plusieurs personnes avides d'argent qu'il leur en ferait trouver autant qu'elles en voudraient, pourveu qu'on lui donnât des ornemens pour dire la messe et consacrer des hosties qu'il les a si bien persuadées et séduites à cet effet qu'il lui a esté fourni des ornemens avec lesquels il a dit la messe et fait différentes consécérations ; que plusieurs hosties se sont trouvées chez une certaine quidame qui participoit à ces profanations, dans un cahier composé de 5 feuilles de papier commun écrites une partie en françois et l'autre en latin, en les termes les plus abominables ; que ce quidam a signé de son sang dans un endroit du dit cahier, où sont dénommés certains quidams qui se sont joints au dit quidam ; qu'à tout cela étoit joint un papier dans lequel est de la poudre blanche qui, suivant les apparences, servait à leurs abominations ; qui savent et connaissent les auteurs et adhérents des dits quidams et quidames et généralement tous ceux et celles qui, des faits cy-dessus, circonstances et dépendances ou autres en résultant, en ont sceu, connu, entendu, oui dire ou aperçu aucune chose ou y ont été présents, consenty, donné conseil ou aide, en quelque sorte et manière que ce soit, d'en venir à révélation, et les dits quidams ou quidames à satisfaction par eux ou par autrui dans six jours après la 3^e publication des présentes.

« Nous userons contre eux des censures ecclésiasti-

ques et, selon la forme de droit, nous nous servirons de la peine d'excommunication. »

« Donné à Vannes le 21 juillet 1736... »

*
* *

M. Laforet, dans la Revue de Marseille, (1) rapporte un monitoire délivré le 2 juillet 1687, à la requête des échevins de Marseille, pour avoir révélation au sujet « d'arrachement de termes divisoires du terroir de Marseille d'avec celui d'Alauch. » Le monitoire est décerné contre :

« Premièrement qui scaura qu'on a arraché depuis environ trois ans et demi un terme posé entre les deux terroirs contre l'oratoire de l'Annonciade proche le cavau

« Qu'il en a esté arraché un autre éloigné du susdit d'environ neuf cents cinquante pas

« Qui scaura qu'il a esté arraché un troisième terme posé sur le chemin allant aux Gyprières, à cinquante pas de la bastide du S^r Broulhard, depuis deux années et demy ou environ

« Qui scaura qui sont ceux qui ont arraché les dits termes divisoires ou qui en ont donné l'ordre, est obligé de le révéler à peine d'excommunication

« Qui scaura qu'il a esté fait complot pour commettre ce crime pour favoriser l'entrée des vins d'Alauch à Marseille ou par autres raisons

« Qui de tout ce que dessus ses circonstances et dépendances scaura quelque chose soit pour l'avoir veu, ouy

(1) *Op. cit.*, p. 477.

dire, ou autrement, est admonesté de le révéler à peine d'excommunication

A Marseille ce second juillet 1687

Borelli, Chapuys, Eschevins

Publicentur et intimentur. Datum Massiliae die quarta
Juli 1687

Ph de Bâusset. Praep. Vic. Gen. et Offic.

§ 2. — MONITOIRES EN MATIÈRE CRIMINELLE

Les monitoires décernés dans les causes criminelles étaient courants sous l'ancien régime, même lorsqu'il s'agissait de faits délictueux insignifiants. Dans certaines provinces, en Bretagne par exemple, le recours aux monitoires était même si fréquent qu'une procédure criminelle poursuivie sans la publication d'un monitoire aurait été considérée comme irrégulière.

1. — *Délits contre les personnes.*

Les monitoires étaient particulièrement utiles lorsqu'il s'agissait de découvrir les auteurs d'un homicide.

La procédure était alors la suivante : le ministère public apprenait qu'un cadavre avait été trouvé à tel endroit ; l'auteur de l'homicide était inconnu ; on ignorait même souvent l'identité de la victime. Le ministère public requérait le juge de se transporter sur le lieu du crime. Celui-ci s'y rendait, accompagné de son greffier et d'un chirurgien. Le juge procédait aux premières constatations ; puis, après avoir fait prêter serment au chirurgien,

il requérait celui-ci de *visiter exactement* le cadavre. Le chirurgien faisait ensuite un rapport sur l'état du cadavre où il indiquait les lésions qu'il avait trouvées, les causes probables de la mort, etc. On faisait lecture du rapport qu'il *affirmait* après avoir prêté à nouveau serment ; et, sur sa réquisition on lui allouait une taxe payable par le ministère public. Enfin le juge commis dressait procès-verbal sur place. Le procès verbal était signé par le juge, le greffier et le chirurgien. Il était présenté au ministère public qui le signait à son tour. Une information était ouverte par le juge sur les conclusions du ministère public. Au cours de cette information des monitoires étaient presque toujours demandés.

Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans en 1740 et qui avait pour but, non seulement la découverte des coupables, mais aussi, comme il arrivait souvent, de l'identité de la victime : (1)

« *Officialis aurelianis omnibus presbiteris ecclésiarum-que rectoribus nobis subditis Salutem in domino* de la partie du sieur procureur fiscal de la ville et Chatelenie de jargeau nous a esté exposé que le jeudy quinziesme jour du présent mois de septembre sur les dix heures du matin des particuliers de la paroisse de bon traversant la rivière de l'oise dans une boue et venant de la rive du costé des Sandillons à celle du costé de la paroisse de Bon à la paroisse des varennes de la ditte paroisse ont trouvé le cadavre d'un homme qui étoit au fond de l'eau à quelques pas du rivage du costé de laditte paroisse de bon lequel

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G 498.

ayant été retiré de l'eau et mis sur le rivage a esté reconnu par le procès-verbal du sieur bailly de laditte justice et le rapport du chirurgien dénommé à cet effet en datte du 16 du présent mois pour estre le cadavre d'un homme ou garçon de l'âge de plus de 23 à 24 ans qui étoit couvert d'une paire de giestre de païsant d'une culotte de toile ptus neuve d'une chemise de toile encore josne et neuve d'un gilet et d'une veste de baguette gris bleu meslé de rouge ayant les yeux bleu le visage rond et bien facé la chevelure chastin tirant sur le noir court et bien fournie la barbe naissante tirant sur le blond le née un peu large et médiocrement long et pointu et lequel cadavre couvert de ses habits s'est trouvé avoir été percé d'un coup de fusil dans le côté gauche un peu au dessus de la mamelle et tellement tiré que les bales avec une partie de la bourre et quelques parties de laine du gilet se sont trouvez dans le corps et comme ledit cadavre n'a été pour lors reconnu par aucun de ceux qui ont assisté audit procès-verbal et qu'il est du ministère dudit procureur fiscal de rechercher et poursuivre les autheurs de cette assassina il en a porté sa plainte audit sieur bailly de jargeau qui par son ordonnance contenue au même procès verbal luy a permis d'informer et à cet effet d'obtenir nos lettres monitoires et censures ecclésiastiques lesquelles luy avons accordées sur sa réquisition *hinc est quod vobis cuilibet mandamus quatenus in pronis ecclésiarum vestrarum dum ibidem divina vobis sacra celebrare contigerit moneatis canonice omnes et singulos qui ont vu scu aperçu ou entendu dire aucune chose concernant ledit assassinat les assassins et leurs complices ou qui ont connu le particulier*

qui a été assassiné et qui paroît un garçon ou homme de labourage ou berger que dans les six jours prochains de la publication des présentes ils en viennent à due et pleine et entière révélation *alioquin trina monitione canonica proevia eos excommunicamus et excommunicatos a novis auctoritate nostra tribus diebus dominicis sive festivis et annualibus occurrentibus his in scriptis palam et publice denuntietis datum aureliae anno domini millesimo septingentesimo quadragésimo die vero vigesima mensis 7 bris. »*

Voici rapporté par M. D'Albigny, dans sa brochure (1), un monitoire publié à l'occasion de l'assassinat d'un habitant de Bourg Argental :

« BEDIEN MORANGE, prêtre, docteur de la maison et société de Sorbonne, prieur et comte du prieuré de Saint-Jean proche et hors les murs de Geneve, chanoine de l'église séculière et collegiale de St-Nizier de Lyon, et vicaire général du spirituel et temporel d'illustrissime et reverendissime messire Camille de Neufville, archevêque et comte de Lyon, primat de France, commandeur des ordres du Roy, et son lieutenant général au gouvernement de la ville de Lyon et pays de Lyonnais, Forests et Beaujollais.

« A tous prestres, curez et vicaires de ce diocese, Salut en notre Seigneur.

« De la part du sieur Procureur du Roy au Baillage de Forests, siège royal et ressorts du Bourg Argental, se complaignant à Dieu et notre sainte mère l'Eglise nous a este

(1) *Op. cit.*, p. 35.

exposé ; que pour avoir des preuves de l'assassin et vol commis en la personne de feu Antoine d'Alier, il luy est nécessaire de recourir à nous pour avoir des Lettres Monitoires.

« Lesquelles il nous requiert très humblement de luy accorder scavoir contre ceux et celles qui scavent qui a tué volé et assassiné le dict défunct Antoine d'Alier dans le bois de Paradis ou aultre circonvoisins, le vendredy de la sepmaine des festes de Pasques dernieres ;

« CONTRE ceux et celles qui scavent qui sont ceux qui ledict jour de vendredy couppaient du bois dans ledict bois de Paradis pour en faire des charbonnières ou autres usages près les deux tourères ;

« CONTRE tous ceux et celles qui scavent où ledict d'Alier avait esté ; avait parlé ; et fréquenté ledict jour de Vendredy de la sepmaine de Pasques dernieres et en quel lieu il a été veu ;

« CONTRE tous ceux et celles qui scavent qui sont ceux qui ont vendu le fusil du dict d'Alier en la ville de Saint-Etienne, qui ont pris son chapeau, et du tabac en corde qu'il portait sur lui avec une pipe pour fumer, et qui scavent où est ledict chapeau ;

« CONTRE tous ceux et celles qui scavent que certains quidams seroient partis du dict lieu de Vala ledict jour de Vendredy pour aller dans le bois, et a quelle heure ils se sont partis du dict lieu de Vala et pour quel subyet ils alloient dans les dicts bois ;

« CONTRE ceux et celles qui scavent que certains autres quidams seroient partis le mesme jour du lieu de Bossat pour aller couper du bois dans le dict bois de Paradis ou

autres circonvoisins, et a quelle heure ils sont partis ;

« CONTRE ceux et celles qui savent qui sont ceux qui avoient accoustumés de faire du charbon dans les deux charbonnières qui sont dans le dict bois de Paradis, près les dictes deux tourères, et qui avoient coupé le bois qui estoit dans lesdictes charbonnières lorsque le cadavre du dict d'Alier fust trouvé, et particulièrement qui sont ceux qui ont caché le dict cadavre dans le bois et l'emporté au lieu où le dict cadavre a esté trouvé ;

« CONTRE ceux et celles qui savent quels sont ceux qui ont employé des personnes pour empêcher que ceux qui auroient cognoissance de celui qui avoit vendu le dict fusil ne le déposassent pas en justice ; ou pour scavoir ce qu'ils avoient déposé ;

« CONTRE ceux et celles qui savent que le dict deffunct d'Alier avoit esté tué à coup d'aches et que les dictes aches ont été portées en la ville de Saint-Etienne pour les faire accommoder ; par qui et en quel temps ils y ont esté portées, et en la compagnie de qui estoient ceux qui les y portoient et par qui ils ont esté accommodés ;

« CONTRE ceux et celles qui ont ouy dire a l'un des dicts quidams que c'estoit luy qui avoit trouvé le dict fusil dans le dict bois, qu'il vouloit se mettre en estat pour purger le decret de prise de corps lancé contre luy et que c'estoit un autre des dicts quidams lequel il nommoit qui avoit tué ledict d'Alier ;

« CONTRE tous ceux et celles qui directement ou indirectement ont cognoissance de quelques faits ou circonstances qui peuvent faire cognoistre les auteurs du meurtre, vol et assassin ; et passé outre nonobstant appointe-

ment ou appellations quelconques et sans prejudice d'icelle.

« Et généralement contre tous les agents, scachant, consentants. Lesquelles lettres nous luy avons octroyées en suite de la permission du juge royal des lieux

« C'est pourquoy, NOUS, ce que dessus considéré, Vous mandons de publier ces présentes par trois divers jours de dimanches consécutifs en vos prones et messes de paroisse; advertissant de notre part, et au nom de Dieu tout puissant les dicts coupables des dicts faits, fraudes, injustes détentions, et mauvaises actions, de faire deues restitution et satisfactions audit sieur complaignant sur ce que dessus ; et ceux et celles qui par veu, sçeu, ouy dire ou autrement en ont quelque connaissance, d'en faire toutes déclarations requises et nécessaires dans six jours après les dites publications à peine aux uns et aux autres d'estre retranschés de la communion des fidèles, prières et sacrements de l'Eglise et d'estre publiquement dénoncez pour excommuniez ; sans entendre que telles déclarations puissent autrement servir que pour l'intérêt civil seulement.

« Donné à Lyon sous le scel dudit seigneur archevesque le treizième du mois de juillet mil six cent septante sept.

MORANGE Vicaire général.

Par Monsieur le reverend vicaire general

BASSON.

*
* *

Les expositions de nouveaux-nés, les infanticides donnaient souvent lieu à la publication de monitoires,

Le plus souvent il s'agissait de découvrir les auteurs inconnus du crime.

Quelquefois le monitoire avait seulement pour but de provoquer des témoignages contre une mère que l'on soupçonnait d'avoir supprimé son enfant (1).

Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans le 3 décembre 1763, pour avoir preuve d'un infanticide (2).

« Antoine Paris... De la partie du Procureur fiscal de la justice et chatellenie de la perté cy devant Lowendal Nous a été exposé qu'il a appris par la voix publique qu'une certaine quidame (3) demeurant au bourg de la dite ferté lowendal paroisse de Saint-Aubin étoit accouchée en sa maison la nuit du six au sept septembre dernier et qu'elle étoit soupçonnée d'avoir détruit son enfant qui comme une pareille action étoit un crime punissable ledit sieur procureur fiscal avoir présenté sa requeste... »

Quelquefois, il s'agissait, non plus d'infanticide, mais, au contraire, d'une supposition de part. Une brochure anonyme intitulée « *Monitoire important du 9 juillet 1763* » rapporte un très long monitoire décerné par l'officialité de Paris dans l'espèce suivante : pour donner

(1) V. par exemple un monitoire délivré par l'official de Saint-Brieuc contre une femme « véhémentement suspecte d'avoir donné le jour à un enfant et de l'avoir mis à mort. » (Arch des Côtes du Nord. Officialité de St-Brieuc Série B III).

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G 498.

(3) La plainte porte le nom de la femme. « Vous remontre le procureur fiscal qu'il a appris par la voix public qu'une femme que l'on dit se nommer Madeleine Duchesne femme de Louis Gabillon demeurante au bourg de la ditte ferté paroisse de Saint-Aubin... »

des héritiers à une des plus illustres maisons de la Grande-Bretagne, une « fille de qualité » qui avait épousé un *quidam* d'Edimbourg, en 1746, simula une grossesse et prétendit avoir donné le jour à deux enfants mâles. Le *quidam* vint en France où il réussit à se faire remettre un enfant et regagna la Grande-Bretagne. Le père, qui avait abandonné son enfant, regretta son acte et fit part de l'enlèvement au curé de sa paroisse qui porta plainte. Des recherches, aussitôt entreprises, restèrent infructueuses ainsi que le monitoire qui fut publié à cette occasion le 9 juillet 1763.

*
* *

A côté des homicides, les coups et blessures étaient l'occasion de fréquents monitoires. Mais alors, presque toujours, l'auteur de l'agression était connu de la victime ; il s'agissait seulement, devant ses négations, de provoquer des témoignages pour corroborer les plaintes de la victime.

Pour justifier le recours au monitoire les coups - les *assassinats*, comme on disait alors (1) - devaient être assez graves. Tel monitoire est sollicité de l'official d'Auch par un individu roué de coups « réduit à toute

(1) *Assassinat* ne signifiait pas toujours *homicide* (prémédité ou non). Ce terme était souvent employé comme synonyme de *voies de fait*. Aussi ne doit-on pas être étonné de trouver des plaintes portées par des personnes *assassinées* et des monitoires décernés *de leur part*.

extrémité et mis dans le cas d'avoir recours à son confesseur » (1).

M. Grosse Dupéron, dans le *Bulletin de la commission historique et archéologique de la Mayenne* (2), rapporte un monitoire décerné par l'official du Mans en 1686 à l'occasion de coups et blessures :

« Officialis Cenomanensis universis et singulis presbiteris, salutem in domino.

« Nous avons reçu la plainte de M^e Louis Renard, notaire royal à Izé, et de Marie Hubert sa femme, suivant la permission à eux donnée de querimonier par le sieur juge d'Esvron contre certains quidams malefacteurs, deux desquels ayant convié ledit plaignant d'aller manger avec eux dans la maison de la veuve Lesollier, aud. bourg d'Izé, depuis un mois, où, après avoir beu et mangé ensemble, leun desdits malfacteurs, sans aucun sujet, l'auroit invectivé contre son honneur, et reputation et ensuite donné soufflet au visage dudit plaignant ; qui savent que les dits malefacteurs continuants leurs invectives, et à leur bruit la ditte Guibert femme du plaignant, et sa servante, voisins dudit Cabaret, seroient intervenues, qui ayants blasmé les dits malefacteurs de leur procédé et voyes de faict par eux commis contre ledit plaignant, iceux quidams garnis de chacun une trique de fagot et d'un baston ferré en auroit frappé de plusieurs coups la ditte Guibert tant par la teste que sur les autres parties de son corps, même de la ditte ser-

(1) Arch. du Gers: Officialité d'Auch. Série G 53.

(2) *Op. cit.*, p. 480.

vante et dudit plaignant, — qui scavent que les dits malefacteurs auroient quelque temps avant cette action entré en la maison dudit plaignant, ou estoit la ditte Guibert à laquelle ils auroient dict plusieurs injures et menacée elle et son mari, jetté par terre des doubles qu'elle contoit, et cassé des verres qu'ils auroient veüds en la ditte maison, — qui scavent que le jour des violances commises par les dict malefacteurs chées laditte Leschollier iceux malefacteurs auroient quelque temps auparavant sorty à la porte d'iceluy pour préméditer leur mauvais dessin, ensuite seroient rentrez ; après quoy, ils auroient commis la ditte action ; — qui scavent que les dict malfacteurs ont faict ce qu'ils ont peu pour empescher les tesmoins qui ont cognoissance des dittes actions d'en déposer, mesme empesché un sergeant de donner les assignations aux tesmoins, — qui scavent que les dits malefacteurs ont dit et sepmé journellement plusieurs injures contre l'honneur et réputation dudit Renard et de sa femme, asseurant qu'ils estoient des vauriens et des voleurs, contre ceux qui ont pris et emporté des genets en deux pièces de terre, l'eune nommée le Pisserot, et l'autre le petit champ du Bois, et qui refusent de payer au dit plaignant quantité d'argent qu'ils luy doibvent, tant pour despence faicte en leur maison qu'autrement, — dont plusieurs ont bonne cognoissance pour avoir veü, sceü, cogneu, ouy dire, et aperceü, et en cellent la vérité au préieudice desdits plaignants et damnation des ames desdits malefacteurs.

*« Supplicationi quorum conquerentium annuentes,
modo non sint extra communionem Ecclesiæ Romanæ*

vobis mandamus quatenus per tres dies dominicos in prœsentibus vestrarum nissarum parochialium moneatis dictos malefactores et eos qui de prœmissis aliquid sciverint, ut infra quindecim dies a presentium motitia, dictis conquerentibus satisfaciant aut saltem præsens nostrum mandati factorum probabilem confessionem tradant parrocho seu ejus vecario, et ratione suspicionis alteri presbytero a nobis ad hoc commitendo ; alioquin eos ob hoc in his scriptis excommunicamus, et si per octo dies immediate sequentes dictam excommunicationis sententiam contumaces sustinuerent, eosdem excommunicatos publice declaretis, cum solemnitatibus assuetis, præsens nostris litteris post annum minime duraturis et valituris.

Datum cenomani, die vigesima octava martii anno domini millesimo sexcentesimo octogesimo sexto.

PEAN

PISSOT

Parmi les victimes les plus fréquentes des voies de fait on peut être surpris de rencontrer les curés des paroisses.

Un monitoire est décerné par l'official d'Orléans contre certains quidams auteurs de violences sur le curé de Saint Aignan, qui « a esté excédé de coups de points, lié et garotté par les jambes et les bras et volé » (1).

Les archives de la Drôme contiennent, entre autres, un « Monitoire pour avoir révélation sur les voies de fait commises dans l'église lors de l'installation du sieur Rozes,

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans, Série G 498.

mutineries, menaces et injures proférées contre lui (1676) (1).

Un monitoire est décerné, en 1773, par l'official de Lyon pour découvrir les individus qui avaient versé de l'arsenic dans les burettes de l'église de Drace le Panoux en Beaujolais (2).

Voici un monitoire décerné en 1630 par l'official de Limoges à l'occasion d'agression contre divers ecclésiastiques (3).

Auditores causarum et officialis capituli ecclesiæ Lemovicensis ad Romanam ecclesiam nullo medio pertinentis cappellano seu vicario perpetuo Sancti Johannis Civitatis Lemovicensis vel (omni ?) (4) presbytero super hoc requisito, salutem in Domino. A la supplication et requête de venerables M^{res} Pierre Romanet, soubz-chantre et Jehan Peyroche, chanoynes de Lymoges, nous vous mandons d'admonester, en nostre dicte esglise et en celle dud. Saint-Jehan, tous ceux et celles qui ont veu, ouy ou scavent aultrement que le premier jour du present moys de juilhet dernier environ l'heure de vespres, certain personnage armé d'une espée s'adressa à monsieur Gourdon, aussy chanoyne de lad. esglise, qui estoit revestu de son surpselis allant à vespres, estant au devant de la porte de l'evesché, luy demenda s'il n'estoit pas le soubz-chantre,

(1) Arch. de la Drôme. Série E 3993.

(2) Arch. du Rhône. Officialité de Lyon. Liasse 38, pièce 15.

(3) Arch. de la Haute-Vienne. Fonds de l'officialité du Chapitre cathédral, 5, G. 9.

(4) Trou dans le papier.

lequel sieur Gourdon ayant répondu que non, se retirant dict avec parolles de couroux qu'il rencontreroit bien ledict soubz-chantre, comme aussy ceulx qui scavent que peu de temps après et passant au mesme endroist, le mesme personage armé comme dessus, en compagnie de plusieurs aultres personages, se seroit séparé d'iceux et attaqua led. sieur Romanet complaignant, luy demandant s'il n'estoit pas le soubz-chantre, ce que luy ayant accordé, ledict personage porté de colère et tout esmeu l'auroit menassé de le charger de coupz de baston, à laquelle attaque et menasses ledict complaignant s'estant escrié, seroient sortis de l'esglise lesd. sieurs Gourdon, Peyroche et aultres pour empescher qu'il ne fust offensé, comme aussy seroit sorty de la maison episcopalle aultres personnes l'un desquelz auroit menassé et offensé d'injures led. complaignant, ausquelles menasses led. sieur Peyroche voulant repartir av (ec res) (1) pect ledict personage luy auroit improperé qu'il estait ung attée et ung apostat, lesquelles injures il reitera par plusieurs foyes. Le complaignant pour avoir preuve, les susd. choses leur estant de très grand préjudice et de très dangereuze conséquence ont... l'esglise, *hinc est quod nos vobis mandamus quatenus præmissa scientes ex parte nostra moneatis palam et publice... supranominatis ut infra quatuor dies veniant ad revelationem debitam, quod si non fecerint post alios duos dies quos... et excommunicamus sub dictis sententiis teneatis et habeatis. Datum Lemovicis, sub sigillo*

(1) Trou dans le papier de l'acte,

*ti capituli, die Vigesima mensis..., anno Domini mil-
mo sexcentesimo trigesimo.*

J. BANDEL,

officialis capituli ecclesiæ lemovicensis,

LAURENS, scribe

Très souvent les coups et blessures étaient le fait de
biteurs mal disposés à l'égard de leurs créanciers. Voici
monitoire décerné par l'official du Mans :

*Officialis Cenomanensis universis et singulis presby-
is salutem in domino:*

Nous avons reçu la complainte de Jacques Négrier sieur
arrancé d'Angélique Hardouin son épouse et de mais-
Gabriel Négrier conseillers du Roy esleu en l'élec-
n de la ville du Mans faisant et se portant fort dudit
ur d'arrancé suivant la permission à ceux donnée de
érimonier par le sieur lieutenant criminel en la séné-
aussée et siège présidial dudit Mans, les dix douze et
ng et cinquiesme juin mil sept cent seize contre certain
idam malefacteur et ceux celles qui refusent depozer ve-
é de la connoissance qu'ils ont que le neufiesme du pré-
at mois de juin sur les une ou deux heures de relevée
ns le temps que les plaignants comptoient à un huissier
ses records les déboursés frais et salaires des contraintes
ils avoient faites contre aucuns desbiteurs desdits plai-
ants en vertu de grosses de contrats et obligations mon-
t dix ou dix mil livres dont ils avoient chargé ledit
issier qui avoit remis sur la table les mesmes grosses

avec plusieurs autres pièces titres et les procès verbaux de contrainte dans ce même moment ledit quidam malefacteur armé d'un baston de longueur de six pieds accompagné de certain officier armé de son épée ayant violement frapés plusieurs coups à la porte de la cour desdits plaignants, laquelle luy ayant esté cuverte, il seroit entré brusquement avec son complice dans le sallon où lesdits plaignants estoient à disner et du seuil de la porte dudit sallon iceluy malefacteur se jetter sur la cravatte dudit sieur d'arrancé et le traitant de B B... de gueux de paysan de fripon et de misérable le frapa de plusieurs coups de poug.

Qui scavent que quelques temps après ledit malefacteur s'estant retiré d'eux par dans la ditte salle ou sallon il leva son grand baston dont il voulut fraper ledit plaignant à la teste mais en ayant esté empesché par laditte damē hardouin laquelle il maltraita pareillement à coups de sondit baston et lesdits huissiers se jetta sur l'épée dudit officier qui la tenait nue à la main et la luy ayant arrachée des mains poursuivis ledit plaignant qui par sa fuite évita la mort dont il estoit certainement menacé par ledit malefacteur.

Que dans le même instant ledit malefacteur se croyant privé de sa proye et n'ayant peu réussir dans le mauvais dessein qu'il avoit concerté avec ledit officier de tuer ledit plaignant s'empara des grosses et obligations qui estoient sur la table et des autres titres, papiers et procès verbaux de contrainte dont il deschira partye lesquels furent perdus et dissipés dans le tumulte et mit l'autre partye dans ses poches et laditte plaignante s'estant escriée et appelle les voisins aux secours et plusieurs particuliers y estant venus

conjointement avec ledit huissier et les records firent sortir ledit quidam et sondit complice de laditte maison.

Qui scavent que incontinent après cette action ledit malefacteur voulant absolument exécuter son mauvais dessein retourna dans la maison où s'estant armé de trois pistollets de poches et de deux d'arçons de selle revint accompagné dudit officier jurant et blasphémant le saint nom de Dieu à la porte des dits plaignants frapant à grands coups de pierre et de marteau s'efforçant de l'enfoncer et mesme d'escalader les murailles de la cour disant qu'il vouloit tuer ledit plaignant à quelque prix que ce fust tournant autour de sa maison pendant trois à quatre heures pour trouver les moyens d'entrer en laditte maison et voulant tirer des coups de pistolet dans les fenestres d'icelle qui donnent sur la rue ce que n'ayant heureusement peu faire par les précautions que lesdits plaignants eurent en tenant fermés les volets et contrevolets de leurs dittes fenestres et en appuyant les portes de laditte cour avec des gros pilliers et des grosses buches qu'ils y firent mettre par leurs valets mais iceluy malefacteur voyant ne pouvoir exécuter sa mauvaise volonté et en se retirant se vanta que puisqu'il n'avoit peu tuer ledit plaignant ce dit jour neufiesme juin dernier il trouveroit l'occasion de le faire une autre fois et qu'il ne le manqueroit pas.

Qui scavent que ledit malefacteur cherchant lesdits occasions de tuer ledit plaignant seroit venu l'ouze des présents mois et an au bourg d'avoizé armé d'un fusil et ayant vu ledit plaignant à la porte de sa maison devant laquelle il faisoit tendre des tapisseries sur les neuf heures du matin parce que la procession du Saint-Sacrement alloit y

passer et dans ce mesme instant ledit malefacteur luy dist plusieurs fois à haute voix qu'il l'avoit insulté qu'il estoit un BB... et qu'il ne mouroit jamais d'autre main que de la sienne et couchant en joue avec son fusil le plaignant il lui repéta que sa vie n'estoit plus rien qu'il se mist à genoux et qu'il demanda pardon à dieu et auroit sans doute tué ledit plaignant s'il n'en avoit esté empesché ce qui l'obligea de sortir par les derrières desa maison et de monter un degré de soixante marches pour se rendre en la ville du Mans pour en rendre plainte pour mettre en seureté sa vie de laquelle il n'est pas asseuré dans sa propre maison par la menace dudit malefacteur lequel rôdant de jour et de nuit aux environs d'icelle le menace continuellement qu'il aura sa vie quoyque ledit plaignant ne luy ay jamais donné aucun sujet de mécontentement.

Qui scavent que ledit plaignant ayant voulu faire entendre partye de ses témoins et commencé à faire publier le monitoire qu'il avoit obtenu en conséquence desdittes plaintes ledit malefacteur auroit opposé tous les obstacles imaginables et entre autres auroit d'abord formé sans aucune raison opposition à la publication et fulmination dudit monitoire dont il auroit esté deboutté par jugement rendu les vingt et trois des présents mois et an.

« Qui scavent que ledit malefacteur aurait intimidé les témoins que le plaignant avoit contre luy, les auroit attiré dans sa maison les engageant de se tairé les plus agréables circonstances des faits contenus dans les dittes plaintes leur auroit dressé les dépositions qu'il vouloit qu'ils fissent et ceux qui auroient fidèlement depozé il

les avoit insulté menacé et entre autre le nommé cousin qu'il avoit menacé de tuer en ce qu'il n'avoit déposé suivant son intention telle qu'il l'avoit indiquée aux autres tesmoins qui avoient déposé auparavant ledit cousin.

« Qui seavent que depuis les dittes plaintes rendues contre ledit malefacteur iceluy avoit encores menacé le plaignant et se seroit venté qu'il le tueroit et brusleroit la cervelle soit le jour ou la nuit partout où il pourroit le rencontrer dont et de tous lesquels faits cy dessus circonstances et despendances plusieurs ont bonne connoissance pour l'avoir veu, sceu conneu ouy dire ou apêçu et néanmoins encelent la vérité au préjudice des plaignants à la damnation de leurs ames et de celle dudit malefacteur.

« *Supplicationi quorum conquerentium annuener...* » (1).

Souvent enfin les victimes étaient les commis des aides. Voici deux passages d'un monitoire délivré par l'official d'Orléans à l'occasion de violences graves exercées contre les commis des aides (2) :

« De la partye de M^e Martin Guillou termier général des domaines et droits de l'appanage de son altesse serenissime Monseigneur le Duc d'Orléans, poursuite et diligence de Michel Lenoir Ecuyer Directeur des dits droits demeurant à Orléans au Bureau général Rue Pavée paroisse de Saint-Michel. Nous a été exposé que le dimanche

(1) La formule finale est semblable à celle du monitoire rapporté *supra*, p. 241.

(2) Arch. du Loiret, Officialité d'Orléans. Série G 500.

dix huit juillet du présent mois mil sept cent cinquante six environ dix heures et demye du soir les S^{rs} René Bazin et Simon pierre De la Porte ses commis revenant des Portereaux de cette ville faire leur exercice et passant dans la rue Royale on fait encontre de neuf à dix particuliers à eux inconnus et leur ayant néanmoins paru être des compagnons de métier sans avoir pu en distinguer les noms ; ces particuliers tous armez de batons s'étant approchez desdits Bazin et De la Porte, commis se sont jetés sur ledit Bazin commis l'ont renversé par terre excédé de coups batons sur la teste le corps et les jambes et blessé en plusieurs endroits au point qu'il a répandu du sang considérablement ; et non contents de ces excès ces particuliers en le frappant s'exprimoient en ces termes tuons le et lui en donnons jusqu'à ce qu'il soit mort que ledit Bazin ayant voulu se relever ils ont continué à l'excéder de coups de batons sur la teste et lui ont emporté son cnapéau à bords d'or... ». Son compagnon, Simon pierre De la Porte subit un sort analogue : « ... il a été saisi au même instant que René Bazin son confrère par trois ou quatre de ces particuliers qui l'ont pareillement renversé par terre luy ont donné plusieurs coups de bastons sur la teste et sur un bras... luy ont porté plusieurs coups de pieds sur le ventre desquels excès il est demeuré évanouy sur la place environ une demye heure et sans connaissance... »

Les menaces, écrites ou verbales, donnaient lieu à monitoire, soit pour en découvrir les auteurs, soit pour prouver leur culpabilité, s'ils étaient connus de la victime.

Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans, en 1771, pour avoir révélation de menaces écrites d'incendie adressées à des paysans, sous conditions (1) :

« De la part du procureur fiscal des Baillages et châtellenye de pithiviers Nous a été exposé que le quatorze Novembre dernier il a été déposé au greffe dudit Baillage de pithiviers des libelles par lesquelles des laboureurs sont menacés d'être incendiés et leurs bestiaux sous prétexte de refus d'aumosne lesquelles libelles avoient été répandues dans différents endroits de l'étendue du Baillage dans la vue sans doute de mettre ainsi à contribution les laboureurs sinon d'effectuer des menaces par eux faites dans chacun de ces libelles qui sont environ dans les termes qui suivent : nous sommes sept brigands qui voulons mettre votre ferme en flamme et en feu faire bruler chevaux vaches et vos troupeaux jusqu'aux porcs du thoit et volailles et vous tous nuitamment dans le plus grand de votre sommeil sans pouvoir sortir dehors de la cour la flamme et la fumée vous engloutira nous jetterons le feu artifice à sept endroits en distance pour faire consommer vos granges grains et greniers de bled sans pouvoir arrêter le feu qui brulera violemment rapport à ce que vous n'êtes pas aumonier Nous vous en voulons

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G 498.

il y a longtems nous ne craignons ny Dieu ny Diableny aucune Brigade... »

*
**

L'injure verbale pour donner lieu à monitoire devait avoir été proférée en public, devant des personnes inconnues de la victime et que l'on ne pouvait, par conséquent, appeler en témoignage.

Les auteurs discutent longuement la question de savoir si le monitoire est justifié lorsqu'il s'agit d'injures.

En général, ils admettent que l'injure est un fait trop peu grave pour autoriser le recours à cette procédure extraordinaire. Des arrêts anciens déclarent abusifs des monitoires décernés pour avoir preuve d'injures verbales, sans gravité, *échappées à la chaleur d'une querelle*. Fevret rapporte un arrêt du Parlement de Dijon, du 29 Janvier 1583, déclarant abusif un monitoire décerné à l'occasion de quelques injures légères *proférées en une rixe fortuitemment survenue* (1).

Mais les auteurs estiment que si l'injure était *atroce et circonstanciée*, on pourrait recourir au monitoire. Gilbert donne cet exemple : « L'injure seroit atroce si on reprochoit en place publique quelque infame commerce à une femme d'honneur ou à quelque magistrat ou à un pretre d'ailleurs reconnus pour irréprochables » (2).

La jurisprudence des parlements semble confirmer

(1) Fevret, *Op. cit.*, VII, II, 27.

(2) Gilbert, *Op. cit.*, p. 356.

cette doctrine. Un arrêt du Parlement de Dijon, du 12 Décembre 1598, rapporté par Fevret (1), déclare que si, en général, on ne peut concéder sans abus de monitoire pour injures verbales, le monitoire doit cependant être admis pour celles qui *troublent l'honneur du mariage*. Un arrêt du même Parlement du 8 Août 1597, admet le monitoire concédé à un magistrat d'Autun pour avoir révélé d'injures qui lui avaient été faites dans l'exercice de sa charge.

La pratique n'offre que de très rares exemples de monitoires publiés à l'occasion d'injures. C'est que, le plus souvent, le recours au monitoire était inutile, les injures ayant été proférées devant des témoins connus.

Voici pourtant une plainte où l'exposant demande permission de faire publier monitoire pour preuves des « injures atroces » dont il avait été victime un jour de carnaval (2) :

« A Monsieur le Bailly de la Justice et chatellenie de Jargeau

« Suplie humblement Jean Thoquienne jeune marchand à Jargeau

« Disant que le lundy cinq février présent mois et an certains quidams à l'instigation de gens mal intentionnés pour le suppliant et à luy inconnus auroient imaginé d'ouvrir le carnaval de la présente année par une scene propre à divertir la ville et la campagne de Jargeau aux dépens de l'honneur et réputation du suppliant, et à cet

(1) *Op. cit.*, *Fod. loc.*

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G 499.

effet de former une statue en figure de taille revêtue d'habillement représentant le suppliant au naturel avec toutes les circonstances qui pouvoient le plus y contribuer à faire reconnaître celui dont l'effigie étoit représentée dans le ridicule comme par exemple donner à cette effigie une jambe plus courte que l'autre un soulier à haut talon de lui mettre en main une béquille d'un côté et une rape de l'autre avec une perruque sur la teste un mauvais chapeau et un masque noir parce que le suppliant est estropié et marchand de tabac cette statue et effigie construite et arrangée dans une maison ou grange d'un particulier de cette ville en présence d'un grand nombre de personnes et d'enfants laquelle statue et effigie a esté mise par dérision et au mépris du suppliant par cesdits quidants ou de leur ordre sur un asne la face tournée vers la queue et conduite avec un tambourg battant sur les deux à trois heures après midy par les rues et par les carrefours de la ville de Jargeau et dans le bourg de la paroisse de Saint-Denin près Jargeau avec un broc rempli de vin et une chopine remplie d'eau escortés d'un grand nombre d'enfants qui criaient c'est Thoquienne le jeune que nous promenons et lorsque l'on fut parvenu à la porte du suppliant on eut soin de présenter à boire à statue en luy disant (1) boy Jean, Jean

(1) Quelques mots ont été omis en recopiant la plainte ; on peut reconstituer ainsi le texte du monitoire rédigé d'après l'original de la plainte (mais en partie illisible) : « en disant boy Jean Jean boy pour mieux désigner l'exposant qui porte ce nom et après avoir par les quidans bu le vin qu'ils avoient versé ils jettèrent l'eau... »

boy en buvant par lesd quidants le vin et jettant l'eau au visage de la statue et effigie parce que le suppliant porte le nom de Jean il en fut fait autant devant la porte du père du suppliant ; ce plaisir fut continué pendant trois ou quatre heures ensuite la statue fut déchirée en plusieurs pièces et jetée au vent.

« Cette cérémonie de l'invention de gens mal intentionnés pour le suppliant non seulement a donné lieu à la populace d'injurier le suppliant mais encore de luy faire des hues et des exclamations scandaleuses aussy bien qu'à sa femme qui n'a pas été plus épargnée que luy dans le cours de la marche ; au millieu des places publiques et d'un grand peuple que la mascarade avoit attirés et comme cette action préméditée plusieurs jours avant le jour cinq des présent mois et an par lesdits quidants lesquels s'étoient ventés de leur dessain en présence de plusieurs particuliers est extrêmement injurieuse au suppliant et contraire à son honneur et réputation et à celle de sa femme et de sa famille il a été conseillé de vous donner la présente requête qu'il emploie pour plainte contre lesdits quidants inconnus et requiert ce considéré Monsieur lui permettre d'informer par devant vous des faits cy dessus circonstances et dépendances et de vous administrer témoins même à l'effet de faire œuvre complète des injures atroces proférées par lesdits quidants contre l'honneur et la réputation du suppliant que contre lesdits enfants et autres circonstances luy permettent d'obtenir et faire publier monitoire en forme de droit et ferez bien. »

Un monitoire fut publié le 13 Avril 1750.

Si les monitoires pour injures étaient très rares dans la pratique, très fréquents au contraire étaient ceux que l'on décernait pour découvrir les auteurs de bruits diffamatoires ou calomnieux.

Voici la copie d'un monitoire obtenu par un père de famille qui n'avait pu établir ses enfants, à cause de bruits calomnieux qui circulaient à son sujet (1) :

« Charles Delogne D'Autroche DDD... (2)

« Marion Crespeau laboureur en la métairie des Chateaux psse dyvoy en Sologne en sa qualité de père et tuteur légitime de Marc Silvain et etienne Crespeau ses enfants mineurs Nous a été exposé qu'il a été informé que des quidams ont répandu dans le public que ses trois enfants avoient attaqué un mercier sur le grand chemin qu'une pareille imputation l'empêche d'établir ses enfants et lui interdit à lui-même tous accès dans aucune maison qu'en conséquence il lui a paru indispensable de rendre plainte contre ceux qui en sont les auteurs et complices et que sur cette plainte il lui a été accordé avec la permission d'informer celle d'obtenir nos lettres monitoires A ces causes DDD pendant 3 Dimanches et fêtes consécutives DDD Donné à Orléans le douzième de May mil sept cent soixante quinze. »

Voici encore un monitoire délivré à l'occasion de bruits calomnieux répandus contre un prêtre (3) :

« Antoine paris ptre licencié en théologie de la faculté

(1) Arch. du Loiret. V. Officialité d'Orléans. Série G 499.

(2) Ces lettres indiquent la formule habituelle que le copiste s'est dispensé de transcrire.

(3) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G 499.

de paris archidiacre chanoine de l'église d'orléans vicaire général et officier du diocèse d'Orléans à tous prêtres et curés des églises paroissiales de nostre jurisdiction Salut de la partie de M^{re} Barthélémy Joseph Franchard prêtre curé de la ferté st aubin du diocèse d'orléans Nous a été exposé que depuis quelque temps des gens mal intentionnés répandent dans différentes maisons tant en cette ville d'orléans, qu'ailleurs des discours injurieux contre l'honneur et la réputation de l'exposant ; qu'il publie que l'exposant est sans foy, sans loy, sans religion et sans âme, qu'il seroit dangereux de luy confier des papiers sans récépissé parce qu'il n'avoit pas assez de probité pour les rendre et qu'on courroit risque de les perdre, qu'en traitant l'exposant de B ils ont dit que s'il ne falloit que quelque argent pour le faire pendre il le sacrifioient volontiers, qu'ils étoient déterminés à persécuter l'exposant, qu'ils travailloient sourdement à sa ruine en disant qu'ils étoient à son égard comme les anglois envers la france et qu'ils n'avoient d'autre crainte que celle de le voir éloigné parce qu'ils ne seroient plus à portée de le persécuter, que les mêmes quidams ont fait des menaces d'assassiner l'exposant et ont témoigné des regrets de ne luy avoir pas cassé la teste lorsque l'occasion s'en étoit présentée qu'ils se déclarent journellement pour ses ennemis, qu'ils font des menées pour procurer sa ruine et se flattent de le perdre tost ou tard d'honneur et de réputation : comme il importe à l'exposant d'arrêter de pareils discours qui tendent à détruire la réputation dont il doit jouir et particulièrement dans l'esprit de ses paroissiens et de mettre son honneur sa fortune et sa vie même

à l'abri des atteintes qu'on voudroit leur porter et qu'il a intérêt à connoistre les auteurs desdits faits pour arrêter le cours de leur menée et insolance pour quoy il en a porté sa plainte à Monsieur le Lieutenant Criminel du Baillage d'orléans qui par son ordonnance du vingt cinq janvier présente année luy a permis d'informer contre lesdits quidams et à cet effet obtenir nos lettres monitoires et censures ecclésiastiques pour avoir révélation des coupables et de leurs complices qui nous luy avons accordées sur sa réquisition. A ces causes nous vous mandons et chacun de vous d'admonester canoniquement aux promes de vos églises lorsque vous y celebrerez les divins offices ceux ou celles qui des faits cy dessus circonstances et dépendances ont directement ou indirectement quelque connoissance des auteurs fauteurs complices ou adherans des dits faits ont entendu nommer ceux qui scavent ou ont ouï tenir quelques discours injurieux contre l'honneur et la réputation de l'exposant, ceux qui ont vu, scu appercu ou entendu nommer les quidams qui ont osé faire des menaces de persécuter de perdre et d'assassiner l'exposant ; que dans les six jours prochains après la publication des présentes ils viennent à due pleine et entière révélation autrement faute d'y satisfaire après les trois monitions canoniques Nous les excommunions et nous vous mandons de les dénoncer publiquement de nostre autorité par les presentes nos lettres monitoires qui seront annoncées et publiées pendans trois dimanches et festes consécutives mesme annuelles qui se rencontrent dans le temps de la publication Donne à orléans ce six février mil sept cent cinquante huit.

PARIS, vic. gen. et official,

*
* *

On ne pouvait anciennement obtenir monitoire pour prouver la subornation de témoins. Des arrêts du début du xvi^e siècle déclarent abusifs des monitoires décernés dans ces conditions (1). Raviot (2) rapporte notamment l'espèce suivante : un débiteur assigné en paiement de 30 livres qu'il prétendait avoir payé fut admis à faire la preuve du paiement par témoins ; le témoin ayant fait défaut, il obtint permission de faire publier monitoire pour prouver la subornation ; le monitoire fut déclaré abusif par un arrêt du Parlement de Dijon du 21 avril 1636.

Serpillon (3) au xviii^e siècle, estime au contraire, qu'à son époque, on accorderait des monitoires pour prouver la subornation des témoins. Et, en fait, les procédures contiennent souvent des monitoires décernés dans ces conditions.

Un monitoire décerné par l'official du Mans, en 1716, s'adresse aux témoins et particulièrement à ceux « qui scavent que ledit malfacteur auroit intimidé les tesmoins que le plaignant avoit contre luy, les auroit attiré dans sa maison les engageant de taire les plus aggravantes circonstances des faits contenus dans les dittes plaintes leur auroit dressé leurs dépositions qu'il vouloit qu'ils fissent et ceux qui avoient fidèlement déposé il les auroit in-

(1) Fevret *Opt. cit.*, VII II 31 cite des arrêts du Parlement de Dijon du 8 mai 1624, 21 avril 1626, rejetant des monitoires délivrés à l'occasion de subornations de témoins.

(2) *Op. cit.*, t. 1, 7 161 p. 495.

(3) *Op. cit.*, p. 503.

sulté menacé et entr'autre le nommé cousin qu'il auroit menacé de tuer en ce qu'il n'auroit déposé suivant son intention telle qu'il l'avoit indiquée aux autres tesmoins qui avoient déposé avant ledit cousin » (1).

II. — DELITS CONTRE LES BIENS

De tous les délits contre la propriété, le vol était celui qui donnait le plus fréquemment lieu à la publication de monitoires. Dans presque toutes les informations ouvertes contre des voleurs inconnus des monitoires étaient publiés.

Les circonstances des vols qui donnaient lieu à la publication de monitoires et les objets volés étaient les plus variés.

*
* *

Parmi les monitoires décernés à l'occasion de vols, les plus fréquents étaient ceux qui faisaient publier les héritiers pour avoir preuve de détournements d'effets mobiliers dépendant d'une succession à laquelle ils étaient appelés.

Les héritiers pouvaient obtenir monitoire, non seulement pour découvrir les auteurs de vols commis depuis l'ouverture de la succession, mais aussi ceux de vols commis chez le défunt quelque temps avant sa mort.

En général, les coupables étaient connus il s'agissait

(1) Ce monitoire est rapporté *Supra*, p. 248.

seulement d'obtenir des témoignages pour prouver leur culpabilité. Les monitoires étaient décernés contre « certains quidams qui avaient libre accès dans la maison dud. défunt et qui connaissaient l'endroit où il avait mis de l'argent monnayé profitant de cette circonstance et de la libre entrée de la maison avaient les derniers jours de la vie du défunt et depuis détourné... » (1).

Voici un monitoire délivré par l'official d'Orléans, à la requête d'un tuteur agissant au nom d'un mineur appelé à une succession :

« Jacques Delagogué... official de Monseigneur l'Evêque d'Orléans... De la partie de François Pagot au nom et comme tuteur de Pierre Riffault fils mineur de defunt Pierre Riffault vivant journalier conducteur de bestial demeurant au portereau de Saint-Marceau en cette ville et de Margueritte Mesnager ses père et mère nous a esté exposé qu'avant lors et depuis le décès dud. Riffault père arrivé au mois de juillet dernier certains quidams qui avoient accès et libre entrée dans sa maison avoient emporté et détourné plusieurs effects mobiliers luy appartenans et dépendans de la succession notamment des housses de lit de la batterie avec de la vaisselle d'estain des draps nappes et serviettes une pièce de toile d'environ quarante aulnes et en outre presque tous les habits linges et hardes à l'usage dudit Riffault père ; que comme l'exposant en sa qualité de tuteur dudit Riffault fils a un interest sensible pour la conservation des biens et droits

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

dudit mineur de découvrir et connoistré les auteurs et complices desdits détournemens il en a présenté sa plainte à M^r le Lieutenant Criminel du Baillage et Siège présidial d'Orléans lequel par son ordonnance du quinze du présent mois de février luy a permis d'informer des faits de détournemens y contenus et cy dessus enoncés même d'obtenir nos lettres monitoires et Censures ecclésiastiques que nous luy avons accordées à sa réquisition A ces causes nous vous mandons... ; donné à Orléans le seize février mil sept cent cinquante quatre ».

Quelquefois, les monitoires décernés à la requête d'héritiers avaient pour objet des vols commis chez le défunt un temps très long avant sa mort.

M. Affre rapporte un monitoire de 1599 obtenu dans l'hypothèse suivante : dans un moment de panique occasionnée par l'approche de bandes calvinistes, Jean Pegorier, de la paroisse d'Alayrac avait caché son trésor dans la terre, au pied d'un chêne ; quelque temps après, le trésor avait disparu. Un monitoire fut publié, plus tard, à la requête de sa petite-fille, Jeanne Thedier, pour découvrir les auteurs du vol (1).

A côté des héritiers, les créanciers d'une succession pouvaient demander monitoire pour prouver les détournemens commis à leur préjudice, au moment de la mort de leur débiteur ; et, comme les héritiers, ils étaient admis à se plaindre de vols commis avant le décès du débiteur.

(1) *Dictionnaire des institutions, mœurs et coutumes du Rouergue.*
V^o Monitoire.

Voici, par exemple, un monitoire délivré par l'official d'Orléans (1) :

« De la partie de Jean Devon maréchal de forges demeurant en la ville et paroisse de selles en Berry nous a esté exposé qu'il est créancier de sommes assez considérables de deffunt georges Bodin en son vivant meunier demeurant au moulin du theil que peu de temps après son décès il auroit fait quelques poursuites pour avoir payement des créances à luy dues mais qu'il a esté informé que certains quidams et quidames qui avoient libre accès et une facile entrée en la maison dud. Bodin ont pendant la maladie et après le décédé dud. Bodin emporté détourné et séquestré la meilleure et plus grande partie des effets dépendant de la succession dud. Bodin de manière que par cette soustraction l'exposant se trouveroit privé de sa créance pourquoy ayant intérêt de découvrir les autheurs et leur faire rapporter les effets par eux emportés et détournés... »

*
* *

Les vols entre époux donnaient lieu à monitoire. Voici, délivré par l'official d'Orléans un monitoire très irrégulier puisqu'il nomme la femme coupable des vols poursuivis (2) :

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 501.

« De la partié de Jean carré marchand de laines demeurant à orléans au portereau du coq paroisse de Saint-Marceau Nous a été exposé que des gens mal intentionnés à son égard ont attiré en leur maison Marie Anne Bournaneau sa femme avec laquelle il a été joint par mariage il y a plus de dix ans que le six octobre dernier elle l'auroit quitté et abandonné et auroit emporté de chez luy une somme de cinq mille dix livres scavoir quatre mille deux cent livres qu'il avait amassés pour payer ce qu'il peut devoir dans son négoce ou autrement et huit cent dix livres laquelle somme de son consentement recue (1) d'un marchand de laines de cette ville laquelle somme elle a aussy emportée ainsy que les rideaux de leur lit une couverture de lit neuve quatre gobelets d'argent quatre chenets de foyer toutte la batterie et vaisselle d'étain qu'ils avoient tous les habits et linges tant à l'usage du dit Carré qu'à son propre usage ainsy que ses babits linges bagues et bijoux et autres effets ce qui s'est pratiqué pendant que le présent (!) étoit absent pour son négoce, à son retour ledit Carré a été informé qu'elle étoit retirée avec tous ses deniers et effets chez les mêmes personnes qui la retiennent à présent en leur maison et auxquelles elle a remis tous les deniers et effets cy dessus énoncés pour raison desquels faits et preuves il a rendu sa plainte à Monsieur le Lieutenant Criminel d'orléans... »

(1) Cette somme avait été encaissée par la femme pour le compte de son mari.

Les vols à main armée étaient fréquents et l'on ne manquait pas de recourir aux monitoires pour en découvrir les auteurs.

« *Officialis Aurélianensis omnibus presbiteris ecclesiarumque rectoribus nobis subditis salutem in Domino* De la partie du sieur Procureur du Roy en la maréchaussee generale d'orleans a la residence de blois nous a este expose que le vingt huit janvier dernier le nomme Bardon fils perruquier de la ville d'issoudun revenant d'orleans et passant pres de l'abbaye du lieu notre dame a une demy lieu de Romorantin sur les trois heures ou environs apres midy allant audit Romorantin fut arreste par un quidam qu'il venoit de voir sortir d'un bois taillis qui borde ledit chemin que ledit quidam luy ayant présenté et mis un pistolet a la gorge en luy disant la bourse ou la vie ayant sifle de la bouche il sortit dudit bois taillis trois autres quidams qui s'étant joints au premier auroient fouille ledit Bardon dans toutes ses poches et auroient pris dans son gousset trente trois livres en un louis d'or de vingt quatre livres un ecu de six livres et un ecu de trois livres apres quoy ils auroient laisse aller le dit Bardon que le dix neuf mars aussi dernier le nomme Lombard texier en toile demeurant audit Romorantin auroit este aussi arreste au mesme endroit par deux quidams masques qui le maltraiterent a coups de batons et de pied et lui prirent un ecu de six livres qui estoit tout l'argent qu'il avoit que pendant que lesdit quidams le maltraiterent et le volerent ils en appercent un autre dans le fosse à vingt pas dudit endroit qui n'estoit pas masque et qui faisoit le guet que le vingt cinq dudit mois de mars der-

nier le jour de l'annonciation de la sainte vierge sur les sept heures ou environ du soir le nomme Fresceau domestique du nomme frapier laboureur demeurant a la métairie de l'abbaye de pruniers auroit este arreste et vole dans le grand chemin qui conduit de Romorantin a chabris pres la chapelle saint marc a demy quart de lieue de Romorantin par un quidam qui luy dit en l'arrestant ca la vie ou la bourse et que l'ayant fouille dans toutes ses poches il lui auroit pris un ecu de six livres qui estoit tout l'argent qu'il avoit en luy disant si tu parles dudit vol il t'en coustera la vie que quelque temps auparavant le dernier vol et dans le mesme endroit le sieur Desgranges fermier de la terre de l'abbaye fut arreste par un quidam qui luy dit aussi arreste la ca la vie ou la bourse qu'ayant mis son cheval au galop il se seroit sauvé dudit homme et en s'en fuyant auroit apperceu deux autres quidams ou quidames ayant des capotes sur leurs testes que pendant l'hiver dernier plusieurs autres personnes ont este aussy arrestees sur la chaussee de l'etang de Gilles que comme l'exposant dans la place qu'il tient ne doit rien negliger pour faire punir suivant toute la severite des loix les particuliers qui ozent ainsi attaquer et voler les passants sur les chemins il a presente sa requeste au S^r lieutenant de la marechaussée à la residence de Blois qui par son ordonnance du dix sept may dernier luy a permis pour avoir revelation desdits vols et faits cy dessus expliquees circonstances et dependances de recourir a nos lettres monitoires et censures ecclésiastiques que nous luy avons accordees sur sa requisition *hinc est quod vobis vestrum cuilibet mandamus quatenus in pronis ecclesia-*

rum vestrarum dum ibidem divina vobis scra celebrare contigerit moneatis canonice omnes et singulos qui des vols ou faits cy dessus circonstances et dependances ont veu sçeu entendu dire aucune chose connoissent ou entendu nommer ceux qui ont fait les dits vols et leurs complices que dans les six jours prochains apres la publication des presentes ils en viennent a due pleine et entiere revelation alioquin trina monitione canonica proevia eos excommunicamus a nobis auctoritate nostra tribus diebus dominicis seu festivis aut annualibus occurrentibus his inscriptis palam et publice denunciatis Datum Aureliae anno Domini millesimo septengesimo quadragesimo primo die vero mensis junii decima nona. »

*
* *

Les objets volés étaient les plus variés. A côté des vols d'argent monnayé, de linge et d'argenterie, pour lesquels on décernait journallement des monitoires, on rencontre, très souvent, des monitoires publiés pour découvrir les auteurs de vols d'argent dans les tronc des églises.

Un monitoire est décerné par l'official d'Orléans en 1457 parce que « un des tronc de l'Eglise paroissiale de Sainte Catherine a été forcé quelques jours auparavant le tronc de l'église de l'hôpital général avait pareillement été forcé et l'argent qui étoit dans ces deux tronc volés... » (1). Les vols de récoltes donnaient lieu, très souvent aussi à la publication de monitoires. Un monitoire

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

est décerné par le même official, à la requête d'un propriétaire dont les vignes « ont été vendangées nuitement par des personnes a luy inconnues... et qui ont volés et emporté nuitement des poix ronds ensemencés sur un quartier de terre... » (1).

Les monitoires pour vols comportent, presque toujours, une énumération complète et une description minutieuse des objets dérobés.

Voici, à titre d'exemple, l'énumération d'une série d'objets volés que rapporte un monitoire décerné en 1694 par l'official de Nantua. Il s'agissait d'un vol de vêtements et d'outils. Les habitants de Poizat possédaient, dans la montagne, des granges où ils rangeaient des provisions, des vêtements et des outils. En 1694, cinq de ces habitants déposent, au greffe de la justice de Nantua, une plainte pour vol avec effraction : des mal'aiteurs avaient défoncé les toits de leurs granges et volé les objets qu'elles contenaient. Un monitoire, décerné pour avoir révélation de ce vol, énumère les objets volés : « Scavoir dans la grange dud françois assurel une chaudière en cuivre rouge tenant environ deux sceaux une paire de marteau soit marteline ; six mesures avoine ; une mesure orge ; deux mesures tant pois que lentilles ; cinq chemises de femme ; un linceul de quatre aulnes une jupe de thoille une couverte de berceau a thoille, quatre corps propres aux femmes de thoille ; une aulne de nantil, du filet propre a coudre ; trois paires de bas a thoille deux chemises d'homes, deux couvrechés ; un tabley de femme et plu-

(1) *Eod. loc.*

sieurs autres choses. En celle dud Jean françois L'humbert vingt mesures orge quatre mesures lentilles trois mesure seigle En celle dud anthoine chenal trois mesures seigle quatre mesures orge deux mesures lentilles et pois un peigne propre à peigner le chanvre, une deloire un marteau soit marteline une jupe thaille ; une paire de culottes de toile ; un demi cent de grands clous un marteau propre au mettier de masson... » Ces énumérations longues et précises des objets volés étaient utiles. Ce sont en effet les objets volés, lorsqu'on les retrouvera entre les mains de telles personnes, dans tel endroit, qui permettront d'atteindre les voleurs. Et effectivement, dans les pièces du procès, on trouve cette note écrite de la main d'un témoin : « Je soubsigné confesse d'avoir achepté un chaudeyron de Jeanne Pigniard femme de Claude Bouvier torneur de St.-Germain lequel chaudeyron a este recogneu par François Assumel du Poisat ches moy de quoy je lui ai rendu en me rendant l'argent que j'en avois donné qui estoit trois livres douze sols que j'en avois donné a la dite Pigniard... juin 1694 »

Signé : « Marion ».

*
* *

• Parmi les vols dont on recherchait les coupables en publiant des monitoires, une place importante doit être faite aux vols de titres et notamment aux vols de titres dépendant des successions. Si l'on en croit les très nombreux monitoires publiés en ces occasions, il semble qu'il était courant autrefois que les débiteurs rendissent visite

à leur créancier mourant et profitassent de la situation pour faire disparaître les titres constatant leurs obligations. Quelquefois des héritiers obligés à un rapport à succession venaient, au moment de l'ouverture de la succession, distraire les quittances des sommes reçues par eux en avançant d'hoirie. (1)

Voici un monitoire délivré par l'official de Vienne à l'occasion du vol d'un *livre de raison* (2) :

OFFICIALIS VIENNÆ IN PARTE REGNI SENATU PARISIENSI SUB-
JECTA, CAPELLANIS ET ALIIS AD QUOS PERTINET SALUTEM IN
DOMINO.

« Nous avons reçu la plainte de Jean Faure, laboureur du lieu de Belin paroisse de Lupé cy devant granger au domaine de feu Louis Jacquemet au lieu de Perdussin, paroisse de Maclas contenant que quelques personnes mal intentionnées lors de la mort de Pierré Gaillard gendre dudit Jacquemet arrivée au lieu de Veranne allèrent dans la chambre du dit domaine de Perdussin se saisir du livre de raison que tenait ledit Gaillard pour les affaires du grangeage du complaignant ou estoit écrit tout au long le compte arrêté entre ledit Faure, ledit Gaillard, sa femme et Jean Jacquemet son beau frère qui faisoit foy que ledit Faure ne leur devait rien, et arrachèrent les feuillets ou estoit ledit compte.

(1) V. les nombreux monitoires de cette espèce dans le fonds de l'officialité d'Orléans. Arch. du Loiret. Série G. 498-501.

(2) D'Albigny, *op. cit.*, p. 40.

« Que ces personnes mal intentionnées ou autres aussy mal intentionnées qu'elles, profitant de ce que ledit Faure avoit quitté ledit domaine, enlevèrent tous les grains et vin qu'il y avait laissé pour raison desquels il se serait adressé au sieur Bailly de Forest qui luy auroit permis la voye de Monitoire par son decret du 16^e du present mois, Nous aurions à ces fins accordé nos lettres de Monitoire par notre ordonnance de ce jour.

« Contre tous ceux et celles qui savent pour avoir veu, sceu ouy dire ou autrement que ledit Pierre Gaillard tenait un livre de raison dans lequel il avoit écrit le compte dudit Faure et ledit Gaillard, sa femme et Jean Jacquemet par lequel ledit Faure ne leur devoit plus rien et ledit livre estant dans une chambre dudit domaine, qui sont ceux ou celles qui après la mort du dit Gaillard, arrivée à Veranne, enlevèrent de ladite chambre ledit livre de raison ; qui sait ceux ou celles qui en arrachèrent les feuillets où estoit ledit compte, et après le décès dudit Gaillard si ledit Faure ne regla pas son compte avec ladite Jacquemet veuve dudit Gaillard

« CONTRE tous ceux et celles qui savent pour avoir veu, sceu, ouy dire ou autrement qui sont ceux ou celles qui ont enlevé ou pris les denrées ou bled et vin que ledit Faure avoit dans ledit domaine a qui lesdites denrées ont este vendues et qui en a retiré l'argent, et ce qu'est devenu le reste desdites denrées ou qui les a gardées.

« Et généralement contre tous ceux et celles qui savent pour avoir veu, sceu, ouy dire ou autrement quelque chose des faicts cy- dessus, circonstances et dépendances.

« Nous, pour ceux là, requête dudit complainant,

vous mandons par ces présentes admonester, tous vos paroissiens et autres qu'il appartiendra, tant généralement aux prosnes de vos messes paroissiales que particulièrement ceux qui vous seront indiqués de ce que dessus auxquels et aux personnes malicieuses leurs adherents, sachants, voyants, consentants, non revelants, vous enjoindres comme nous enjoignons de promptement faire leur déclaration vraie et certaine de ce qui sera de leur connoissance et scavoir, pardevant nous ou pardevant notaire et tesmoins et icelles faire notifier au complaignant dans la huitaine ; autrement et à faute de ce faire nous les manderons excommunier et mettre hors du giron de l'Eglise et userons contre eux des censures ecclésiastiques telle que de droit.

« De ce faire vous donnons pouvoir.

« Datum sanctae columbae anno domini millesimo septagesimo vigesimo die vero januarii decima nona

BOIRON off. Viennae

De mandato Rdi Dni Officialis

Gounon secrétaire.

*
* *

Voici enfin un monitoire délivré par l'official du Mans pour avoir révélation de faits que l'on pourrait qualifier d'escroquerie ou d'usurpation de fonctions (1) :

« *Officialis cenomanensis universis et singulis presbiteris salutem in domino.*

(1) Arch. de la Sarthe, fonds municipal du Mans, Art. 835,

« Nous avons reçu la Complainte du Sieur Procureur du Roy des Eaux et Forests du Maine au Mans, suivant la permission à lui donnée de Querimonier par Ordonnance du 19 Aoust 1748. de Messire Benoist Eynard, Chevalier, Seigneur de Ravanne, le Rocher et autres Lieux, Conseiller du Roy en ses Conseils, Grand Maître Général Réformateur des Eaux et Forests de France, au Département des Provinces de Touraine, Anjou et le Maine, Secrétaire Ordinaire des Conseils de Sa Majesté.

« Contre ceux et celles qui scavent et refusent de déposer vérité de la connoissance qu'ils ont, qu'un certain Quidam Malfaiteur, de la Paroisse de Mesangé, à une lieue de la Ville d'Evron, se disant, tantôt Garde, tantôt expert soucheteur des Bois et Forests, et porteur de commissions pour visiter les Bois, tant en corps de Futaye que Baliveaux sur Taillis et Arbres épars, appartenant aux Ecclésiastiques, Chapitres, Communautés et Particuliers. S'est, sous ces prétextes, transporté plusieurs fois seul, et d'autres fois avec ses Affidés, dans les Bois desdits Ecclésiastiques, Chapitres, Communautés et des Particuliers.

« Qui scavent que, sous ces mêmes prétextes, ledit Quidam Malfaiteur et Affidés, ont été chez plusieurs Ecclésiastiques, Chapitres, Communautés et Particuliers, desquels ils ont exigé plusieurs sommes considérables, en Argent et autres présents, leur faisant entendre qu'ils avoient trouvé beaucoup de délits dans leurs Bois et leur promettant qu'il n'en seroit dressé aucun Procès-verbaux.

« Qui scavent que ledit Malfaiteur et Affidés, outre les

sommes qu'ils se sont fait payer en Argent et présents, ont exigé desdits Ecclésiastiques et Particuliers de leur donner à boire et manger, et fair payer par d'autres la dépance qu'ils faisoient au Cabarets, ou ils restoient plusieurs jours à faire la débauche.

« Qui scavent que ledit Malfaicteur et Affidés, pour donner lieu à leurs exactions, ont menacé (en professant les jurements les plus scandaleux et repréhensibles) plusieurs Ecclésiastiques et Particuliers, de dresser contr'eux des Procès-verbaux de délits si forts, qu'ils seroient comdamnés en des Amandes, dont ils seroient entièrement ruinées.

« Qui scavent que ledit Malfaicteur et Affidés sont retournés chez les Ecclésiastiques et Particuliers desquels ils avoient reçu des sommes en Argent, présents, aboire et manger; et ont exigé et reçu d'autres sommes en Argent, disant que les sommes qu'ils leur avoient précédemment payées, n'étoient suffisantes pour le service qu'ils leur rendoient, leur promettant de les mettre à couvert de toutes recherches.

« Qui scavent qu'indépendamment de ces différentes sommes reçues et des promesses, il a été dressé des Proces-verbaux des delits contre plusieurs desdits Ecclésiastiques et Particuliers qui les avoient payées.

« Qui scavent que le 25 Novembre 1746, il fut, à la Requête du Sieur Procureur du Roy complaignant Signifié, des Procès-verbaux pour abats de Bois, avec assignations aux Sieurs Doyen, Chanoines et Chapitre de St. Ugal de la Ville de Laval, et aux Sieurs Prieur et Chanoines Reguliers de Sainte Catherine de la même Ville ;

que deux heures ou environ, avant que lesdites assignations ayent été données, ledit Malfaiteur exigea et reçût desdits Sieurs du Chapitre de Saint Ugul, 96. livres, et pareille somme de 96. livres, du sieur Prieur de Sainte Catherine, ausquels il demanda chacun six Louis d'Or.

« Qui savent que ledit Quidam Malfaiteur et Affidés, ont dit en differents Cabarets et autres lieux qu'ils étoient autorisés à faire de pareilles exactions et concussions.

« Qui savent que depuis la plainte renduë par le Sieur Procureur du Roy ledit Quidam Malfaiteur et Affidés ont menacé plusieurs des Ecclesiastiques et Particuliers, qu'ils les feroient repentir, s'ils déclaroient les sommes qu'ils ont exigées.

« DONT et de tous lesquels faits cy-dessus, circonstances et dépendances, plusieurs ont bonne connoissance pour les avoir vû, scû, oûï dire ou aperçû et neanmoins en cèlent la verité, au grand préjudice du plaignant, et du Public, damnation de leurs Ames et de celles dudit Quidan, ses Affidés, Malfaiteurs, Complices et Adherants. Supplicationi cujus conquerentis annuentes, vobis mandamus, quatenus per très dies Dominicos, in Pronis vestrarum Missarum Parochialium, moneatis doctos Malefactores et eos qui de proemissis aliquid sciverint, ut infra quindecim dies à présentium notitiâ, dicto conquerenti satisfaciant, aut saltem probabilem Confessionem tradant parochô Sive ejus Vicario, alioquin eosdem excommunicamus et Si per octo dies immediatè sequentes dictum excommunicationis sententiam contumaces sustinuerint, eosdem excommunicatos publicè déclaretis cum solemn-

tatibus assuetis, presentibus post annum minimè duraturis.

Datum Cenomani, anno Domini millesimo septingentesimo quadragèsimo-octavo, die verò vigesima nona mensis Octobris.

LAVIGNE.

ROLAND GREFFIER

*
**

A côté des vols, les dommages de toute nature causés à la propriété donnaient lieu à nombreux monitoires.

L'un des délits de cette sorte, qui se rencontre le plus souvent dans les procédures, était le délit de chasse ou de pêche. Très fréquents étaient les monitoires décernés à la requête de propriétaires qui se plaignent que des « malefacteurs chassent, pechent et colettent sur leurs terres » (1).

On publiait également souvent des monitoires pour découvrir les malfaiteurs qui faisaient paître leur bétail sur l'héritage d'autrui. La question de la légitimité des monitoires dans ce cas avait été autrefois très discutée et les auteurs rapportent des arrêts des parlements rejetant les appels comme d'abus formés contre leur concession (2).

(1) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835, pièce 19.

(2) Raviot (*op. cit.*, q. 215, n. 7, t. , p. 122) rapporte un arrêt du Parlement de Dijon du 26 janvier 1573. — Taisaud, sur la coutume de Bourgogne (titre I, art. VI, p. 40) rapporte un arrêt du Parlement de Bourgogne du 26 avril 1678 repettant l'appel d'abus formé contre la concession d'un monitoire dans un cas semblable.

Les monitoires publiés à l'occasion de *dégradations de bois* étaient très fréquents. Les procédures anciennes en sont remplies ; et Serpillon (1) remarque qu'ils « sont si communs qu'ils sont rarement utiles à ceux qui les font publier ». La question s'était autrefois posée, comme dans le cas précédent, de savoir si ces monitoires n'étaient pas abusifs en raison de la légèreté des faits. Un arrêt du Parlement de Dijon, du 4 juillet 1690, déclare qu'un monitoire peut être accordé pour dégradation de bois « encore qu'il n'y ait pas de circonstances aggravantes ».

*
**

Un délit curieux, qui se répétait assez souvent dans les procédures, consistait à empoisonner les troupeaux des personnes dont on voulait se venger.

Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans pour découvrir les individus qui avaient empoisonnés des brebis :

« De la partie du sieur Procureur fiscal de la justice et vicomté de Lypharmeau et de toute la paroisse d'Oison il nous a été exposé que depuis le dix juillet dernier jusqu'au mardi cinq du présent mois des gens mal intentionnés et à lui inconnus avoient semé devant les troupeaux de brebis du nommé Saturnin Portehault, laboureur demeurant à la Bouteillerie paroisse dudit Oison, des bouchons et gogues empoisonnés composés de bourre, poix noire et poison, couverts de miel à l'effet d'empoisonner

(1) *Op. cit.*, p. 503.

lesdits troupeaux de brebis, qu'en effet lesdites brebis dudit Portehault en auroient mangé et qu'il en était mort jusqu'à la quantité de cent une que ledit Portehault en auroit ouvert plusieurs pour connoître la cause de leur mort qu'il leur avoit trouvé dans le corps des bouchons et gogues empoisonnés telles que dessus et qu'il en avoit déposé sept au greffe.

Que l'exposant ayant rendu plainte des faits cy dessus au sieur Bailly de la dite justice il lui en a été donné acte et lui a été permis d'informer même d'obtenir et faire publier monitoire que nous leur avons accordé sur sa requisition.

A ces causes nous vous mandons.... donné à Orléans le seize septembre mil sept cent cinquante huit » (1).

§ 3. MONITOIRES EN MATIÈRE CIVILE

La procédure monitoire était admise en matière civile comme en matière criminelle ; mais alors que les monitoires criminels étaient courants, les monitoires civils étaient très rares.

*
* *

Les monitoires civils intervenaient en général dans le cas suivant : une personne se prétendait créancière de telle somme, mais ne pouvait fournir aucune preuve à l'appui de sa demande ; l'acte ou le fait juridique générateur de

(1) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

l'obligation avait eu lieu devant témoins ; faute d'autres preuves, le créancier recourait au monitoire pour obliger les témoins à révéler.

Les fonds des diverses officialités que nous avons dépouillés n'offrent que de très rares exemples de monitoires décernés dans cette hypothèse. Ils étaient pourtant en usage. Des arrêts des parlements déclarent abusifs de tels monitoires, lorsque la somme en jeu est trop peu importante. Un arrêt du Parlement de Paris, notamment, rejette un monitoire publié dans un litige portant sur une somme de 33 livres.

Voici, un des rares monitoires purement civils (1) qui se rencontrent dans la pratique ; ce monitoire, délivré par l'official du Mans, en 1669, a pour but de prouver une livraison de marchandises.

« Officialis cenom oibus et singulis pbris salutem in dno
nous avons receu la complainte de Jacques Cheveu et Mathurin Rocier marchand demeurant en la paroisse de *Loisunes* suivant la permission a Eux donnée de querimónier par appointement rendu au siège de la Prévosté Royal du Mans où il est en procez contre certain malefacteur charpentier de cette ditte ville et foosbourgs quantité de charpente et autre bois propre a en faire ils avoient livré ledit bois audit malefacteur en la place du Chasteau de cette ville de laquelle marchandise il doit à l'un des plaignants la somme de quarante trois livres de reste de

(1) Arch. de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835, pièce 7.

comte fait entre eux laquelle ledit malefacteur denie malicieusement devoir pour raison de quoy il y a procès auquel les plaignants sont en hasard de succomber faute de preuve dont et de tout ce que dessus plusieurs ont bonne cognoissance pour en avoir veu sceu cogneu ouy dire ou appercu quelque chose et en celent la vérité au preiudice des plaignants et damnation de l'âme dudit malefacteur *supplicationis quorum conquerentium annuente*... (1).

*
* *

La question se posait de savoir si on pouvait publier monitoire pour prouver l'existence d'un droit réel, lorsque la preuve ne pouvait en être faite, faute de titres.

En principe, il ne pouvait être décerné de monitoire en matière immobilière. Le monitoire, disent les auteurs, ne doit être décerné qu'*in subsidium* ; or on peut avoir connaissance des droits relatifs aux immeubles en se reportant aux actes, titres de propriété, baux, partages etc. Et dès une époque ancienne, les monitoires décernés en matière immobilière étaient déclarés abusifs (2). Suivant Papon, « En publication de lettres monitoires, l'on ne peut comprendre ny parler de choses immeubles ou réalités sans abuser. Et ainsi jugé par un arrêt de Paris du 14 may

(1) La formule finale est semblable à celle du monitoire rapporté *supra*, p. 248.

(2) Chopin (*Op. cit.*, II, 4, 11, cite un arrêt du Parlement de Paris, du 29 septembre 1519.

1530 » (1). A la fin du xvi^e siècle, l'article 35 des libertés de l'Eglise gallicane déclare abusifs les monitoires décernés en matière immobilière.

Les monitoires étaient cependant admis, bien qu'il s'agit d'immeubles, lorsque les titres faisant preuve d'un droit litigieux étaient *malicieusement récelés*. Mais alors la cause n'était plus civile et si le monitoire était publié à l'occasion d'un procès immobilier, il l'était avant tout pour découvrir ceux qui détenaient induement les titres. Brillon (2) rapporte un arrêt du Parlement de Paris du 2 Mars 1544. Il s'agissait d'une terre que les religieuses de Chantelou prétendaient avoir été baillée à vie aux prédécesseurs d'un nommé Quentin. Celui-ci prétendait être propriétaire de la terre. Un procès pétitoire était pendant devant le prévôt de Paris. Les religieuses obtinrent permission de faire publier un monitoire pour découvrir ceux qui détenaient les titres intéressant le litige et pour obliger à venir à révélation ceux qui pourraient fournir quelques renseignements. L'appel comme d'abus formé par Quentin fut rejeté. Un autre arrêt rendu par le même parlement, le 24 avril 1540, dans une espèce analogue, admit le recours au monitoire pour prouver l'existence d'une servitude.

*
* *

Le plus souvent, les monitoires n'étaient employés en matière civile que si la cause présentait un certain carac-

(1) Papon, *op. cit.*, L XVIII, titre 7, n. XI.

(2) Brillon, *op. cit.*, IV, p. 396.

tère délictuel. « Toutes les causes civiles, dit Gibert (1), où l'on obtient des monitoires, sont liées à quelque crime qui fait le sujet immédiat du monitoire. » Gibert donne cet exemple : un débiteur a fait une promesse écrite de cent livres à son créancier ; sous prétexte d'acquitter sa dette, il demande la promesse et la jette au feu en présence de témoins inconnus du créancier ; puis il nie sa dette. Le créancier assignera le débiteur en paiement et pourra obtenir un monitoire.

Les parlements admettaient anciennement ce principe et annulaient souvent des monitoires octroyés dans des causes purement civiles. Brillon (2) cite un arrêt caractéristique du Parlement de Dijon, du 10 juillet 1608, aux termes duquel il ne devait être accordé de monitoire dans les causes civiles lorsque, les faits étant prouvés, il ne s'en suivait pas une sanction pénale.

Parmi les monitoires civils, les plus fréquents étaient ceux que sollicitaient des créanciers pour prouver des actes frauduleux par lesquels leurs débiteurs diminuaient leur patrimoine.

Voici un monitoire délivré par l'official d'Orléans, en 1750, contre un débiteur qui, sur le point d'être saisi, avait mis à l'abri le plus clair de son patrimoine (3) :

« Jacques de la Gogué Prestre Licencié es loix Chanoine et Sous Doyen de l'Eglise d'Orléans Vicaire général et Official de Monseigneur l'Evêque d'Orléans a tous Pres-

(1) Gibert, *op. cit.*, IV, p. 370.

(2) *Op. cit.*, p. 376.

(3) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

tres et Curés des Eglises paroissiales à nous soumis Salut en Notre Seigneur : de la partie d'Ambroise de Ligny marchand de bestiaux demeurant à Orléans paroisse Saint Paul Nous a été exposé que par acte passé devant Thué et son confrère notaires au Chatelet d'Orléans le cinq avril mil sept cent quarante huit Jacques Defais cy devant boucher à Orléans demeurant rue main-qui-file dite paroisse Saint-Paul et Marianne Robillard sa femme ont reconnu luy devoir la somme de quinze mille sept cent quarante six livres pour vente et livraison de bestiaux qu'il se sont obligés solidairement luy payer en dix années à raison de seize cent livres sauf le dernier paiement qui ne seroit que de treize cent quarante six livres et à condition que faute de satisfaire le premier ou autre paiement ils pourroient être contraints pour le tout. Que Defais et sa femme étant en demeure de payer le second terme l'exposant qui pensoit trouver comme auparavant pour quatre ou cinq mille livres d'objets mobiliers a fait asseoir le deux avril dernier une saisie exécution tant en leur maison à Orléans qu'en celle qui leur appartient au quartier de Carré paroisse Saint Jean de Brayes : Mais ayant pris communication du procès verbal de saisie il a été surpris de voir que certains quidams avoient détournés de ladite maison toute l'argenterie les draps napes serviettes lits matelas traversins miroirs tapisseries et chaudières qu'ils exploitoient leur maison en sorte qu'il n'y reste plus que des meubles de bois et ceux qu'ils n'ont pu emporter et comme un pareil détournement n'a été fait que dans le dessein formé de faire perdre à l'exposant les quatorze mille cent quarante six livres qui luy restent dus l'exposant en a passé sa plain

tete au Lieutenant Criminel du Baillage d'Orléans lequel par son ordonnance du quatre may présent mois luy a permis d'informer même d'obtenir nos Lettres Monitoires et Censures Ecclésiastiques que Nous luy avons accordées à sa réquisition. A ces causes Nous vous mandons et chacun de vous d'admonester canoniquement dans les Prônes de vos Eglises lorsque vous y célébrerez les divins offices tous et chacun de ceux ou celles qui des détournements cy dessus circonstances et dépendances (1) oui ou scu ou entendu dire aucune chose en connaissance ou on entendu nommer les autheurs complices ou adhérents que dans les six jours prochains après la publication des présentes ils en viennent a due pleine et entière revelation. Autrement faute d'y satisfaire après les trois monitions canoniques Nous les excommunions et Nous vous mandons de les dénoncer publiquement excommuniés de notre autorité par ces présentes nos Lettres Monitoires qui seront annoncées et publiées pendant trois Dimanches ou fetes consecutives même annuelles qui se rencontreroient dans le temps de la publication Donné à Orléans le cinq may mil sept cent cinquante »

PARIS archid. vice regens

Voici un monitoire, décerné par l'official d'Orléans, contre certains créanciers qui avaient obtenu de leur débiteur failli un paiement intégral, au détriment des autres créanciers (2) :

(1) Le mot « ont » a été omis.

(2) Arch. du Loiret. Officialité d'Orléans. Série G. 498.

« De la partie de Jean Sauveur chapellier marchand chandellier épicier à Orléans et de Martin Roulleau vigneron demeurant au bourg et psse de Fleury aux choux au nom des syndics des créanciers de la succession vacante de deffunt Vincent Loiseau vivant en marchand de vin en laditte paroisse de Fleury et de Marie Lefèvre sa femme a présent sa veuve (1) que ledit Vincent Loiseau s'étant trouvé dérangé dans les affaires de son commerce et hors d'état de satisfaire à ses engagements il auroit fait convoquer ses créanciers en l'étude de M^e Asselin notaire au chatelet d'Orléans et que par acte du deux janvier mil sept cent soixante dix reçu par ledit M^e Asselin il auroit attermoiyé avec les trois quarts et plus de ses créanciers en sommes par luy dues pour lequel acte ses dits créanciers lui auroient accordé cinq années de délai pour les payer en six paiements égaux dont le premier se feroit comptant et les cinq autres le deux janvier de chacune année jusqu'à la fin de payement et ce sauf sous le simple cautionnement de laditte Marie Lefevre sa femme, que depuis ce tems et même depuis le décès du dit Vincent Loiseau ses créanciers auroient appris qu'aucuns créanciers qui menaçoient des plus vigoureuses poursuites contre lesdits Loiseau et sa femme s'étoient faits remplir de partie de leurs créances tant en argent comptant qu'en effets et marchandises et ce dans les dix jours qui ont précédé l'ouverture de la faillite du dit Vincent Loiseau ou quoique ce soit la convocation par luy faite de ses créanciers et que dans le même temps et depuis pendant le cours de sa maladie

(1) Les mots « Nous a été exposé » ont été omis,

et depuis le décès dudit Loiseau certains quidams inconnus aux exposants auroient profité de l'accès qu'ils avoient en la maison dudit Loiseau pour enlever et détourner la majeure partie des effets et marchandises appartenant audit Loiseau ce qui expose aujourd'huy les exposans et consorts a perdre la totalité ou du moins la majeure partie de leurs créances, contre la succession dudit Loiseau qui a même été déclarée vacante.

« Que les créanciers dudit Loiseau informés des dits détournements se seroient assemblés en l'étude de M^e Simon notaire au chatelet d'Orléans et auroient élu les exposants pour leurs syndics et les auroient autorisés à faire toutes poursuites pour découvrir les auteurs desdits détournements ; qu'à cet effet les exposants auroient rendu plainte des faits cy dessus circonstances et dépenses devant Monsieur le Bailly de la justice de Saint Gervais qui leur a permis par son ordonnance de ce jour d'huy d'informer par devant luy et d'administrer témoins même d'obtenir monitoires en forme de droit.

« A ces causes nous vous mandons... donné à Orléans le vingt huitmay mil sept cent soixante onze »

*
* *

On avait souvent recours aux monitoires pour prouver une simulation frauduleuse destinée notamment à éluder une incapacité de disposer ou de recevoir :

Pendant longtemps les parlements considérèrent qu'il s'agissait là de causes civiles et déclaraient les monitoires

abusifs. Fevret (1) rapporte un arrêt du Parlement de Dijon, du 9 janvier 1657, rejetant un monitoire décerné dans l'hypothèse suivante : Jeanne Jaqueson mineure, avait institué héritier un nommé Triboulet ; les héritiers *ab intestat* prétendaient que la testatrice, en instituant Triboulet, avait eu l'intention de léguer ses biens à son tuteur, ce qu'elle ne pouvait faire directement ; que ledit Triboulet avait fait promesse écrite au tuteur de lui remettre la succession de Jeanne Jaqueson. Les héritiers obtinrent un monitoire pour prouver la fraude et le monitoire fut déclaré abusif.

Pourtant, la pratique offre des exemples de monitoires publiés dans des conditions analogues. Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans en 1757, à la requête du procureur du roi, dans une affaire où des billets avaient été souscrits par des mineurs et postdatés, pour éluder la nullité en raison de l'incapacité des signataires (2).

« De la partie du sieur Procureur du Roy au Baillage et Siège Présidial d'Orléans nous a été exposé que depuis quelques temps certains quidams attirent en leurs maisons des enfans de familles mineurs qui sont en puissance de pères et de mères ou sous l'autorité de tuteurs ou curateurs et s'entremettent de leur faire trouver l'argent qu'ils demandent ; qu'à cet effet ils les conduisent chez des marchands affidés qui vendent à crédit à ces jeunes gens des marchandises pour des sommes considérables qui excèdent de beaucoup le prix et la valeur desd. mar-

(1) *Op. cit.*, VII. II, 30.

(2) Arch. du Loiret, Officialité d'Orléans. Série G 499.

chandises pour le prix desquels lesd. mineurs subissent des billets à ordre payables à leur majorité ou lorsqu'ils seront mariés que quelques uns même de ces billets sont par anticipation datés du tems que les mineurs doivent entrer en majorité ; que pour dérober, s'il se pouvait, la connaissance de ce mistère d'iniquité, les billets ne sont point faits au profit des marchands qui affectent de les faire subir à l'ordre d'une personne de confiance qui leur prête son nom et les font charger ensuite de plusieurs endossements souscrits par gens affidés dont le dernier endosseur passe enfin l'ordre au profit du marchand qui demeure dépositaire du billet ou le confie à l'entremetteur ; que les marchandises vendues sont aussy retirées par l'entremetteur qui moyennant un certain bénéfice dont il convient avec les mineurs charge des revenderesses et autres de revendre lesd. marchandises à vil prix et le plus souvent avec perte de moitié et quelquefois même des trois quarts ; en sorte que le mineur ne retire le plus souvent que le quart de la somme dont il a souscrit le billêt.

De tous lesquels faits led. sieur Procureur du Roy ayant rendu plainte au Baillage Criminel d'Orléans... »

Le récélé d'hoirie était un des cas où l'on accordait le plus facilement les monitoires. « Il s'observe presque en tous Parlements du Royaume, dit Fevret, (1) qu'es causes civilement intentées et poursuivies on peut demander

(1) *Op. cit.*, VII, VI, 30.

Monitoire, pour avoir la preuve des distractions et spoliations prétendues de biens héréditaires meubles titres et papiers de l'hérédité ou société contentieuse »

A côté des récélés d'hoirie les falsifications d'inventaires se prouvaient par monitoires. Fevret (1) rapporte un arrêt du Parlement de Dijon, de 1654 rejetant un appel comme d'abus formé contre la concession d'un monitoire accordé à des enfants d'un premier lit qui prétendaient que leur père avait supprimé l'inventaire dressé après le décès de leur mère et y avait substitué un autre inventaire incomplet.

■
* *

Tous les faits portant atteinte à la liberté de tester pouvaient donner lieu à la publication de monitoires. Si une personne avait été contrainte de signer un testament ; ou bien si elle avait été empêchée de faire un testament ; les intéressés pouvaient en faire la preuve par monitoire.

La légitimité du monitoire en cette hypothèse, admise au XVIII^e siècle, avait été anciennement très discutée et la jurisprudence des parlements était, encore au XVIII^e siècle, des plus variée, les arrêts déclarant tantôt abusifs, tantôt valables des monitoires concédés pour avoir revelation de *faits de suggestion*. Raviot (2) rapporte une série d'arrêts du Parlement de Dijon, qui montrent l'incertitude de la jurisprudence au début du XVII^e siècle. Fevret (3) rapporte un arrêt du Parlement de Dijon qui

(1) *Eod. loc.*

(2) *Op. cit.*, q. 161, t. 1, p. 494.

(3) *Op. cit.*, VII, II, 28.

admet le monitoire dans une espèce où il n'y avait pas eu de faits positifs de violence : une nommée de Sicon, sur le point de mourir, désirant léguer une somme de 1000 écus à l'église de Sainte Madeleine de Vezelay, avait prié ses domestiques d'aller quérir un notaire ; son père ordonna aux domestiques de n'aller chercher personne et empêcha le notaire de se rendre auprès de la malade, qui mourut sans avoir fait de testament. Les intéressés firent publier un monitoire pour avoir révélation de ces faits ; l'appel comme d'abus formé par Sicon fut rejeté par un arrêt du 17 juillet 1606.

Voici un monitoire décerné par l'official d'Orléans pour avoir révélation de faits de « suggestion » (1).

« De la partie de Pierre Gravet bourgeois de la ville de Chatre en Berry et de Marie Gravet veuve du S^r Jean Alix lieutenant de dragons demeurant à Sully habiles à se dire et porter héritiers de defunt M^e Jean Blondeau prestre chanoine de Sully Nous a esté exposé que certaines personnes dans le dessein d'envahir les biens dud. sieur Blondeau après s'être emparés de son esprit dans un tems ou son grand age de près de quatre vingt six ans et ses infirmités l'avoient fait deflechir et tendre a l'imbecillité auroient employé les moyens les plus propres a luy faire naitre et entretenir la défiance de sa famille en luy insinuant que ses proches parents et présomptifs héritiers ne le voyoient que par intérêt et qu'il devoit se méfier de leurs assiduités mesme de leurs présents qu'ils pouvoient

(1) Arch. du Loiret, Officialité d'Orléans, Série G. 499.

empoisonner et y user de sortilege ces suggestions odieuses l'avoient tellement frappé qu'il auroit fait refuser à ses parents l'entrée de sa maison et rejeter les présents qu'ils luy envoyaient entre autres un beau brochet vivant qu'un d'eux luy avoit envoyé et qu'il fit jetter sur le champ dans les latrines ce qui fut promptement exécuté par une des personnes auteurs de la suggestion et qui engagea ledit sieur Blondeau de recourir aux exorcismes pour dissiper le venin et le malefice qu'elle supposoit dans le présent, les présents ainsi éloignés et l'entrée de la maison leur étant fermée le s^r Blondeau ayant esté atteint de la maladie dont il est décédé la famille n'en a point esté avertie non plus que du décès on a eu le soin de luy faire recevoir les sacrements sans même en avvertir le chapitre de Sally dont il estoit membre et qui a coutume d'assister en corps à cette cérémonie les personnes auteurs de la suggestion se sont a ce moyen trouvées seules en possession de la maison du s^r Blondeau et ont eu lieu dans les derniers jours de maladie d'avec celui de sa mort et depuis de soustraire et divertir comme elles l'ont fait les effets les plus précieux de sa succession comme or et argent monnoyé montant à plus de quinze mille livres des billets promesses et obligations montant à pareille somme et dus par plusieurs personnes notamment par une communauté religieuse du voisinage de Sully plusieurs cuilleres fourchettes tasses et gobelets d'argent linges draps nappes toiles et autres effets et comme cette depredation et les moyens odieux qui ont esté mis en œuvre pour y parvenir et pour ruiner les esperances legitimes de la famille dudit s^r Blondeau sont également criminels les

Exposants les ont déferés a justice et en ont rendu leur plainte contre lesdits quidams pardevant Monsieur le Lieutenant Criminel au Baillage d'Orléans ou par arrest de la Cour du vingt un février mil sept cens cinquante trois... »

*
* *

Tous faits de dol et, d'une façon générale, les vices du consentement pouvaient être prouvés par monitoire.

M. Pasquier (1) rapporte un intéressant monitoire, ou, plus exactement un *significavit* publié à Toulouse, en 1540, à l'occasion de la nomination d'un chanoine à la cathédrale de Toulouse. S'adressant à la population d'une ville où le français n'était pas la langue usuelle, le monitoire es trédigé en langue romane Voici l'espèce : Guillaume de Plasensac, chanoine de la cathédrale de St Etienne mourut le 17 août 1540. Un successeur lui fut désigné. Mais un concurrent évincé, Jérôme de Plasensac, neveu du défunt, invoqua une résignation que son oncle avait consentie à son profit, en cour de Rome, quelque temps auparavant ; le pape pouvait en effet disposer directement d'un bénéfice quand le possesseur s'en démettait en faveur d'une personne régulièrement désignée à la chancellerie pontificale. Le successeur régulièrement nommé prétendit que la renonciation invoquée par Jérôme de Plasensac avait été obtenue par surprise et, comme telle, ne pouvait avoir aucun effet. Aussi s'adres-

(1) Monitoire à Toulouse en 1540.

sa-t-il en cour de Rome, réclamant une information sur les agissements de son adversaire. A cette occasion, un monitoire fut lancé à Toulouse, avec la permission du sénéchal.

*
**

On rencontre aussi dans la pratique, mais beaucoup plus rarement, des monitoires destinés à obtenir des preuves d'une filiation naturelle. Voici un monitoire délivré par l'official du Mans, en 1689 :

« Officialis cenomanensis universis et singulis parochis salutem in domino.

« Nous avons reçu la complainte de pierre hesse au nom et comme père et tuteur naturel de marie hesse sa fille mineure suivant la permission a luy donnée de quérimonier par le sieur lieutenant criminel de cette ville contre ceux et celles qui déniaient déposer vérité de la cognoissance qu'ils ont que certain malefacteur depuis longtemps auroit sollicité laditte marie hesse et pressée soubz promesses de mariage de satisfaire a sa passion criminelle et l'auroit tellement séduite qu'il auroit engendré en elle un enfant dont elle est grosse.

« Qui ont cognoissance que led. quidam a poursuivi laditte fille en plusieurs lieux dans le mauvais dessein qu'il avoit de la corrompre dont plusieurs ont bonne cognoissance pour avoir veu, sceu, cogneu ouy dire et aperceu et en cellent la vérité au préjudice dud. plaignant et damnation des ames des dits malefacteurs et malefactrice.

« *Supplicationi cujus conquerentis annuentes...*

« Qui scavent que led. malefacteur est accoustumé a ces sortes de desbauches qu'il a souvent pressé et sollicité plusieurs autres femmes et filles a satisfaire sa passion criminelle, qu'il est sujet a faire continuellement la débauche depuis le matin iusques au soir, qu'il est sans cesse dans les cabarets a proférer de mauvaises parolles, salles ou deshonnestes, iurant et blasphémant ordinairement le saint nom de dieu et qu'en fin led. malefacteur est entièrement abandonné à toutes sortes de desbauches vivant fort scandaleusement.

Vu : *Le Doyen,* Vu : *Le Président de la Thèse*
H. BERTHELEMY. R. GENESTAL

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

P^r le Recteur de l'Académie de Paris,

J. PERRON.

(1) Arch de la Sarthe. Fonds municipal du Mans. Art. 835, pièce 8.

BIBLIOGRAPHIE

- AFFRE. — *Dictionnaire des institutions mœurs et coutumes du Rouergue*, Rodez 1903.
- D'ALBIGNY. — *Les lettres monitoires et leur emploi dans les diocèses de Vienne et de Viviers*, Privas 1880.
- ALLARD. — *Histoire de la justice criminelle au xvi^e siècle*, Paris 1868.
- AUDOUARD. — *Le monitoire*, Paris 1909.
- AYRAULT. — *Plaidoyers*, Paris 1615.
- BARDET. — *Recueil d'arrêts*, Avignon 1773.
- BORNIER. — *Conférence des ordonnances de Louis XIV*, Paris 1744.
- BOURGUIGNON. — *Jurisprudence des codes criminels*, Paris 1825.
- BOUTARIC. — *Explication de l'ordonnance de Louis XIV sur les matières criminelles*, Toulouse 1743.
- BOUCHEL. — *Bibliothèque ou trésor du droit français*, Paris 1615.
- BOUVOT. — *La coutume de Bourgogne*, Genève 1632.

BRILLON. — *Dictionnaire des arrêts de jurisprudence universelle*, Paris 1727.

BRISAUD. — *Manuel d'histoire du droit français*, Paris 1898.

BURNIER. — *Histoire du Sénat de Savoie. Mémoires de l'Académie Impériale de Savoie*, 1864.

DE CLOSMADÉUC. — *Les sorciers de Lorient, procès criminel devant la sénéchaussée d'Hennebont. Bulletin de la société polymathique du Morbihan*, Yannes 1885.

COUDERT DE CLOSOL. — *Code ecclésiastique*, Paris 1780.

DAUDET. — *La police et les chouans sous le Consulat et l'Empire*, Paris 1895.

DESJARDINS. — *Les cahiers des états généraux et la législation criminelle*, Paris 1883.

DUCASSE. — *La pratique de la juridiction ecclésiastique*, Toulouse 1718.

DUPUY. — *Traité des droits et libertez de l'Eglise gallicane*, Rouen 1651.

DURAND DE MAILLANE. — *Les libertez de l'Eglise Gallicane prouvées et commentées*, Lyon 1771.

— *Dictionnaire du droit canonique*, Lyon 1776.

ELIE DE BEAUMONT. — *Choix de plaidoyer (sic) et mémoires d'Elie de Beaumont*, Paris 1824.

ESMEIN. — *Histoire de la procédure criminelle en France*, Paris 1882.

- EVEILLON. — *Traité des excommunications et monitoires*, Paris 1672.
- FERRIERE. — *Dictionnaire de droit et de pratique*, Paris 1769.
- FEVRET. — *Traité de l'abus*, Lyon 1730.
- FLÉCHIER. — *Les grands jours tenus à Clermont en 1665-66*, Paris 1844.
- FORGET. — *Des personnes, choses ecclésiastiques et décimales*, Rouen 1675.
- FOUGERE. — *Le parler et les traditions populaires de Genes-sur-Seiche (Ille-et-Vilaine). Annales de Bretagne* Rennes 1895.
- FRAIN. — *Arrêts du Parlement de Bretagne*, Rennes 1684.
- GAURET. — *Style universel*, Paris 1687.
- GIBERT. — *Usages de l'église gallicane*, Paris, 1724.
- GROSSE DUPERON. — *Monitoires de la fin du XVII^e siècle, Bulletin de la commission historique et archéologique de la Mayenne*.
- GUYOT. — *Répertoire de jurisprudence*.
- HINSCHIUS. — *Das Kirchenrecht*, Berlin, 1886-97.
- HORRY. — *Pratique civile des officialités*, Paris 1703.
- HUOT. — *Des monitoires*, Lille 1910.
- ISAMBERT. — *Recueil des anciennes lois françaises*, Paris 1833.
- JOUSSE. — *Traité de la justice criminelle de France*, Paris 1771.

— *Nouveau commentaire sur l'édit du mois d'avril 1695*, Paris 1764.

LACROQ. — *Une procédure monitoire au XVIII^e siècle*.
Limoges 1918.

LAFORET. — *Le dernier monitoire à Marseille. Revue de Marseille*, Marseille 1862.

LA TRÉMOILLE. — *Les La Trémoille pendant cinq siècles*,
Nantes 1890-96.

LEA. — *Histoire des tribunaux de l'inquisition au moyen-âge*. Trad. Salomon Reinach, Paris 1900-01.

LE GRAVEREND. — *Traité de la législation criminelle en France*, Paris 1823.

LAMEDÉ. — *Tractatus privilegiorum, quæ exemptiones ecclesiasticæ dicuntur*, Paris, 1674.

LOREDAN. — *La grande misère et les voleurs au XVIII^e siècle*, Marion du Faouet et ses associés, Paris 1910.

MARTIN (Olivier). — *L'assemblée de Vincennes de 1329 et ses conséquences*, Paris, 1909.

MATHIEZ. — *La lecture au prône des décrets et actes de l'autorité publique*, Annales révolutionnaires, Paris 1908.

MERLIN. — *Répertoire de jurisprudence*, Paris 1813.

MOSNIER. — *Les véritables alliances du droit françois*,
Tournon 1618.

MUYARD DE VOUGLANS. — *Les lois criminelles de France dans leur ordre naturel*, Paris, 1780.

- *Instruction criminelle suivant les loix et ordonnances du royaume*, Paris 1842.
- PAPON. — *Recueil d'arrestz notables*, Lyon 1559.
- PASQUIER. — *Monitoire à Toulouse en 1540*, Toulouse 1896.
- PASTORET. — *Traité des lois pénales*, Paris 1790.
- RAVIOT. — *Observations sur les arrêts notables du Parlement de Dijon*, Dijon 1735.
- REGINO. — *Reginonis abbatis Prumiensis libri duo de synodalibus causis et disciplinis ecclesiasticis*. Ed. Wassersleben, Leipsiae 1840.
- ROUAULT. — *Traité des monitoires*, Paris 1740.
- ROUSSEAUD DE LA COMBE. — *Recueil de jurisprudence canonique et bénéficiale*, Paris 1755.
- SAINT-OLIVE. — *Les allures et les mœurs de MM. de Maniquet et Audeyer gentilshommes dauphinois*. *Bulletin de la société de statistique de l'Isère*, Grenoble 1920.
- SERPILLON. — *Code criminel*, Lyon 1767.
- TANON. — *Histoire des tribunaux de l'inquisition en France*, Paris 1883.
- TROTRY. — *Les Grands Jours des Parlements*, Paris 1908.
- VEDEL. — *Un monitoire du siècle dernier*, *Revue du Vivarais*, Privas, 1894.
-

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Archives de l'Ain. — Série B 899-907 (Greffé de Nantua, justice des terres de Nantua).

Archives des Deux-Sèvres. — Série G 87.

Archives du Gers. — Série G 53 (Officialité d'Auch)
— G 83 (Officialité de Lombez)

Archives du Loiret. — Série G 498-501 (Officialité d'Orléans)

Archives du Rhône. — Fonds de l'officialité diocésaine, liasse 38.

Archives de la Sarthe. — Fonds municipal du Mans, art. 835.

Archives de Seine-et-Oise. — Série G 200-208 (Officialité de Pontoise).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	13
Les origines du Monitoire.....	13

PREMIÈRE PARTIE

Le développement du monitoire dans la procédure séculière	29
<i>Chapitre Premier. — Sécularisation du Monitoire...</i>	29
<i>Ch. II. — L'ordonnance de 1670.....</i>	38
<i>Ch. III. — Le XVIII^e Siècle.....</i>	44

DEUXIÈME PARTIE

La procédure monitoire.....	56
Titre Premier. — La structure du Monitoire.....	56
Titre II. — Conditions d'emploi de la procédure Monitoire.....	65
<i>Chapitre Premier. — L'objet du Monitoire.....</i>	65
§ 1. — Le monitoire devait avoir pour objet un fait grave	65

§ 2. — Le monitoire était un moyen de preuve subsidiaire.....	69
§ 3. — Le Monitoire devait avoir pour objet un fait déterminé et précis.....	73
Ch. II. — <i>Le but du Monitoire</i>	78
§ 1. — Le Monitoire à fin de révélation ; ses différents buts.....	80
§ 2. — La question des Monitoires à fin de satisfaction	88
§ 3. — Des Monitoires pour recouvrer les choses perdues et des Monitoires pour réparer une injure faite à Dieu ou à ses saints.....	93
§ 4. — Les significavit.....	95
Ch. III. — <i>Domaine d'application du Monitoire</i> ...	101
Titre III. — <i>La procédure</i>	109
Chapitre Premier. — <i>La procédure dégagée d'incident</i>	109
§ 1. — Qui avait qualité pour demander le Monitoire	110
§ 2. — Quel supérieur ecclésiastique avait qualité pour accorder le Monitoire.....	114
§ 3. — Marche de la procédure.....	116
Ch. II. — <i>Les incidents de la procédure</i>	131
§ 1. — Refus de l'autorité ecclésiastique.....	131
§ 2. — Commission d'un prêtre pour faire les publications.....	139
§ 3. — Procédure de taxe.....	141

§ 4. — Les voies de recours.....	144
Titre IV. — Les suites du Monitoire.....	150
<i>Chapitre Premier. — Les révélations.....</i>	<i>150</i>
§ 1. — L'obligation de révéler.....	150
§ 2. — Réception des révélations.....	160
<i>Ch. II. — Les excommunications encourues à la</i> <i>suite des Monitoires.....</i>	<i>167</i>
§ 1. — Nature de l'excommunication moni- toriale	167
§ 2. — La procédure de l'excommunication monitoriale	170
§ 3. — Aggraves et réaggraves.....	177
§ 4. — Les formes de la fulmination.....	185

TROISIÈME PARTIE

Les Monitoires sous le Premier Empire.....	191
§ 1. — Projets de rétablissement des Moni- toires sous le Consulat.....	191
§ 2. — La décision gouvernementale du 10 Septembre 1806.....	194
§ 3. — Un Monitoire sous le Premier Em- pire	198
§ 4. — Règlementation des Monitoires sous le Premier Empire.....	205
Conclusions	209
APPENDICE	212

Pièces justificatives	212
§ 1. — Monitoires décernés à la requête du ministère public dans un intérêt général....	212
§ 2. — Monitoires en matière criminelle..	231
a) Délits contre les personnes.....	231
b) Délits contre les biens.....	260
§ 3. — Monitoires en matière civile.....	278
BIBLIOGRAPHIE	295
